

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

JUIN 2019

N°193

Direction du Secrétariat Général

SOMMAIRE
RAA de juin 2019

	PAGES
PARTIE 1 : DELIBERATIONS (<i>Conseil du 25 juin 2019</i>)	3
PARTIE 2 : DECISIONS (<i>Conseil du 25 juin 2019</i>)	241
PARTIE 3 : ARRETES REGLEMENTAIRES	451
PARTIE 4 : ARRETES INDIVIDUELS	478

PARTIE 1 - DELIBERATIONS

	PAGES
HORS COMMISSION	9
COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE	51
CULTURE	58
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, FRENCH TECH ET ARTISANAT	90
FINANCES	97
LOGEMENT	134
PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER	144
PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES	157
RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISME, PARCS D'ACTIVITE	174
RESSOURCES HUMAINES	178
SPORT ET TRADITIONS SPORTIVES	183
TRANSITION CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, DEVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE	196
TRANSPORTS ET MOBILITE	200
VOIRIE, ESPACE PUBLIC	225

PARTIE I – SOMMAIRE

N°DELIB	HORS COMMISSION	PAGE
M2019-306	Hors commission - Vœu pour la réalisation de la Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan (LNMP) au bénéfice de la qualité de l'air	10
M2019-307	Hors commission - Vœu de soutien au maintien du contrôle public de la société Aéroports de Paris	14
M2019-362	Hors commission - Contrat de partenariat conclu entre la Ville de Millau, la Communauté de Communes de Millau Grands Causses et Montpellier Méditerranée Métropole - Parcours d'accompagnement du Business Incubator Center (BIC) - Convention d'application - Approbation - Autorisation de signature	17
M2019-363	Hors commission - Rapport d'activité de la Commission de Contrôle des Comptes - Approbation	21
M2019-364	Hors commission - Rapport d'activité de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) - Approbation	24
M2019-365	Hors commission - Rapports Annuels des Délégués de service public de l'exercice 2018 - Approbation	28
M2019-366	Hors commission - Chambre Régionale des Comptes Occitanie - Montpellier Méditerranée Métropole - Actions entreprises à la suite des observations définitives sur le contrôle des comptes et de la gestion pour la compétence déchets ménagers et assimilés	31
M2019-367	Hors commission - Participation au II NATIONAL MEETING OF URBAN CLEANING: Innovative approaches to Clean Cities à Cascais (Portugal) du 29 au 31 mai - Participation d'un élu - Prise en charge financière - Approbation	37
M2019-368	Hors commission - Mission Niamey (Niger) - Participation au 3ème Forum Milan Urban Food Policy Pact d'Afrique - Du 11 au 13 juin 2019 - Approbation	40
M2019-369	Hors commission - Convention de partenariat entre Radio Nova, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	43
M2019-370	Hors commission - Représentations du Conseil de Métropole - Désignations	46
M2019-371	Hors commission - Adoption du procès-verbal de la séance du 23 mai 2019	49
N°DELIB	COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE	PAGE
M2019-324	Appel à projets 2019 du contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole - Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes - Actions collectives 2019 - Attribution de subventions - Approbation	52
M2019-325	Signature d'une convention globale entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Solidarité DOM TOM - Approbation	55
N°DELIB	CULTURE	PAGE
M2019-335	Conservatoire à Rayonnement Régional - Dispositif DEMOS - Avenant à la convention de partenariat avec la Cité de la Musique, Philharmonie de Paris - Autorisation de signature	59
M2019-336	Musée Fabre - Convention de partenariat avec l'Ecole du Louvre pour l'organisation de cycles de conférences - Autorisation de signature	62
M2019-337	Musée Fabre - Convention de partenariat avec le Réseau Canopé dans le cadre du dispositif "Dans la cour des grands"- Autorisation de signature	65
M2019-338	Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Convention de partenariat avec le Festival Radio France Occitanie Montpellier - Autorisation de signature	68

PARTIE I – SOMMAIRE

N°DELIB	CULTURE (suite)	PAGE
M2019-339	Conservatoire à Rayonnement Régional - Convention de partenariat pédagogique avec l'Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique (ENSAD) - Autorisation de signature	71
M2019-340	Contrat Territoire-Lecture avec le Ministère de la Culture et de la Communication - Programme et demande de subvention - Approbation - Autorisation de signature	74
M2019-341	Affectation de subventions - Conventions de partenariat - Approbation et autorisation de signature	77
M2019-342	Convention-cadre en faveur de la généralisation de l'éducation artistique et culturelle entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie, l'Éducation Nationale et la Direction Départementale de la Cohésion Sociale - Convention d'application entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature	80
M2019-343	Site archéologique Lattara, musée Henri Prades - Convention de partenariat avec l'Établissement Public de Coopération Culturelle (EPCC) Montpellier Contemporain (MoCo) et l'artiste Benoît Maire - Autorisation de signature	84
M2019-344	Site archéologique Lattara, musée Henri Prades - Convention de partenariat avec l'Université Paul-Valéry Montpellier 3 pour l'organisation de l'exposition ' L'aventure phocéenne. Grecs, Ibères et Gaulois en Méditerranée nord-occidentale ' - Autorisation de signature	87
N°DELIB	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT	PAGE
M2019-321	Extension des activités de la société Kawneer à Vendargues - Nouvelle convention d'attribution d'une subvention - Autorisation de signature	91
M2019-322	Avenant à la convention d'attribution d'une subvention de fonctionnement pour le soutien à la manifestation State of The Map 2019 - Attribution de subvention - Autorisation de signature	94
N°DELIB	FINANCES	PAGE
M2019-308	Compte administratif et compte de gestion 2018 - Budget principal - Approbation	98
M2019-309	Compte administratif et compte de gestion 2018 - Budget annexe transport - Approbation	103
M2019-310	Compte administratif et compte de gestion 2018 - Budget annexe assainissement - Approbation	107
M2019-311	Compte administratif et compte de gestion 2018 - Budget annexe assainissement non collectif - Approbation	111
M2019-312	Compte administratif et compte de gestion 2018 - Budget annexe parking - Approbation	115
M2019-313	Compte administratif et compte de gestion 2018 - Budget annexe eau potable - Approbation	118
M2019-330	Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la commune de Lattes nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	122
M2019-331	Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la Ville de Montpellier nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°1	125
M2019-332	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique ENVIRONNEMENT ET TRANSPORTS - Exercice 2019	128

PARTIE I – SOMMAIRE

N°DELIB	FINANCES (suite)	PAGE
M2019-333	Définition du tarif et convention de mise à disposition d'un terrain intercommunal - Approbation - Autorisation de signature	131
N°DELIB	LOGEMENT	PAGE
M2019-327	Construction de 9 logements sociaux - Résidence ' Casalez ' - 1348 route de Montpellier à Prades-le-Lez - Garantie d'emprunt à la SAS coopérative ' Lez'Coop ' - Convention - Autorisation de signature	135
M2019-328	Opération "Rénover pour un habitat durable et solidaire" 2013-2019 - Attribution de subventions pour la réhabilitation de trente-six logements situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature	138
M2019-329	Opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain de Montpellier 2016-2021 - Quartiers Courreau / Figuerolles / Nord-Ecusson - Attribution de subventions pour la réhabilitation de deux copropriétés - Autorisation de signature	141
N°DELIB	PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER	PAGE
M2019-318	Projet Urbain Partenarial (PUP) La Casa de los Artist - Société Hectare - Commune de Baillargues - Approbation de la convention de PUP et de la convention de reversement à la commune - Autorisation de signature	145
M2019-319	Commune de Cournonterral - Modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation	149
M2019-320	Cession d'une partie de la parcelle cadastrée BB n°337, sise commune de Vendargues - Extension de BIOCASH - Zone d'activités du SALAISON	154
N°DELIB	PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES	PAGE
M2019-317	GEMAPI - Mise en œuvre de la feuille de route - Principe de dissolution du Syndicat Intercommunal d'Assainissement des Terres de l'Étang de l'Or (SIATEO) au 31 décembre 2019 - Approbation	158
M2019-349	Programme d'actions de protection contre les inondations (PAPI2) Lez-Mosson-Étangs Palavasiens - Commune de Pignan - Étude de définition d'un programme de travaux afin d'augmenter la sécurité des populations - Demandes d'aides financières	161
M2019-350	Avenant au programme d'actions de protection contre les inondations (PAPI2) Lez-Mosson-Étangs Palavasiens - Aménagement de protection contre les inondations de la Mosson à Juvignac - Acquisitions foncières - Demandes d'aides financières	164
M2019-351	Programme d'actions de protection contre les inondations (PAPI2) Lez-Mosson-Étangs Palavasiens - Développement du réseau de capteurs piézométriques - Demandes d'aides financières	167
M2019-352	Commune de Lattes - Site du Méjean - Convention de délégation de maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Lattes pour la réalisation de travaux hydrauliques sur le site du Méjean - Abrogation de la délibération n°M2018-742 du 21 décembre 2018 - Approbation - Autorisation de signature	170
N°DELIB	RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE	PAGE
M2019-323	Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature	175
N°DELIB	RESSOURCES HUMAINES	PAGE
M2019-334	Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation	179

PARTIE I – SOMMAIRE

N°DELIB	SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES	PAGE
M2019-345	Clubs et associations sportifs - Affectations de subventions - Convention d'attribution - Autorisation de signature	184
M2019-346	Palais des sports René Bougnol - Occupation temporaire du domaine public - Convention de mise à disposition au Montpellier Handball - Saison sportive 2019-2020 - Autorisation de signature	187
M2019-347	Natation et patinage scolaire - Conventions de partenariat - Année scolaire 2019-2020 - Autorisation de signature	190
M2019-348	Réseau des piscines - Plan canicule - Horaires - Tarification - Gratuité d'accès - Approbation	193
N°DELIB	TRANSITION CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, DEVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE	PAGE
M2019-326	Adhésion au club des territoires urbains engagés dans la transition énergétique et écologique - ADEME Occitanie - Signature de la charte - Désignation d'un représentant	197
N°DELIB	TRANSPORTS ET MOBILITE	PAGE
M2019-314	Tramway - Extension Ligne 1 - Nouveau profil du cours de gare tenant compte des modes actifs - Nom des deux nouvelles stations de tramway - Approbation	201
M2019-315	Ligne de Transport A la Demande (TAD) - Arrêt commune de Teyran - Nouvelle convention d'autorisation d'embarquement et de dépose de passagers - Approbation - Autorisation de signature	204
M2019-316	Tramway 5ème ligne - Commission d'Indemnisation à l'Amiable - Création de la Commission - Désignation partielle des membres de la Commission - Approbation	207
M2019-353	Projet de partenariat d'expérimentation avec le Groupe Renault pour tester un nouveau concept de véhicule logistique - Approbation - Autorisation de signature	213
M2019-354	Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) - Modification des statuts - Approbation	216
M2019-355	Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) - Navette des plages Etang de l'Or vers la plage du Grand Travers - Tarification - Convention de compensation financière - Autorisation de signature	219
M2019-356	Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) - Convention relative aux modalités d'utilisation du réseau urbain de Montpellier Méditerranée Métropole pour le transport scolaire - Autorisation de signature	222
N°DELIB	VOIRIE, ESPACE PUBLIC	PAGE
M2019-357	Remise en état de la Place de la Canourgue à Montpellier à la suite de la réhabilitation de l'Hôtel Richer de Belleval - Convention relative au financement et à la réalisation des travaux - Autorisation de signature	226
M2019-358	RN113 - Giratoire du Cétus (PR 16+800) - Convention de réalisation de plantations complémentaires et d'entretien général de l'îlot central du giratoire entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée - Approbation - Autorisation de signature	229
M2019-359	Sécurisation des abords du groupe scolaire Benoite Groult - Rue Puech Villa à Montpellier - Convention relative au financement et à la réalisation des travaux entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature	232

PARTIE I – SOMMAIRE

N°DELIB	VOIRIE, ESPACE PUBLIC (suite)	PAGE
M2019-360	Réalisation de la voie verte V70 sur les communes de Saint Génies des Mourgues, Saint-Christol et Boisseron - Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Département de l'Hérault - Autorisation de signature	235
M2019-361	Convention d'autorisation d'implantation et de raccordement électrique d'installations sur le réseau d'éclairage public métropolitain entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes membres - Autorisation de signature	238

HORS COMMISSION



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Maud BODKIN, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Rabii YOUSSEUS.

Absents / Excusés :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jean-Luc COUSQUER, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Aline DESTAILLATS.

Hors commission - Vœu pour la réalisation de la Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan (LNMP) au bénéfice de la qualité de l'air

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

L'amélioration de la qualité de l'air extérieur fait partie des enjeux de santé publique de l'aire urbaine de Montpellier (115 communes). Depuis 2006, Montpellier Méditerranée Métropole et les territoires voisins sont couverts par un Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) présentant les différentes mesures à mobiliser pour limiter cette pollution, au regard de l'inventaire des émissions des sources de polluants.

En l'absence de tissu industriel polluant, le trafic routier constitue la principale source d'émission des oxydes d'azote sur la Métropole (à hauteur de 81%). Consciente de sa responsabilité en termes d'organisation du système de déplacements urbains des voyageurs et des marchandises, la Métropole intervient d'ores et déjà à plusieurs titres pour limiter l'usage de la voiture individuelle et elle s'est engagée activement dans la réalisation de la Feuille de Route de l'Etat en région pour la Qualité de l'Air.

A travers ses projets d'aménagement du territoire et de programmation urbaine (projet de territoire, SCoT, PDU, PLU, PCAET, projets urbains...), elle définit une organisation du territoire favorisant la ville des courtes distances, afin de générer moins de déplacements, grâce à la constitution de quartiers mixtes et accessibles en transports en commun et par les modes actifs. L'organisation de l'urbanisation en cohérence avec le développement du réseau armature de transports collectifs permet d'offrir au plus grand nombre des temps de parcours attractifs pour leurs déplacements, contraints (emploi, formation, ...) ou non (consommation, loisirs, ...). C'est ainsi que la Communauté d'Agglomération de Montpellier, puis Montpellier Méditerranée Métropole, a participé activement à l'aménagement des Pôles d'Echanges Multimodaux (PEM) des gares de Montpellier Saint Roch, de Montpellier Sud de France et de Baillargues, et qu'elle a développé un réseau de quatre lignes de tramway dont l'efficacité n'est plus à démontrer. La Métropole renforce l'impact de ce réseau structurant grâce à la ligne 5, dont la mise en service est programmée pour 2025, et au prolongement de la ligne 1 pour 2022. En outre, elle amorce aujourd'hui « l'après tout tramway » avec l'engagement de la réalisation de quatre lignes « Métronome » et un renforcement de son réseau de bus (maillage et amplitudes horaires étendus, fréquences augmentées...). Parallèlement, la Métropole a adopté son Schéma Directeur des Modes Actifs (SDMA) et engage activement sa mise œuvre. L'objectif est de constituer rapidement un réseau continu, hiérarchisé, sécurisé et équipé permettant d'atteindre les 10 % de part modale vélo dans la 1^{ère} phase de réalisation du PDU 2020-2030.

En complémentarité à ces réalisations et projets ciblés sur le transport de voyageurs, plusieurs actions sont également engagées pour limiter les effets sur la qualité de l'air du transport de marchandises lié à l'activité économique du territoire. En partenariat avec l'Etat, l'ADEME, SNCF Réseau et Voies Navigables de France (VNF), la Métropole conduit l'élaboration d'un schéma directeur de la logistique urbaine et du transport de marchandises. Dans ce cadre, de nombreuses actions ont d'ores et déjà été mises en œuvre : renforcement du rôle du Marché d'Intérêt National de Montpellier pour la mutualisation des produits alimentaires, création en partenariat avec le groupe La Poste d'un centre de distribution urbain pour les produits secs, création de deux espaces logistiques urbains dans le centre-ville permettant des livraisons en cargo-cycles et véhicules électriques, clauses favorisant les véhicules peu émissifs dans les marchés publics ...

En outre, la Métropole s'est engagée à mettre en œuvre une Zone de Faibles Emissions (ZFE) afin d'améliorer la qualité de l'air, notamment de réduire les émissions de dioxydes d'azote et de particules fines au centre-ville de Montpellier. Celle-ci sera déployée par étapes successives à partir du plateau piéton et concernera dans un premier temps les véhicules logistiques et professionnels, pour favoriser les modes de transports mutualisés et décarbonés.

Si ces actions permettent d'agir effectivement sur la réduction de la pollution générée par les déplacements urbains, certains autres flux impactent directement le territoire sans pour autant dépendre de l'échelle et des compétences métropolitaines. Il s'agit du transport de marchandises, plus que significatif, enregistré sur les autoroutes. En 2017 en effet, les péages de Montpellier enregistraient le passage de 16 000 poids lourds par jour, soit environ 4 fois le volume de trafic moyen de poids lourds des autres autoroutes françaises (rapport ASFA2017).

S'agissant d'un trafic qui circule massivement sur le couloir languedocien, et pour limiter la pollution de l'air générée par le transport de marchandises autoroutier et routier depuis le Rhône jusqu'à l'Espagne, la seule solution, identifiée depuis de nombreuses années par l'ensemble des acteurs, consiste à reporter ces flux logistiques sur le rail.

La réalisation du Contournement Nîmes-Montpellier (CNM) a permis de transférer la plus grande partie des trains de fret de la voie ferrée historique sur la voie nouvelle en évitant notamment les villes de Nîmes, Lunel et Montpellier. Il reste maintenant à réaliser le dernier maillon manquant du corridor méditerranéen en engageant la réalisation de la Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP).

Sa réalisation est d'autant plus nécessaire que la section de Montpellier à Béziers, voire jusqu'à Narbonne, est l'une des plus saturée au plan national, comme l'a mis en évidence l'Observatoire de la Saturation ferroviaire piloté par l'Etat en 2016.

Ainsi, la LNMP répond, en tant que ligne mixte fret-voyageurs, non seulement à un enjeu de qualité de l'air évident en matière de transport de marchandises, mais également à un enjeu environnemental tout aussi essentiel de développement des trains du quotidien, aussi bien que des trains intercités, nationaux ou européens.

A l'heure du débat sur le projet de Loi d'Orientation sur les Mobilités (LOM), il est nécessaire de rappeler le caractère stratégique de la LNMP qui traverse des territoires exceptionnels à la fois par la richesse et la fragilité de leur environnement, et notamment de leur biodiversité (top 10 mondial) et par leur forte attractivité démographique, économique et touristique. En outre, la LNMP s'avère également être :

- parmi les moins onéreuses des projets de Lignes à Grande Vitesse ;
- la mieux financée car elle fait partie du corridor méditerranéen, l'un des neuf corridors prioritaires du réseau RTE-T défini par l'Union Européenne qui bénéficie à ce titre de financements importants ;
- la ligne nouvelle présentant la rentabilité socio-économique la plus élevée, compte tenu du nombre de bénéficiaires, particuliers, entreprises, collectivités et bassins de vie présents sur l'arc languedocien.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir adopter ce vœu visant à demander l'inscription de la programmation de la LNMP en tant que projet hautement prioritaire dans la prochaine LOM, notamment au regard des enjeux de qualité de l'air, donc de santé publique et de préservation de l'environnement ; ainsi que la programmation au plus vite de l'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique sur le tronçon Montpellier-Béziers.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 17 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-91530A-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Maud BODKIN, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Rabii YOUSSEUS.

Absents / Excusés :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO, Béatrice MICHEL, Aline DESTAILLATS.

Hors commission - Vœu de soutien au maintien du contrôle public de la société Aéroports de Paris

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

La loi Plan d'Action pour la Croissance et la Transformation des Entreprises (PACTE), adoptée le 11 avril 2019, permet au Gouvernement de poursuivre la privatisation de la société *Aéroports de Paris*. Une proposition de loi déposée par plus de 248 députés et sénateurs situés sur un large spectre de l'échiquier politique (de la *France Insoumise* aux *Républicains*) a initié le premier Référendum d'Initiative Partagée pour s'opposer à ce texte. Depuis le 13 juin et jusqu'au 12 mars 2020, le ministère de l'intérieur a ouvert un site internet destiné à collecter les 4,7 millions de signatures nécessaires pour poursuivre cette procédure.

La loi PACTE a pour objectif de « *donner aux entreprises les moyens d'innover et de grandir* » en leur mettant notamment à disposition un « *fonds pour l'innovation de rupture* » de 10 milliards d'euros destiné à financer des projets technologiques (intelligence artificielle, nano électronique...).

La vente de cette société qui constitue la deuxième valeur des participations de l'Etat au CAC 40, derrière EDF, participerait activement à sa constitution.

Le groupe *Aéroports de Paris* qui possède notamment les deux plus gros aéroports français (Roissy Charles de Gaulle et Orly) atteint en 2018 un chiffre d'affaires de plus de 4,7 milliards d'euros, avec de fortes perspectives de développement sur ces deux plateformes et à l'international. Ce leader mondial détenu encore à ce jour à 50,6% par l'Etat génère d'importants dividendes en hausse croissante, qui pourraient être en tout ou partie affectés au fonds constitués par la loi PACTE, et se substituer de manière avantageuse et active aux produits des placements issus de la vente.

Les deux aéroports parisiens jouissent d'un véritable monopole naturel sur le territoire national, et le seul aéroport de Roissy Charles de Gaulle constitue le deuxième aéroport d'Europe, derrière celui de Londres Heathrow, mais avec des perspectives d'extension bien supérieures. Dans des situations comparables, et afin d'éviter des effets de rente contraire à l'intérêt général, de nombreux pays, dont les Etats-Unis, maintiennent un contrôle public de leurs aéroports internationaux. Les suites de la privatisation de l'aéroport de Toulouse confirment la nécessité de cette position pour des équipements bénéficiant d'une situation de monopole structurant au niveau national, mais aussi au niveau local, lorsqu'ils disposent d'un caractère stratégique sur les territoires sur lesquels ils sont implantés.

Cette privatisation va aussi à l'encontre des enjeux d'aménagement régionaux et nationaux. *Aéroports de Paris* est en effet le premier propriétaire foncier de la Région Ile-de-France et détient à lui seul plus de 1 millions de mètres carrés de bâtiments. Même si le développement du maillage des lignes ferroviaires à grandes vitesses doit se poursuivre, de manière planifiée et accélérée, notamment concernant la Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan, les deux aéroports parisiens demeureront des points de centralité incontournables pour les liaisons intérieures qui seront maintenues, l'outre-mer et l'international.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir adopter ce vœu et de se prononcer contre la poursuite de la privatisation de *Aéroports de Paris* qui remet en cause le caractère public de ses équipements et s'oppose à une exploitation guidée par l'intérêt général.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 11 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-92211-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Noël SEGURA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS, Aline DESTAILLATS.

Hors commission - Contrat de partenariat conclu entre la Ville de Millau, la Communauté de Communes de Millau Grands Causses et Montpellier Méditerranée Métropole - Parcours d'accompagnement du Business Incubator Center (BIC) - Convention d'application - Approbation - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

La Communauté de Communes de Millau Grands Causses, la Ville de Millau et Montpellier Méditerranée Métropole ont conclu au 31 janvier 2019, un contrat global de partenariat portant notamment sur la mise en synergie des deux écosystèmes millavois et métropolitains.

La Communauté de Communes a créé et gère plusieurs structures d'accompagnement destinées à accueillir et favoriser le développement d'entreprises millavoises désireuses d'innover et de prospérer sur ce territoire :

- couveuse d'entreprises ;
- pépinière d'entreprises ;
- hôtel et village d'entreprises.

Le Business Incubator Center (BIC) de Montpellier créé et géré par Montpellier Méditerranée Métropole, primé à de nombreuses reprises au niveau international a suivi plus de 670 sociétés et généré plus de 5000 créations d'emplois depuis sa création en 1987. Il dispose d'un réseau de plus de 500 sociétés, d'experts de l'innovation et de la création d'entreprises et de nombreux investisseurs spécialisés dans les projets des start-ups et très petites entreprises. Il est destiné à des jeunes pousses à fort potentiel de croissance.

Les structures d'hébergement et d'accueil développées par les deux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) offrent de manière complémentaire des services mutualisés (photocopieuses, secrétariat, parkings, salles de réunions, etc.) mais aussi de mise en réseau et d'accompagnement (contact avec d'autres entrepreneurs, réseaux de professionnels de la structure, conseils de partenaires et experts, formations). Ces actions s'inscrivent dans les compétences qui leur ont été confiées par le législateur en matière d'immobilier d'entreprise, en application de l'article L.1511-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Le projet de convention d'application définit le cadre conventionnel permettant à des entreprises hébergées dans les structures de la Communauté de Communes de Millau Grands Causses de bénéficier, au cas par cas, de formations et de parcours d'accompagnements ciblés, mis en œuvre au sein du BIC de la Métropole, notamment en matière de :

- définition de la stratégie de développement ;
- développement des ventes ;
- recherche de financements ;
- création de réseaux.

Cet accord s'inscrit dans les dispositions de l'article L.5111-1 du CGCT permettant, de faire bénéficier à l'une des parties des services mis en œuvre par l'autre partie, dans le respect des compétences transférées aux EPCI en matière de développement économique et de l'ensemble de la réglementation en vigueur.

L'accord participe à l'alliance de ces deux territoires par la mise en place d'actions mutualisées de développement économique d'intérêt général. Sa portée demeure circonscrite à l'accord local entre les deux parties.

Le projet de convention détaille les dispositifs d'accompagnement et les événements ouverts aux sociétés millavoises, les modalités de refacturation et de suivi de cet accord.

Le nombre maximum d'entreprises pouvant intégrer des dispositifs d'accompagnements et de conseils structurant se déroulant sur plusieurs semaines est limité à cinq par années civiles.

D'autres événements ou séances de mise en réseaux et de conseils collectifs seront ouvert aux entreprises hébergées par la Communauté de Communes de Millau Grands Causses souhaitant y participer, sans conditions restrictives.

Le montant maximum facturé par la Métropole par année civile sera plafonné à 8 000 €, correspondant à 5 parcours structurant de moyen terme, plus l'ensemble des inscriptions des sociétés millavoises aux événements et programmes collectifs ponctuels et événements organisés par le BIC.

A l'issue de chaque année civile, ce montant sera recalculé en fonction du nombre de sociétés hébergées par la Communauté de Communes partenaire, ayant participé aux dispositifs d'accompagnement précités.

Un plancher de 1000 € permet aux sociétés millavoises hébergées par la Communauté de Communes d'accéder sans limitations, aux autres dispositifs d'accompagnement et événements organisés par le BIC, hors parcours structurants. Il est intégré dans le montant refacturé, tel que défini ci-dessus.

Ce projet de convention d'application prend effet à compter de sa signature jusqu'au 31 décembre 2020. Il pourra, dans la continuité de la convention-cadre générale, être reconduit annuellement par simple échange de courriers jusqu'au 31 décembre 2024.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention d'intégration des sociétés hébergées au sein des pépinières d'entreprises et couveuses de la Communauté de Communes de Millau Grands Causses au sein d'une partie du dispositif d'accompagnement du Business Incubator Center de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- approuver les modalités financières de cet accord ;
- dire que les recettes seront inscrites au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-90561-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention BIC-Millau 17-06-2019.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire

l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Noël SEGURA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS, Aline DESTAILLATS.

Hors commission - Rapport d'activité de la Commission de Contrôle des Comptes - Approbation

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

La Commission de Contrôle des Comptes (CCC) créée par délibération n°12398 du 30 juillet 2014, a pour objet d'exercer un contrôle financier et comptable sur les comptes produits par les entreprises, organismes, liés à Montpellier Méditerranée Métropole par une convention financière comportant des règlements de comptes périodiques représentant plus de 70 000 € par an, et tenus de fournir à la Métropole des comptes détaillés de leurs opérations ; et plus particulièrement les délégations de service public, en application des articles R.2222-1 à R.2222-5 du Code général des collectivités territoriales.

Ce contrôle s'exerce sur les rapports et les derniers comptes arrêtés par les entreprises et organismes mentionnés au présent article, notamment les délégataires dans le cadre des rapports mentionnés à l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales.

La Commission de Contrôle des Comptes est présidée par le représentant du Président de Montpellier Méditerranée Métropole, désigné par arrêté, Monsieur Max LEVITA.

Elle est composée par ailleurs des membres suivants :

- 3 conseillers métropolitains membres titulaires :
 - Jean-Pierre RICO,
 - Eric PENSO,
 - Gérard LANNELONGUE,
- 4 Conseillers métropolitains membres suppléants :
 - Jean-Luc SAVY,
 - Renaud CALVAT,
 - Annie YAGUE,
 - Pierre BONNAL,
 - Jacques DOMERGUE.

Séance du 13/09/2018

La CCC s'est réunie le 13 septembre 2018 pour examiner les comptes de l'exercice 2017 des DSP suivantes :

- ✓ DSP Usine de méthanisation **AMETYST** ;
- ✓ DSP Station d'épuration **MAERA** ;
- ✓ DSP Collecte des **Eaux usées** (2 contrats).

La CCC se réunit normalement en fin d'année pour examiner les comptes de l'année précédente, cependant faute de quorum les séances du 3 et 7 décembre 2018 ont été reportées par deux fois au 11 et 18 janvier 2019 pour avoir finalement lieu aux 21 et 26 mars 2019.

Séance du 21/03/2019

- ✓ DSP Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud ;
- ✓ DSP Service extérieur des pompes funèbres et du crématorium ;
- ✓ DSP Marché d'Intérêt National.
- ✓ DSP Distribution d'Electricité (Enedis/EDF) (7 contrats) ;
- ✓ DSP Distribution de Gaz (24 contrats).

Séance du 26/03/2019

- ✓ DSP Services de transports urbains ;
- ✓ DSP Stationnement en ouvrages **Parkings** (9 parkings - 7 contrats) ;
- ✓ DSP Patinoire **Vegapolis** ;
- ✓ DSP **Planetocéan Montpellier**.

Les avis significatifs de la CCC ont notamment porté sur la DSP Patinoire Vegapolis et les DSP Concessions d'Electricité et de Gaz. La Commission a en effet demandé que des courriers soient envoyés aux délégataires afin de leur soumettre des observations portant notamment sur le respect du formalisme associé au contrat dans le cadre des annexes financières et du rapport du délégataire de la Patinoire Végapolis ; sur l'opacité des données financières et relatives aux investissements, patrimoine du délégant pour les concessions de distribution de Gaz et d'Electricité.

A titre complémentaire, il convient de préciser que parallèlement à la tenue des séances de la CCC, les rapports annuels des délégataires portant sur les 49 contrats ont également fait l'objet d'un examen par la Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Isabelle GUIRAUD et composés paritairement d'élus métropolitains et d'associations d'usagers, pour l'examen des comptes 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte des travaux de la Commission de Contrôle des Comptes de la Métropole pour l'année 2018 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir prendre acte.

Le Conseil prend acte des travaux de la Commission de Contrôle des Comptes de la Métropole pour l'année 2018.

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-88814-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Noël SEGURA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS, Aline DESTAILLATS.

Hors commission - Rapport d'activité de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) - Approbation

Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente, rapporte :

La Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), créée par délibération n°4943 du 23 décembre 2002, en application de la loi n°2002-276 du 27 février 2002, examine les Rapports Annuels des Déléataires (RAD) et les Rapports sur le Prix et la Qualité des Services publics (RPQS) de la collecte et du traitement des déchets ménagers, de l'assainissement, de l'eau potable et de l'eau brute, ainsi qu'un bilan d'activité des services exploités en régie. Elle émet aussi un avis sur tout projet de délégation de service public, avant que l'assemblée délibérante ne se prononce sur le principe de la gestion déléguée. La CCSPL prévue à l'article L. 1413-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) a pour vocation de permettre l'expression des usagers des services publics par la voie d'associations représentatives. Elle contribue ainsi à la participation des citoyens au fonctionnement des services publics.

La CCSPL est présidée par Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente déléguée à l'administration générale, contentieux, affaires juridiques et protocole.

Elle est composée par ailleurs des membres suivants :

- 5 conseillers métropolitains membres titulaires :

- Laurent JAOU,
 - Gilbert PASTOR,
 - Titina DASYLVA,
 - Maud BODKIN,
 - Annie YAGUE.

- 5 Conseillers métropolitains membres suppléants :

- Gérard LANNELONGUE,
- Valérie BARTHAS-ORSAL,
- Michèle DRAY-FITOUSSI,
- Arnaud MOYNIER,
- Rosy BUONO.

- Et de manière paritaire, d'un représentant des associations d'usagers suivantes :

- FNAUT (Fédération Nationale des Associations d'Usagers des Transports),
- CLCV (Consommation Logement Cadre de Vie),
- VELOCITE LANGUEDOC,
- PAILLADE MOSSON COULEE VERTE,
- LRNE (Languedoc Roussillon Nature Environnement).

Les services publics et équipements métropolitains qui font l'objet d'un examen par la Commission des Services Publics Locaux restent actuellement les suivants :

- Patinoire Vegapolis ;
- Planetocéan ;
- Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud ;
- Service extérieur des pompes funèbres et du crématorium ;
- Service public des transports en commun urbains ;
- Service public de l'assainissement (3 contrats) ;
- Marché d'Intérêt National ;
- Parcs de stationnement "Foch-Préfecture /Marché aux fleurs" et "Arc de Triomphe" ;
- Parc de stationnement "Peyrou Pitot" ;
- Parcs de stationnement "Antigone" et "Comédie" ;
- Parc de stationnement "Europa" ;
- Parc de stationnement "Gambetta" ;
- Parc de stationnement "Nouveau Saint Roch" ;
- Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid ;
- Concession de gaz (24 contrats) ;
- Concession d'électricité (7 contrats) ;
- Unité de méthanisation Ametyst ;

- Service public de l'eau potable (Régie de l'eau) ;
- Concessions plage de Villeneuve-lès-Maguelone.

Conformément aux dispositions de l'article L.1413-1 du CGCT, la Présidente de la CCSPL présente à son assemblée délibérante, avant le 1er juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente.

Depuis le mois d'octobre 2016, l'organisation et la gestion des séances de la CCSPL, sont désormais conduites par la Direction du Contrôle de Gestion Externe de Montpellier Méditerranée Métropole.

Séance du 18/01/2018 :

Pour des raisons inhérentes au changement d'organisation, et au vu du grand nombre de dossiers présentés sur l'année 2017 relatifs aux exercices 2016 et des plannings contraints, la CCSPL s'est réunie tardivement pour une ultime séance le 18 janvier 2018, afin de finaliser la présentation des dossiers relatifs à l'année 2016. Elle a examiné les dossiers suivants :

- ✓ RAD 2016 **Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud** ;
- ✓ RAD 2016 **Marché d'Intérêt National** ;
- ✓ RAD 2016 **Service extérieur des pompes funèbres et du crématorium** ;
- ✓ RAD 2016 Stationnement en ouvrages **Parkings** (9 contrats) ;
- ✓ RAD 2016 Distribution d'**Electricité** (Enedis/EDF) (7 contrats) ;
- ✓ RAD 2016 Distribution de **Gaz** (24 contrats) ;
- ✓ RAD 2016 Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF).

Séance du 15/02/2018 :

Par ailleurs, la CCSPL s'est réunie pour émettre un avis sur le rapport du choix du mode de gestion du service public relatif à la gestion du **Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud**. La commission ayant donné un avis favorable sur la gestion déléguée de ces deux équipements.

Enfin, concernant l'examen des RAD et les RPQS publics au titre de l'année 2017, la CCSPL s'est réunie les 19 septembre 2018, 11 décembre 2018 et 14 décembre 2018 pour traiter les dossiers suivants :

Séance du 19/09/2018 :

- ✓ RPQS 2017 Collecte & Traitement des **déchets** ;
- ✓ RPQS 2017 **Assainissement** ;
- ✓ RPQS 2017 **Eau Potable** ;
- ✓ Bilan d'activité de la **Régie de l'eau** ;
- ✓ RAD 2017 Usine de méthanisation **AMETYST** ;
- ✓ RAD 2017 Station d'épuration **MAERA** ;
- ✓ RAD 2017 Collecte des **eaux usées** (2 contrats).

Cette séance a aussi donné un avis sur le rapport du choix du mode de gestion pour l'exploitation des sous-concessions du **Domaine Public Maritime de la plage de Villeneuve-lès-Maguelone**.

Séance du 11/12/2018 :

- ✓ RAD 2017 Services de **transports urbains** ;
- ✓ RAD 2017 Stationnement en ouvrages **Parkings** (9 parkings - 7 contrats) ;
- ✓ RAD 2017 **Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud** ;
- ✓ RAD 2017 **Service extérieur des pompes funèbres et du crématorium** ;
- ✓ RAD 2017 **Marché d'Intérêt National**.

Séance du 14/12/2018 :

- ✓ RAD 2017 Patinoire **Vegapolis** ;
- ✓ RAD 2017 **Planetocéan** ;
- ✓ RAD 2017 Distribution d'**Electricité** (Enedis/EDF) (7 contrats) ;
- ✓ RAD 2017 Distribution de **Gaz** (24 contrats).

Séance du 14/12/2018 :

Cette séance a été présidée selon arrêté exceptionnel par Maud BODKIN ; compte tenu du conflit d'intérêt liant Isabelle GUIRAUD en tant que représentante de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du conseil d'administration du délégataire du service public concerné :

- ✓ RAD 2017 Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF).

Les avis significatifs de la CCSPL ont notamment porté sur la DSP Patinoire Vegapolis et les DSP Concessions d'Electricité et de Gaz. La Commission a en effet demandé que des courriers soient envoyés aux délégataires afin de leur soumettre des observations portant notamment sur le respect du formalisme associé au contrat dans le cadre des annexes financières et du rapport du délégataire de la Patinoire Vegapolis ; sur l'opacité des données financières et relatives aux investissements, patrimoine du délégant pour les concessions de distribution de Gaz et d'Electricité.

A titre complémentaire, il convient de préciser que parallèlement à la tenue des séances de la CCSPL, les rapports annuels des délégataires portant sur les 49 contrats ont également fait l'objet d'un examen par la Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Max LEVITA et composés d'élus métropolitains, pour l'examen des comptes 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte des travaux de la Commission Consultative des Services Publics Locaux de la Métropole pour l'année 2018 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir prendre acte.

Le Conseil prend acte des travaux de la Commission Consultative des Services Publics Locaux de la Métropole pour l'année 2018.

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-88810-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Noël SEGURA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF, Aline DESTAILLATS.

Hors commission - Rapports Annuels des Déléataires de service public de l'exercice 2018 - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

En vertu de l'article 52 de l'ordonnance du 29 janvier 2016, les délégataires de service public sont tenus de produire chaque année, avant le 1er juin, à l'autorité délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport permet à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Conformément aux articles L.1411-3 et L.1411-13 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), dès réception, ces rapports doivent être inscrits à l'ordre du jour du plus proche Conseil et mis à la disposition du public en mairie, ainsi qu'au siège de la Métropole, dans les quinze jours de leur réception, pendant une durée d'un mois.

En outre, ces rapports annuels des délégataires doivent être examinés par la Commission Consultative des Service Public Locaux, selon l'article L.1413-1 du CGCT et par la Commission de Contrôle des Comptes, selon les articles R.2222-1 à R.2222-5 du CGCT.

Il est donc proposé à l'Assemblée de prendre acte de la réception des rapports annuels des délégations de services publics au titre de l'exercice 2018, remis au plus tard le 1^{er} juin 2019 conformément à la réglementation en vigueur et relatifs aux équipements ou services publics suivants :

Equipement / Service	Déléataire
MAERA, Station de traitement des eaux usées	VEOLIA Eau
Collecte des eaux usées des communes raccordées à MAERA	VEOLIA Eau
Collecte et traitement des eaux usées sur les secteurs Est et Ouest	SAS AQUALTER
Unité de méthanisation AMETYST	SAS AMETYST
Transports publics urbains	GME TaM/Transdev (1 ^{er} semestre 2018) et TaM (2 ^{eme} semestre 2018)
Marché d'Intérêt National	SAEML SOMIMON
Patinoire Vegapolis	SARL VM34000
Planetocéan Montpellier	SAS PLANETOCEANWORLD MONTPELLIER
Service extérieur des pompes funèbres et du crématorium	SAEML SFMA
Parcs de stationnement Foch-Préfecture/Marché aux fleurs et Arc-de-Triomphe	SA EFFIA
Parc de stationnement Peyrou-Pitot	SA INDIGO
Parc de stationnement Antigone	SAEML TaM
Parc de stationnement Comédie	SAEML TaM
Parc de stationnement Europa	SAEML TaM
Parc de stationnement Gambetta	SAEML TaM
Parc de stationnement Nouveau Saint Roch	SASU SAINT ROCH STATIONNEMENT
Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid	SAEML SERM
Concession de Gaz (24 contrats – 30 communes)	GRDF
Concessions d'Electricité (7 contrats – 7 communes)	ENEDIS
Concession d'Electricité Montpellier-Hauts de Massane	Coopérative d'Electricité de Saint Martin de Londres

Les rapports 2018 des services publics suivants n'ont pas été remis à ce jour :

- Le RAD de la DSP Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud ne peut être transmis dans les temps. En effet il est encore en cours de traitement, compte tenu notamment de la séance tardive du conseil d'administration qui a arrêté les comptes 2018 ;
- Concernant les sous-concessions d'exploitation du domaine public maritime sur la plage de Villeneuve-lès-Maguelone, seuls des comptes d'exploitation ont été fournis.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de la réception des rapports des délégataires de services public au titre de l'exercice 2018 dans les délais, et conformément à la réglementation en vigueur et annexés à la délibération ;
- confier l'examen de ces rapports à la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- confier l'examen de ces rapports et autoriser la Commission de Contrôle des Comptes à demander aux délégataires toute information complémentaire dans le cadre réglementaire qui s'applique ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir prendre acte.

Le Conseil prend acte de la réception des rapports des délégataires de service public au titre de l'exercice 2018 et de leurs transmissions à la CCSPL pour examen.

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20190625-88542-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 03/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Noël SEGURA, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS, Aline DESTAILLATS.

Hors commission - Chambre Régionale des Comptes Occitanie - Montpellier Méditerranée Métropole - Actions entreprises à la suite des observations définitives sur le contrôle des comptes et de la gestion pour la compétence déchets ménagers et assimilés

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par délibération en date du 31 mai 2018, le Conseil a pris acte du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes (CRC) concernant le contrôle des comptes et de la gestion de Montpellier Méditerranée Métropole pour la compétence déchets ménagers et assimilés

Conformément à la loi NOTRe et en application de l'article L.243-7 du Code des juridictions financières, le Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) est tenu de présenter devant le Conseil un rapport sur les actions entreprises à la suite des observations de la CRC.

Ainsi, eu égard aux recommandations formulées par la CRC, et rappelées ci-après, il convient de mentionner les actions correctrices qui ont été entreprises par la Métropole.

Conformément aux dispositions légales, article L.243-9 du Code des juridictions financières, cette délibération sera communiquée à la CRC.

Sept recommandations ont été apportées par la CRC et la Métropole travaille sur chacune de ces recommandations :

1. Mettre en place une comptabilité analytique pour le calcul de la Redevance Spéciale (RS) des déchets fonction du service rendu

La Métropole s'est dotée de la matrice ComptaCoût® développée par l'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME). Cette méthode a été mise en place dès 2017.

Les coûts aidés (dépenses du service diminuées des recettes de vente des matières recyclées et des soutiens financiers versés à la collectivité par les éco-organismes en charge des filières de « responsabilité élargie des producteurs ») ont ainsi pu être mis en évidence pour chaque catégorie de déchets, en particulier celles facturées dans le cadre de la redevance spéciale (Ordure Ménagère Résiduelle [OMR], déchets, recyclables hors verre, bio-déchets).

Ainsi, le prix facturé pour les :

- OMR est très proche du coût aidé calculé
- Déchets recyclables il est légèrement inférieur
- Bio-déchets est significativement moins élevé

Cette stratégie tarifaire permet à la Métropole d'affirmer sa politique publique en faveur du tri sélectif.

En conséquence, les recettes issues de la RS s'établissent en 2017 à 4,18 M € pour une dépense réelle évaluée à 4,69 M €.

2. Utiliser les fonctionnalités de la M57 pour identifier les coûts des activités de collecte et de traitement ainsi que ceux imputables aux services communs

Outre l'utilisation des rubriques de la M57, la Métropole a mis en place des sous-rubriques permettant de mieux identifier les coûts des activités liées à la collecte et au traitement des déchets.

Le tableau ci-dessous reprend l'ensemble de ces rubriques :

70	Services communs
71	Actions transversales
7211	Actions prévention et sensibilisation
7212	Collecte des déchets
7212.1	Collecte des déchets ménagers
7212.2	Collecte en apport volontaire
7212.3	Collecte en porte à porte
7212.4	Collecte en Points Propreté Déchetteries
7213	Tri, valorisation, traitement déchets
7213.0	Demeter service commun
7213.1	Méthanisation
7213.2	Centre de tri (CTRS)
7213.3	Stockage des déchets
7213.4	CSDU
7213.5	Incinération des déchets
7213.6	Plateforme compostage et valorisation bois
7213.7	Traitement
7221	Actions prévention et sensibilisation
7222	Action / propreté urbaine et nettoyage

3. Veiller au respect par la Société Méditerranéenne de Nettoyement (SMN) de l'article 4-3 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) proscrivant le recours à la pratique accidentogène du « fini parti »

Dans le cadre du suivi et du contrôle des prestations de collecte réalisées par les sociétés privées (SMN et Urbaser Environnement) pour le compte de la Métropole, cette dernière surveille particulièrement les pratiques accidentogènes souvent liées au « fini parti ».

15 agents de contrôle des prestations réalisent ainsi chaque mois 1 à 2 suivis de prestations, en plus de leur travail quotidien de vérification de la bonne exécution des prestations. Lors de ces contrôles peuvent être signalées des pratiques telles que les collectes bilatérales, les marches arrière non autorisées, parfois même la prise de certaines voies à contre sens. Des pénalités financières sont alors appliquées pour les plus caractérisées d'entre elles.

Outre le « fini parti », des réunions régulières (environ 1 par mois) sont tenues sur chacun des contrats afin de travailler sur la recommandation R437. Lors de ces réunions, les points abordés sont principalement des cas particuliers posant des problèmes de sécurité (trous dans la chaussée, saillie de végétation, suppression de marches arrière, ...).

Enfin, il est à signaler que les durées de temps de service se sont notablement accrues dans les nouveaux contrats notifiés en 2015, afin de prendre en compte des modes opératoires plus respectueux de la R437. Ce travail de fond réalisé par chaque organisation privée (mais également sur la Régie de collecte) s'inscrit dans la durée et correspond à une volonté partagée de diminuer l'accidentologie au travail en « ralentissant » les modes d'exécution. Selon les organisations, les stratégies adoptées consistent soit à définir un horaire fixe de fin de service, soit à modifier les modes opératoires et à vérifier leur bonne exécution, sur le terrain et/ou par une analyse des temps de service.

4. Exiger la production de documents conformes aux dispositions du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

A la suite de la recommandation de la CRC, la Métropole a écrit, en date du 25 janvier 2018, afin de demander aux titulaires des marchés de collecte de mettre en conformité leurs comptes rendus annuels par rapport aux clauses des CCTP. Les rapports produits dans le courant du 1er semestre 2018 sur l'exercice 2017 (et leurs annexes) attestent de la prise en compte des demandes de la Métropole. Urbaser Environnement n'a pas produit pour 2017 le bilan synthétique et analytique des données brutes, mais deux réunions de relecture et d'analyse partagée ont permis de mettre en perspective des pistes d'amélioration. La version 2018 du rapport annuel d'Urbaser Environnement intègre bien une partie analytique et de propositions d'évolution.

5. Formaliser les conditions d'emploi du personnel de la régie métropolitaine

Après la première étape de mise en place de la « collecte apaisée » (voir point suivant), un travail de rédaction de règlement de service est en cours. Une première version sera présentée lors du deuxième semestre 2019 aux partenaires sociaux afin d'engager la réflexion collective.

Les thématiques de ce règlement, outre le fait de stabiliser les nouveaux modes opératoires sont :

- L'hygiène, sécurité, et conditions de travail sur voie publique la nuit
- Les règles de temps de service, du temps de travail attendu et de prises de congés
- L'organisation du travail

6. Mettre un terme à la pratique du fini parti afin de réduire les accidents de travail et améliorer les performances de la régie

Depuis début mars 2019 et après un processus d'accompagnement au changement, les équipages de la Régie de collecte passent à la « collecte apaisée ». Cette nouvelle méthode met en avant :

- L'accrochage systématique de tous les bacs (les premiers effets de cette évolution majeure du mode opératoire de la Régie de collecte, où la manutention manuelle des bacs concernait plus de 50% de l'activité, ont été d'augmenter la durée du temps de service dans des proportions significatives comprises entre 20 et 40% selon les équipages.)
- La marche à allure normale entre les bacs
- Le vidage intermédiaire pour supprimer le risque de surcharge des véhicules

L'acceptation de ces évolutions a été possible grâce à un long processus de préparation qui a consisté, tout au long de l'année 2018 à :

- Partager avec les équipages, dans le cadre d'ateliers de travail, les problématiques de prévention des risques
- Modifier les circuits de collecte de manière à ce que les nouveaux temps de service en « collecte apaisée » soient les plus équitables possibles d'un équipage à l'autre, par plage de 2 semaines (2x5 jours + 1 samedi sur 2 ouvrés) ;
- Mettre à niveau le parc de véhicules, en particulier par une révision des systèmes de lève-conteneurs et l'achat de véhicules neufs plus performants.

Un suivi des temps de service est en place par équipage, à l'aide de l'exploitation des données des balises GPS qui équipent chaque véhicule, et ces données sont affichées pour partage avec les équipages chaque 2 semaines sur les sites d'exploitation.

7. Assurer la capacité à assurer le traitement des déchets

Montpellier Méditerranée Métropole a développé une filière de traitement des déchets ménagers collectés sur son territoire, conforme au Plan Départemental de Prévention et de Gestion des Déchets non Dangereux (PDPGDnD) du département de l'Hérault, basée sur des installations de tri et valorisation (déchetteries, points d'apport volontaire, centre de tri DEMETER, unité de méthanisation AMETYST) et d'élimination des refus (installation de stockage de déchets non dangereux de Castries, Unité de Valorisation Energétique (UVE) OCREAL).

Pour les prochaines années, malgré les effets croisés de la prévention des Déchets Ménagers et Assimilés et de l'augmentation du tri, la production de déchets ménagers augmentera du fait de la hausse de la population. L'unité de méthanisation AMETYST et le centre de tri des déchets recyclables DEMETER en cours d'extension de capacité, sont en capacité d'absorber cette augmentation.

Les perspectives conjointes de la fermeture programmée de l'installation de stockage fin 2019 et de l'échéance au 30 juin 2019 des contrats conclus avec OCREAL, ont conduit Montpellier Méditerranée Métropole à rechercher de nouvelles formes de contractualisation pour les capacités d'accueil et de traitement des refus issus des unités de prétraitement ainsi que des encombrants issus du service des déchèteries.

Le projet de Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets définit les nouveaux objectifs et cadres de la prévention et de la gestion des déchets à horizon de 6 et 12 ans (2025 et 2031). Le projet de plan constate ainsi que la Région est en situation d'excédent de capacités de stockage et que la capacité régionale actuelle d'incinération est suffisante au regard des objectifs de la loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte (TECV).

Ces dispositions conduisent d'une part, à ne pas autoriser de création de nouvelles capacités de stockage ou de valorisation énergétique dans des secteurs disposant de capacités suffisantes dans leur département d'implantation et les départements voisins, et d'autre part à élargir les zones de chalandise des installations de traitement.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a lancé une consultation d'entreprise auprès des opérateurs, afin d'assurer le traitement des déchets et d'adapter l'organisation et l'économie du service.

Complémentairement, Montpellier Méditerranée Métropole étudie des solutions alternatives pour faire évoluer sa filière de traitement des déchets, afin de répondre à des objectifs environnementaux encore plus ambitieux et aux nouvelles contraintes réglementaires avec l'objectif principal de la réduction optimale des déchets ultimes, notamment par le développement d'une filière « Combustibles Solides de Récupération » (CSR), et le développement de l'économie circulaire.

Cette filière permettrait de distraire des filières de traitement traditionnel (stockage ou incinération) 30 à 50% de ces tonnages auprès de cimentiers, chaufferies urbaines, industriels gros consommateurs d'énergie. Elle permettrait à la Métropole de s'inscrire dans les objectifs de la loi TECV, repris par le projet de plan régional de prévention et valorisation des déchets en cours d'adoption.

Le solde des refus ultimes devra quant à lui continuer à être acheminé vers des installations de traitement dans le respect des dispositions du plan régional.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte des actions entreprises par Montpellier Méditerranée Métropole, à la suite du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes Occitanie établi en 2018, portant sur le contrôle des comptes et de la gestion de Montpellier Méditerranée Métropole pour la compétence déchets ménagers et assimilés ;
- autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir prendre acte de la présentation du bilan.

Le Conseil prend acte des actions entreprises par Montpellier Méditerranée Métropole, à la suite du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes Occitanie établi en 2018, portant sur le contrôle des comptes et de la gestion de Montpellier Méditerranée Métropole pour la compétence déchets ménagers et assimilés.

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20190625-89354-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 03/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Noël SEGURA, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS, Aline DESTAILLATS.

Hors commission - Participation au II NATIONAL MEETING OF URBAN CLEANING: Innovative approaches to Clean Cities à Cascais (Portugal) du 29 au 31 mai - Participation d'un élu - Prise en charge financière - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

II NATIONAL MEETING OF URBAN CLEANING: Innovative approaches to clean cities a eu lieu du 29 au 31 mai 2019, à Cascais, au Portugal.

Madame BARTHAS-ORSAL, Vice-Présidente déléguée à la prévention et valorisation des déchets et à la propreté de l'espace public, est intervenue le jeudi 30 mai lors de ce congrès. Les villes de Montpellier et de Paris ont présenté les travaux développés dans les domaines du nettoyage urbain avec un accent particulier sur la sensibilisation du public.

La majeure partie des frais financiers du déplacement est prise en charge par l'organisateur (billets d'avion et première nuit d'hôtel). La Métropole prend en charge la seconde nuit d'hôtel, les repas et le transfert hôtel/aéroport.

Le coût prévisionnel de la mission est estimé au maximum à 400 euros.

La prise en charge des frais inhérents à la mission se fera sur la base des frais réels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la participation de Madame BARTHAS-ORSAL à l'évènement *II NATIONAL MEETING OF URBAN CLEANING: Innovative approaches to clean cities* ;
- approuver la prise en charge financière estimée au maximum à 400 euros sur la base des frais réels ;
- dire que les dépenses sont inscrites au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL.

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-89189-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Noël SEGURA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS, Aline DESTAILLATS.

Hors commission - Mission Niamey (Niger) - Participation au 3ème Forum Milan Urban Food Policy Pact d'Afrique - Du 11 au 13 juin 2019 - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est signataire du Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan, lancé lors de l'Exposition Universelle de Milan à l'occasion de la Journée Mondiale de l'alimentation en octobre 2015.

Ces rencontres permettent de renforcer le dialogue entre les villes, les territoires, les gouvernements nationaux et les organisations internationales sur des systèmes alimentaires durables reliant les zones urbaines et rurales du monde entier.

L'objectif de ces rencontres est aussi de stimuler l'action des maires sur la politique et les pratiques alimentaires, ainsi que d'apprendre et d'échanger entre les villes signataires du Pacte.

En tant que ville hôte de la Rencontre annuelle et du Sommet des Maires du Pacte de Milan les 7-8-9 octobre 2019 prochains, Montpellier Méditerranée Métropole participe activement aux événements organisés dans le cadre du Pacte de Milan comme la Rencontre Régionale Amérique Latine de Rio des 29-30-31 mai 2019 ou encore ce 3^{ème} Forum Milan Urban Food Policy Pact (MUFPP) des villes d'Afrique.

La Métropole est ainsi invitée à présenter le Sommet d'octobre aux élus et représentants présents à ce Forum MUFPP d'Afrique : Agadez, Antananarivo, Association des Municipalités du Mali (AMM), Bobo Dioulasso, Dakar, Douala, Diffa, Gaya, Kisumu, Kitwe, Maputo, Milano, Nairobi, N'Djamena, Niamey, Ouagadougou, Praia, Quelimane, Tillabéri, Windhoek et Yaoundé.

La Métropole est aussi invitée à présenter la politique agroécologique et alimentaire de Montpellier dans la perspective de partager les bonnes pratiques développées sur le territoire et de faire rayonner la Métropole.

A ce titre, il est proposé une participation d'un élu de Montpellier Méditerranée Métropole à cet événement ayant lieu du 11 au 13 juin à Niamey (Niger).

Le coût prévisionnel de la mission est estimé au maximum à 10 000 euros.

La Métropole prend en charge les prestations de transport, hôtel et repas. La prise en charge des frais inhérents à la mission se fera sur la base des frais réels.

Par ailleurs, un agent de la Ville de Montpellier participera également à la mission.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission du 11 au 13 juin à Niamey dans le cadre du Pacte de Milan ;
- approuver la participation d'un élu de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- approuver la prise en charge financière estimée au maximum à 10 000 euros sur la base des frais réels ;
- dire que les dépenses sont inscrites au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Marie-Hélène SANTARELLI.

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-91176-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Noël SEGURA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF, Aline DESTAILLATS.

Hors commission - Convention de partenariat entre Radio Nova, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole souhaitent mettre en place un partenariat tripartite avec *Radio Nova* pour l'année 2019, afin d'assurer la promotion et la couverture de trois manifestations. Sur ces trois manifestations, Montpellier Méditerranée Métropole est concernée sur son territoire par « *Les Nuits Zébrées* », organisée par *Radio Nova*, qui aura lieu au Zénith en novembre 2019.

Pour un montant maximal de 20 000 € HT, la Métropole s'engage à :

- prendre à sa charge le coût de réservation du Zénith de Montpellier en configuration Zénith Médium,
- médiatiser l'événement sur ses propres supports d'information : magazine de la Métropole, site internet de la Métropole.

Radio Nova s'engage de son côté :

- à apposer le logo de la Métropole sur l'ensemble des outils de communication de la manifestation : affiches, flyers, bannières web, post réseaux sociaux, dossiers de presse.

Sur son antenne :

- à diffuser 7 spots par jours pendant 12 jours sur *Radio Nova* national assurant la promotion des « *Nuits Zébrées* » avec ajout systématique de la mention « *Radio Nova & Montpellier méditerranée Métropole présentent* » (valorisation à hauteur de 5 000 € HT),
- à offrir 4 campagnes de 30 spots de 30 secondes sur *Radio Nova* national pour diffusion de campagnes de communication municipales et/ou métropolitaines durant l'année 2019 (valorisation à hauteur de 2 500 € HT par campagne soit 10 000 € HT).

Sur son site :

- à diffuser 4 campagnes web de communication municipale et/ou métropolitaine durant l'année 2019 sur le site internet de *Radio Nova* (valorisation à hauteur de 4 000 € HT).

Sur le lieu de l'événement :

- à offrir de la visibilité sur site avec installation de supports publicitaires à l'extérieur et à l'intérieur du Zénith, et distribution de flyers Métropole à l'intérieur du Zénith (diffusion assurée par la Métropole).
- assurer une couverture de la manifestation le jour de sa tenue (interviews des représentants de la Métropole) et une présence sur scène des représentants de la Métropole, ainsi que la mise à disposition de la Métropole d'invitations à l'événement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la *Radio Nova*,
- dire que les crédits sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention de partenariat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de Métropole de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-88876-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_Radio_Nova.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Rabii YOUSSEF.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Pierre DUDIEUZERE, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Noël SEGURA, Aline DESTAILLATS.

Hors commission - Représentations du Conseil de Métropole - Désignations

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Il est nécessaire d'actualiser les représentations de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des organismes ci-dessous :

SATT AxLR :

Le 21 décembre 2018, par délibération n° M2018-711, le Conseil de Métropole a désigné Monsieur Gérard LANNELONGUE en tant que représentant au sein du Conseil d'Administration de l'association SATT AxLR. Conformément aux statuts de cette association, il convient de désigner un suppléant au représentant titulaire. Il convient également de désigner un représentant titulaire ainsi qu'un représentant suppléant au sein de l'Assemblée Générale de l'association.

Monsieur le Président propose les candidatures suivantes :

- **Madame Isabelle GUIRAUD (Conseil d'Administration suppléante et Assemblée Générale suppléante)**
- **Monsieur Gérard LANNELONGUE (Assemblée Générale titulaire)**

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Assemblées générales de copropriétaires :

Il est proposé de désigner un représentant suppléant de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des assemblées générales de copropriétaires dont elle est membre :

- Copropriété, 2, place des héros, 34750, Villeneuve-lès-Maguelone ;
- Copropriété, 9, Boulevard Louis Blanc, 34000, Montpellier ;
- Copropriété, Acropole, 34967, Montpellier ;
- Copropriété, Font Del Rey, 34080, Montpellier ;
- Copropriété, Font Del Rey 2, 34000, Montpellier ;
- Copropriété, La Coupole Nord Volume 51, 34000, Montpellier ;
- Copropriété, La Coupole Sud (Immeuble), 34000, Montpellier ;
- Copropriété, La Vigie, 34000, Montpellier ;
- Copropriété, Les échelles de la Ville, 34000, Montpellier ;
- Copropriété, Les Pins A, 34000, Montpellier ;
- Copropriété, Saint Martin 11, 34000, Montpellier.

Monsieur le Président propose la candidature suivante :

- **Monsieur Robert COTTE**

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Le Conseil, sur proposition du Président, décide à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- désigner les nouveaux représentants de la Métropole au sein des différentes instances de ces structures et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/06/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 28 juin 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-89880-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 28/06/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Maud BODKIN, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Rabii YOUSSEUS.

Absents / Excusés :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Aline DESTAILLATS.

Hors commission - Adoption du procès-verbal de la séance du 23 mai 2019

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le procès-verbal est annexé à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le procès-verbal de la séance du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 23 mai 2019 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-92685-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Procès-verbal du 23/05/2019+synthèse des décisions

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE,
LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION
PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU
VOYAGE**



Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASILVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Rabii YOUSSEUS.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Pierre DUDIEUZERE, Gérard LANNELONGUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Aline DESTAILLATS.

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Appel à projets 2019 du contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole - Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes - Actions collectives 2019 - Attribution de subventions - Approbation

Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre du contrat de ville, un appel à projets a été lancé, au titre de l'année 2019, auprès des opérateurs associatifs intervenant dans les quartiers de la politique de la ville. Cet appel à projets a été construit par les partenaires sur la base des objectifs figurant dans les fiches opérationnelles du contrat de ville. Par délibération du 22 mars 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a apporté son soutien financier à 82 projets proposés par 56 associations pour un montant total de 232 200 €.

L'association Uni'Sons a répondu à l'appel à projets du contrat de ville, en présentant son projet l'Art est public. Située sur le quartier des Hauts de Massane, l'association socioculturelle intervient dans la médiation, l'animation d'ateliers, l'organisation d'événementiels pour les jeunes afin d'encourager l'éducation et la pratique artistique et culturelle. Elle mobilise également l'outil culturel comme support de remobilisation et d'insertion sociale et professionnelle. Elle souhaite renforcer son action auprès des publics jeunes de la Mosson de 12 à 25 ans les plus vulnérables via un accompagnement dédié. Un lieu, à proximité de ses locaux actuels, sera aménagé en espace de ressources autour de la culture et à vocation de cohésion sociale. Il sera également ouvert pour les familles et les habitants du quartier dans le but de créer de la mixité sociale et de redynamiser le lien social en favorisant l'accès à la culture. Ce projet va s'inscrire dans la dynamique territoriale et partenariale qui s'organise autour de la Maison pour Tous Georges Brassens.

Il s'inscrit autant dans l'axe cohésion sociale du Contrat de ville, notamment sur l'axe transversal de la jeunesse, que dans l'objectif de lutte contre la précarité des jeunes, l'accompagnement à l'autonomie et la construction de parcours d'insertion sociale, du Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ3M) que Montpellier Méditerranée Métropole porte depuis le 1^{er} janvier 2018 et au titre duquel, en 2019, elle a déjà financé 8 associations pour un montant total de 80 750 € (délibération du 21 février 2019).

Aussi, il est proposé de soutenir financièrement ce projet, pour 2019, à la fois au titre du Contrat de Ville pour un montant de 4 000 € et au titre des actions collectives du FAJ3M pour un montant de 4 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'octroi d'une subvention de 4 000 € à l'association Uni'Sons sur les crédits inscrits au chapitre 935 (Politique de la ville) du budget principal 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution ;
- décider de l'octroi d'une subvention de 4 000 € à l'association Uni'Sons au titre du Fonds métropolitain d'Aide aux Jeunes sur les crédits inscrits au chapitre 934 (Fonds d'aide aux jeunes) du budget principal 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, et sous réserve de la signature d'une convention d'attribution ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions d'attribution ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-89652-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- action co FAJ3M - convention financière unison 2019.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Rabii YOUSSEUS.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Pierre DUDIEUZERE, Gérard LANNELONGUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Aline DESTAILLATS.

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Signature d'une convention globale entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Solidarité DOM TOM - Approbation

Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, rapporte :

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont pour axe majeur dans la mise en œuvre de leurs politiques publiques, la cohésion sociale, la politique de la ville, l'emploi, le logement et l'habitat sur l'ensemble de leur territoire, et notamment sur les Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (QPV).

A ce titre, elles soutiennent les actions de l'association Solidarité DOM TOM sur le territoire sud du quartier Mosson, en particulier dans le cadre du contrat de ville.

En effet, depuis 1994, le projet de l'association a pour objectif de créer du lien social et d'accompagner au quotidien les habitants de ce quartier.

L'association est soutenue par la Ville et la Métropole essentiellement sur quatre axes de son activité :

- L'aide alimentaire : une épicerie sociale et solidaire est ouverte depuis 19 ans,
- L'accès aux droits et la pratique orale du français,
- L'accompagnement social lié au logement,
- L'accueil du public (rendu possible par la mise à disposition de locaux à l'association).

En 2018, près de 850 personnes ont bénéficié d'au moins une des quatre actions.

Au total, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole soutiennent l'association Solidarité DOM TOM à hauteur de 84 196 euros pour l'année 2019, ce qui en fait les principaux financeurs de l'association.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- dire que la convention tripartite précisant les engagements réciproques de l'association, de la Ville et de la Métropole vient compléter les conventions financières bipartites signées en 2019 entre la Ville et l'association Solidarité DOM TOM ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-89728-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention tripartite Solidarité DOM TOM

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

CULTURE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Rabii YOUSSEUS.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Thierry DEWINTRE, Pierre DUDIEUZERE, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Aline DESTAILLATS.

Culture - Conservatoire à Rayonnement Régional - Dispositif DEMOS - Avenant à la convention de partenariat avec la Cité de la Musique, Philharmonie de Paris - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de sa politique d'enseignement musical, Montpellier Méditerranée Métropole a signé une convention de partenariat avec la Cité de la Musique, Philharmonie de Paris afin de permettre la mise en œuvre du dispositif DEMOS (Dispositif d'Education Musical et Orchestrale à vocation Sociale). Ce projet vise à accompagner vers la pratique instrumentale une centaine d'enfants habitant des quartiers relevant de la politique de la ville, ainsi que des zones rurales insuffisamment dotées en institutions culturelles. Il a pour but d'enrichir le parcours éducatif des enfants, de favoriser la transmission du patrimoine classique et de contribuer à leur bonne insertion sociale. Il est bâti sur une coopération professionnelle forte entre acteurs de la culture et du champ social.

Conformément à la convention signée en 2017, le dispositif est déployé sur une durée de trois ans. Compte tenu de sa date de démarrage en cours d'année scolaire, et des dates d'arrêt des bilans, l'année suivante, il est proposé un avenant technique afin d'adapter le calendrier de versement des participations de la Cité de la Musique, Philharmonie de Paris, le solde des participations 2017 et 2018 étant reporté sur les exercices 2019 et 2020.

Par ailleurs, afin de maintenir la cohérence du projet avec l'année scolaire, des financements complémentaires de la Cité de la musique, Philharmonie de Paris pourront être alloués à Montpellier Méditerranée Métropole, dans l'hypothèse d'une prolongation des enseignements au-delà du 30 avril 2020, sur les mois de mai et juin, dans la limite de 12 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant à la convention de partenariat avec la Cité de la Musique, Philharmonie de Paris relative au dispositif DEMOS,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-89698-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Démon_AVENANT Montpellier 3M_200519.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Rabii YOUSSEUS.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Thierry DEWINTRE, Pierre DUDIEUZERE, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Aline DESTAILLATS.

Culture - Musée Fabre - Convention de partenariat avec l'Ecole du Louvre pour l'organisation de cycles de conférences - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

L'Ecole du Louvre, située à Paris, au sein même du Palais du Louvre, est un établissement d'enseignement supérieur dispensant des cours en histoire des arts et civilisations. Dans le cadre de ses missions de diffusion culturelle auprès d'un public le plus large possible, cette école organise également des cours dans les principales régions de France, en partenariat avec les musées locaux et leurs collectivités de rattachement.

Le musée Fabre présente de riches collections de peintures, sculptures et arts graphiques qui offrent au public un large panorama de l'art en Europe entre le XVe et XXIe siècle, que vient compléter et approfondir sa riche programmation d'expositions temporaires.

Les cours de l'Ecole du Louvre au musée Fabre connaissent un franc succès auprès du public et rassemblent chaque année environ 700 personnes venues assister à une dizaine de conférences.

Face aux attentes des visiteurs et afin de leur permettre de mieux appréhender les expositions temporaires du musée et leurs contenus, un nouveau programme de cours a été élaboré avec l'Ecole du Louvre.

Il s'inscrit dans le cadre d'une convention qui fixe les obligations de chacun des partenaires ainsi que les tarifs d'abonnements pour chaque cycle, établis comme suit pour la saison 2019-2020 :

- Cycle I, « *Bonjour Monsieur Courbet, l'art vivant de Gustave Courbet* », composé de cinq séances d'une durée d'une heure trente chacune. Il se déroulera les mardis, du 17 septembre au 3 décembre 2019, à la salle Rabelais, de 18h00 à 19h30.
 - Plein tarif : 43,50 euros
 - Tarif réduit : 26 euros
 - Tarif formation continue : 53,50 euros
- Cycle II, « *Impression, Grand Ouest, l'impressionnisme et l'Amérique* », composé de cinq séances d'une durée d'une heure trente chacune. Il se déroulera les mardis, du 21 avril 2020 au 2 juin 2020, à la salle Rabelais, de 18h00 à 19h30.
 - Plein tarif : 43,50 euros
 - Tarif réduit : 26 euros
 - Tarif formation continue : 53,50 euros

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole prendra en charge dans le cadre de cette convention la réservation de la salle Rabelais mise à la disposition de l'Ecole du Louvre, l'édition et la diffusion des programmes au niveau régional et les frais d'hébergement et de restauration des intervenants pour un montant prévisionnel de 2 500 €.

L'Ecole du Louvre prendra quant à elle en charge la rémunération et les frais de déplacements des intervenants, la conception et le contrôle du contenu scientifique ainsi que la publicité au niveau national et la gestion des inscriptions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec l'Ecole du Louvre relative à l'organisation de cycles de conférences,
- dire que les crédits sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-89460-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de partenariat Ecole du Louvre 2019-2020.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Rabii YOUSSEUS.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Thierry DEWINTRE, Pierre DUDIEUZERE, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Aline DESTAILLATS.

Culture - Musée Fabre - Convention de partenariat avec le Réseau Canopé dans le cadre du dispositif "Dans la cour des grands"- Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Le musée Fabre, dans le cadre de ses actions à destination du jeune public, souhaite accueillir et accompagner un projet entrant dans le cadre du dispositif « Dans la cour des grands », initié par le Réseau Canopé afin d'encourager la mise en œuvre en milieu scolaire de pratiques artistiques en relation avec des professionnels du secteur et une structure culturelle référente.

Ce projet se propose plus précisément de développer une pratique chorégraphique avec les élèves de la classe de CM2 de l'école primaire Gambetta de Montpellier, autour de deux œuvres conservées au musée : « *Peinture 324 x 362 cm* », 1986. Polyptyque F, de Pierre Soulages et « *La mort d'Abel, paysage historique* », 1838, de Jean-Charles-Joseph Rémond.

Le Réseau Canopé, dans le cadre de sa mission de promotion et d'accompagnement de l'éducation artistique et culturelle, publiera un ouvrage intitulé « *Danser avec les œuvres du musée* » à destination des enseignants du primaire, dont l'objectif sera de proposer aux enseignants des outils favorisant la mise en œuvre d'une démarche interdisciplinaire consistant à engager les élèves dans un travail chorégraphique en s'appuyant sur leur découverte d'œuvres d'art.

Le Réseau Canopé et le musée Fabre souhaitent valoriser le projet pédagogique et la publication de cet ouvrage par la réalisation de séquences filmées et de photographies des élèves participant au dispositif, lors de leur découverte des œuvres, des ateliers chorégraphiques, etc.

Afin de formaliser ce partenariat, il est proposé d'établir une convention entre le Réseau Canopé et le musée Fabre permettant de définir les modalités de collaboration autour de ce projet et les engagements de chacun.

La musée Fabre s'engage notamment à mettre gracieusement à disposition du Réseau Canopé ses espaces présentant les deux œuvres précitées pour la réalisation des séances de prises de vue et à autoriser gracieusement le Réseau Canopé à reproduire dans l'ouvrage certaines œuvres du musée.

Le Réseau Canopé s'engage quant à lui à organiser et réaliser les séances de prises de vue, à assurer le recueil des autorisations nécessaires auprès des intervenants, à monter et mettre en ligne la séquence filmée, à mettre en œuvre les démarches relatives aux droits d'auteurs, ainsi qu'à fournir au musée 10 exemplaires de l'ouvrage à titre gracieux et 50 exemplaires avec une remise de 30% (prix de vente 22,90 euros).

Le Réseau Canopé cède par ailleurs au musée Fabre, à titre gratuit et non exclusif, pour la durée du droit d'auteur et pour le monde entier, les droits d'exploitation afférents à la séquence filmée montée et aux photographies susvisées, le musée autorisant gracieusement le Réseau Canopé à les exploiter dans le cadre de ses activités et de ses missions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec le Réseau Canopé dans le cadre du dispositif « Dans la cour des grands »,
- dire que les crédits sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-89499-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Réseau Canope vdef.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Rabii YOUSSEUS.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Thierry DEWINTRE, Pierre DUDIEUZERE, Claire JABADO, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Aline DESTAILLATS.

Culture - Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Convention de partenariat avec le Festival Radio France Occitanie Montpellier - Autorisation de signature

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Radio France et Montpellier Méditerranée Métropole collaborent depuis plusieurs années dans le cadre du « *Festival Radio France Occitanie Montpellier* ».

Ce festival constitue un évènement de grande envergure qui se tiendra, en 2019, du 10 au 26 juillet en différents lieux de la Métropole. Il présente un grand nombre de concerts et de manifestations, et en particulier un cycle de concerts de jazz sur le site du domaine d'Ô, à Montpellier.

Afin de rendre plus attractif ce cycle de concerts de jazz, il est proposé au Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole (CRR) d'assurer la programmation musicale des débuts de soirée. Ainsi dix avant-concerts auront lieu à l'Amphithéâtre des Micocouliers entre le 15 et le 25 juillet.

Outre la programmation artistique des avant-concerts, le CRR assurera la fourniture d'instruments et de matériels.

L'Association « *Festival Radio France Occitanie Montpellier* », en qualité d'organisatrice de la manifestation, assurera quant à elle la rémunération de chaque musicien sur la base d'un cachet brut de 120,50 € et d'un défraiement repas de 9,20 €. Elle mettra également à disposition un technicien, dont elle assurera la rémunération. Enfin, elle proposera dix invitations aux élèves, enseignants et personnel du CRR pour deux soirées du festival.

En conséquence il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat 2019 entre l'association « *Festival Radio France Occitanie Méditerranée* » et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Isabelle MARSALA, Mme Caroline NAVARRE, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-89177-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention 2019 Festival de Radio France_3

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Rabii YOUSSEUS.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Thierry DEWINTRE, Pierre DUDIEUZERE, Claire JABADO, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Aline DESTAILLATS.

Culture - Conservatoire à Rayonnement Régional - Convention de partenariat pédagogique avec l'Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique (ENSAD) - Autorisation de signature

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole (CRR), établissement public d'enseignement de la musique, de la danse et de l'art dramatique, a pour principales missions d'offrir un enseignement d'excellence accessible à tous, sur l'ensemble du territoire, en lien avec les écoles de proximité, l'Education nationale, les structures de diffusion, et de constituer un pôle ressource en matière de pratiques amateurs et de formation des artistes professionnels de demain. Dans ce cadre, plusieurs cursus sont proposés, de l'éveil au cycle de perfectionnement, en musique, danse et théâtre.

Afin de se donner les moyens d'atteindre ces objectifs, le CRR souhaite poursuivre et renforcer ses partenariats avec les structures locales existantes.

L'Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique (ENSAD) est signataire de la plate-forme de l'enseignement supérieur pour la formation du comédien du 30 avril 2002, qui regroupe onze écoles d'art dramatique en France. Elle délivre le Diplôme National Supérieur Professionnel de Comédien depuis 2008, et bénéficie, en partenariat avec l'Université Paul Valéry Montpellier III, d'un parcours universitaire spécifique à la formation du comédien (Licence en Arts du Spectacles). Outil essentiel au service d'un grand projet reliant la pédagogie et la création théâtrale, l'école constitue non seulement un lieu de formation mais aussi de recherche et de création publique, participant ainsi au rayonnement du territoire de la Métropole.

Le CRR et l'ENSAD souhaitent aujourd'hui renforcer les liens déjà existants entre eux et développer leur collaboration pédagogique et artistique par la conclusion d'une nouvelle convention de partenariat.

Cette convention porte en premier lieu sur l'organisation réglementaire des cursus, tant en ce qui concerne la scolarité que la diffusion culturelle : le CRR gère les cursus initiaux et la classe préparatoire tandis que l'ENSAD a en charge les cursus supérieurs.

En second lieu, elle formalise la collaboration pédagogique et matérielle entre les deux établissements. Ainsi le CRR pourra bénéficier de l'expertise de l'équipe enseignante de l'ENSAD, en particulier lors des recrutements et des concours d'entrée. Les élèves et étudiants du CRR pourront par ailleurs assister aux productions de l'ENSAD, et les cours complémentaires de chaque établissement seront ouverts aux élèves des deux structures.

Enfin l'ouverture de nouveaux locaux, tant pour l'ENSAD (théâtre du Hangar) que pour le CRR, proches géographiquement, devrait permettre de favoriser les échanges entre les deux structures.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat pédagogique avec l'ENSAD ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Guy BARRAL, Mme Isabelle MARSALA, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-89164-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention CRR ENSAD

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Rabii YOUSSEF.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Thierry DEWINTRE, Pierre DUDIEUZERE, Claire JABADO, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Joël RAYMOND, Aline DESTAILLATS.

Culture - Contrat Territoire-Lecture avec le Ministère de la Culture et de la Communication - Programme et demande de subvention - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°14989 du 2 novembre 2017, le Conseil de Métropole a autorisé la signature d'un contrat « Territoire-Lecture » avec l'Etat, pour une durée de trois ans couvrant la période 2017-2019.

Par cette convention, l'Etat soutient la politique de promotion du livre et de la lecture et de développement de la lecture publique portée par Montpellier Méditerranée Métropole.

Financé à 50% par l'Etat, soit 16 000 euros en 2017 et 15 000 euros en 2018, ce dispositif permet d'amplifier la politique déjà menée par les médiathèques métropolitaines, sur trois axes structurants :

- actions en direction de l'enfance et des jeunes publics, par l'extension territoriale de la manifestation « Festi'petits », consacrée aux bébés lecteurs de 0 à 3 ans ;
- soutien aux rencontres d'auteurs ;
- soutien aux animations littéraires sur le territoire par les auteurs accueillis en résidence dans le logement de la Métropole, situé au sein du site archéologique Lattara - musée Henri Prades à Lattes.

Pour l'année 2019, il est proposé de reconduire les actions des médiathèques métropolitaines sur ces mêmes axes et de solliciter un financement de l'Etat à hauteur de 50 %, soit 15 000 euros :

- l'édition 2019 de la manifestation « Festi'petits » permettra de consolider les actions, notamment sur la ville de Montpellier, et d'intégrer de nouveaux territoires,
- le soutien aux rencontres d'auteur se concrétisera par la programmation d'un cycle autour des Littératures des Suds, avec une programmation de six rencontres qui tendront à promouvoir, à travers l'œuvre d'un(e) auteur(e), cet espace de culture qu'est la mer Méditerranée : Lawrence Durrell, Frédéric Jacques Temple, Andrée Chédid, Venus Khoury Ghata, Edmonde Charles-Roux et D.H. Lawrence,
- une résidence de création littéraire organisée, avec Aymen Gharbi, qui poursuivra le projet d'écriture de son second roman, *La ville des impasses* ; il présentera également lors d'un programme de rencontres son premier roman *Magma Tunis*, et proposera des actions de médiation sur le processus de création littéraire auprès des publics, scolaires en premier lieu.

Cette aide de l'Etat permettra de valoriser et de renforcer la politique déjà menée par Montpellier Méditerranée Métropole en matière d'action culturelle territorialisée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la demande de subvention la plus large possible auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie dans le cadre du contrat « Territoire-Lecture » ;
- dire que les crédits correspondants seront inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de Métropole de bien vouloir en délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-88283-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Rabii YOUSSEUS.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Thierry DEWINTRE, Pierre DUDIEUZERE, Claire JABADO, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Joël RAYMOND, Aline DESTAILLATS.

Culture - Affectation de subventions - Conventions de partenariat - Approbation et autorisation de signature

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole fait du développement de l'action culturelle sur son territoire l'un des axes majeurs de sa politique culturelle.

A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner et soutenir les structures œuvrant en ce sens en proposant des manifestations et des projets culturels ayant un rayonnement sur le territoire.

Dans ce cadre, il est proposé d'affecter les subventions suivantes :

Nom de la structure	Type	Montant
Association Festival Radio France Occitanie Montpellier	Fonctionnement	444 000 €
Association Tourisme et loisirs	Fonctionnement	1 500 €

Par ailleurs, par délibération du 31 janvier 2019, la Métropole a attribué une subvention de 7 000 € à l'association Chrétiens et Cultures pour la réalisation du projet « 22^{ème} Festival du cinéma chrétien ».

Il convient de modifier l'affectation de cette subvention comme suit :

Nom de la structure	Type	Titre du projet	Montant
Association Chrétiens et Cultures	Projet	20 ^{ème} Festival interreligieux des musiques sacrées	7 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution de subventions aux associations et structures susmentionnées, sous réserve de la signature des conventions d'attribution afférentes ;
- approuver la modification de l'affectation de la subvention accordée à l'association Chrétiens et Cultures ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Isabelle MARSALA, Mme Caroline NAVARRE, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-89184-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DCP 3M Convention Subventions Fonctionnement 2019.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Rabii YOUSSEF.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Thierry DEWINTRE, Pierre DUDIEUZERE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Joël RAYMOND, Aline DESTAILLATS.

Culture - Convention-cadre en faveur de la généralisation de l'éducation artistique et culturelle entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie, l'Éducation Nationale et la Direction Départementale de la Cohésion Sociale - Convention d'application entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

L'éducation artistique et culturelle est indispensable à la démocratisation culturelle et à l'égalité des chances. Le parcours d'éducation artistique et culturelle accompli par chaque enfant et jeune se construit de l'école primaire au lycée, dans la complémentarité des temps scolaire, périscolaire et extrascolaire d'une part, des enseignements et des actions éducatives d'autre part. Il conjugue l'ensemble des connaissances et des compétences que l'enfant et le jeune ont acquises, des pratiques qu'ils ont expérimentées et des rencontres qu'ils ont faites dans les domaines des arts et de la culture.

L'éducation artistique et culturelle doit mettre en complémentarité trois axes d'action complémentaires :

- permettre à tous les enfants et jeunes de se constituer une culture personnelle riche et cohérente tout au long de leur parcours de vie ;
- développer et renforcer leur pratique artistique ;
- permettre la rencontre des artistes et des œuvres, la fréquentation de lieux culturels.

Montpellier Méditerranée Métropole, de par sa compétence dans le domaine de la culture, est au cœur de cette dynamique de démocratisation culturelle. L'ensemble de ses ressources culturelles doit être associé et mis en synergie dans cette dynamique d'éducation culturelle.

Il est par conséquent proposé la signature d'une convention-cadre associant tous les partenaires d'une éducation artistique et culturelle complète et intégrée : la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie, l'Éducation Nationale et la Direction Départementale de la Cohésion Sociale. Le but est ainsi, avec l'ensemble des partenaires, de créer les conditions d'un accès à la culture, d'une appropriation des lieux culturels et d'un développement des pratiques artistiques et culturelles et de l'autonomie permettant à chaque jeune de réaliser son parcours culturel personnel.

Cette convention-cadre concerne le territoire de la Métropole et s'adresse à différents publics, petite enfance, élèves des écoles maternelles et élémentaires, pré-adolescents, adolescents, jeunes adultes, sur leur temps scolaire autant que périscolaire ou extrascolaire. Elle aborde par ailleurs l'ensemble des champs disciplinaires du secteur artistique et culturel.

Les objectifs de cette convention-cadre sont les suivants :

- fonder ce parcours sur l'offre culturelle du territoire existante, sur la mise en réseau et la complémentarité des équipements, structures et dispositifs culturels proposés par les communes et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- construire, mettre en place et nourrir un parcours éducatif artistique et culturel territorial cohérent pour tous en s'appuyant sur l'offre culturelle de référence et sur sa mise en réseau ;
- renforcer les propositions en direction des écoles et des établissements scolaires situés dans les zones prioritaires définies par la politique de la ville (contrat de ville) et par le réseau d'éducation prioritaire ;
- prendre en compte les différents temps de la vie du jeune (scolaire et extrascolaire) pour l'articulation de propositions culturelles complémentaires et permettant d'y associer aussi les familles ;
- expérimenter en lien avec les services centraux du Ministère de l'Éducation Nationale, la mise en place d'une certification « art et culture » qui pourrait recouvrir, pour chaque jeune, le parcours scolaire et extrascolaire ;
- contribuer à la formation du citoyen à travers le développement du sens critique et favoriser un meilleur vivre ensemble ;
- créer une identité, un renouveau et une dynamique artistique et culturelle à Montpellier et sur le territoire de la Métropole, et favoriser la prise en compte des publics dans toutes les disciplines artistiques autour d'un projet fédérateur, structurant et innovant destiné à toutes les catégories de la population montpelliéraine et métropolitaine, et de tous milieux socio-culturels ;

- favoriser les manifestations et les projets culturels hors les murs afin de rencontrer un large public et non plus uniquement un public d'initiés.

En déclinaison de cette convention-cadre, Montpellier Méditerranée Métropole contractualisera avec les communes membres souhaitant être partenaires de la démarche.

Il est ainsi proposé un premier conventionnement entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.

Suivront les conventions avec les Villes de Saint Jean de Védas et de Castries, communes associées à cette phase expérimentale sur les années 2019 et 2020.

Le calendrier de mise en œuvre de ce la convention-cadre est le suivant :

- 2019-2020 : phase expérimentale sur la première année, sur le périmètre des Villes de Montpellier, Saint Jean de Védas, Castries et auprès des publics âgés de 0 à 12 ans,
- 2021 -2022 : extension au périmètre de la Métropole avec les communes volontaires et auprès des publics âgés de 0-25 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes des conventions en faveur de la généralisation de l'éducation artistique et culturelle,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi, que tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-88438-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention-cadre
- Convention Ville de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire

l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Rabii YOUSSEF.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Thierry DEWINTRE, Pierre DUDIEUZERE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Joël RAYMOND, Annie YAGUE, Aline DESTAILLATS.

Culture - Site archéologique Lattara, musée Henri Prades - Convention de partenariat avec l'Établissement Public de Coopération Culturelle (EPCC) Montpellier Contemporain (MoCo) et l'artiste Benoît Maire - Autorisation de signature

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Le Site archéologique Lattara - musée Henri Prades, depuis 2007, programme chaque année une exposition d'art contemporain dans une volonté d'ouverture et de transversalité artistique et culturelle. Chaque artiste invité est appelé à interroger la collection permanente du musée en créant des interactions fertiles entre les espaces du musée, les pièces archéologiques de la collection et ses œuvres.

Pour la deuxième année consécutive, l'EPCC Montpellier Contemporain (MoCo) et le musée archéologique s'associent pour la réalisation d'un projet d'art contemporain comprenant plusieurs facettes. Dans ce contexte, il a été décidé d'inviter Benoît Maire pour la réalisation d'une exposition au musée archéologique, à l'issue d'une période de préparation à la résidence Lattara. La tenue d'une conférence publique à La Panacée MoCo et l'organisation d'une journée de rencontres individuelles avec des étudiants de l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts MoCo (ESBA MoCo) sont également prévues.

L'exposition « *Laicriture* » se tiendra au musée archéologique du 28 septembre 2019 au 17 février 2020.

Ce partenariat entre le MoCo, le musée archéologique et Benoît Maire s'inscrit dans le cadre d'une convention qui précise les modalités de l'invitation faite à l'artiste. Cette convention, dont les principaux engagements des partenaires sont définis comme suit, court sur une période allant du 1^{er} juillet 2019 au 29 février 2020.

L'artiste Benoît Maire s'engage à participer à une période de résidence à Lattara, entre le 1^{er} juillet et le 29 septembre 2019, pour concevoir l'exposition « *Laicriture* » programmée au musée archéologique, et à mettre en œuvre ladite exposition qui se tiendra du 28 septembre 2019 au 17 février 2020. Il donnera également une conférence publique à La Panacée MoCo et effectuera une journée de rencontres individuelles avec les étudiants de l'École Supérieure des Beaux-Arts MoCo.

En contrepartie, le Site archéologique Lattara - musée Henri Prades s'engage à prendre en charge l'organisation et le financement de l'exposition pour un coût prévisionnel de 20 000 €.

Le MoCo s'engage quant à lui à verser à l'artiste une somme forfaitaire de 500 € pour sa participation à la conférence et à la journée de rencontres avec les étudiants de l'ESBA MoCo et à prendre en charge les frais de séjour de l'artiste pour cette journée de rencontre.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec l'EPCC Montpellier Contemporain (MoCo) et l'artiste Benoît Maire ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil du bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Guy BARRAL, M. Thierry BREYSSE, M. Roger CAIZERGUES, Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Isabelle MARSALA, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-88909-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_Maire_MoCo_Lattara1558438632189.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Rabii YOUSSEUS.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Pierre DUDIEUZERE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Joël RAYMOND, Annie YAGUE, Aline DESTAILLATS.

Culture - Site archéologique Lattara, musée Henri Prades - Convention de partenariat avec l'Université Paul-Valéry Montpellier 3 pour l'organisation de l'exposition ' L'aventure phocéenne. Grecs, Ibères et Gaulois en Méditerranée nord-occidentale ' - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Le Site archéologique Lattara - musée Henri Prades développe un programme d'expositions temporaires destinées à renouveler et déployer le propos scientifique de l'établissement. Trois expositions temporaires sont ainsi proposées sur l'année 2019 : « *Torques et compagnie. Cent ans d'archéologie des Gaulois dans les collections du musée d'Épernay* » (du 23 février au 2 septembre 2019), « *Laicriture* », exposition d'art contemporain de l'artiste Benoît Maire (du 28 septembre 2019 au 17 février 2020) et « *L'aventure phocéenne. Grecs, Ibères et Gaulois en Méditerranée nord-occidentale* » (du 23 novembre 2019 au 6 juillet 2020).

La dernière exposition citée portera sur les Grecs Phocéens, originaires d'Ionie, qui ont marqué d'une empreinte durable l'espace de la Méditerranée nord-occidentale. Les liens et les partenariats qu'ils ont tissés avec les sociétés locales ont accéléré le développement du commerce et favorisé les échanges culturels avec, pour conséquence, une transformation structurelle des sociétés en contact. C'est l'histoire de cette rencontre entre Grecs, Ibères et Gaulois que l'exposition se propose de mettre en récit sur les territoires situés entre *Nikaia* (Nice) et *Emporion* (Ampurias).

Au sein d'un parcours chronologique (VIII^e - I^{er} s. av. notre ère), différentes thématiques permettront d'appréhender la réalité de ces interactions. Navigations méditerranéennes, relations économiques, contacts culturels, fondation de colonies, dynamiques des comptoirs commerciaux et conflits armés seront ainsi illustrés par près de 350 œuvres provenant de musées méditerranéens.

« *L'aventure phocéenne* » inaugure un ambitieux cycle d'expositions temporaires sur le thème des Phocéens avec deux autres manifestations prévues, entre 2020 et 2022 : l'une au musée d'archéologie de Catalogne à Barcelone et l'autre au musée d'histoire de la ville de Marseille.

Le musée Henri Prades et le laboratoire d'excellence ARCHIMÈDE, porté par l'Université Paul-Valéry Montpellier 3, collaborent pour l'organisation de l'exposition « *L'aventure phocéenne. Grecs, Ibères et Gaulois en Méditerranée nord-occidentale* ». Afin de préciser les modalités de la conception scientifique de l'exposition, ainsi que celles de l'élaboration de son catalogue, il convient d'inscrire cette collaboration dans le cadre d'une convention.

Cette convention de partenariat précise les apports de chacune des parties, dont les principaux engagements sont définis comme suit :

- le Site archéologique Lattara - musée Henri Prades s'engage à prendre en charge l'organisation (demandes de prêt, conception, scénographie, médiation etc.) et le financement de l'exposition pour un coût prévisionnel de 178 450 € ;
- le LabEx ARCHIMÈDE s'engage à prendre en charge le financement du catalogue de l'exposition pour un coût prévisionnel de 18 150 €.

Le commissariat et la définition du contenu scientifique de l'exposition (élaboration de la liste d'œuvre et du parcours de l'exposition, problématiques de sections etc.) seront définis conjointement par le Site archéologique Lattara - musée Henri Prades et le LabEx ARCHIMÈDE.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université Paul-Valéry Montpellier 3 pour l'organisation de l'exposition « *L'aventure phocéenne. Grecs, Ibères et Gaulois en Méditerranée nord-occidentale* » ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Guy BARRAL, Mme Isabelle MARSALA.

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-88132-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention_exposition_aventure phoceenne.docx
- Annexe 1_budgets prévisionnels.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION,
FRENCH TECH ET ARTISANAT**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Rabii YOUSSEUS.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Pierre DUDIEUZERE, Gérard LANNELONGUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Aline DESTAILLATS.

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Extension des activités de la société Kawneer à Vendargues - Nouvelle convention d'attribution d'une subvention - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

La société KAWNEER France est spécialisée dans la conception, la fabrication et la distribution de systèmes architecturaux en aluminium (façades, fenêtres, baies coulissantes). Le siège social du groupe pour le Sud de l'Europe est basé à Vendargues.

En 2014, dans le cadre de sa politique d'investissement, le groupe a choisi l'implantation montpelliéraine (133 salariés) pour réaliser un important projet de regroupement d'activités. Ces investissements permettraient la création de 51 emplois CDI sur 3 ans.

L'enjeu pour le territoire de la Métropole était triple :

- Enjeu de communication, par le renforcement de l'attractivité du territoire du fait de la consolidation de l'ancrage d'un grand compte à renommée internationale ;
- Enjeu de structuration du territoire, car KAWNEER est une entreprise industrielle fortement innovante, et une source potentielle de partenariats avec les startups ;
- Enjeu d'emplois directs, du fait de la création de 51 emplois.

Lors du Conseil du 19 juin 2014, Montpellier Méditerranée Métropole a accordé à la société KAWNEER France une subvention de 70 000 €, en abondement d'une Prime à l'Aménagement du Territoire (PAT) d'Etat accordée par le Commissariat Général à l'Egalité des Territoires (CGET), pour l'appui à la réalisation de ce projet. L'assiette retenue, de 4,8 M € HT, correspondant au coût salarial sur 2 ans pour la création des 51 emplois CDI ETP annoncés.

Les délais de cession de foncier entre Languedoc Roussillon Aménagement et l'entreprise ont entraîné un retard important dans le démarrage effectif de l'opération.

De ce fait, Montpellier Méditerranée Métropole a voté, lors du Conseil du 28 septembre 2016, une prolongation de la durée de la convention de financement jusqu'au 16 juin 2018, afin de l'aligner sur la durée de la convention PAT signée avec le CGET, elle-même prorogée jusqu'à cette date.

Depuis, différents retards ont impacté la durée de réalisation de l'opération et n'ont pas permis à l'entreprise de tenir ce délai. Ces aléas n'affecteront pas la création d'emplois prévue au moment de la signature de la convention.

Au regard de ces éléments, il est proposé la signature d'une nouvelle convention portant le report de la date d'échéance, afin de permettre à la société KAWNEER France de poursuivre la réalisation de son programme. Cette nouvelle convention prend fin au 31 décembre 2019, correspondant à la fin de réalisation du programme et sera également alignée sur la prorogation accordée par le CGET jusqu'à cette date.

A ce jour, Montpellier Méditerranée Métropole a versé la somme de 48 125 € à la société KAWNEER. Cette opération est sans incidence financière.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la nouvelle convention de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société KAWNEER,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-89420-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION KAWNEER 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Rabii YOUSSEUS.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Pierre DUDIEUZERE, Gérard LANNELONGUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Aline DESTAILLATS.

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Avenant à la convention d'attribution d'une subvention de fonctionnement pour le soutien à la manifestation State of The Map 2019 - Attribution de subvention - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole travaille de manière ouverte et collaborative avec la communauté locale des contributeurs à OpenStreetMap (OSM), projet mondial de cartographie collaborative. Cette collaboration prend la forme d'un partage des bonnes pratiques, de contribution et d'intégration dans le Système d'Information Géographique (SIG) Métropolitain et dans l'OpenData sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. La communauté du territoire métropolitain est l'une des plus importantes de France.

Et c'est dans ce contexte que l'association OSM France organise à Montpellier la conférence State of the Map France pour la 7e édition en juin 2019. Ces rencontres sont ouvertes à tous : les citoyens curieux, les professionnels du web, des cartes, des SIG ou de la communication, les startups, etc... pour découvrir l'écosystème et les multiples applications d'OSM. La philosophie de State of the Map est d'ouvrir les collaborations : chacun (animateur, contributeur, professionnel, journaliste, startup, etc...) est ainsi convié à proposer une contribution sur un thème de son choix en lien avec OSM.

Il s'agit de la grande rencontre annuelle de la communauté française d'OSM qui permettra de faire rayonner l'écosystème French Tech et de l'innovation de Montpellier ainsi que l'approche innovante de la Cité intelligente.

Une subvention de **4 500 euros** est proposée par Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de la politique d'innovation de la cité intelligente et de l'ouverture des données.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant à la convention d'attribution d'une subvention de fonctionnement ci-dessus ;
- approuver l'affectation de la subvention ci-dessus, sous réserve de la signature de l'avenant entre Montpellier Méditerranée Métropole et OpenStreetMap France ;
- dire que les crédits sont prévus au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-88986-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant a la convention d'attribution de subvention de fonctionnement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

FINANCES



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Rabii YOUSSEF.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Chantal CLARAC, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Philippe SAUREL, Aline DESTAILLATS.

Finances - Compte administratif et compte de gestion 2018 - Budget principal - Approbation

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Le Compte Administratif est le document qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes exécutées au cours de l'exercice concerné. Il présente le résultat de l'exécution du budget. Il doit être en stricte conformité avec le compte de gestion qui est établi par le Trésorier Municipal.

Les grands équilibres du Compte Administratif 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole se décomposent comme suit :

BUDGET PRINCIPAL

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellés	l'exercice	réaliser
001	Résultat d'investissement reporté	54 007 653,71	
900	Services généraux	2 949 077,02	2 044 611,58
901	Sécurité	1 235 408,82	329 271,07
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	25 027 268,66	7 381 826,18
905	Aménagement des territoires et habitat	35 464 328,09	8 985 771,22
906	Action économique	10 976 255,96	6 450 964,12
907	Environnement	8 014 252,92	8 330 223,39
908	Transports	42 816 829,98	25 188 905,29
921	Taxes non-affectées	1 169 321,24	496 164,76
923	Dettes et autres opérations financières	44 044 195,56	
925	Opérations patrimoniales	50 000,00	
926	Transferts entre les sections	7 846 071,80	
TOTAL - DEPENSES		233 600 663,76	59 207 737,61
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		292 808 401,37	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellés	l'exercice	réaliser
900	Services généraux		
901	Sécurité	1 087 115,24	60 000,00
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs		
905	Aménagement des territoires et habitat	15 481 689,98	5 490 945,86
906	Action économique	2 519 083,07	149 910,00
907	Environnement	484 420,46	92 606,40
908	Transports	14 447 637,29	1 688 794,30
921	Taxes non affectées	7 347 252,80	2 087 740,72
922	Dotations et participations	116 176 829,46	
923	Dettes et autres opérations financières	23 581 687,71	
925	Opérations patrimoniales	50 000,00	
926	Transferts entre les sections	31 908 916,16	
TOTAL - RECETTES		213 084 632,17	9 569 997,28
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		222 654 629,45	

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellés	l'exercice	réaliser
930	Services généraux	36 660 679,72	
931	Sécurité	17 948 338,94	
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	96 490 856,98	268 152,00
934	Santé et action sociale	291 386,10	40 840,80
935	Aménagement des territoires et habitat	23 603 385,31	34 500,00
936	Action économique	12 903 837,45	703 561,00
937	Environnement	92 540 758,06	7 000,00
938	Transports	57 597 525,23	
940	Impositions directes	21 166 744,49	
943	Opérations financières	10 999 199,62	
946	Transferts entre les sections	31 908 916,16	
947	Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement	2 464 000,00	
TOTAL - DEPENSES		404 575 628,06	1 054 053,80
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		405 629 681,86	

SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellés	l'exercice	réaliser
002	Résultat de fonctionnement reporté	18 156 414,07	
930	Services généraux	14 234 189,24	
931	Sécurité	435 291,37	
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	10 978 920,55	
934	Santé et action sociale	127 000,00	
935	Aménagement des territoires et habitat	4 412 161,54	
936	Action économique	5 996 537,68	
937	Environnement	81 888 150,09	
938	Transports	16 416 803,87	
940	Impositions directes	199 998 465,71	
941	Autres impôts et taxes	85 152 606,18	
942	Dotations et participations	48 406 100,68	
943	Opérations financières	421,21	
946	Transferts entre les sections	7 846 071,80	
947	Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement	2 464 000,00	
TOTAL - RECETTES		496 513 133,99	
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		496 513 133,99	

Le résultat brut global 2018 du Budget Principal, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de 71 421 474,34 euros. Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 20 729 680,21 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

2 018	Résultat de clôture 2017	Reprise résultats budget annexe funéraire	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2018	Résultat de clôture 2018	Solde reports 2018	Résultat net
Investissement	-54 696 096,87	688 443,16		33 491 622,12	-20 516 031,59	-49 637 740,33	-70 153 771,92
Fonctionnement	99 475 450,84	576 589,28	81 895 626,05	73 781 091,86	91 937 505,93	-1 054 053,80	90 883 452,13
TOTAL	44 779 353,97	1 265 032,44	81 895 626,05	107 272 713,98	71 421 474,34	-50 691 794,13	20 729 680,21

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Compte de Gestion 2018 du budget principal ;
- approuver le Compte Administratif 2018 du budget principal ;
- donner acte de la présentation des états annexes obligatoires ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Le rapporteur propose à l'Assemblée un vote à main levée par section.

L'Assemblée adopte les sections des budgets détaillés ci-dessus à la majorité des voix exprimées.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 18 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 5 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-90753A-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 05/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CG-24340001700022-2018 PRINCIPAL 3M signe.pdf
- CA 2018 PRINCIPAL.pdf
- Rapport de présentation CA2018 3M VF.pdf
- Certificats RAR signés ok.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Rabii YOUSSEF.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Philippe SAUREL, Aline DESTAILLATS.

Finances - Compte administratif et compte de gestion 2018 - Budget annexe transport - Approbation

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Le Compte Administratif est le document qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes exécutées au cours de l'exercice concerné. Il présente le résultat de l'exécution du budget. Il doit être en stricte conformité avec le compte de gestion qui est établi par le Trésorier Municipal.

Les grands équilibres du Compte Administratif 2018 du budget annexe transports de Montpellier Méditerranée Métropole se décomposent comme suit :

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2018	
011	Charges à caractère général	483 563,69	4 664 631,98
012	Charges de personnel et frais assimilés	297 373,80	
014	Atténuations de produits	346 186,54	
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	24 770 053,00	
65	Autres charges de gestion courante	58 985 206,91	
66	Charges financières	9 971 382,05	
67	Autres dépenses exceptionnelles	200 000,00	
73	Restitution taxe versement transport		
TOTAL - DEPENSES		95 053 765,99	4 664 631,98
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		99 718 397,97	

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2018
002	Résultat de fonctionnement reporté	7 167 158,38
013	Atténuation de charges	3 450,80
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	5 295 589,59
70	Vente de prod. fab., prest. serv, marchandises	173 112,58
73	Produits issus de la fiscalité	88 513 383,27
74	Dotations et participations	16 565 000,00
75	Autres produits de gestion courante	6 013 480,57
76	Produits financiers	
77	Produits exceptionnels	858 476,52
TOTAL - RECETTES		124 589 651,70

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de l'exercice 2018	Restes à réaliser
Chap.	Libellé		
001	Solde exécution invest. reporté	25 894 765,27	
13	Subventions d'investissement	50 000,00	
16	Emprunts et dettes assimilées	28 022 810,56	
20	Immobilisations incorporelles	126 662,16	116 634,55
21	Immobilisations corporelles	3 207 148,16	2 805 250,51
23	Immobilisations en cours	5 122 516,79	1 558 874,52
27	Autres immobilisations financières	1 596 904,14	359 685,96
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	5 295 589,59	
041	Opérations patrimoniales	6 319 914,21	
TOTAL DES DEPENSES		75 636 310,88	4 840 445,54
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		80 476 756,42	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de l'exercice 2018	Restes à réaliser
Chap.	Libellé		
10	Dotations, fonds divers et réserves	25 894 765,27	
13	Subventions d'investissement		3 701 800,00
16	Emprunts et dettes assimilées	11 731 000,00	
23	Immobilisations en cours		198 600,00
27	Autres immobilisations financières	945 323,98	
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	24 770 053,00	
041	Opérations patrimoniales	6 319 914,21	
TOTAL DES RECETTES		69 661 056,46	3 900 400,00
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		73 561 456,46	

Le résultat brut global 2018 du Budget annexe Transport, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de + 23 560 631,30 euros. Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 17 955 953,78 euros

2 018	Résultat de clôture 2017	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2018	Résultat de clôture 2018	Solde reports 2018	Résultat net
Investissement	-25 894 765,27		19 919 510,85	-5 975 254,42	-940 045,54	-6 915 299,96
Fonctionnement	33 061 923,65	25 894 765,27	22 368 727,34	29 535 885,72	-4 664 631,98	24 871 253,74
TOTAL	7 167 158,38	25 894 765,27	42 288 238,19	23 560 631,30	-5 604 677,52	17 955 953,78

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Compte de Gestion 2018 du budget annexe transports ;
- approuver le Compte Administratif 2018 du budget annexe transports ;
- donner acte de la présentation des états annexes obligatoires ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 18 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 5 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-91369-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CG-24340001700147-2018 TRANSPORTS signe.pdf
- CA 2018 TRANSPORTS.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Rabii YOUSSEUS.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Philippe SAUREL, Aline DESTAILLATS.

Finances - Compte administratif et compte de gestion 2018 - Budget annexe assainissement - Approbation

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Le Compte Administratif est le document qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes exécutées au cours de l'exercice concerné. Il présente le résultat de l'exécution du budget. Il doit être en stricte conformité avec le compte de gestion qui est établi par le Trésorier Municipal.

Les grands équilibres du Compte Administratif 2018 du budget annexe du service assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se décomposent comme suit :

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2018	
11	Charges à caractère général	2 263 591,25	
12	Charges de personnel et frais assimilés	2 764 702,78	
42	<i>Opé. d'ordre de transfert entre sections</i>	4 173 129,65	
65	Autres charges de gestion courante	707 199,23	
66	Charges financières	2 546 544,22	
67	Charges exceptionnelles	708 923,25	
TOTAL - DEPENSES		13 164 090,38	53 454,00
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		13 217 544,38	

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2018
002	<i>Résultat de fonctionnement reporté</i>	7 925 048,31
013	Atténuation de charges	150 977,31
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	2 580 084,61
70	Vente de prod. fab., prest. serv, marchandises	25 972 937,62
74	Subventions d'exploitation	3 262 652,12
75	Autres produits de gestion courante	7 876,88
77	Produits exceptionnels	160 772,17
TOTAL - RECETTES		40 060 349,02

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2018	
001	Résultat d'investissement reporté	4 289 320,65	
16	Emprunts et dettes assimilées	5 512 479,28	23 058,95
20	Immobilisations incorporelles	8 145,00	41 733,00
21	Immobilisations corporelles	33 557,72	5 966,63
23	Immobilisations en cours	13 292 804,32	8 589 301,02
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	2 580 084,61	
041	Opérations patrimoniales	150,00	
TOTAL DES DEPENSES		25 716 541,58	8 660 059,60
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		34 376 601,18	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2018	
10	Dotations, fonds divers et réserves	8 588 969,99	
13	Subventions d'investissement	1 284 129,43	
23	Immobilisations en cours	1 918 429,64	
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	4 173 129,65	
041	Opérations patrimoniales	150,00	
TOTAL DES RECETTES		15 964 808,71	
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)			

Le résultat brut global 2018 du Budget annexe de l'Assainissement, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de + 17 144 525,77 euros. Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 8 431 012,17 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

2 018	Résultat de clôture 2017	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2018	Résultat de clôture 2018	Solde reports 2018	Résultat net
Investissement	-4 289 320,65		-5 462 412,22	-9 751 732,87	-8 660 059,60	-18 411 792,47
Fonctionnement	16 514 018,30	8 588 969,99	18 971 210,33	26 896 258,64	-53 454,00	26 842 804,64
TOTAL	12 224 697,65	8 588 969,99	13 508 798,11	17 144 525,77	-8 713 513,60	8 431 012,17

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Compte de Gestion 2018 du budget annexe assainissement ;
- approuver le Compte Administratif 2018 du budget annexe assainissement ;
- donner acte de la présentation des états annexes obligatoires ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 18 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 5 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-91370-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CG-24340001700071-2018 ASS signe.pdf

- CA 2018 ASSAINISSEMENT.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Rabii YOUSSEUS.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Philippe SAUREL, Aline DESTAILLATS.

Finances - Compte administratif et compte de gestion 2018 - Budget annexe assainissement non collectif - Approbation

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Le Compte Administratif est le document qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes exécutées au cours de l'exercice concerné. Il présente le résultat de l'exécution du budget. Il doit être en stricte conformité avec le compte de gestion qui est établi par le Trésorier Municipal.

Les grands équilibres du Compte Administratif 2018 du budget annexe de l'assainissement non collectif de Montpellier Méditerranée Métropole se décomposent comme suit :

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice
011	Charges à caractère général	4 006,04
012	Charges de personnel et frais assimilés	44 021,78
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	2 821,01
65	Autres charges de gestion courante	
67	Charges exceptionnelles	309,00
TOTAL - DEPENSES		51 157,83

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice
002	Résultat de fonctionnement reporté	108 571,74
70	Vente de prod. fab., prest. serv, marchandises	27 559,40
74	Subventions d'exploitation	5 088,00
75	Autres produits de gestion courante	182,48
TOTAL - RECETTES		141 401,62

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice	
13	Subventions d'investissement	33 000,00	
21	Immobilisations corporelles	1 663,82	
TOTAL DES DEPENSES		34 663,82	
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		34 663,82	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice	
001	Résultat d'investissement reporté	6 591,42	
13	Subventions d'investissement (reçues)	33 000,00	
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	2 821,01	
TOTAL DES RECETTES		42 412,43	
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		42 412,43	

Le résultat brut global 2018 du Budget annexe de l'Assainissement Non Collectif, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de + 97 992,40 euros. Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 97 992,40 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

2 018	Résultat de clôture 2017	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2018	Résultat de clôture 2018	Solde reports 2018	Résultat net
Investissement	6 591,42		1 157,19	7 748,61	0,00	7 748,61
Fonctionnement	108 571,74		-18 327,95	90 243,79	0,00	90 243,79
TOTAL	115 163,16	0,00	-17 170,76	97 992,40	0,00	97 992,40

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Compte de Gestion 2018 du budget annexe de l'assainissement non collectif ;
- approuver le Compte Administratif 2018 du budget annexe de l'assainissement non collectif ;
- donner acte de la présentation des états annexes obligatoires ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 18 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 5 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-91371-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CG-24340001700105-2018 SPANC signe.pdf

- CA 2018 SPANC.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire

l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Rabii YOUSSEUS.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Philippe SAUREL, Aline DESTAILLATS.

Finances - Compte administratif et compte de gestion 2018 - Budget annexe parking - Approbation

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Le Compte Administratif est le document qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes exécutées au cours de l'exercice concerné. Il présente le résultat de l'exécution du budget. Il doit être en stricte conformité avec le compte de gestion qui est établi par le Trésorier Municipal.

Les grands équilibres du Compte Administratif 2018 du budget annexe du service parking de Montpellier Méditerranée Métropole se décomposent comme suit :

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2018
011	Charges à caractère général	377 245,59
012	Charges de personnel	105 644,12
67	Charges exceptionnelles	
TOTAL - DEPENSES		482 889,71

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2018
002	Résultat de fonctionnement reporté	1 600 725,78
70	Vente de prod. fab., prest. serv, marchandises	704 129,72
77	Produits exceptionnel	10 220,32
TOTAL - RECETTES		2 315 075,82

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2018	
21	Immobilisations corporelles		46 401,40
TOTAL DES DEPENSES			46 401,40
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		46 401,40	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2018	
TOTAL DES RECETTES		0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		0,00	

Le résultat brut global 2018 du Budget annexe Parking, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de + 1 832 186,11 euros. Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 1 785 784,71 euros

2 018	Résultat de clôture 2017	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2018	Résultat de clôture 2018	Solde reports 2018	Résultat net
Investissement			0,00	0,00	-46 401,40	-46 401,40
Fonctionnement	1 600 725,78		231 460,33	1 832 186,11	0,00	1 832 186,11
TOTAL	1 600 725,78	0,00	231 460,33	1 832 186,11	-46 401,40	1 785 784,71

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Compte de Gestion 2018 du budget annexe parking ;
- approuver le Compte Administratif 2018 du budget annexe parking ;
- donner acte de la présentation des états annexes obligatoires ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 18 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 5 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-91372-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CG-24340001700154-2018 PARKING signe.pdf

- CA 2018 PARKING.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Finances

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Rabii YOUSSEF.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Philippe SAUREL, Aline DESTAILLATS.

Finances - Compte administratif et compte de gestion 2018 - Budget annexe eau potable - Approbation

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Le Compte Administratif est le document qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes exécutées au cours de l'exercice concerné. Il présente le résultat de l'exécution du budget. Il doit être en stricte conformité avec le compte de gestion qui est établi par le Trésorier Municipal.

Les grands équilibres du Compte Administratif 2018 du budget annexe eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole se décomposent comme suit :

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2018
011	Charges à caractère général	1 010 290,46
012	Charges de personnel et frais assimilés	162 624,41
65	Autres charges de gestion courante	
66	Charges financières	
67	Charges exceptionnelles	17 854,34
TOTAL - DEPENSES		1 190 769,21

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2018
002	Résultat de fonctionnement reporté	3 192 533,65
013	Atténuation de charges	129 464,90
70	Vente de prod. fab., prest. serv, marchandises	92 252,48
75	Autres produits de gestion courante	815 149,66
77	Produits exceptionnels	168,00
TOTAL - RECETTES		4 229 568,69

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2018	
001	Déf. antérieur reporté		
13	Subventions d'investissement		
20	Immobilisations incorporelles	18 885,76	96 933,05
21	Immobilisations corporelles	677,47	2 694,86
23	Immobilisations en cours	10 914,18	49 622,77
TOTAL DES DEPENSES		30 477,41	149 250,68
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		179 728,09	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2018	
001	Déf. ou exc. antérieur reporté	559 509,97	
10	Dotations, fonds divers et réserves		
13	Subventions d'investissement	13 141,00	
23	Immobilisations en cours	63 300,00	
TOTAL DES RECETTES		635 950,97	
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		635 950,97	

Le résultat brut global 2018 du Budget annexe de l'Eau potable, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de + 3 644 273,04 euros. Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 3 495 022,36 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

2 018	Résultat de clôture 2017	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2017	Résultat de clôture 2017	Solde reports 2018	Résultat net
Investissement	559 509,97		45 963,59	605 473,56	-149 250,68	456 222,88
Fonctionnement	3 192 533,65		-153 734,17	3 038 799,48	0,00	3 038 799,48
TOTAL	3 752 043,62	0,00	-107 770,58	3 644 273,04	-149 250,68	3 495 022,36

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Compte de Gestion 2018 du budget annexe de l'eau potable ;
- approuver le Compte Administratif 2018 du budget annexe de l'eau potable ;
- donner acte de la présentation des états annexes obligatoires ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 18 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 5 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-91373-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/07/19

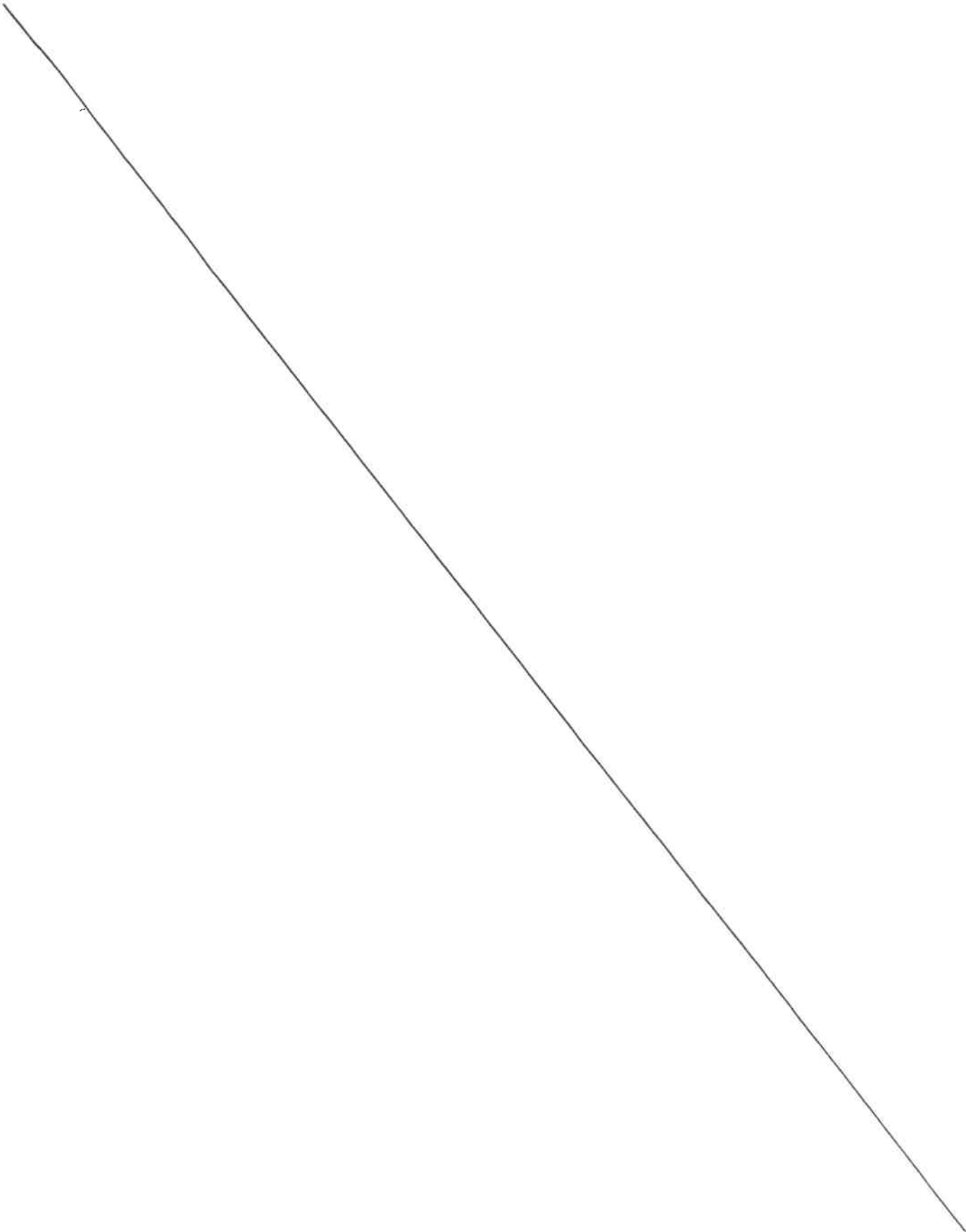
Liste des annexes transmises en préfecture:

- CG-24340001700139-2018 EAU POTABLE signe.pdf

- CA 2018 EAU POTABLE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal

administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Rabii YOUSSEUS.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Michelle CASSAR, Pierre DUDIEUZERE, Gérard LANNELONGUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Aline DESTAILLATS.

Finances - Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la commune de Lattes nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

A la suite des transferts de compétences successifs et de la création de Montpellier Méditerranée Métropole au 1^{er} janvier 2015, il convient de prendre en compte les transferts d'actifs en pleine propriété vers Montpellier Méditerranée Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2015 et en vertu des dispositions de l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit, en lieu et place de ses communes membres, les compétences suivantes :

- Espace public :
 - Voirie
 - Eclairage public
 - Espaces verts attenant à la voirie
 - Réseaux d'eau pluviale, de communications électroniques, d'électrification, de gaz, ...
- Nettoyement
- Défense contre l'incendie
- Aire d'accueil des gens du voyage
- Plan Local d'Urbanisme

Depuis le 1^{er} janvier 2018, et en vertu des dispositions de l'article L.5217-2 du CGCT, la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place de ses communes membres, la compétence « gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations » (GEMAPI).

Conformément aux dispositions de l'article L.5217-5 du CGCT, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier utilisés pour l'exercice de ces compétences sont transférés à la Métropole en pleine propriété.

La présente délibération a pour objectif d'assurer l'ensemble des régularisations comptables nécessaires.

Toutefois une clause de revoyure est prévue au PV comptable, afin de prendre en compte tout élément juridique qui nécessiterait un nouvel ajustement comptable.

Il est précisé que :

La valeur nette comptable des biens transférés s'établit à 68 445 052,49 € à la date du transfert. Elle se décompose de la façon suivante :

- Biens relatifs au musée, initialement mis à disposition et transférés en pleine propriété pour 2 761 803,98 €.
- Biens relatifs à la compétence eau et assainissement, initialement mis à disposition et transférés en pleine propriété pour 9 272 732,05 €.
- Biens relatifs à la station d'épuration, transférés en pleine propriété pour 1 262 277,86 €.
- Biens relatifs à l'espace public, transférés en pleine propriété pour 54 877 747,57 €.
- Biens relatifs à l'aire d'accueil des gens du voyage, transférés en pleine propriété pour 270 491,03 €.

Le transfert comptable de la commune de Lattes à Montpellier Méditerranée Métropole de la valeur des biens transférés en pleine propriété se fera par opérations d'ordre non budgétaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les PV comptables,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-89049-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PV 1 MUSEE
- PV 2 VOIRIE
- PV 3 GENS DU VOYAGE
- PV 4 ASSAINISSEMENT
- ANNEXE 1 BIENS
- ANNEXE 2 MAD

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Rabii YOUSSEUS.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Michelle CASSAR, Pierre DUDIEUZERE, Gérard LANNELONGUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Aline DESTAILLATS.

Finances - Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la Ville de Montpellier nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°1

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

A la suite des transferts de compétences successifs et de la création de Montpellier Méditerranée Métropole au 1^{er} janvier 2015, il convient de prendre en compte les transferts d'actifs en pleine propriété.

Par délibération M2018-365 en date du 19 juillet 2018, le Conseil de Métropole a entériné le transfert des biens de la Ville de Montpellier pour un montant de 360 012 458,94 €.

A la suite d'un échange entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, un ajustement sur les montants s'avère nécessaire. Les montants arrêtés conjointement s'élèvent à 439 102 413,60 € pour les biens et 25 367 204,24 € pour les subventions.

Cette délibération est proposée dans le cadre de la clause de revoyure prévue au PV comptable.

Il est précisé que le transfert comptable de la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole de la valeur des biens transférés en pleine propriété se fera par opérations d'ordre non budgétaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le PV comptable avenant,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-89037-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PV COMPTABLE
- LISTE BIENS A
- LISTE BIENS B
- LISTE BIENS C
- LISTE BIENS D
- LISTE BIENS E
- LISTE BIENS F
- LISTE BIENS G
- LISTE BIENS H
- LISTE SUBV

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Rabii YOUSSEUS.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Michelle CASSAR, Thierry DEWINTRE, Pierre DUDIEUZERE, Gérard LANNELONGUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Aline DESTAILLATS.

Finances - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique ENVIRONNEMENT ET TRANSPORTS - Exercice 2019

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année Montpellier Méditerranée Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

Code	Structure	Type	Montant
244	CONSOMMATION LOGEMENT CADRE DE VIE DE MONTPELLIER CLCV	Fonctionnement	4 000 €
4111	ACM (AMENAGEMENT - CONSTRUCTION MONTPELLIER)	Fonctionnement	50 000 €
TOTAL			54 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 937.

Code	Structure	Type	Montant
2697	SOCIETE PROTECTRICE DES ANIMAUX	Fonctionnement	75 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 931

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'affectation des subventions sous réserves de signature des conventions ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, sur les imputations citées ci-dessus, pour un montant total de 129 000 € ;
- approuver les termes des conventions d'attribution ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Rabii YOUSSEUS.

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-82195-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention CLCV
- Convention ACM
- Convention SPA

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Rabii YOUSOUS.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Michelle CASSAR, Thierry DEWINTRE, Pierre DUDIEUZERE, Gérard LANNELONGUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Aline DESTAILLATS.

Finances - Définition du tarif et convention de mise à disposition d'un terrain intercommunal - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de la fête de l'Aïd Al-Adha, l'association « la Bergerie languedocienne » a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour la mise à disposition d'un espace dépendant de l'Espace Rock, dont la Métropole est propriétaire, pendant la période des festivités.

Montpellier Méditerranée Métropole propose de mettre à disposition de l'association cet espace permettant l'installation d'un équipement mobile d'abattage rituel, sous réserve de l'obtention de l'agrément sanitaire et de l'autorisation de l'exploitation à titre temporaire d'une installation d'abattage d'ovins par la Préfecture.

Cette installation permettra de centraliser et de sécuriser sanitaire l'abattage rituel.

Cette mise à disposition du terrain sera accordée pour une durée de trois jours et assujettie à une redevance correspondant à la valeur locative du terrain mis à disposition pour la période des festivités. Elle fera par ailleurs l'objet d'une convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association « La Bergerie Languedocienne ».

Le montant de loyer proposé est de 1 500 € par jour.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le montant du loyer de 1 500 € par jour,
- autoriser la mise à disposition de l'Espace Rock au bénéfice de l'association « La Bergerie Languedocienne Montpellier » sous réserve de la validation des services sanitaires et de la Commission de Sécurité, moyennant un loyer pour les trois jours de 4 500 € au total,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-89179-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_MaD_EspaceRock_Bergerie_Languedocienne_2019.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

LOGEMENT



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUCI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Rabii YOUSSEF.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Michelle CASSAR, Pierre DUDIEUZERE, Gérard LANNELONGUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Aline DESTAILLATS.

Logement - Construction de 9 logements sociaux - Résidence ' Casalez ' - 1348 route de Montpellier à Prades-le-Lez - Garantie d'emprunt à la SAS coopérative ' Lez'Coop ' - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Coopérative par Action Simplifiée LEZ'COOP a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie de l'emprunt Prêt Locatif Social (PLS) Foncier qu'elle va contracter pour financer la construction de 9 logements locatifs sociaux, résidence « Casalez », 1348 route de Montpellier à Prades-le-Lez. Le programme, conçu par le cabinet d'architecture Dare Architecture Anis Salem, comprend 9 logements financés en PLS dont 2 T1, 1 T2, 4 T3, 1 T4, 1 T5.

La Société Coopérative par Action Simplifiée LEZ'COOP demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 50 % l'emprunt PLS Foncier Evolutys millésime 2018 d'un montant total de 1 370 000 € qu'elle sollicite auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon pour financer cette opération.

La commune de Prades-le-Lez est sollicitée par ailleurs pour accorder sa garantie à hauteur de 50 % pour ce même prêt.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunt ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L. 2252-1 et L. 5217-2 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLS Foncier Evolutys millésime 2018
Montant du prêt	1 370 000 €
Durée	32 ans
Dont phase de mobilisation	2 ans
Périodicité des échéances	Remboursement trimestriel à terme échu
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 1.11 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée à hauteur de 50 % du prêt en capital augmentée des intérêts et pour sa durée totale, soit 32 ans maximum, dont 2 ans de phase de mobilisation. Les intérêts de retard, indemnité de remboursement anticipé et autres accessoires ainsi que tous frais et impôts ne sont pas garantis.

Au cas où la Société Coopérative par Action Simplifiée LEZ'COOP, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas du remboursement du capital des emprunts et des intérêts, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple notification de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage, pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir la charge de l'emprunt.

Il y a lieu de formaliser cette garantie par la signature d'une convention.

En conséquence il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 685 000 €, représentant 50 % du prêt PLS Foncier Evolutys millésime 2018 sollicité par la Société Coopérative par Action Simplifiée LEZ'COOP auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon pour financer la réalisation de 9 logements sociaux, résidence « Casalez », 1348 route de Montpellier à Prades-le-Lez ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon et la Société Coopérative par Action Simplifiée LEZ'COOP,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, Mme Véronique PEREZ.

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-90156-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention
- Plan de localisation

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Rabii YOUSSEUS.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Michelle CASSAR, Pierre DUDIEUZERE, Gérard LANNELONGUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Aline DESTAILLATS.

Logement - Opération "Rénover pour un habitat durable et solidaire" 2013-2019 - Attribution de subventions pour la réhabilitation de trente-six logements situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Depuis le 1er décembre 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a relancé l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » labellisée « Habiter Mieux » ayant pour objet la réhabilitation de 180 logements par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire de la Métropole, hors secteur de Montpellier déjà concerné par une opération similaire. Cette opération a pour priorité la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

La labellisation « Habiter Mieux » de l'opération, marque l'engagement, pour Montpellier Méditerranée Métropole, de financer annuellement au moins 100 dossiers de propriétaires occupants modestes ou très modestes réalisant des travaux de rénovation permettant un gain énergétique minimal de 25%.

Montpellier Méditerranée Métropole mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur ses fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés.

Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 45% à 80% du montant hors taxe des travaux subventionnables, voire 100 % pour les propriétaires occupants disposants de ressources très modestes.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de trente-six logements situés dans les communes de Baillargues, Castelnau-le-Lez, Cournonterral, Cournonsec, Lattes, Lavérune, Le Crès, Montpellier, Saussan, Saint-Brès, Saint Geniès des Mourgues, Saint Georges d'Orques et Villeneuve-lès-Maguelone, occupés par des propriétaires disposant de ressources modestes ou très modestes, pour un montant total de 104 208 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi de subventions telles que décrites dans le tableau joint en annexe à la présente délibération ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera selon les conditions prévues par le règlement attributif de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-89286-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PIG_conseil_juin.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Rabii YOUSSEF.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Michelle CASSAR, Pierre DUDIEUZERE, Gérard LANNELONGUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Aline DESTAILLATS.

Logement - Opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain de Montpellier 2016-2021 - Quartiers Courreau / Figuerolles / Nord-Ecusson - Attribution de subventions pour la réhabilitation de deux copropriétés - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°13750 du 14 avril 2016, le Conseil de Métropole a approuvé la mise en œuvre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradées Courreau / Figuerolles / Nord-Ecusson pour la période 2016-2021. S'inscrivant dans le cadre du projet « Montpellier Grand Coeur » le programme vise à redonner de l'habitabilité aux ilots dégradés, à promouvoir les réhabilitations de qualité, à lutter contre les marchands de sommeil, à valoriser l'espace public et à améliorer le cadre de vie.

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, et des nouvelles prérogatives en matière d'actions d'amélioration du parc immobilier bâti, de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre conférées par son statut depuis le 1er janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole apporte :

Pour les propriétaires occupants aux ressources modestes et très modestes :

- une aide de 20% à 25% du montant des travaux subventionnés par l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH),
- une prime de 25% du montant des travaux éligibles, plafonnée à 1 250 €, pour les projets de mise aux normes ne bénéficiant pas d'une subvention ANAH,
- une prime de 25% du montant des travaux éligibles, plafonnée à 1 250 €, pour les projets de rénovation des parties communes de copropriété ne bénéficiant pas d'une subvention de l'ANAH,

Pour les propriétaires bailleurs :

- une aide de 15% du montant des travaux subventionnés par l'ANAH, pour le conventionnement d'un logement à loyer social et 10% pour le conventionnement d'un logement à loyer intermédiaire,
- une aide de 5% du montant des travaux subventionnés par l'ANAH, plafonnée à 2 000 € par logement, pour la remise sur le marché d'un logement vacant loué à loyer conventionné social après travaux,

Pour les syndicats de propriétaires :

- une prime de 30% du montant des travaux éligibles, plafonnée à 3 900 €, pour les projets de rénovation des parties communes de copropriété ne bénéficiant pas d'une subvention de l'ANAH,
- une prime de 30% du montant de la dépense, plafonnée à 1 800 € par immeuble, pour la réalisation d'un audit ou d'un diagnostic de performance énergétique en copropriété.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de deux copropriétés pour un montant total de 5 450 €.

Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi des subventions telles que décrites dans le tableau joint en annexe ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera selon les conditions prévues par le règlement attributif de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-89294-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CFNE conseil juin 2019.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU
TERRITOIRE, FONCIER**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUCI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Rabii YOUSSEF.

Absents / Excusés :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Perla DANAN, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Gérard LANNELONGUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Henri ROUILLEAULT, Isabelle TOUZARD, Aline DESTAILLATS.

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Projet Urbain Partenarial (PUP) La Casa de los Artist - Société Hectare - Commune de Baillargues - Approbation de la convention de PUP et de la convention de reversement à la commune - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Cet outil est défini, notamment aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R.332-25-1 à R.332-25-3 du même code. Celui-ci permet aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaire et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations. Lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, seule la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci peut leur être attribuée.

Le secteur d'implantation de la future opération est situé au nord du centre historique de Baillargues et est classé en zone IUDa du PLU. Ce secteur constitue une zone d'habitation à faible densité essentiellement composée d'habitat individuel.

La société « HECTARE » a déposé sur ce secteur une demande de permis de construire sur une unité foncière de 4 760 m², correspondant aux parcelles cadastrées AO0034, AO0219, AO0220 et AO0320. Le maître d'œuvre de ce projet est l'architecte Jean-Louis MICHEL. L'opération de construction qui se situe sur le Chemin des Lignières, consiste en la construction de deux immeubles d'habitation en R+3 de 49 logements au total dont 15 logements sociaux. Le projet comptabilise 99 places de stationnement.

Les travaux seront réalisés en une tranche.

La société « HECTARE » s'engage à rétrocéder la parcelle AO0320 non bâti, soit 532 m² le long du chemin des Lignières, à Montpellier Méditerranée Métropole pour permettre la réalisation de travaux publics d'aménagement de voirie.

Cette opération rendant nécessaire un certain nombre d'équipements publics, la société « HECTARE » s'est rapprochée de Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la conclusion d'une convention de PUP.

La réalisation de ce programme nécessite :

- Une participation aux équipements publics communaux liés à la petite enfance,
- Une participation à la création de classes élémentaires supplémentaires
- Une extension du réseau d'adduction et renforcement en eau potable,
- La création de deux poteaux incendie (PI) et le renforcement des conduites d'Alimentation en Eau Potable (AEP),
- Une participation à la création de la station d'épuration (STEP),
- La rétrocession d'une parcelle pour des travaux de voirie,
- Une participation aux travaux d'aménagement de la voirie Chemin des Lignières : réaménagement du profil de voirie et travaux d'amélioration de la gestion des eaux pluviales.

Le coût total prévisionnel des équipements à réaliser, évalué en phase avant-projet, est fixé à **435 815 € HT**. Ce coût prévisionnel comprend tous les frais d'études, de maîtrise d'œuvre, de maîtrise d'ouvrage, d'acquisitions foncières et aléas.

Les modalités de partage des coûts des équipements, conformément aux dispositions de l'article L.332-11-3-II° du Code de l'urbanisme, sont fixées comme suit :

Nbre de lgts	49	Programme d'équipements	Coût H.T.	A la charge de Hectare			Part publique	
				Taux de participation	Montant de la participation	Participation foncière	Participation numéraire	Taux de participation
		Voirie (dont foncier)	153 828 €	95%	146 137 €	21 280 €	124 857 €	5%
		Extension réseau AEP	24 843 €		24 843 €		24 843 €	- €
		DECI	18 000 €	100%	18 000 €		18 000 €	0%
		ENEDIS (40% pris en charge par ENEDIS)	32 465 €	60%	19 479 €		19 479 €	0%
		Participation à la création de salles de classes élémentaires	156 750 €	95%	148 913 €		148 913 €	5%
		Participation aux Equipements Publics communaux liés à la petite enfance	29 176 €	95%	27 717 €		27 717 €	5%
		Total général du programme	415 062 €		385 088 €	21 280 €	363 808 €	16 988 €
		Total général du programme + MOA 5%	435 815 €		385 088 €	21 280 €	363 808 €	37 741 €

Il est précisé que seule la part correspondant aux besoins des futurs habitants ou usagers du périmètre de convention de PUP sera mis à la charge de l'aménageur, soit un montant prévisionnel de **385 088 € HT dont 363 808 € HT de participation numéraire et 21 280 € HT de participation foncière**, selon les modalités de calcul suivant :

- Les travaux d'aménagement de voirie sont pris en charge à 5% par la part publique et imputée à 95% aux pétitionnaires privés car l'aménagement de la portion du Chemin des Lignières est nécessaire essentiellement aux futurs résidents du programme ;
- L'installation des deux poteaux incendie est mis en totalité à la charge des pétitionnaires privés dans la mesure où le dimensionnement répond uniquement à la sécurité de l'opération ;
- Une participation à l'extension de l'école primaire ainsi qu'une participation à l'extension de l'école maternelle ont été calculées sur la base d'un montant forfaitaire au logement ;
- De la même manière, une participation à l'extension du réseau d'adduction et de renforcement en eau potable ont été calculées à partir d'un montant forfaitaire au logement ;
- Le renforcement du réseau d'adduction électrique ENEDIS a été mis à la charge du pétitionnaire privé à 100% (soit 60% car ENEDIS prend en charge 40% du montant) car il répond exclusivement aux besoins de l'opération.

Le périmètre de la convention de PUP, dans lequel les constructions seront exonérées de la part intercommunale de la Taxe d'Aménagement pour une durée de 5 ans, est joint à la présente délibération. Cette exonération prendra effet à compter de l'affichage de la mention de la signature de convention en Mairie de Baillargues et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence il est proposé au conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en œuvre d'une procédure de PUP tel qu'énoncée par les dispositions du Code de l'urbanisme ;
- approuver le périmètre de PUP tel qu'annexé, ainsi que les modalités de partage des coûts des équipements publics qui seront mis à la charge de l'aménageur intervenant dans ce périmètre tel que défini ci-avant ;
- approuver les termes de la convention de PUP « La Casa de los Artist » établies entre la société « HECTARE » et Montpellier Méditerranée Métropole et notamment le montant de la participation de la société au vu du coût prévisionnel des opérations, de la nature des travaux et du périmètre d'application ;
- exclure du champ d'application de la taxe d'aménagement (part métropolitaine) le périmètre d'application de la convention de PUP « La Casa de los Artist » pour une durée de 5 années à compter du caractère exécutoire de la convention ;
- approuver les termes du projet de convention de reversement établi entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Baillargues dans le cadre de la convention de PUP « La Casa de los Artist » susvisée,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-89231-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan de localisation et périmètre de PUP "La casa de los Artist" à Baillargues
- Projet de convention initiale de PUP entre 3M et Hectare
- Projet de convention de reversement à la commune

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Rabii YOUSSEF.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Gérard LANNELONGUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Aline DESTAILLATS.

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Cournonterral - Modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Schéma d'Accueil des Entreprises (SAE) Métropolitain, approuvé en Conseil le 24 novembre 2016, identifie sur les 15 prochaines années un besoin annuel de 17,5 hectares cessibles de foncier économique, complété par une programmation de 50 à 200 hectares destinée à renforcer l'économie productive du territoire par l'accueil d'entreprises exogènes d'envergure nationale et internationale. Un des enjeux énoncé par le SAE réside dans le renforcement de l'offre de foncier d'« activités », notamment celles de type économie productive, vecteur de « richesse » et d'emploi, mais aussi pour les activités constitutives de l'économie présentielle, qui ne peuvent ou ne souhaitent pas encore s'insérer en tissu urbain mixte. En effet, ces activités sont indispensables au fonctionnement du tissu économique d'un territoire et génèrent une part d'emplois indirects (de sous-traitance notamment) très importante. Les activités productives et de logistiques ont aussi un effet structurant avec des salaires plus stables et plus élevés que dans les autres secteurs d'activités.

Le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation, approuvé en Conseil le 29 mars 2017, énonce notamment que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite renforcer l'investissement d'immobilier collectif et rééquilibrer l'économie du territoire en développant des activités productives et industrielles. De plus, la collaboration portera en priorité sur six filières prioritaires dont l'agroalimentaire, l'économie agricole et l'agro-écologie, et plus particulièrement le développement des circuits courts et les projets en matière d'innovation agricole.

En complément de sa politique en termes de développement économique, le Conseil a approuvé, le 29 juin 2015, les orientations de développement de sa politique agro-écologique et alimentaire. Celle-ci a notamment pour objectif de créer le socle du développement d'un appareil de production agricole d'amont en aval (production, transformation, distribution et commercialisation).

Tenant compte de l'ensemble des principes énoncés ci-avant, la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Cannabe à Cournonterral, créée le 20 décembre 2017, s'est attachée à intégrer au sein d'une même opération d'aménagement à la fois un parc d'activités, un hameau agricole destiné à l'implantation de sièges d'exploitations agricoles et une oliveraie/amanderaie.

Cette opération d'aménagement permettra notamment de répondre aux demandes des entreprises PME, TPE artisanales sur ce secteur et des agriculteurs locaux. Elle contribuera également à renforcer, sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, le maillage des parcs d'activités mixtes dit « de proximité » et confortera les secteurs d'activités économiques proches (Frigoulet), par l'accueil d'activités artisanales et de services.

Mais, elle sera également vertueuse en matière environnementale en ne se limitant pas à « fabriquer » des lots pour installer des entreprises, mais aussi en s'attachant à :

- transformer une ancienne décharge en une oliveraie/amanderaie d'une réelle valeur agricole et qui sera exploitée par un agriculteur,
- installer des dispositifs propices au développement de la biodiversité avec notamment des dispositifs favorables au développement d'une espèce protégée, le lézard ocellé,
- prendre en compte un boisement existant, le bois de Pioch, en préservant son rôle paysager et environnemental,
- recréer des continuités paysagères et environnementales par l'aménagement d'une trame verte Nord-Est – Sud-Ouest mettant en relation l'oliveraie/amanderaie et le bois de Pioch

S'agissant du paysage, elle traite l'interface urbaine/agricole qualitativement en développant un hameau agricole favorable à l'installation d'agriculteurs désireux de quitter le centre bourg, en évitant de miter davantage le grand paysage de la Plaine Ouest.

Enfin, ce projet répondra aux critères d'excellence en termes de développement durable en visant la certification « HQE Aménagement ».

Déroulement de la procédure :

Par délibération du Conseil du 17 mai 2017, l'utilité de l'ouverture à l'urbanisation de ce site a été justifiée et il a été décidé d'engager la procédure de modification du PLU de la commune de Cournonterral.

L'opération passe par une procédure de ZAC créée par délibération du Conseil du 20 décembre 2017.

Conformément à la charte de gouvernance du PLU, le Conseil Municipal de la commune de Cournonterral a émis par délibération n°D2018-29 en date du 23 octobre 2018 un avis favorable sur le projet de modification n°1 du PLU.

Le projet de modification du PLU de Cournonterral a été, conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme, et notamment son article L.153-40, notifié aux personnes publiques associées le 19 octobre 2018.

Madame Anne-Marie GIRARD a été désignée comme Commissaire Enquêteur par le Tribunal Administratif de Montpellier par décision n°E-18000173/34 du 17 décembre 2018.

Par arrêté n°MAR2019-0069, en date du 31 janvier 2019, Madame Chantal MARION par délégation de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a ordonné l'ouverture d'une enquête publique, du 25 février 2019 au 29 mars 2019 (soit 33 jours consécutifs), portant sur le projet de modification n°1 du PLU de la Commune de Cournonterral.

Les modalités d'ouverture de l'enquête publique ont été portées à la connaissance du public le 7 février 2019, soit plus de 15 jours avant le début de l'enquête publique, puis le 28 février 2019, par publication dans deux journaux diffusés dans le département, par publication sur les sites internet de la Commune et de la Métropole, par affichage en Mairie, ainsi qu'au siège de la Métropole.

Le commissaire enquêteur a fait connaître un avis favorable à l'ouverture à l'urbanisation du secteur de « Cannabe » et à la modification n°1 du PLU de Cournonterral le 25 avril 2019.

En ce qui concerne les remarques exprimées par le public durant l'enquête publique :

Aucune observation écrite n'a été consignée dans les registres mis à disposition mais quatre personnes ont rencontré le commissaire enquêteur.

Les observations de deux d'entre elles étaient sans objet au regard de l'objet de l'enquête. Il en est ainsi de la volonté d'une association de voir classés en Espace Boisé Classé des vieux muriers en dehors de la zone concernée par l'enquête publique. Il en est de même pour un propriétaire qui souhaitait savoir si sa propriété était concernée par la modification n°1 du PLU.

Les deux autres personnes (couple) se sont manifestées en faisant état de leur souhait de voir leur terrain pour partie inscrit dans le périmètre de la ZAC et souhaitaient voir leurs terrains raccordés aux réseaux de la ZAC.

La Métropole, en lien avec la Commune a apporté des précisions, dans le cadre d'une réponse au Procès-Verbal de synthèse établi par le Commissaire Enquêteur en date du 2 avril 2019 (réponse de Montpellier Méditerranée Métropole du 18 avril 2019). Les deux premières étant sans objet au regard de la modification du PLU de la Commune de Cournonterral, seule une réponse a été apportée aux deux autres demandes.

Pour répondre au couple s'estimant non contacté pour la vente d'une partie de leur terrain, et demandant une desserte en réseaux de leur propriété, il convient de répondre comme suit :

- Ces personnes ne se sont pas manifestées lors de la concertation préalable à la création de la ZAC qui s'est déroulée du 1er décembre 2016 au 21 avril 2017. Le compte rendu d'une réunion publique du 24 janvier 2017 et les registres mis à disposition du public en font foi. Leur parcelle n'a donc pu être intégrée dans la ZAC ;
- La modification du PLU permet le maintien de cette habitation et règlemente son extension en autorisant une évolution mesurée de sa construction ;
- Le raccordement de cette construction aux réseaux à réaliser dans le cadre de la ZAC sera examiné une fois les études suffisamment avancées.

En ce qui concerne les avis des personnes publiques associées destinataires du dossier de modification n°1 :

La Commune de Cournonterral a délibéré le 23 octobre 2018 en donnant un avis favorable à la procédure de modification du PLU.

La Chambre de Commerces et d'Industrie de l'Hérault a émis un avis favorable le 21 décembre 2018

La Mission Régionale d'Autorité Environnementale d'Occitanie a fait parvenir le 10 décembre 2018 sa décision de dispense d'évaluation environnementale du projet de modification.

Le Préfet de l'Hérault s'est prononcé par un courrier du 14 mars 2019 en reprenant des remarques suivantes, formulées par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer :

- Une réserve sur le développement au sud de l'ex-route départementale n°5 constituant jusque-là une limite franche à l'urbanisation de Cournonterral ;
- Un complément à apporter au dossier par une réflexion approfondie du traitement des interfaces entre la zone à urbaniser et la zone agricole. Le secteur « Cannabe » jouxtant des secteurs agricoles Ai et An.

Montpellier Méditerranée Métropole a répondu à ces remarques de la manière suivantes:

- Sur la réserve relative au développement urbain sur le site de la Commune :

Le SCoT, approuvé le 17 février 2006, identifie ce site en extension urbaine avec des limites à conforter dans la mesure où il était déjà fortement anthropisé puisqu'il accueillait :

- une ancienne carrière appartenant à l'entreprise Joulié ; carrière devenue par la suite une décharge communale,
- une entreprise de BTP,
- un cabinet d'expertise comptable,
- 3 maisons d'habitation.

Conformément au SCoT de 2006, un dossier de création de ZAC a été approuvé le 20 décembre 2017. Ce dossier de création a fait l'objet d'une dispense d'études d'impact après examen au cas par cas, en application du Code de l'environnement, en date du 2 janvier 2017. Face à l'ensemble de ces éléments, le SCoT arrêté au 19 juillet 2018 a confirmé la réalisation de ce parc d'activités.

- Sur l'interface entre la zone à urbaniser et la zone agricole :

L'orientation d'aménagement et de programmation et le zonage contribuent à « assurer une transition paysagère entre le secteur de projet et la plaine agricole » par :

- la préservation du bois de Pioch au sud-ouest ;
- la mise en œuvre au nord et à l'ouest d'une plantation d'olivieraie et d'amanderaie dans un objectif paysager (masque végétal sur la zone d'activité économique) et environnemental (conditions favorables au maintien et au développement de la biodiversité) ;
- le développement envisagé au sud-est de 4 lots affectés à des activités agricoles, assurant transition urbaine/agricole de qualité tout en évitant de miter davantage le grand paysage de la Plaine Ouest.

De manière complémentaire, le Cahier de Prescriptions Architecturale, Urbaines et Paysagères en cours de rédaction traduira également ces enjeux.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur chargé de l'enquête publique relative à la modification n°1 du PLU de la Commune de Cournonterral ;
- approuver le dossier de modification n°1 du PLU de la Commune de Cournonterral ;
- tenir le dossier de modification n°1 du PLU de la Commune de Cournonterral approuvé à la disposition du public aux jours et heures d'ouverture des bureaux du siège de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Mairie de Cournonterral et de procéder aux mesures réglementaires de publicité et d'affichage conformément aux articles R. 153-20 et R. 153-21 du Code de l'urbanisme ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Dossier PLU CURNONTERRAL Modification n°1 .pdf
- M2019-319.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Rabii YOUSSEUS.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Pierre DUDIEUZERE, Gérard LANNELONGUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Aline DESTAILLATS.

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Cession d'une partie de la parcelle cadastrée BB n°337, sise commune de Vendargues - Extension de BIOCASH - Zone d'activités du SALAISON

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire de la parcelle cadastrée BB337, d'une contenance de 8 332 m², sise commune de Vendargues, 160 avenue des Bigos, pour l'avoir acquise en 2012 auprès de la SNC LOGISTIS. Cette parcelle a été acquise à titre de réserve foncière en prévision du prolongement Est de la ligne 2 de tramway vers Vendargues et Castries.

Dans le cadre de l'extension de l'activité de la société BIOCASH, située 350 avenue des Bigos à Vendargues, la SCI SALEJ, dont elle est le bailleur, avait sollicité Montpellier Méditerranée Métropole en vue de détacher et acquérir une emprise de 4 000 m² sur la parcelle cadastrée BB337 moyennant le prix de 216 000 € HT, soit 54 € par m², conforme à l'avis des Domaines.

La cession demandée n'étant pas de nature à remettre en cause les projets de Montpellier Méditerranée Métropole sur ce secteur, notamment en matière de transports en commun, le Conseil de Métropole avait délibéré favorablement à la cession le 31 mai 2018.

A la suite d'une modification du projet de ladite société, l'emprise à céder doit être modifiée pour être ramenée à 3 142 m², ramenant par là même le prix de cession à 169 668 € HT, soit 54 € par m².

La SCI SALEJ fait appel à deux sociétés de crédit-bail pour le financement de l'extension de l'activité de la société BIOCASH : la société FINAMUR, identifiée au SIREN sous le numéro 340 446 707 et dont le siège social est situé 12 place des Etats-Unis, à Montrouge (92548), et la société BATIMAP, identifiée au SIREN sous le numéro 470 201 369B et dont le siège social est situé 1 avenue Henri Becquerel, à Mérignac (33700).

Le projet d'extension nécessite la réalisation de nouveaux bâtiments et par conséquent l'obtention d'autorisation d'urbanisme sur l'emprise à céder par Montpellier Méditerranée Métropole.

Afin d'obtenir la garantie de la faisabilité de ce projet, il est nécessaire en complément que la SCI SALEJ, ou tout tiers habilité par elle, soit autorisé, avant régularisation par acte authentique de la cession, à procéder au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme et de se les voir octroyer. La réitération de la vente sera conditionnée par l'obtention de ces autorisations d'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la cession d'une emprise de 3 142m², à détacher de la parcelle cadastrée BB337 sise commune de Vendargues, aux sociétés de crédit-bail FINAMUR, dont le siège social est à Montrouge et BATIMAP, dont le siège social est à Mérignac pour la réalisation de l'extension de l'activité de la société BIOCASH, moyennant le prix de 169 668 € HT ;
- autoriser la SCI SALEJ ou tout tiers habilité par elle à déposer, avant cession, les demandes d'autorisations d'urbanisme nécessaires et de se les voir octroyer ;
- désigner Maître BIANCHI, notaire à Bellegarde en vue de la réitération de l'acte authentique de vente et de ses suites,
- dire que les recettes correspondantes sont inscrites au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 909 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-89674-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- plan de situation.pdf
- DA 3000 bis.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION
DES MILIEUX AQUATIQUES**



Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Rabii YOUSSEUS.

Absents / Excusés :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Perla DANAN, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Gérard LANNELONGUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Henri ROUILLEAULT, Isabelle TOUZARD, Aline DESTAILLATS.

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - GEMAPI - Mise en œuvre de la feuille de route - Principe de dissolution du Syndicat Intercommunal d'Assainissement des Terres de l'Étang de l'Or (SIATEO) au 31 décembre 2019 - Approbation

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

Le Syndicat Intercommunal d'Assainissement des Terres de l'Étang de l'Or (SIATEO), a été créé par arrêté préfectoral du 18 novembre 1959. Initialement composé exclusivement de communes, il regroupe désormais trois Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : Montpellier Méditerranée Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or et la Communauté de Communes du Pays de Lunel.

Ce syndicat a pour objet :

- d'exécuter tous travaux se rapportant à l'aménagement des émissaires et fossés tributaires pour assurer un meilleur écoulement gravitaire, ainsi qu'à tous les endiguements de protection, de les entretenir et de les exploiter ;
- de réaliser l'étude de l'assainissement des terres basses par pompage.

Le SIATEO présente la particularité d'être propriétaire d'une grande partie des berges des cours d'eau traversant le territoire. Son budget est essentiellement consacré à l'entretien de rivières et au financement de projets en cours pour la restauration de cours d'eau.

Montpellier Méditerranée Métropole, comme tous les EPCI à fiscalité propre, s'est vue attribuer à compter du 1^{er} janvier 2018 quatre missions, définies à l'article L.211-7 du Code de l'environnement :

- l'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique
- l'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau
- la défense contre les inondations et contre la mer
- la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines

Ces missions sont regroupées sous le terme de Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI).

Des réflexions préparatoires à cette prise de compétence et à l'établissement d'un Schéma territorial d'Organisation des Compétences Liées au grand cycle de l'Eau (SOCLE) ont été menées conjointement par les différents acteurs concernés, EPCI, syndicats mixtes, Etablissements Publics Territoriaux de Bassin (EPTB) et autres syndicats du domaine des milieux aquatiques, Département, Région, Agence de l'Eau et Etat. Elles ont conduit, pour les EPCI et leurs principaux partenaires, à retenir les principes de gouvernance suivants :

- une rationalisation et une simplification de l'organisation dans le domaine du grand cycle de l'eau, et notamment de la GEMAPI,
- un exercice en propre des nouvelles actions GEMAPI par les EPCI compétents dans un souci d'efficacité, de proximité et de subsidiarité, avec possibilité de délégations ciblées et contractuelles aux établissements publics territoriaux de bassin,
- une réaffirmation de la coordination de bassin versant exercée par les EPTB, avec la poursuite des études et de l'animation réalisées à cette échelle.

Considérant ces orientations et le fait que l'objet statutaire du syndicat mixte SIATEO et les actions en cours correspondent à des missions relevant de la GEMAPI, les trois membres du syndicat, en concertation avec les élus du conseil syndical, souhaitent le dissoudre au 31 décembre 2019.

L'arrêté préfectoral officialisant cette dissolution sera publié lorsque l'ensemble des conditions de liquidation seront réunies.

Les services du SIATEO et des 3 EPCI membres se concertent actuellement en vue de définir de manière conventionnelle :

- les modalités financières et comptables du transfert de l'actif et du passif et les transferts de propriété foncière correspondants,
- le devenir du personnel (actuellement un équivalent temps plein) au sein des EPCI et d'éventuelles autres structures compétentes dans le respect de la volonté et des droits de l'agent concerné et afin qu'il participe de manière optimale à la mise en œuvre de la GEMAPI à l'échelle des bassins versants concernés.

Ce processus devrait aboutir à la fin de l'automne 2019, après consultation de l'ensemble des Comités Techniques concernés.

En conséquence, il est donc demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de la dissolution du SIATEO au 31 décembre 2019, par consentement mutuel des EPCI membres du SIATEO, conformément à l'article L.5212-33 du Code général des collectivités territoriales,
- demander à Monsieur le Préfet, conformément à l'article L.5211-26 du Code général des collectivités territoriales, de prendre un arrêté de fin de compétence, pour permettre aux opérations de liquidation d'être menées à leur terme,
- demander à Monsieur le Préfet, conformément à l'article L.5212-33 du Code général des collectivités territoriales, de se prononcer sur la dissolution du syndicat, à compter du 31 décembre 2019,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Jérémie MALEK, M. Jean-Pierre RICO.

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-89583-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et
gestion des milieux aquatiques

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Rabii YOUSSEUS.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Pierre DUDIEUZERE, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Joël RAYMOND, Annie YAGUE, Aline DESTAILLATS.

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Programme d'actions de protection contre les inondations (PAPI2) Lez-Mosson-Étangs Palavasiens - Commune de Pignan - Étude de définition d'un programme de travaux afin d'augmenter la sécurité des populations - Demandes d'aides financières

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°12570 du 30 octobre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a approuvé le projet de PAPI2 sur le bassin versant Lez-Mosson-Étangs palavasiens, élaboré conjointement avec le SYBLE, pour la période 2015-2020. Ce PAPI a été signé le 11 décembre 2015 par le SYBLE et les différents financeurs, à savoir l'Etat, la Région Languedoc Roussillon et le Département de l'Hérault.

L'action 7.3, intitulée « Étude de définition d'un programme de travaux afin d'augmenter la sécurité des populations exposées à Pignan », d'un montant total de 50 000 € HT est inscrite au PAPI2, sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole, avec le plan de financement suivant :

- 40% pour l'État, soit 20 000 € HT,
- 20% pour la Région Occitanie, soit 10 000 € HT,
- 40% pour Montpellier Méditerranée Métropole, soit 20 000 € HT.

À travers cette action 7.3, il est proposé d'engager une étude de faisabilité, visant définir un programme de travaux destiné à réduire les effets des inondations de la Vertoublane, du Mortissous et de la Brue sur les secteurs urbanisés de la commune de Pignan.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter les aides financières les plus larges auprès des différents partenaires concernés, notamment l'État et la Région Occitanie, pour le financement de l'étude de définition d'un programme de travaux afin d'augmenter la sécurité des populations exposées à Pignan, d'un montant prévisionnel de 50 000 € HT,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-88370-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et
gestion des milieux aquatiques

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Rabii YOUSSEUS.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Pierre DUDIEUZERE, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Joël RAYMOND, Annie YAGUE, Aline DESTAILLATS.

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Avenant au programme d'actions de protection contre les inondations (PAPI2) Lez-Mosson-Étangs Palavasiens - Aménagement de protection contre les inondations de la Mosson à Juvignac - Acquisitions foncières - Demandes d'aides financières

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°13633 du 24 février 2016, le Conseil de Métropole a approuvé le projet d'avenant n°1 au PAPI2 sur le bassin versant Lez-Mosson-Étangs palavasiens, élaboré conjointement avec le SYBLE, pour la période 2015-2020. Cet avenant n°1 a été signé le 21 mars 2017 par le SYBLE et les différents financeurs, à savoir l'Etat, la Région Occitanie et le Département de l'Hérault.

L'action 7.5, intitulée « *Aménagement de protection contre les inondations de la Mosson à Juvignac* », d'un montant global de 1 000 000 € HT est inscrite à l'avenant du PAPI2, sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole, avec le plan de financement suivant :

- 40% pour l'État,
- 20% pour la Région Occitanie,
- 40% pour Montpellier Méditerranée Métropole.

À travers cette action 7.5, il est proposé de construire une digue rapprochée de 460 m de long en amont de la RN109 afin de protéger les enjeux habités du quartier de la Plaine contre une crue de la Mosson similaire à celle d'octobre 2014.

Par délibération n°14655 du 17 mai 2017, le Conseil de Métropole a autorisé Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter les aides financières les plus larges auprès des différents partenaires concernés, notamment l'État et la Région Occitanie, pour le financement des études préliminaires, des études de maîtrise d'œuvre et de réalisation des dossiers réglementaires relatifs à l'aménagement de protection contre les inondations de la Mosson à Juvignac, prestations d'un montant prévisionnel de 100 000 € HT.

Les études de conception des ouvrages hydrauliques sont en cours et les emprises foncières nécessaires aux travaux sont identifiées. Pour poursuivre cette opération, il convient maintenant de solliciter les aides financières avant d'engager les acquisitions foncières amiables. Celles-ci sont estimées à 80 000 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter les aides financières les plus larges possibles auprès des différents partenaires concernés, notamment l'État et la Région Occitanie, pour le financement des acquisitions foncières relatives à l'aménagement de protection contre les inondations de la Mosson à Juvignac, d'un montant prévisionnel de 80 000 € HT,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-88361-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et
gestion des milieux aquatiques

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Rabii YOUSSEUS.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Pierre DUDIEUZERE, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Joël RAYMOND, Noël SEGURA, Annie YAGUE, Aline DESTAILLATS.

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Programme d'actions de protection contre les inondations (PAPI2) Lez-Mosson-Étangs Palavasiens - Développement du réseau de capteurs piézométriques - Demandes d'aides financières

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°12570 du 30 octobre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a approuvé le projet de PAPI2 (Programme d'Actions de Prévention des Inondations) sur le bassin versant Lez Mosson Étangs palavasiens, élaboré conjointement avec le SYBLE, pour la période 2015-2020. Ce PAPI a été signé le 11 décembre 2015 par le SYBLE et les différents financeurs, à savoir l'Etat, la Région Languedoc Roussillon et le Département de l'Hérault.

L'étude sur le fonctionnement de l'hydro système karstique du Lez a d'ores et déjà permis de mettre en place un abaque de vigilance des crues du Lez. Cet abaque définit la relation entre le niveau de remplissage du système karstique, mesuré en temps réel à la source du Lez, et la réponse du bassin versant à une sollicitation pluvieuse.

Le bassin versant de la Mosson présente un fonctionnement comparable à celui du Lez. L'étude hydraulique générale réalisée sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole entre 2010 et 2012 a mis en évidence l'influence du niveau de remplissage du karst sur la formation des crues. On constate que, pour un même épisode pluvieux, le débit de pointe de la crue peut varier du simple au double en amont du bassin versant et être multiplié jusqu'à 1.7 fois sur les secteurs aval en fonction de l'état de saturation des sols.

L'action 2.3, intitulée « Développement du réseau de capteurs piézométriques », est inscrite au PAPI2, sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole. À travers cette action, il est proposé d'améliorer la prévision des crues sur le sous bassin versant de la Mosson par l'implantation de piézomètres complémentaires et la définition d'un abaque déterminant la relation entre la formation des crues de la Mosson et le niveau de saturation des sols.

Cette action consistera à :

- Réaliser une étude préalable afin d'identifier les sites de pose pertinents sur la base des conclusions de l'étude hydraulique générale de la Mosson,
- Mettre en place les piézomètres,
- Exploiter les données afin de suivre le taux de saturation des sols superficiels et profonds en temps réel, notamment lors des événements météorologiques significatifs,
- Proposer un abaque de vigilance des crues de la Mosson.

Avant d'engager cette opération, d'un montant total estimé de 180 000 € HT, il est proposé de solliciter les aides financières. Le plan de financement qui figure au PAPI2 Lez est le suivant :

- 50% pour l'État, soit 90 000 € HT,
- 20% pour l'Union Européenne (FEDER), soit 36 000 € HT,
- 10% pour la Région Occitanie, soit 18 000 € HT,
- 20% pour Montpellier Méditerranée Métropole, soit 36 000 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter les aides financières les plus larges auprès des différents partenaires concernés, notamment l'État, l'Union Européenne (FEDER) et la Région Occitanie, pour le financement du développement du réseau de capteurs piézométriques, d'un montant prévisionnel de 180 000 € HT,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-88295-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et
gestion des milieux aquatiques

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Rabii YOUSSEUS.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Pierre DUDIEUZERE, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Joël RAYMOND, Noël SEGURA, Annie YAGUE, Aline DESTAILLATS.

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Commune de Lattes - Site du Méjean - Convention de délégation de maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Lattes pour la réalisation de travaux hydrauliques sur le site du Méjean - Abrogation de la délibération n°M2018-742 du 21 décembre 2018 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

La commune de Lattes était gestionnaire, par voie de convention du 16 novembre 2006, du site Etang du Méjean, propriété pour partie du Conservatoire du Littoral, notamment via les agents et les actions de la Maison de la Nature. La commune exerce sur cet espace une mission globale de maintien et d'amélioration de la diversité biologique nécessitant une maîtrise des conditions hydrauliques permettant de maintenir la diversité des habitats des zones humides. Elle réalise à cet effet des opérations d'entretien courant mais aussi des travaux de grosse réparation, de modernisation et de renouvellement sur les ouvrages et équipements du site du Méjean qui participent à cet objectif. Elle mène aussi des actions d'animation, de coordination et de découverte pédagogique de cet espace naturel remarquable, à destination des utilisateurs et du grand public.

Montpellier Méditerranée Métropole assure depuis le 1er janvier 2018 la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et la Protection contre les Inondations (GEMAPI), visant les items de l'article L.211-7 du Code de l'environnement suivants :

- aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;
- entretien et aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau ;
- défense contre les inondations et contre la mer ;
- protection et restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

Ces évolutions institutionnelles et la diversité d'acteurs induite, imposent d'assurer la continuité et l'unicité de la gestion de ce site naturel protégé remarquable, classé Natura 2000 et Ramsar, par la commune de Lattes au bénéfice de ses habitants et de ceux de Montpellier Méditerranée Métropole.

Une convention de gestion a donc été approuvée par délibérations concordantes de la commune de Lattes et de la Métropole, respectivement en date du 27 novembre et du 3 décembre 2018 pour définir les conditions d'exercice des missions relevant des compétences métropolitaines en matière de gestion du petit et grand cycle de l'eau, par la commune de Lattes, sur le site de l'étang du Méjean.

A ce titre la commune de Lattes continuera d'assurer l'ensemble du Plan de Gestion établi en 2004, de manière concertée sur le site du Méjean, notamment les missions relevant en tout ou partie de la Métropole :

- gestion hydraulique en ce qu'elle comprend la gestion des vannes martelières et des réseaux de canaux et de fossés participant à la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi qu'à la lutte contre les inondations ;
- mise en valeur de la roselière ;
- lutte contre les espèces envahissantes ;
- coopération institutionnelle ;
- coordination de la gestion du site avec son environnement.

Afin d'assurer une totale continuité de gestion sur ce site, l'article 5 de cet accord prévoit que la commune de Lattes assure, dans le cadre de sa gestion globale du site du Méjean, la maîtrise d'ouvrage de toutes les opérations d'investissement participant à l'exercice des compétences exercées pour le compte de la Métropole.

En application de ces dispositions, il est proposé de conclure une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Lattes concernant tous les travaux relevant des compétences métropolitaines qu'elle réalisera sur ce site notamment concernant :

- la lutte contre les inondations ;
- l'entretien des plans d'eau ;
- la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides.

Cette convention de délégation de maîtrise d'ouvrage établie en application du code de la commande publique expose le programme prévisionnel des travaux à réaliser par la commune de Lattes. Ils porteront en priorité sur la création d'ouvrages hydrauliques de type de vannes martelières ou l'aménagement de canaux, de fossés ou de plans d'eau.

Elle est conclue pour une période de 2 ans à compter du 1er janvier 2019 soit jusqu'au 31 décembre 2020.

La commune de Lattes assurera au nom et pour le compte de la Métropole, l'ensemble des missions prévues aux articles L 2422-5 et suivants du code de la commande publique.

Le projet de convention définit :

- les ouvrages et travaux qui font l'objet du contrat ;
- les attributions confiées au mandataire ;
- les conditions dans lesquelles le maître de l'ouvrage constate l'achèvement de la mission du mandataire, les modalités de la rémunération de ce dernier et les pénalités qui lui sont applicables en cas de méconnaissance de ses obligations ;
- les conditions dans lesquelles le contrat peut être résilié ;
- le mode de financement des travaux et ouvrages ainsi que les conditions dans lesquelles le maître de l'ouvrage fera l'avance de fonds nécessaires à l'accomplissement du contrat ou remboursera les dépenses exposées pour son compte et préalablement définies ;
- les modalités du contrôle technique, financier et comptable exercé par le maître de l'ouvrage aux différentes phases de l'opération ;
- les conditions dans lesquelles l'approbation des avant-projets et la réception des travaux et ouvrages sont subordonnées à l'accord préalable du maître de l'ouvrage
- les conditions dans lesquelles le mandataire peut agir en justice pour le compte du maître de l'ouvrage.

La réalisation de ces missions par la commune de Lattes ne fera l'objet d'aucune rémunération spécifique. La Métropole remboursera l'ensemble des coûts supportés par la commune de Lattes pour la réalisation de ce programme prévisionnel de travaux qui sera plafonné à 10 000 € HT par an sur la durée de la convention, soit 20 000 € HT au total.

Cette délibération abroge la délibération n°M2018-742 du 21 décembre 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Lattes pour la réalisation d'ouvrages et de travaux relevant de la compétence GEMAPI sur le site des étangs du Méjean,
- abroger la délibération n°M2018-742 du 21 décembre 2018,
- dire que les crédits sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-89522-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de maîtrise d'ouvrage déléguée des travaux à réaliser

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISME,
PARCS D'ACTIVITE**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Relations internationales,
tourismes, parcs d'activité

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Rabii YOUSSEUS.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Pierre DUDIEUZERE, Gérard LANNELONGUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Aline DESTAILLATS.

Relations internationales, tourisimes, parcs d'activité - Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations scientifiques d'envergure nationale ou internationale sur Montpellier, s'appuyant sur le potentiel de recherche local. Ces événements contribuent à la notoriété de Montpellier Méditerranée Métropole et représentent une activité économique à part entière. En effet, selon une étude de l'Office du Tourisme de Montpellier, un congressiste dépense en moyenne 347 € par jour (estimation de 2017). Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès prévu au Budget Primitif 2019, il est proposé d'affecter les subventions aux manifestations suivantes :

« European Conference on Precision Agriculture (ECPA) Montpellier 2019 »

Montpellier SupAgro, sous l'autorité de sa Directrice Générale, Madame Anne-Lucie WACK, organise du 8 au 11 juillet 2019, à Montpellier SupAgro, une manifestation intitulée « ECPA Montpellier ».

L'ECPA est un congrès qui est organisé tous les deux ans dans une ville Européenne. L'Ensemble de la Communauté Scientifique qui travaille sur l'agriculture de précision y est convié. Pendant quatre jours, Montpellier sera la capitale mondiale de la recherche dans ce domaine. Environ 350 scientifiques du monde entiers sont attendus.

Une subvention de **1 000 euros** est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

« G protein-coupled receptors (GPCR)-Physio Med »

L'Association de Prévention et d'Etudes des Maladies Moléculaires (APEMM), sous l'autorité de sa Présidente Martine LEFÈVRE, organise du 9 au 11 octobre 2019, à Montpellier, une manifestation intitulée « GPCR Physio-Med ».

L'objectif de cette manifestation est de favoriser les rencontres entre les meilleures équipes et structures de recherche françaises afin de structurer leur recherche face à la compétition internationale du domaine et faire émerger de nouveaux talents et collaborateurs. Montpellier a une forte capacité de recherche dans le domaine avec plus d'une dizaine d'équipes recensées, impliquées et a donc été choisie pour la seconde fois en 2019. Cette manifestation permettra de nouer de nouveaux partenariats entre le monde hospitalo-universitaire et industriel. Environ 250 participants seront réunis.

Une subvention de **1 000 euros** est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et les organisateurs,
- dire que les crédits sont inscrits au budget Municipal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Chantal MARION.

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-89428-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 1-Convention ECPA.docx
- 2-CoonventionGPCR.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

RESSOURCES HUMAINES



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Rabii YOUSSEUS.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Michelle CASSAR, Thierry DEWINTRE, Pierre DUDIEUZERE, Gérard LANNELONGUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Aline DESTAILLATS.

Ressources Humaines - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, rapporte :

I- Créations de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire, de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe ;

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

II- Réajustement de poste pour mise en conformité grade/emploi :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des mises en conformité du cadre d'emploi d'accès aux postes mentionnés en **annexe 2** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 14 juin 2019 ;

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

III- Transformation de poste :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des ajustements de postes, au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 3** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 14 juin 2019 ;

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

IV- Suppressions de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à la suppression des postes mentionnés en **annexe 4** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 14 juin 2019.

V- Confirmations de postes :

- 1) Par délibération du 28 juin 2017, le poste de Chargé(e) de mission Eau et Agroécologie, qui relève du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux (n° du poste : AS2017-182) a été créé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction de l'eau et de l'Assainissement,
 - nature des fonctions : Il développe une agriculture compatible avec l'exploitation de la ressource en eau destinée à la consommation humaine et avec les changements climatiques à l'œuvre sur le territoire. Il pilote les interfaces entre la Direction de l'Eau et de l'Assainissement et celles en charge de la Politique Agro-écologique et Alimentaire et est le référent des enjeux croisés eau et agriculture auprès des partenaires extérieurs,
 - niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine de l'eau et l'assainissement,
 - niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°90-127 du 09 février 1990 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux,
 - motif : compte tenu de la nécessité de conduire une politique agricole raisonnée en lien avec la ressource en eau, ce poste ne peut rester vacant,
 - fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

- 2) Par délibération du 14 décembre 2016, le poste de Chargé(e) de communication événementielle, qui relève du cadre d'emplois des attaché territoriaux (n° du poste : 2016-543) a été créé au Tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction de la Communication,
 - nature des fonctions : proposer et élaborer l'ensemble des programmes et études relatifs aux projets de réalisation ou de réhabilitation des équipements sportifs de la collectivité,
 - niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine de la communication,
 - niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux,
 - motif : compte tenu de la nécessité de mener la communication événementielle, ce poste ne peut rester vacant,
 - fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des emplois et des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, des réajustements de postes pour mise en conformité, des transformations, des suppressions et des confirmations de postes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole Budget Principal, chapitre 930, 931, 933, 935, 936, 937 et 938 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-89759-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe 1 Créations de poste
- Annexe 2 Mise en conformité
- Annexe 4 Suppressions de poste
- ANNEXE_3_Transformation de poste.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES



Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Sports et Traditions sportives

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Rabii YOUSSEUS.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Pierre DUDIEUZERE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Joël RAYMOND, Annie YAGUE, Aline DESTAILLATS.

Sports et Traditions sportives - Clubs et associations sportifs - Affectations de subventions - Convention d'attribution - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par délibération en date du 31 janvier 2018, le Conseil de Métropole a voté le budget primitif 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que l'ensemble des subventions de fonctionnement, permettant de soutenir l'action des différentes structures œuvrant dans les domaines de compétences de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans ce cadre, et plus spécifiquement au regard de sa compétence en matière de sport de haut niveau, il est proposé de voter l'affectation des subventions de fonctionnement accordées aux structures sportives pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets.

Nom de la structure	Type	Objet	Montants
Montpellier Hérault Beach Soccer	Fonctionnement	Contribuer au développement du Beach Soccer par la mise en place de stages d'initiation auprès de jeunes et par la création d'une section féminine. Aider l'équipe première dans ses déplacements sur les tournois internationaux et européens.	3 000€
Entente Saint Clément Montferrier	Fonctionnement	Club de football de plus de 500 licenciés qui contribue à la promotion, l'éducation et la pratique sportive. Organisation de tournois réguliers. L'ESCM Cup regroupe des équipes U10 U11 U 12 et U13 et qui rayonne au-delà des frontières de la Métropole (Marseille, Sète...).	800€
Lattes Handball	Fonctionnement	L'équipe senior du club de Lattes Handball est vainqueur de la finale de la Coupe de France Départemental à Paris le samedi 25 mai 2019 à 10h30.	1 500€
Montpellier Judo Olympic	Fonctionnement	Soutien financier pour un athlète Montpelliérain JOLAN FLORIMONT, membre de l'équipe de France de Judo, en préparation des échéances sportives internationales (stages internationaux, Coupe d'Europe, tournoi préparatoires aux Jeux Olympiques).	1 000€

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution correspondantes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- approuver les conventions d'attribution ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-89296-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION MONTPELLIER JUDO OLYMPIC
- CONVENTION MONTPELLIER HERAULT BEACH SOCCER
- CONVENTION ENTENTE ST CLEMENT MONTFERRIER
- CONVENTION LATTES HANDBALL

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Sports et Traditions sportives

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Rabii YOUSSEUS.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Pierre DUDIEUZERE, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Joël RAYMOND, Annie YAGUE, Aline DESTAILLATS.

Sports et Traditions sportives - Palais des sports René Bougnol - Occupation temporaire du domaine public - Convention de mise à disposition au Montpellier Handball - Saison sportive 2019-2020 - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Conformément à la délibération n°4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire, devenu métropolitain avec la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1er janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole soutient le sport de haut niveau au plan national ou international.

Le Montpellier Handball, qui évolue en championnat de France de 1ère division depuis la saison sportive 1992-1993, dispute ses rencontres au Palais des sports René Bougnol, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

La présence d'une équipe professionnelle qui évolue au plus haut niveau national avec ses 40 titres (14 Championnats de France – 13 Coupes de France – 10 Coupes de la Ligue – 2 Trophées des Champions – 1 Ligue des Champions) répond aux attentes d'un large public et offre à Montpellier Méditerranée Métropole un rayonnement national et international indéniable.

C'est dans ce cadre que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite continuer à faire bénéficier le Montpellier Handball des installations du Palais des sports René Bougnol de Montpellier pour la saison sportive 2019-2020.

Dans cette perspective, il convient d'établir avec le Montpellier Handball une convention qui prévoit la mise à disposition de l'équipement et règle les obligations réciproques du club et de la Métropole à compter du 1er juillet 2019.

Les biens mis à disposition de manière non exclusive sont les suivants :

- la salle omnisports et ses équipements ;
- les parkings officiels situés au niveau P2 ;
- les espaces réceptifs (hall d'accueil) ;
- l'espace de réception comprenant une salle de réception de 735 m² permettant d'accueillir 800 personnes ;
- un rangement de 22 m² attenant à la salle de réception ;
- un espace traiteur de 50 m² ;
- un bar vestiaire de 35 m² ;
- deux sanitaires d'une surface totale de 54,5 m² ;
- deux dégagements d'une surface totale de 117 m² ;
- deux vestiaires avec douches et sanitaires ;
- une salle contrôle anti-dopage ;
- un espace de préparation physique de 250 m² et ses équipements, comprenant une zone cardio-training de 140 m² et ses équipements, ainsi qu'une zone aqua-forme de 110 m² avec bain froid, sauna et hammam ;
- des locaux annexes (hall d'accueil, locaux de rangement de 18 m², entrée des vestiaires des joueurs de 15 m²).

Le club house « Jean-Paul Lacombe » est mis à la disposition de la société dans son intégralité et de manière exclusive, parking P3 et espaces verts attenant inclus. Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'organiser des manifestations dans le Palais des Sports en dehors de la mise à disposition des installations à la société.

En contrepartie de l'occupation du Palais des sports René Bougnol, le Montpellier Handball devra s'acquitter d'une redevance fixe annuelle, qui prend en compte les avantages de toute nature qu'il en retire, arrêtée à 145 000 € HT pour la période du 1er juillet 2019 au 30 juin 2020 (saison sportive 2019-2020).

À cette redevance fixe s'ajoute une redevance variable établie en fin de saison sportive en fonction des recettes liées à l'exploitation des installations les jours de match.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de mise à disposition du Palais des sports René Bougnol pour la saison sportive 2019-2020 ;
- dire que les recettes seront inscrites au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-87530-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AOT SAS MHB Convention 2019-2020 V02-1.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Sports et Traditions sportives

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Rabii YOUSSEUS.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Pierre DUDIEUZERE, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Joël RAYMOND, Annie YAGUE, Aline DESTAILLATS.

Sports et Traditions sportives - Natation et patinage scolaire - Conventions de partenariat - Année scolaire 2019-2020 - Autorisation de signature

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de ses priorités d'action depuis plusieurs années, s'est engagée, en partenariat avec l'Education Nationale, à assurer l'apprentissage de la natation et du patinage pour les enfants des écoles primaires et des grandes sections maternelles. Ainsi tous les élèves scolarisés dans les écoles primaires de Montpellier Méditerranée Métropole peuvent bénéficier de séances gratuites d'apprentissage, conduites en collaboration avec les enseignants de l'Education Nationale.

Pour réaliser ce programme ambitieux, conformément aux rythmes des temps scolaires dédiés et aux directives de l'Education Nationale, concernant chaque année plus de 20 000 enfants, Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre des moyens matériels et humains conséquents avec ses 14 piscines, sa patinoire Végapolis et plus de 95 éducateurs sportifs.

S'agissant d'éducation physique et sportive pendant le temps scolaire, il convient de formaliser, de façon conventionnelle, pour chaque année scolaire, avec l'Inspection d'Académie de l'Hérault, les champs de compétences, de responsabilités et d'interventions de chacune des deux parties.

La convention-cadre proposée formalise notamment :

- les conditions générales de l'organisation des activités,
- le rôle, la responsabilité et l'agrément des intervenants,
- les conditions de sécurité,
- la durée (un an).

En accord avec l'Inspection d'Académie de l'Hérault et conformément à l'évolution de la réglementation, les stagiaires des formations au Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Education Populaire et du Sport (BPJEPS) des activités aquatiques et de la natation et de l'UFR STAPS peuvent, durant leur période de stage, être mis en situation pédagogique durant les séances de natation scolaire, sous l'autorité des enseignants et le contrôle pédagogique des éducateurs territoriaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par ailleurs, Montpellier Méditerranée Métropole met également des créneaux piscines, à disposition des collèges (Conseil Départemental), des lycées (Conseil Régional) et de l'Université de Montpellier, pour leur permettre d'effectuer des cycles de perfectionnement à la natation, s'inscrivant dans le cadre de leurs programmes pédagogiques respectifs en éducation physique et sportive.

A ce titre, des conventions sont formalisées avec le Conseil Départemental et les collèges, le Conseil Régional et les lycées, l'Université de Montpellier et le CREPS de Montpellier, ainsi que les organismes privés de formation professionnelle, concernant plus particulièrement les modalités d'attribution, d'utilisation et de location des créneaux attribués dans le réseau des piscines.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'accueil des scolaires dans les piscines et patinoires métropolitaines et approuver les termes de la convention-cadre à conclure entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Inspection d'Académie de l'Hérault,
- autoriser l'accueil pédagogique des stagiaires BPJEPS et UFR STAPS durant les séances de natation scolaire et approuver les termes des conventions à conclure avec le CREPS, l'Université de Montpellier et les organismes privés de formation professionnelle préparant au BPJEPS,
- approuver les termes des conventions de mise à disposition de créneaux horaires dans les piscines avec le Conseil Départemental de l'Hérault, le Conseil Régional Occitanie, l'Université de Montpellier, le CREPS de Montpellier, ainsi que les organismes privés de formation professionnelle préparant au BPJEPS.
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Fabien ABERT, Mme Maud BODKIN, Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Chantal MARION, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-88218-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet convention 3M - DSDEN 2019 2020 maj du 11 06 19.docx
- Annexe_1_natation_2019_2020.pdf
- Annexe_2_patinage_2019_2020.pdf
- UM UFR STAPS.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Sports et Traditions sportives

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Rabii YOUSSEUS.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Pierre DUDIEUZERE, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Joël RAYMOND, Annie YAGUE, Aline DESTAILLATS.

Sports et Traditions sportives - Réseau des piscines - Plan canicule - Horaires - Tarification - Gratuité d'accès - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole dispose d'un réseau de 14 piscines qui comptent plus d'un million d'entrées chaque année et totalisent près de 950 heures d'ouverture par semaine.

Dans un contexte d'intensification des périodes de fortes chaleurs estivales, il est apparu nécessaire d'anticiper les périodes dites caniculaires (alerte préfectorale) par la mise en place d'un dispositif permettant d'élargir les plages horaires d'ouverture au public sur l'ensemble des équipements aquatiques du réseau de Montpellier Méditerranée Métropole.

Ce dispositif a vocation à prévenir et limiter les effets sanitaires d'un tel phénomène et d'adapter au mieux la gestion des équipements métropolitains en portant une attention particulière aux populations vulnérables.

La modification des horaires ainsi proposée prend en compte les périodes journalières de fortes chaleurs qui sont identifiées de 11h00 à 21h00.

Dans ce contexte, il est proposé d'adopter, en cas de plan canicule, les nouveaux horaires suivants :

Concernant les heures d'ouverture au public en semaine :

- Pour les piscines disposant d'un bassin (Jean Taris, Suzanne Berlioux, Jean Vives et Alfred Nakache) d'ouvrir de 11h à 20 h00 (au lieu 18h00) ;
- Pour les piscines deux bassins (Jany, Héraclès, Poseidon, Amphitrite, Néréides) d'ouvrir de 11h à 21h00 (au lieu de 19h00) ;
- Pour Spilliaert, de suspendre toutes les activités associatives et d'ouvrir à tous publics de 12h à 20h00 (au lieu de 10h - 17h) ;
- Pour le Centre Nautique Neptune, de suspendre toutes les activités associatives et d'ouvrir à tous les publics de 8h45 à 18h00 ;
- Pas de changement pour la piscine olympique d'Antigone et la Piscine Christine Caron qui continueront à fermer leurs portes respectivement à 21h30 et 20h00.

Concernant les heures d'ouverture au public le weekend :

- Pour les piscines Taris, Berlioux, Vives, Nakache, Jany, Héraclès, Poseidon, Amphitrite, Néréides et Spilliaert il est proposé de prolonger les horaires d'ouverture du matin de 9h00 à 14h00 (au lieu de 9h00-13h00) et ceux des établissements ouverts l'après-midi de 14h00 à 20h00 (au lieu de 14h00 à 18h00) ;
- Pour le Centre Nautique Neptune, mettre en place l'ouverture de 12h00 à 18h00 tout le week-end ;
- Pour la piscine Christine Caron, prolongation de la plage horaire de 14h00 à 20h00 (au lieu de 14h00 à 18h00) ;
- Pour la Piscine Olympique Antigone, proposition d'ouverture le samedi de 9h00 à 21h00 (au lieu de 9h00 à 19h15) et de 9h00 à 21h30 le dimanche (au lieu de 9h00-13h15 et 15h00-19h15).

Aussi, il est proposé d'élargir, pendant toute la durée du plan canicule, la gratuité d'accès aux piscines pour les personnes de plus de 60 ans et pour les femmes enceintes, les enfants de moins de quatre ans bénéficiant de cette gratuité tout au long de l'année.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter les horaires étendus proposés en cas de déclenchement du plan canicule dans les conditions évoquées ci-dessus,
- adopter la gratuité d'accès pour les personnes de plus de 60 ans et pour les femmes enceintes,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-81320-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**TRANSITION CLIMATIQUE ET
ENVIRONNEMENTALE, DEVELOPPEMENT DURABLE,
BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET
TECHNIQUE**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transition climatique et
environnementale, développement
durable, biodiversité, culture
scientifique et technique

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Rabii YOUSSEUS.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Michelle CASSAR, Pierre DUDIEUZERE, Gérard LANNELONGUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Aline DESTAILLATS.

Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique - Adhésion au club des territoires urbains engagés dans la transition énergétique et écologique - ADEME Occitanie - Signature de la charte - Désignation d'un représentant

Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est engagée dans la révision de son premier plan climat, approuvé par délibération du Conseil en date du 6 février 2014, en plan climat air énergie territorial. L'actualisation du diagnostic territorial, partagé lors du forum #ClimAct du 27 mars 2019, rappelle l'urgence qu'il y a à atténuer les changements climatiques et à s'y adapter localement. Ce nouveau plan climat devra permettre l'accélération de la transition énergétique et écologique engagée sur le territoire. Afin d'atteindre des objectifs ambitieux, il est nécessaire d'associer les acteurs du territoire ainsi que de partager des retours d'expériences en la matière.

L'ADEME Occitanie accompagne depuis plus de 10 ans les collectivités et intercommunalités vers des démarches de transition énergétique et écologique en proposant un accompagnement technique, méthodologique, voire financier aux territoires.

Afin de renforcer l'animation auprès des territoires urbains, l'ADEME a créé le club des territoires urbains engagés dans la transition énergétique et écologique ouvert aux 24 entités (métropoles, communautés urbaines et d'agglomérations) volontaires qui souhaitent s'impliquer dans cette animation collective.

Ce club des territoires urbains réunit à la fois des élu(e)s et des charge(é)s de mission en charge du suivi des thématiques énergie-climat à travers l'organisation de séminaires spécifiques, d'ateliers, de visites des sites permettant d'échanger et mettre en œuvre des projets concrets de transition énergétique et écologique.

L'ADEME est en charge de l'animation de ce club, avec l'appui d'un prestataire, et propose un partenariat gagnant-gagnant : les entités engagées acceptent de partager leurs connaissances et leurs projets et en retour, elles bénéficient des retours d'expérience structurés et argumentés d'autres entités de la région et hors région.

L'adhésion à ce club est gratuite, mais cet engagement est formalisé par la signature d'une charte et la désignation d'un élu référent.

Monsieur le Président propose la candidature suivante :

- **Madame Stéphanie JANNIN**

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Le Conseil, sur proposition du Président, décide à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote à main levée, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

L'objet de cette charte est de rassembler, autour d'objectifs et de principes communs, des territoires urbains de la région Occitanie œuvrant à l'expérimentation, la généralisation, à l'amélioration continue et à la valorisation des démarches air-énergie-climat. Cette charte rappelle :

- Les objectifs du club formé par les signataires de la charte, l'ADEME et les partenaires régionaux ;
- Les engagements des membres du club, nécessaires à la réalisation de ces objectifs ;
- Les grands principes retenus pour le fonctionnement du club.

Les objectifs du club sont les suivants :

- Organiser la montée en compétence des membres par le partage et le retour d'expérience dans l'objectif d'une mise en œuvre accélérée de la transition énergétique ;
- Identifier et analyser collectivement les freins et surtout les leviers pour accélérer la réalisation des projets et programmes de transition énergétique sur les aspects techniques, financiers et juridiques. Cette réflexion collective s'appliquera aussi à l'évolution des pratiques sociales et aux meilleurs solutions de mobilisation de l'ensemble des acteurs (citoyens, entreprises, établissements publics...) ;
- Mettre à disposition des collectivités, des outils et des méthodes pour faciliter un maximum de projets dans un double objectif de sécurisation et de reproductibilité ;

- Favoriser l'accès aux dispositifs innovants de financement (ingénierie financière et juridique) de la transition énergétique à la fois régionaux, nationaux et internationaux ;
- Valoriser les démarches et les projets exemplaires des collectivités d'Occitanie ;
- Partager des informations avec d'autres réseaux et clubs aux échelles locale et régionale et contribuer à l'articulation des agendas des différentes sollicitations et manifestations « air-énergie climat » en région.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au club des territoires urbains engagés dans la transition énergétique et écologique de l'ADEME ;
- décider à l'unanimité de procéder à la désignation d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du club des territoires urbains engagés dans la transition énergétique et écologique de l'ADEME par un vote à main levée en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- procéder à cette désignation et autoriser la personne ainsi désignée à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout acte relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-85782-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Charte Club TUTO

- Annexe Charte Club TUTO

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

TRANSPORTS ET MOBILITE



Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Rabii YOUSSEUS.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Régine ILLAIRE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Aline DESTAILLATS.

Transports et Mobilité - Tramway - Extension Ligne 1 - Nouveau profil du cours de gare tenant compte des modes actifs - Nom des deux nouvelles stations de tramway - Approbation

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°11195 du 30 octobre 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de l'extension de la 1ère ligne de tramway à la gare nouvelle Montpellier Sud de France.

Cette infrastructure nouvelle, sur une distance de 1,2 km, va permettre de relier en 2022 la Gare Montpellier Sud de France et le quartier Cambacérès aux secteurs très dynamiques en termes d'emplois, de recherche, d'enseignement et de commerces, actuellement desservis par la ligne 1 entre Odysseum, l'hyper-centre de Montpellier et le secteur Hôpitaux-Facultés.

L'extension de la ligne 1 constitue ainsi un des projets structurants de la gare TGV et du nouveau quartier, avec comme objectif d'offrir des conditions exceptionnelles d'accessibilité et de desserte en transports collectifs. Elle s'accompagne de la réalisation d'une liaison urbaine entre Odysseum et la gare TGV comprenant l'aménagement d'itinéraires piétonniers et cyclables.

Les aménagements publics du nouveau quartier et le long de la nouvelle ligne de tramway doivent participer de la même unité et de la même cohérence urbaine, afin notamment que les espaces publics, les cheminements des piétons et des cycles soient traités en harmonie et en continuité les uns par rapport aux autres. Les aménagements cyclables qui seront mis en œuvre tiennent compte, bien naturellement, des orientations du Schéma Directeur des Modes Actifs, adopté par la Métropole en décembre 2018, mais aussi des nombreux échanges techniques qui ont été volontairement conduits par la Métropole avec le tissu associatif.

Ainsi, le profil en travers du cours de la gare a été dimensionné pour laisser la part belle aux modes actifs (marche à pied, vélo). Le projet d'extension de la ligne 1 du tramway accompagne la création d'un véritable itinéraire doux avec notamment des pistes cyclables bidirectionnelles de 3, 2m de large ainsi que des trottoirs de 4 m minimum de chaque côté.

La plateforme du tramway s'accompagne par ailleurs de deux bandes plantées, qui entourent de part et d'autre chaque voie de circulation, et qui marquent l'identité du Cours de la Gare.

A la sortie du boulevard Pénélope, un nouvel ouvrage de franchissement de l'A709 va être réalisé pour supporter le passage du tramway, des circulations douces, ainsi que les circulations automobiles (2 voies par sens) : piétons et vélos disposeront ainsi de 6.50 m dans un sens et de 4.90 m dans l'autre. Ce nouvel ouvrage sera réalisé par Autoroute Sud de France (ASF) dans le cadre d'une convention de financement et de réalisation signée le 22 mars dernier entre ASF et Montpellier Méditerranée Métropole.

Sur le parcours, deux nouvelles stations de tramway seront créées :

- Une station intermédiaire qui s'appellera « *Cambacérès* » ;
- Une station « *Gare Montpellier Sud de France* », au droit du parvis de la gare : cette station est proposée en disposition latérale pour une meilleure lisibilité pour les usagers, mais aussi dans une perspective d'extension future de cette ligne.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le nom des deux nouvelles stations qui seront créées dans le cadre du projet d'Extension de la ligne 1 de tramway : *Cambacérès* et *Gare Montpellier Sud de France* ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-89781-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Christophe COUR, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Rabii YOUSSEF.

Absents / Excusés :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Robert COTTE, Perla DANAN, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Régine ILLAIRE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Henri ROUILLEAULT, Isabelle TOUZARD, Aline DESTAILLATS.

Transports et Mobilité - Ligne de Transport A la Demande (TAD) - Arrêt commune de Teyran - Nouvelle convention d'autorisation d'embarquement et de dépose de passagers - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

En application du contrat partenarial signé le 14 décembre 2017, Montpellier Méditerranée Métropole et la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup ont souhaité desservir la Ville de Teyran, membre de cette intercommunalité, via la ligne 36 de Transport A la Demande (TAD) qui traverse la commune sans s'y arrêter. Cette ligne est mise en place par la Métropole en tant qu'autorité délégante sur son territoire, autorisée par le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) agissant en tant qu'autorité organisatrice des mobilités sur la commune de Teyran et exploitée par la société des Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM) dans le cadre du contrat de délégation de service public conclu avec la Métropole.

Cette ligne constitue une offre complémentaire à celle de la ligne de bus régulière 111 (future ligne 611) de la société Hérault Transport qui dessert la commune de Teyran aux heures de pointe.

Le service public de TAD, est un service collectif déterminé en partie en fonction de la demande des usagers, dont les règles générales de tarification sont établies à l'avance. Formule souple, ce type de service peut être mis en œuvre en faveur de catégories particulières d'usagers, et apparaît particulièrement adaptée pour répondre aux besoins des habitants des communes de la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup, résidant à proximité directe du réseau de transport de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans le cadre de la mise en œuvre du nouveau contrat de délégation de service public conclu entre la Métropole et la TaM, la ligne 36 devient la ligne de TAD 27. Cette nouvelle ligne bénéficiera d'une double connexion en début et en fin de ligne à la gare de Baillargues et à la station de tramway de la ligne 2 « *Georges Pompidou* » à Castelnau-le-Lez, en lieu et place d'une seule connexion au niveau de la station de tramway de la ligne 2 « *Charles de Gaulle* » pour la ligne 36 actuelle.

Son offre sera aussi renforcée par rapport à l'ancienne ligne 36 :

- amplitude de 6h30-21h, au lieu de 6h45-19h00 pour l'ancienne ligne 36 ;
- fréquence accrue en moyenne toutes les heures (soit environ 12 départs supplémentaires).

Le projet d'accord a le même objet que la convention initiale, qui doit s'achever le 3 septembre 2019, et intègre la nouvelles ligne TAD 27 et la ligne nouvelle ligne 611, qui seront respectivement mises place par la Métropole et le SMTCH, et continueront de desservir la commune de Teyran.

Il se substituera à la convention initiale et prendra effet le lundi 2 septembre 2019 pour une durée d'un an renouvelable une fois par tacite reconduction, soit jusqu'au 2 septembre 2021.

Les surcoûts inhérents à la mise en place de cet arrêt supplémentaire de la future ligne TAD 27 sur la commune de Teyran continueront d'être pris en charge par la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup pour un montant de 827 € par mois, y compris la fourniture des fiches horaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention d'embarquement et de dépose des passagers de la nouvelle ligne de transport à la demande 27 sur la commune de Teyran, à intervenir avec la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup et le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault ;
- dire que les recettes seront inscrites au budget annexe Transport de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 75 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 14 voix

M. Renaud CALVAT, M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Titina DASYLVA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOUL, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Arnaud MOYNIER, M. Eric PENSO, Mme Véronique PEREZ, M. Jean-Pierre RICO, M. Noël SEGURA, M. Sauveur TORTORICI, M. Rabii YOUSSEUS.

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-90397-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet nouvelle convention TAD 27 version 14-06-2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Rabii YOUSOUS.

Absents / Excusés :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Perla DANAN, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Régine ILLAIRE, Gérard LANNELONGUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Henri ROUILLEAULT, Isabelle TOUZARD, Aline DESTAILLATS.

Transports et Mobilité - Tramway 5ème ligne - Commission d'Indemnisation à l'Amiable - Création de la Commission - Désignation partielle des membres de la Commission - Approbation

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009, puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la Ligne 5 de tramway de Montpellier entre Lavérune et Prades-le-Lez.

Par délibération n°11737 du 25 juillet 2013, la Métropole s'est prononcée sur l'intérêt général de la réalisation de l'opération Ligne 5 de tramway.

Par arrêté n°2013-I-1656 en date du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet de réalisation du tronçon Lavérune – Clapiers de la Ligne 5 de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole.

Conformément aux recommandations de la commission d'enquête, cette opération a débuté par le bouclage de la Ligne 4, inauguré le 1^{er} juillet 2016, qui constitue le premier maillon de la Ligne 5 de tramway.

Par délibération n°14388 du 14 décembre 2016, le Conseil a confirmé la poursuite du projet de la Ligne 5 et la nécessité d'engager des études pour revoir le tracé autour du Parc Montcalm afin d'obtenir une modification de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) initiale.

La DUP Ligne 5 a été prorogée par arrêté préfectoral n°2018-I-638 en date du 13 juin 2018, pour une nouvelle durée de 5 ans expirant le 27 août 2023.

Sur le secteur Nord de la Ligne 5, les travaux sont engagés dès cette année conformément à la DUP.

Sur le secteur Ouest de la Ligne 5, par délibération n°M2019-90 du 22 mars 2019, la Métropole a approuvé le périmètre de modification du tracé de la Ligne 5 à savoir la section allant du rond-point Paul Fajon à la rue des Chasseurs ainsi que le bilan de la concertation préalable à la modification du tracé.

Les études nécessaires liées à l'obtention de la DUP complémentaire sont en cours.

Compte tenu de la reprise de la réalisation de la Ligne 5, il convient de réactiver le processus d'indemnisation des professionnels riverains qui avait été adopté par délibération n°11815 du 24 septembre 2013.

L'un des objectifs assignés au mandataire de la Métropole est de minimiser au maximum les impacts et nuisances de la réalisation des travaux pour les riverains concernés. Il restera cependant de manière ponctuelle certaines nuisances inévitables, en raison de contraintes locales particulières, pour des activités professionnelles pouvant donner lieu à indemnisation.

Aussi, il est proposé de poursuivre le dispositif engagé en 2013 permettant, comme pour les précédentes lignes de tramway, d'indemniser, dans un cadre légal, à l'amiable et dans des délais beaucoup plus restreints que ceux résultant d'une procédure contentieuse, les professionnels riverains, installés avant le 28 août 2013, et concernés par des préjudices vérifiés qui pourraient leur être causés.

1° CAS DANS LESQUELS LES PRÉJUDICES PEUVENT ÊTRE INDEMNISÉS

Les principes d'indemnisation qui seront appliqués pour apporter des solutions au règlement des dossiers de réclamations, sont ceux fixés par la jurisprudence du Conseil d'État.

Le préjudice indemnisable doit être anormal et spécial, matériel, direct et certain. Ces principes ont conduit le Conseil d'Etat à considérer que :

1°) La responsabilité de la collectivité n'est jamais reconnue pour des raisons de modification apportée à la circulation générale résultant par exemple, de changements effectués dans l'assiette des voies publiques, ni en cas d'absence de gêne notable causée à l'accès d'un immeuble.

La responsabilité de la collectivité, pour le compte de laquelle sont exécutés les travaux, est engagée à l'égard des riverains de la voie publique principalement dans les cas suivants :

- l'accès à un local professionnel riverain de la voie publique a été totalement supprimé pendant une certaine durée,
- l'accès à un local professionnel riverain de la voie publique a été rendu très difficile pendant une certaine durée.

2°) L'indemnisation est accordée en réparation d'un préjudice vérifié, la preuve devant être apportée par l'intéressé par tous moyens adéquats d'une baisse d'activité, d'une baisse de son chiffre d'affaires et d'une perte de bénéfice. Si la preuve est faite d'une baisse d'activité et de la perte d'un bénéfice imputable à la gêne causée par les travaux, et si le requérant était installé avant la Déclaration d'Utilité Publique de l'opération, ce préjudice est indemnisé.

2° LA COMMISSION D'INDEMNISATION A L'AMIABLE

Afin d'éviter aux intéressés de trop longs délais de procédure, il est proposé de mettre en place une commission d'indemnisation à l'amiable sur le modèle du dispositif mis en œuvre pour les quatre premières lignes de tramway.

Un soin particulier a été apporté à la composition de cette instance afin qu'elle offre toutes les garanties de sérieux et d'impartialité et qu'y soient représentées les différentes parties concernées.

La composition de la Commission est ainsi proposée :

Les membres titulaires pourront être remplacés par un membre suppléant désigné dans les mêmes conditions.

Président :

Madame Anne GUERIN, Conseiller d'État, Présidente de la Cour Administrative d'Appel de Bordeaux, en qualité de Présidente de la Commission d'indemnisation à l'amiable,

Vice-Président :

Madame Brigitte VIDARD, Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier, ou son représentant,

Membres :

- ⇒ deux représentants des services de l'État :
- un représentant, désigné par Monsieur le Préfet de la Région Occitanie,
- un représentant des services du Trésor Public, désigné par Madame la Trésorière Payeure Générale de l'Hérault,
- ⇒ un représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier, désigné par elle-même,
- ⇒ un représentant de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault, désigné par elle-même,
- ⇒ trois représentants de la Métropole,
- ⇒ un représentant du mandataire TaM,
- ⇒ une personnalité compétente.

Les représentants du mandataire TaM et les 3 représentants de la Métropole désignés par le Conseil le 31 juillet 2014 (délibération n°12448) sont reconduits. Il s'agit de :

	Titulaires	Suppléants
Métropole	Titina DASYLVA	Gérard CASTRE
	Henri DE VERBIZIER	
	Guy BARRAL	Véronique DEMON
Mandataire TaM	Mylène CHARDES	JL. COUSQUER

Il convient de désigner le suppléant de Monsieur Henri DE VERBIZIER, ainsi que la personnalité compétente et son suppléant.

Monsieur le Président propose les candidatures suivantes :

- **Monsieur Max LEVITA (représentant suppléant de la Métropole)**
- **Monsieur Philippe SAUVEPLANE (personnalité compétente titulaire)**
- **Madame Sandy CAMUS-MERCIER (personnalité compétente suppléante)**

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Le Conseil, sur proposition du Président, décide à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

3° L'INSTRUCTION

La commission d'indemnisation à l'amiable ne peut instruire les dossiers qu'à partir de renseignements précis et indubitables sur chaque cas particulier.

Les renseignements nécessaires doivent porter d'une part sur la réalité et l'importance de la gêne causée à l'activité en cause, d'autre part sur le préjudice qui nécessite une évaluation.

C'est pourquoi, il est proposé que la Commission puisse disposer :

- dans un premier temps, des moyens lui permettant d'apprécier l'importance des gênes occasionnées aux professionnels riverains par les travaux de la Ligne 5 de tramway.

A cet effet, un huissier sera chargé par le maître d'ouvrage de procéder, dans les délais les plus rapides, à toutes les constatations utiles et de nature à permettre à la commission d'apprécier la réalité, la nature et l'étendue de la gêne causée par les travaux au riverain concerné.

- dans un second temps, et en vue de permettre à la commission d'apprécier au plus juste le préjudice subi par chacun des professionnels lésés, des experts financiers seront appelés à participer avec voix consultative aux travaux de la commission. L'appréciation du préjudice subi tiendra compte de l'incidence des travaux sur l'activité de chaque entreprise au travers notamment de l'évolution de son chiffre d'affaires et, le cas échéant, des surcoûts directement imposés à l'entreprise à l'occasion de la période d'exécution des travaux.

Les experts « financiers » au nombre de trois, précédemment nommés sont reconduits dans leurs fonctions à l'exception de l'expert représentant la DGFIP qui n'est plus en poste.

Il s'agit de Monsieur Philippe SAUVEPLANE et Madame Sandy CAMUS-MERCIER, le 3^{ème} expert financier sera désigné par le président du Tribunal Administratif.

Leur mission sera de fournir un rapport d'évaluation du préjudice subi par chacun des professionnels lésés dans les conditions ci-dessus précisées.

4° LE DÉROULEMENT DE LA PROCÉDURE ET LE RÔLE DÉCISIONNEL DU CONSEIL

Le déroulement de la procédure, à partir de chaque réclamation déposée, sera décrit de manière détaillée dans un guide à l'intention des professionnels riverains.

Chaque réclamation fera l'objet d'un premier examen par la commission d'indemnisation à l'amiable au vu des constats d'huissiers établis. A ce stade, cette dernière pourra, soit proposer un rejet de la réclamation, soit demander une expertise financière.

Dans cette seconde hypothèse, la commission d'indemnisation à l'amiable, au vu des rapports des huissiers et des experts financiers remis lorsque cesse la situation préjudiciable, se prononcera définitivement sur le préjudice et établira une proposition de règlement amiable. La commission pourra également proposer une indemnisation provisoire, lorsqu'elle l'estimera nécessaire, pendant le déroulement des travaux. Cette proposition sera validée par une décision de Montpellier Méditerranée Métropole, signée de son Président ou de son représentant et déposée en Préfecture.

TaM appliquera la décision de la Métropole et proposera à la signature du requérant, une convention d'indemnisation comportant le versement de l'indemnité contre renonciation à tout recours à raison des faits préjudiciables.

Au vu de la convention signée des deux parties, TaM, en sa qualité de mandataire de la Métropole, effectuera le paiement de l'indemnité.

Il convient enfin de noter qu'une action contentieuse devant le Tribunal Administratif de Montpellier pourra bien évidemment être engagée par tout requérant dans la mesure où il ne souhaite pas utiliser une telle procédure de règlement amiable ou si celle-ci ne lui apporte pas satisfaction.

La création anticipée de cette instance doit permettre à la Présidente, la Vice-Présidente et les différents membres de la commission d'élaborer le règlement de cette Commission d'indemnisation et l'ensemble des modalités d'instruction des dossiers avant le dépôt des premières demandes d'indemnisation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider la mise en place, selon les modalités décrites ci-dessus, d'une procédure de règlement amiable pour l'indemnisation éventuelle des préjudices susceptibles d'être causés aux professionnels riverains par l'exécution des travaux de la Ligne 5 de tramway et de ses extensions Nord et Ouest,
- décider à l'unanimité de procéder à la désignation du suppléant de Monsieur Henri DE VERBIZIER ainsi que de la personnalité compétente et son suppléant, au sein de la commission d'indemnisation à l'amiable, par un vote à main levée, en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales,
- procéder à ces désignations et autoriser les personnes ainsi désignées à exercer toutes fonctions dans ce cadre,
- solliciter l'accord de Monsieur le Préfet de la Région Occitanie, Madame le Trésorier Payeur Général de l'Hérault, Madame le Président du Tribunal Administratif de Montpellier, Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier, Monsieur le Président de la Chambre de Métiers de l'Hérault, sur la composition de cette commission d'indemnisation amiable,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Véronique PEREZ.

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-89156-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Rabii YOUSSEUS.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Pierre DUDIEUZERE, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Joël RAYMOND, Noël SEGURA, Annie YAGUE, Aline DESTAILLATS.

Transports et Mobilité - Projet de partenariat d'expérimentation avec le Groupe Renault pour tester un nouveau concept de véhicule logistique - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Aujourd'hui le rôle des Autorités Organisatrices de la Mobilité (AOM) dépasse largement le seul champ de la mobilité, et l'offre de transport émane de nouveaux acteurs (sociétés de téléphonie, acteurs de l'internet, citoyens, constructeurs automobiles...).

Le rôle de l'AOM est à redéfinir dans un contexte en forte évolution : nouvelles énergies (électrique, gaz naturel, hydrogène), apparition des véhicules autonomes, infrastructures de transport intelligentes, développement de l'intermodalité et de la multi-modalité. Des nouvelles solutions en termes de mobilité intelligente émaneront grâce à des expérimentations entre les collectivités locales et les industriels.

A travers un partenariat d'expérimentation, à titre gratuit, avec Renault, il s'agit de développer une collaboration entre la Métropole et un des principaux constructeurs automobiles au niveau mondial afin d'imaginer de nouvelles solutions de logistiques urbaines performantes pour les territoires, mais également de favoriser les retombées économiques et sociales, et de répondre aux enjeux environnementaux.

Ce projet s'inscrit dans le cadre des feuilles de route « logistique urbaine et transport de marchandises en ville » et « Cité Intelligente » de la Métropole.

Il s'agit de tester sur le territoire de la Métropole un tout nouveau concept de véhicule électrique modulaire pour la logistique urbaine, le EZ FLEX, construit par Renault Recherche et Développement.

Cette expérimentation revêt plusieurs enjeux pour la Métropole : tout d'abord un enjeu technique car il existe aujourd'hui peu de véhicules de livraison sur le marché qui soient bien adaptés aux livraisons en ville (poids, gabarit ...). Ce projet permet à Montpellier Méditerranée Métropole d'identifier de nouvelles solutions logistiques dans le cadre de la mise en œuvre de la Zone à Faibles Emissions.

Il s'agit également d'un enjeu économique : à travers ce projet, il s'agit de bâtir un partenariat d'expérimentation privilégié avec un groupe international pour créer des passerelles entre le groupe Renault et les entreprises du territoire (French Tech, BigUp4start-up rencontres BIC, développement de filière économique autour de la mobilité avec le cluster Automotech,).

Enfin, Montpellier Méditerranée Métropole est reconnue comme un territoire « catalyseur », qui expérimente et met en œuvre le concept de « Cité Intelligente » en faisant levier sur les transversalités entre les différents services urbains, souvent cloisonnés, qu'autorise l'exploitation des données numériques.

Le véhicule EZ FLEX Renault qui se définit comme « *expérimental, électrique, connecté, compact et agile* », développé en micro série (une dizaine de véhicules au total), sera testé dans le cadre de différents cas d'usage sur plusieurs territoires.

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, par l'intermédiaire des directions moyens généraux et bâtiments (service Parc auto) et énergie et moyens techniques (service achats et production graphique), testeront ce nouveau concept de véhicule pour livrer les différents sites de la ville (écoles, musées...) en marchandises diverses (fournitures de bureaux, produits d'hygiène, petits matériels).

Une seconde expérimentation sera menée à partir de l'espace de logistique urbain situé dans le parking Europa, avec l'entreprise Service Ecusson Vert. Il s'agira de livrer la ville en petit colis.

Pour Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, il s'agit d'identifier des solutions optimisées pour livrer le centre-ville : réduction de l'occupation de l'espace viaire, réduction des nuisances sonores, réduction des émissions de CO₂ et de polluants locaux, optimisation des tournées, facilité d'usages pour les livreurs et amélioration des conditions de travail des agents, notamment en s'appuyant sur un véhicule électrique.

L'expérimentation du véhicule se déroulera de septembre 2019 à avril 2020.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver ce projet de partenariat d'expérimentation avec le Groupe Renault pour l'expérimentation du véhicule,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-88541-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet contrat de prêt de véhicule Renault 3M V0+AC.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Rabii YOUSSEUS.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Pierre DUDIEUZERE, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Joël RAYMOND, Noël SEGURA, Annie YAGUE, Aline DESTAILLATS.

Transports et Mobilité - Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) - Modification des statuts - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

En 2003, le Département de l'Hérault, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Béziers-Méditerranée, la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau et la Communauté d'Agglomération d'Hérault Méditerranée ont décidé de s'associer au sein d'un syndicat mixte de transport, selon les modalités de la loi du 13 décembre 2000, dite « loi Solidarité et Renouvellement Urbains ». L'objectif du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) est de mettre en commun les moyens nécessaires à l'exercice d'une véritable complémentarité des réseaux de transports publics de voyageurs, urbains et interurbains, dans le Département.

Plusieurs modifications dans la composition du Syndicat ont eu lieu depuis 2003 :

- En 2012, la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or a adhéré au SMTCH ;
- En 2015, Montpellier Méditerranée Métropole s'est substituée à la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein du SMTCH ;
- En 2017, la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée, désormais compétente en matière de transport non-urbain de voyageurs et de transport scolaire, s'est substituée au Département de l'Hérault au sein du SMTCH ;
- En 2018, la Communauté d'Agglomération Sète Agglopôle Méditerranée, née de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau et la Communauté de Communes du Nord du Bassin de Thau, s'est substituée à la Communauté d'agglomération du Bassin de Thau au sein du SMTCH.

Afin de régulariser cette nouvelle composition, le SMTCH a proposé à ses membres de rédiger de nouveaux statuts, redéfinissant les modalités de fonctionnement et de financement, ainsi que les champs de compétences du SMTCH. Les principales modifications sont les suivantes :

- La règle de répartition des sièges entre les membres reste inchangée :

Membres	% des sièges	Nombre de sièges
Région Occitanie	58,06%	18
Montpellier Méditerranée Métropole	19,35%	6
CA Béziers Méditerranée	9,68%	3
CA Sète Agglopôle Méditerranée	6,45%	2
CA Hérault Méditerranée	3,23%	1
Ca Pays de l'Or	3,23%	1
Somme	100%	31

- Cette règle de répartition est également utilisée :
 - o Pour répartir les ressources issues du Versement Transport Additionnel (VTA) entre les membres, comme indiqué dans l'article 20 ;
 - o Pour répartir la participation aux frais de fonctionnement du Syndicat et à l'exercice des missions de coordination des services entre les membres, comme indiqué dans l'article 22 ;
- Par ailleurs, en ce qui concerne la participation de la Région au coût du transport scolaire au sein des ressorts territoriaux, cette dernière sera désormais figée à son montant de 2018, et cela à compter de l'exercice budgétaire 2019. Dans les faits, les évolutions des coûts relatifs au transport des scolaires intégralement réalisé au sein des ressorts territoriaux seront pris en charge par les autorités organisatrices de la mobilité concernées. Pour Montpellier Méditerranée Métropole, la participation de la Région sera plafonnée à hauteur de 6 163 000 € ;
- En ce qui concerne la diminution des ressources en termes de VTA, suite à la création de la Communauté d'Agglomération Sète Agglopôle Méditerranée et au relèvement du taux de perception du Versement Transport sur son ressort territorial, le manque à gagner de 1,9 M€ par an sera réparti entre Sète Agglopôle Méditerranée, pour 50%, et les autres membres pour 50%, au prorata du nombre de sièges. Pour la Montpellier Méditerranée Métropole, l'effort supplémentaire annuel sera de 196 552 €.

Les nouveaux statuts du SMTCH ont été adoptés à l'unanimité lors du Conseil syndical du 20 mars 2019. Comme le stipule l'article n°24 des statuts, « *les délibérations du Comité syndical qui adopteront les projets de modification statutaire sont soumises à l'approbation, dans les termes concordants, de tous les organes délibérants des membres du Syndicat mixte. Ces organes seront invités à se prononcer dans un délai de 3 mois à compter de la notification de la délibération du Comité syndical au Président de chaque membre.* ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les nouveaux statuts du SMTCH ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 12 voix

M. Renaud CALVAT, M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Titina DASYLVA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Arnaud MOYNIER, M. Eric PENSO, M. Jean-Pierre RICO, M. Sauveur TORTORICI, M. Rabii YOUSSEUS.

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-90663-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Rabii YOUSSEF.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Pierre DUDIEUZERE, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Joël RAYMOND, Noël SEGURA, Annie YAGUE, Aline DESTAILLATS.

Transports et Mobilité - Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) - Navette des plages Etang de l'Or vers la plage du Grand Travers - Tarification - Convention de compensation financière - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Chaque été, depuis l'ouverture de la ligne 3 du tramway en 2012, Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) proposent un dispositif partenarial pour faciliter les déplacements des voyageurs en transport en commun vers les plages du littoral méditerranéen.

Pour les voyageurs désirant se rendre à la mer, Hérault Transport met en service des navettes de bus depuis le terminus Pérols-Etang de l'Or de la ligne 3 de tramway.

Il est à souligner que depuis la période estivale 2016, la desserte de la plage des Roquilles est assurée par la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or.

Pour la saison 2019, Hérault Transport a programmé la mise en place de ces navettes du 15 juin au 1 septembre inclus.

Dans la perspective d'une affluence importante de voyageurs et pour faciliter et simplifier les conditions tarifaires d'accès à ces navettes, Montpellier Méditerranée Métropole et Hérault Transport proposent que l'ensemble des titres de transports de leurs réseaux soient acceptés sur les navettes.

Le dispositif qui avait été mis en place pour 2018 et qu'il est proposé de reconduire en 2019, est le suivant :

- Les voyageurs disposant d'un titre Hérault Transport pourront emprunter les navettes,
- Les voyageurs provenant de la ligne 3 de tramway et disposant d'un titre TaM auront accès aux navettes en correspondance et sans surcoût,
- Enfin, pour les voyageurs ne disposant d'aucun titre, un titre spécifique intermodal Navette des Plages Hérault Transport + TaM sera vendu à bord des navettes. Hérault Transport fixe son tarif à 1,60 € TTC (montant identique à celui pratiqué sur le réseau TaM).

Les modalités décrites ci-dessus doivent faire l'objet d'une convention entre le Syndicat Mixte des Transport en Commun de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole.

Cette convention précise également le mode de calcul de la compensation financière à verser par Montpellier Méditerranée Métropole à Hérault Transport, calculée à partir de la recette moyenne au voyageur du réseau urbain, fixée à 0,9422 € HT (1,0364 € TTC) par la convention, en fonction du nombre de validations enregistrées à bord des navettes.

Par ailleurs concernant le bilan de fréquentation de juin à septembre 2018, il s'établit de la manière suivante :

- nombre de validations de titres TaM : 159 158 ;
- nombre de validation de titres Hérault Transport : 2 124 ;
- dont nombre de validations « titre spécifique » vendu à bord : 10 822.

Le montant de la compensation tarifaire à verser par la Métropole à Hérault Transport au titre de 2018 s'élève à : $(159\,158 - 10\,822) \times 1,0364 = 153\,735,43$ € TTC.

A l'issue de la saison estivale 2019, un bilan sera établi pour la poursuite de l'opération en 2020 dans le cadre d'une nouvelle convention.

En conséquence il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de compensation tarifaire avec le SMTCH pour la saison 2019 et approuver le montant de la compensation tarifaire à verser par Montpellier Méditerranée Métropole pour 2018, fixé à 153 735,43 € TTC,
- valider le bilan 2018,
- dire que les recettes et dépenses sont inscrites au budget annexe des Transports, chapitre 65,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. Renaud CALVAT, M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Titina DASYLVA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Arnaud MOYNIER, M. Eric PENSO, Mme Véronique PEREZ, M. Jean-Pierre RICO, M. Sauveur TORTORICI, M. Rabii YOUSSEUS.

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-85708-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Rabii YOUSSEUS.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Pierre DUDIEUZERE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Noël SEGURA, Annie YAGUE, Aline DESTAILLATS.

Transports et Mobilité - Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) - Convention relative aux modalités d'utilisation du réseau urbain de Montpellier Méditerranée Métropole pour le transport scolaire - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Conformément à l'article 6 des statuts du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH), Montpellier Méditerranée Métropole a transféré à ce dernier l'organisation du transport scolaire de la Métropole. A ce titre, la Métropole contribue au budget du SMTCH.

En zone urbanisée, conformément à l'article 8-3 des statuts, le Syndicat Mixte utilise les moyens existants des réseaux urbains pour assurer le transport des scolaires. En conséquence, le Syndicat Mixte et les Autorités Organisatrices de la Mobilité doivent convenir des modalités d'utilisation de ces réseaux.

Pour Montpellier Méditerranée Métropole, les scolaires sont transportés sur le réseau urbain et notamment le réseau tramway avec ses 4 lignes, en application du règlement de transport scolaire adopté par délibérations du SMTCH.

Pour l'exercice 2019, il est convenu que le coût d'utilisation du réseau urbain de Montpellier Méditerranée Métropole par les scolaires soit fixé forfaitairement à 8 602 575 €.

La convention annuelle précise les modalités d'application de ces dispositions et de prise en charge de ce coût par le Syndicat Mixte Hérault Transport.

Par conséquent, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention définissant les modalités d'utilisation du réseau urbain par le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault pour le transport scolaire pour l'exercice 2019 ;
- dire que la recette est prévue au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 938 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 66 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 11 voix

M. Renaud CALVAT, M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Titina DASYLVA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Régine ILLAIRE, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Arnaud MOYNIER, M. Eric PENSO, M. Jean-Pierre RICO, M. Sauveur TORTORICI, M. Rabii YOUSSEF.

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-82278-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention financière

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

VOIRIE, ESPACE PUBLIC



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Rabii YOUSSEF.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Pierre DUDIEUZERE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Noël SEGURA, Annie YAGUE, Aline DESTAILLATS.

Voirie, Espace public - Remise en état de la Place de la Canourgue à Montpellier à la suite de la réhabilitation de l'Hôtel Richer de Belleval - Convention relative au financement et à la réalisation des travaux - Autorisation de signature

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre du chantier de réhabilitation de l'immeuble dénommé « *Hôtel Richer de Belleval* », propriété de la société HELENIS et situé Place de la Canourgue à Montpellier, un permis de construire a été accordé par la Ville de Montpellier sous réserve que la société HELENIS prenne en charge les frais de remise en état de la place à la suite des dégradations survenues durant ce chantier.

La place de la Canourgue étant située exclusivement sur le domaine public métropolitain, les travaux de remise en état seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est ainsi proposé une convention ayant pour objet de définir les engagements réciproques de la société HELENIS et de Montpellier Méditerranée Métropole en ce qui concerne la remise en état de la place de la Canourgue à Montpellier, en précisant notamment le programme et l'enveloppe financière des travaux, les modalités d'exécution et de suivi de l'opération de travaux et le financement des travaux.

La Métropole s'engage à réaliser les travaux ; elle s'engage également à assurer la maîtrise d'ouvrage générale de l'opération d'aménagement et les missions de maîtrise d'œuvre suivantes : les études de projet (PRO), l'assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT), la direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) et l'assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception (AOR).

La société HELENIS s'engage à prendre en charge le financement intégral des travaux prévus.

La convention prend effet à compter de sa signature par les parties et prendra fin un mois après l'encaissement du solde des paiements à Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention avec la Société HELENIS pour le financement et la réalisation des travaux de la remise en état de la Place de la Canourgue à Montpellier à la suite de la réhabilitation de l'hôtel Richer de Belleval ;
- approuver la réalisation par Montpellier Méditerranée Métropole des travaux de remise en état dans le respect du programme et de l'enveloppe financière ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-89427-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_travaux_3M_et_Helenis_place_de_la_Canourgue.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Noël SEGURA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS, Aline DESTAILLATS.

Voirie, Espace public - RN113 - Giratoire du Cétus (PR 16+800) - Convention de réalisation de plantations complémentaires et d'entretien général de l'îlot central du giratoire entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

En application de l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales et du décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, Montpellier Méditerranée Métropole assure l'entretien et l'aménagement de la voirie et des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain et leurs accessoires, sur le territoire des 31 communes membres.

C'est dans ce cadre que les travaux d'aménagement du giratoire du Cétus situé sur le territoire de la commune de Vendargues, nécessitent de définir les futures interventions de maintenance et d'entretien courant à réaliser sur ce terre-plein central.

Une précédente convention signée le 14 décembre 2015 précisait les modalités de financement, de réalisation et d'entretien de l'opération d'aménagement du giratoire situé au RN 113 PR 16+800.

Cette convention est devenue, aujourd'hui, caduque compte tenu de la réorganisation des services de l'Etat, du transfert des compétences des communes vers la Métropole ainsi que de l'entretien généralisé de l'îlot central.

C'est pourquoi les services de l'Etat représentés par la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée et Montpellier Méditerranée Métropole se sont rapprochés pour définir les modalités de financement et de réalisation de plantations complémentaires et d'entretien général de l'îlot central du giratoire.

Dans ce cadre, il est organisé des travaux de plantation complémentaires d'une trentaine d'oliviers et l'entretien des espaces verts de l'îlot central, des oliviers, ainsi que du réseau pluvial composé d'un bassin et de fossés qui assurent la rétention de l'évacuation des eaux de ruissellement. L'Etat, quant à lui, propriétaire de la RN 113 et de ses dépendances en gèrera la maintenance.

Le coût annuel estimé des travaux d'entretien des espaces verts est estimé à 5 000 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la signature de la convention de réalisation de plantations complémentaires et d'entretien général de l'îlot central du giratoire du Cétus, situé sur la commune de Vendargues, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée,
- dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-89355-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- annexe graphique n°1
- Convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Noël SEGURA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS, Aline DESTAILLATS.

**Voirie, Espace public - Sécurisation des abords du groupe scolaire Benoitte Groult
- Rue Puech Villa à Montpellier - Convention relative au financement et à la
réalisation des travaux entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de
Montpellier - Autorisation de signature**

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

La Ville de Montpellier est en cours de réalisation d'un groupe scolaire dénommé Benoitte Groult situé au n°99 de la rue Puech Villa à Montpellier.

Dans le cadre de la construction de ce groupe scolaire dont l'ouverture est prévue à la rentrée scolaire 2019/2020, il est envisagé des aménagements de sécurité permettant aux enfants de traverser en toute sécurité la rue de Puech Villa, empruntée par des véhicules roulant pour certains à vive allure.

Les travaux concernés (agrandissement de trottoir et création d'un plateau surélevé), exclusivement situés sur le domaine public métropolitain, doivent être réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole.

Il est ainsi proposé une convention ayant pour objet de définir les engagements réciproques de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole en ce qui concerne l'aménagement de sécurisation des abords du groupe scolaire Benoitte Groult à Montpellier, en précisant notamment le programme et l'enveloppe financière des travaux, les modalités d'exécution et de suivi de l'opération d'aménagement et le financement des travaux.

La Ville de Montpellier s'engage à prendre en charge 100% du financement des travaux réalisés par Montpellier Méditerranée Métropole.

La convention prend effet à compter de sa notification par la Métropole à la Ville de Montpellier et prend fin un mois après le versement de la somme due par la Ville à la Métropole (216 000 € TTC).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention avec la Ville de Montpellier pour le financement des travaux de sécurisation des abords du groupe scolaire Benoitte Groult à Montpellier ;
- approuver la réalisation par Montpellier Méditerranée Métropole des travaux d'aménagements dans le respect du programme et de l'enveloppe financière ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-88629-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- projet de convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Noël SEGURA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS, Aline DESTAILLATS.

Voirie, Espace public - Réalisation de la voie verte V70 sur les communes de Saint Génies des Mourgues, Saint-Christol et Boisseron - Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Département de l'Hérault - Autorisation de signature

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre du Schéma National des Véloroutes et des Voies Vertes (SN3V), il est projeté la réalisation d'une voie verte (cycles, piétons, rollers) sur l'emprise de l'ancienne voie ferrée entre Saint Génies des Mourgues et Boisseron.

Cette section, d'une longueur de 8,5 km et constitutive de la véloroute V70, a un tracé débutant au croisement de la RD54 et du chemin de la « Rivierette » sur la Commune de Saint Génies des Mourgues, et se poursuit sur la plateforme de l'ancienne voie ferrée qui relie Saint-Christol à Boisseron au niveau de l'ancienne gare.

Depuis le 1er janvier 2017, la Métropole a récupéré la pleine gestion de l'ensemble des voiries départementales situées sur son territoire.

Par voie de conséquence, la maîtrise d'ouvrage de l'opération de réalisation de la voie verte entre Saint Génies des Mourgues et Boisseron se répartit entre la Métropole et le Département au regard de leur territoire respectif à savoir 6,5km de voie verte et 9 ouvrages d'art sur le territoire départemental et 2km de voie verte et 6 ouvrages d'art sur le territoire de la Métropole.

La Métropole souhaite confier la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble de l'opération décrite ci-dessus, au Département en application de l'article L.2422-12 du Code de la commande publique afin d'assurer une meilleure coordination des travaux, de simplifier les procédures, d'optimiser les coûts et les conditions de réalisation.

Il est ainsi proposé une convention, ayant pour objet de transférer au Département l'intégralité de la maîtrise d'ouvrage des travaux d'aménagement de la voie verte V70 et de définir les missions confiées dans le cadre de ce transfert.

La convention prend effet à la date de la dernière signature apposée par les parties. Elle est conclue jusqu'à complète exécution du ou des marchés, levée de toutes les réserves et remise des ouvrages exécutés à la Métropole.

Le coût estimatif prévisionnel est réparti comme suit :

- Département de l'Hérault : 1 805 100 € HT,
- Montpellier Méditerranée Métropole : 725 900 € HT.

Le projet est éligible à des subventions de l'Etat et de la Région dans le cadre du contrat de plan Etat-Région, qui viendront en déduction de la part de chaque entité, au prorata du linéaire de voie verte sur leur territoire respectif.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention avec le Département de l'Hérault pour le transfert de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de la voie verte V70 ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-88601-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention V70.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Noël SEGURA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS, Aline DESTAILLATS.

Voirie, Espace public - Convention d'autorisation d'implantation et de raccordement électrique d'installations sur le réseau d'éclairage public métropolitain entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes membres - Autorisation de signature

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

Le décret n°2014-1605 en date du 23 décembre 2014, portant création de la Métropole à partir du 1er janvier 2015 a emporté le transfert intégral et définitif de la compétence voirie des 31 communes membres à la Métropole, ainsi que la compétence éclairage public affecté aux voies transférées.

A contrario, les radars pédagogiques, les illuminations de Noël, les caméras de vidéosurveillance, les mises en lumière de monuments..., demeurent de la compétence communale dès lors qu'ils ne concourent pas à l'exploitation de la voirie.

Il est ainsi proposé une convention ayant pour objet de définir les conditions dans lesquelles les communes membres sont autorisées à implanter ce type d'équipements sur les voies et accessoires transférés à la Métropole, à les raccorder au réseau d'éclairage public selon un calendrier défini et à les gérer.

La liste des équipements métropolitains concernés est soumise à l'approbation de la Métropole, et toute nouvelle implantation doit faire l'objet d'une autorisation préalable du responsable du Pôle Territorial concerné.

La convention précise également les conditions techniques et financières pour le raccordement de ces installations électriques au réseau d'éclairage public. Ainsi, la présente autorisation est délivrée gratuitement, le coût de la consommation d'énergie électrique générée par ces équipements est supporté par Montpellier Méditerranée Métropole. Les communes prennent en charge intégralement en charge les frais liés au raccordement des installations au réseau d'éclairage public, y compris les équipements ou installations spécifiques nécessités pour l'adaptation du réseau d'éclairage public et la pose des équipements.

La convention prend effet à compter de sa signature, pour une durée de 3 ans renouvelable par tacite reconduction pour la même durée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention d'autorisation d'implantation et de raccordement électriques d'installations sur le réseau d'éclairage public métropolitain, entre les 31 communes membres et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-88503-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- projet convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 2
DECISIONS

PARTIE II – SOMMAIRE

Conseil du 25 juin 2019
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2019-096	Décision relative au Marché n°M8C0007CO - Achat de prestations d'affichage publicitaire sur le mobilier urbain PISONI	248
MD2019-097	Décision relative au marché n M8C0008CO - Achat de prestations d'affichage publicitaire sur le mobilier urbain CLEAR CHANNEL	250
MD2019-098	Décision relative au marché n°M8D0016CO - Achat de prestations d'affichage publicitaire sur le mobilier urbain MEDIAFFICHE	252
MD2019-099	Décision relative au marché n°M8D0017CO - Achat de prestations d'affichage publicitaire sur le mobilier urbain JC DECAUX	254
MD2019-201	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'Association des Développeurs et des Utilisateurs de Logiciels Libres pour les Administrations et les Collectivités Territoriales (ADULLACT)	256
MD2019-217	Décision relative à un échange foncier avec soulte - SCI CHARLY - Rue de la Billière - Commune de Cournonsec	258
MD2019-255	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à France Urbaine - Exercice 2019	260
MD2019-290	Convention de mise à disposition de salles pour l'organisation d'un stage d'orchestre par l'Association des Parents d'Élèves du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole	262
MD2019-299	Décision relative à une procuration de délivrance de leg de partitions et compositions musicales au Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole par Monsieur Lucien André SOUC	264
MD2019-325	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°4999EA17 - "Renouvellement du réseau d'eaux usées de la route de Lodève sur la commune de Montpellier"	266
MD2019-326	Décision relative à l'acquisition des parcelles BR 655 et BR 659 rue Lakanal - Commune de Montpellier	268
MD2019-339	Décision relative au marché n°M9B0047CO - Achat d'espace publicitaire pour le supplément Odyssée de la Pétanque MIDI LIBRE	270
MD2019-340	Décision relative au marché n°M9B0046CO Achat d'espace publicitaire dans le guide Pitchouns La Gazette de Montpellier	272
MD2019-347	Décision relative au marché n°M8D5196AJ - Souscription des contrats d'assurance permanents de Montpellier Méditerranée Métropole - Lots 2,3,5 et 6 - Attributions	274
MD2019-354	Décision relative au marché n°5053DS18 - Nettoyage des piscines Amphitrite, Jany, Nakache, Neptune, Néréides, Poséidon, Héraclès et Spilliaert de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°1	277
MD2019-357	Décision relative à l'attribution du marché n°5209DM18 - Etudes de modélisation multimodale et dynamique	279
MD2019-365	Décision relative à l'acquisition de diverses parcelles sises commune de Grabels - Propriété DOMERGUE - Constitution de réserves foncières pour mesures compensatoires environnementales	281

PARTIE II – SOMMAIRE

Conseil du 25 juin 2019
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2019-378	Décision relative à la signature d'un avenant n°1 à la convention d'amodiation avec Monsieur Henri PIERANGELI dans le parking Foch - Préfecture - Marché aux Fleurs - Commune de Montpellier	283
MD2019-384	Décision relative au classement des voies et accessoires de voirie "ZAC du Domaine des Oliviers" - Transfert de biens - Commune de Castelnaud-le-Lez	285
MD2019-399	Décision relative à un avenant 2 à la convention d'occupation du domaine public passée avec la société QUALTERA pour une extension de sa surface au sein du bâtiment MIBI	288
MD2019-402	Décision relative à la résiliation du marché n°4373AT16 d'entretien de l'éclairage public de Sussargues	290
MD2019-403	Décision relative à la cession des parcelles cadastrées AE 68, 69 et 71 situées à Saint Georges d'Orques dans le cadre de la création d'une aire de lavage d'engins agricoles	292
MD2019-406	Décision relative à l'avenant n°2 au marché co-utilisé avec le CD34 n°4839AT17 de fourniture et pose de signalisation - Lot 3 PPHM	294
MD2019-408	Décision relative à l'avenant n°3 au marché 4362EP16 de maintenance, entretien, modifications et petites extensions du réseau pluvial - Autorisation de signature	296
MD2019-415	Décision relative à une autorisation de dépôt de permis de construire sur le site du Domaine d'Ô à Montpellier	298
MD2019-418	Décision relative à l'acquisition de parcelles en nature de voiries et espaces communs - ZAC de l'Olivette - Commune Le Crès	300
MD2019-420	Décision relative à l'acquisition de parcelles en nature de voiries et espaces communs - ZAC Via Domitia - Communes de Castelnaud-le-Lez et Le Crès	303
MD2019-422	Décision relative à l'agrément de candidature de la société VIRDYS dans l'Hôtel French Tech à Montpellier	306
MD2019-432	Décision relative à la mise à disposition individuelle de Madame Stéphane BLONDRON auprès de la Ville de Montpellier	308
MD2019-433	Décision relative à l'avenant n°1 d'augmentation du montant du Lot 5 de l'accord-cadre 4661AT17 "Travaux et maintenance de voirie"	310
MD2019-434	Décision modificative relative à un groupement commandes G8D0012MG18 concernant l'acquisition d'équipements et vêtements professionnels	312
MD2019-437	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AO 225 rue des Terres Rouges Le Village - Commune de Saint Georges d'Orques	314
MD2019-439	Décision relative au marché n° M9D0034DS d'achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour le développement des sports extrêmes - FISE World Montpellier 2019	316
MD2019-440	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société BSWEB PriceComparator au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	318

PARTIE II – SOMMAIRE

Conseil du 25 juin 2019
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2019-442	Décision relative au marché n°M81600C16 - Acquisition de livres, livres numériques, éditions adaptées et livres reliés pour le réseau des médiathèque de Montpellier Méditerranée Métropole - Lot 1 et 2 - Attributions	320
MD2019-443	Décision relative à une ouverture de crédit de trésorerie conclue entre la Société Générale et Montpellier Méditerranée Métropole	323
MD2019-446	Décision relative à un marché n°M8D0018MG18 - Accord-cadre de prestations de gardiennage des équipements de Montpellier Méditerranée Métropole	326
MD2019-449	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association Villes et Territoires Occitanie - Centre ressources Politique de la ville et Cohésion territoriale au titre de l'année 2019	329
MD2019-452	Décision relative à une convention d'occupation temporaire multipartite - Parcelle cadastrée PM n°11, rue de Bionne - Commune de Montpellier	331
MD2019-455	Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - Parcelle AM33 - 2234 Route de Mende à Montpellier	334
MD2019-456	Avenant n°1 au marché n°5034EA18 "démolition des ouvrages de la station d'épuration de la commune de Sussargues"	337
MD2019-458	Décision relative à la cession à titre gratuit de quatre copieurs vétustes de marque Canon à réformer	339
MD2019-459	Décision relative à la signature du marché subséquent n°M8D0034AT relatif aux travaux d'aménagement du Chemin de la Roque et de la rue du Chasselas à Saint Jean de Védas	341
MD2019-461	Décision relative à la signature d'un avenant n°1 de substitution de titulaire à la convention d'occupation temporaire du domaine public - Dispositif d'antenne - Lieu-dit Rastouble	343
MD2019-464	Décision relative à la cession pour réforme de deux véhicules de marque Renault Kangoo techniquement réparables mais économiquement irréparables - Hôtel des Ventes de Montpellier	345
MD2019-465	Décision relative à la signature de l'avenant n°1 au lot 4 Cadoule et Bérange de l'accord-cadre 4661AT17 de Travaux et maintenance de voirie	347
MD2019-467	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SEREEMA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	349
MD2019-468	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NUMEVENT au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	351
MD2019-470	Décision relative à l'attribution du marché n°3.42S portant sur les travaux de reprise des revêtements de trottoirs de la 3ème ligne de tramway	353
MD2019-471	Création de la sous régie d'avances de la médiathèque Jules Verne	355
MD2019-473	Décision relative au marché n°M9B0024EP - Étude de faisabilité - Création d'une passerelle piéton/vélo à Carnon, au-dessus du canal du Rhône à Sète - Attribution	357
MD2019-474	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AV 178 place des Genêts - Commune de Saint Georges d'Orques	359

PARTIE II – SOMMAIRE

Conseil du 25 juin 2019
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2019-475	Décision relative au marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des travaux d'aménagement des bureaux sur le site de l'ancien Hôtel de Ville - Commune de Montpellier	361
MD2019-476	Décision relative à l'autorisation de dépôt de déclarations préalables de travaux pour la Ville de Montpellier et la SERM	364
MD2019-477	Décision relative à la signature des avenants n°1 de prix nouveaux à l'accord-cadre n°4571AT16 d'entretien et maintenance des installations d'éclairage public - Lot 3 "Pôle Vallée du Lez" et Lot 4 "Pôle Cadoule et Bérange"	366
MD2019-480	Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'anciens chemins lieudit Les Fourches commune de Saint Geniès des Mourgues	368
MD2019-481	Décision relative à la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Préfecture de l'Hérault - Avenant n°1 - Autorisation de signature	370
MD2019-482	Décision relative à une convention de dépôt de quatre œuvres de Hubert Robert aux Centre Interdisciplinaire de conservation et Restauration du patrimoine à Marseille (CICRP) en vue de leur étude et de leur restauration	372
MD2019-483	Décision relative au retrait de la délégation du Droit de Préemption Urbain à la commune de Montpellier à l'occasion de l'aliénation des lots 1094 et 1115 de la Résidence Font Del Rey II 450 VC le Grand Mail Montpellier	374
MD2019-487	Décision relative à l'autorisation de déposer un permis de démolir - secteur CAMBACERES - Commune de Montpellier - Parcelles SP10 et SP11	376
MD2019-493	Décision relative à la mise en place d'une ligne de trésorerie de dix millions d'euros auprès de la BANQUE POSTALE	378
MD2019-495	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'AFIGESE - Exercice 2019	381
MD2019-496	Décision relative au marché subséquent N°M9D0028AT - Travaux de réfection des couches de roulement sur les communes de Lattes et Pérols - Autorisation de signature	383
MD2019-497	Avenant n°1 au marché 5127 Réalisation de Plans d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles sur l'Ouest Montpelliérain	385
MD2019-499	Décision relative au marché subséquent n°M9D0016AT - Travaux d'aménagement de la rue Sigaliès, de la rue des Genêts, de l'allée de Marqueroze et du parking Rieucoulon - Commune de Saint Jean de Védas - Autorisation de signature	387
MD2019-500	Décision relative à l'acquisition de la parcelle BK 98 Lieudit La Mourade - Commune de BAILLARGUES	389
MD2019-501	Décision relative au marché subséquent n°M9D0002AT – Travaux d'aménagement de l'avenue Jean Moulin et de l'avenue du 8 mai 1945 – Commune de Counonterral – Autorisation de signature	391
MD2019-505	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°4585DC16 - Mission de maîtrise d'œuvre - Réaménagement et traitement acoustique des espaces d'accueil et optimisation de la signalétique du musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole	393

PARTIE II – SOMMAIRE

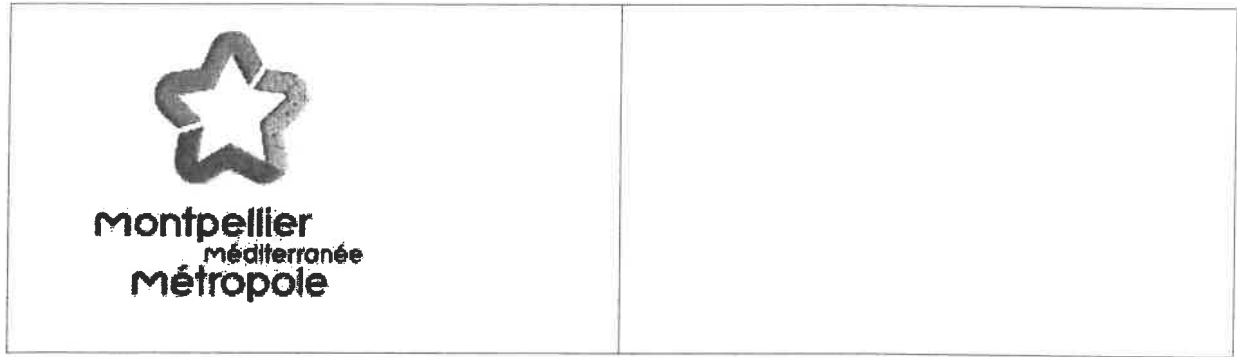
Conseil du 25 juin 2019
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2019-507	Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Parcelle cadastrée PM n°11, rue de Bionne - Commune de Montpellier	396
MD2019-508	Décision relative à l'attribution des marchés de travaux d'aménagement de la médiathèque centrale EMILE ZOLA suite à l'intégration de l'offre de la médiathèque Federico FELLINI concernant uniquement la Phase 1 - AUDITORIUM	398
MD2019-509	Décision relative à la signature de l'avenant n°2 de transfert, du Département de l'Hérault à Montpellier Méditerranée Métropole, du marché n°M9B0063AT de maîtrise d'œuvre pour la réparation du pont sur le Grau de Carnon à PEROLS - RD62 PR0+208	401
MD2019-511	Décision relative au marché n°2926 - Travaux de la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional par la SA3M - Attribution des lots 10 et 11	403
MD2019-514	Décision relative au marché subséquent n°M9D0030AT - Travaux de traitement de la discontinuité cyclable située sur les RD5 et RD102 du PR 22+800 au PR 23+200 - Commune de Cournonterral - Autorisation de signature	405
MD2019-515	Décision relative au marché n°M8B0060VD - Fourniture de conteneurs pour la récupération des huiles minérales et recyclage des anciens conteneurs - Attribution	407
MD2019-516	Décision relative au marché n°3M42R - Travaux de reprise des revêtements de la plateforme de la 3ème ligne de tramway - Rue de la République entre Observatoire et Gare - Commune de Montpellier - Attribution	409
MD2019-517	Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'un lot volume Parcelles AS 261 et AS 299 avenue de l'Europe - Commune de Castelnau-le-Lez	411
MD2019-518	Décision relative à la cession d'un véhicule économiquement irréparable de marque Peugeot Partner immatriculé EK-757-AX à la société SMACL Assurances	413
MD2019-519	Décision relative au marché n°M9B0018VD - Travaux de réhabilitation du Point Propreté de Cournonterral - Lot n°5 : Clôtures - Portails - Attribution	415
MD2019-520	Décision relative au règlement de l'indemnité d'éviction commerciale en vue de la réalisation de la 5ème ligne de tramway - SARL Montpelliéraine d'Administration de Biens - Agence Immobilière MAB Planchon - parcelle AS n°12 à Montpellier	417
MD2019-521	Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - Lot n°507 - Parcelle AS12 - 1581 Route de Mende à Montpellier	419
MD2019-522	Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - Lots n°506 et 208 - Parcelle AS12 - 1581 Route de Mende à Montpellier	421
MD2019-524	Décision relative à la cession pour réforme d'une balayeuse identifiée "BAL 13" de marque Ravo pour cause de vétusté - Hôtel des Ventes de Montpellier	423
MD2019-525	Décision relative à la cession pour réforme d'un appareil broyeur vétuste de marque Negri - Hôtel des Ventes de Montpellier	425
MD2019-531	Décision relative à l'acquisition des parcelles en nature de voiries - Le Hameau de Cabanis - Commune de Prades-le-Lez	427

PARTIE II – SOMMAIRE

Conseil du 25 juin 2019
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2019-533	Décision relative à l'acquisition des parcelles PS 341 et PS 344 Syndicat des copropriétaires de la résidence ' Domaine des Bouissettes ' rue des Bouissettes Commune de Montpellier	429
MD2019-534	Décision relative à la signature de l'avenant n°3 de remplacement d'un indice de révision de prix du marché co-utilisé avec le Département de l'Hérault n°4839AT17 - Lot 2 : Signalisation verticale de police	431
MD2019-541	Décision relative à une convention d'occupation pour la mise à disposition des établissements aquatiques à titre payant à destination des clubs aquatiques	433
MD2019-543	Décision relative à une convention d'occupation pour la mise à disposition des établissements aquatiques à titre gratuit à destination des clubs aquatiques	435
MD2019-546	Décision relative à la signature de l'avenant n°3 au marché transféré de la commune de Restinclières n°4248TV15 Programme de voirie 2014/2017 - Travaux de rénovation	437
MD2019-547	Décision relative à une convention de mise à disposition de locaux au bénéfice de l'Association Alliance Française de Montpellier	439
MD2019-548	Décision autorisant deux heures de stationnement gratuit dans les parkings gérés par Montpellier Méditerranée Métropole durant un week-end	441
MD2019-550	Décision relative à la clôture de la régie d'avances de la Direction des Ressources Humaines	443
MD2019-554	Décision relative à une convention d'autorisation d'occupation du domaine public avec la société France.Tv Studio	445
MD2019-570	Décision relative à une convention de mise à disposition de locaux au bénéfice de l'Association Alliance Française de Montpellier	447
MD2019-577	Décision d'ester en justice "Requête n°1802476-4 TA - Claudette CANTIN"	449



Direction de la Communication

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au Marché n°
M8C0007CO - Achat de prestations
d'affichage publicitaire sur le mobilier
urbain PISONI**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Abdi EL KANDOSSI en qualité de Conseiller délégué,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOSSI dans le domaine de « Communication ; Développement du très haut débit et lutte contre la fracture numérique »,

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole développe une politique de communication extérieure cohérente, permettant non seulement d'affirmer sa notoriété et son image de marque, mais aussi d'informer les citoyens des actions qu'elle mène. Dans le cadre des opérations de communication

qu'elle réalise, Montpellier Méditerranée Métropole effectue des campagnes de promotion de l'image de la Métropole et de ses événements, à ce titre, elle effectue des achats d'espace publicitaire dans les médias nationaux comme locaux ainsi que dans des réseaux d'affichage urbain de proximité.

- que compte tenu de l'exclusivité des droits pour la commercialisation des espaces publicitaires, du caractère unique de chacun des réseaux en terme géographique, spatial et de disponibilité, une procédure a été lancée conformément à l'article 42-3° de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et l'article 30-I 3° du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sous la forme d'un marché à bons de commande sans minimum ni maximum pour une durée d'un an renouvelable trois fois.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M8C0007CO Achat de prestations d'affichage publicitaire sur le mobilier urbain à l'entreprise PISONI.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Métropole, chapitre 930, 933, 936 et 937.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **07 MAI 2019**

Monsieur le Conseiller métropolitain délégué
Abdi EL KANDOUSSI

07 MAI 2019

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-24340017-20190101-73843-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

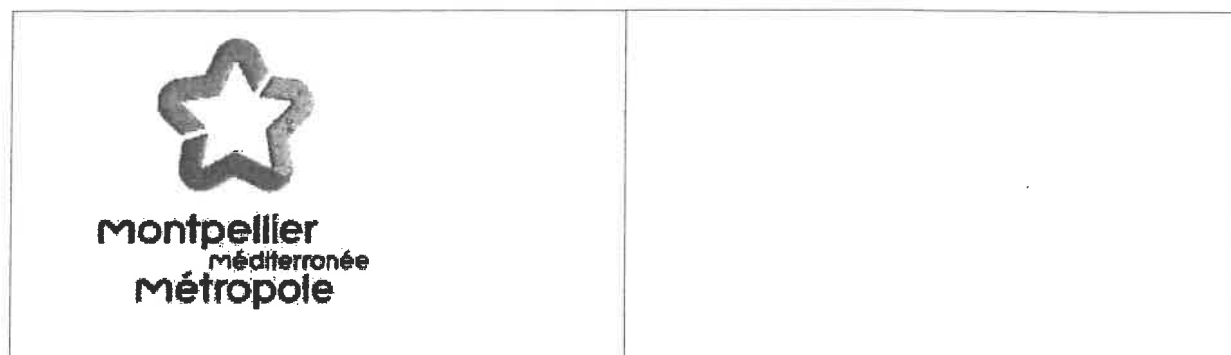
Envoi Préfecture :

07 MAI 2019

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Communication

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°
M8C0008CO - Achat de prestations
d'affichage publicitaire sur le mobilier
urbain CLEAR CHANNEL**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI en qualité de Conseiller délégué,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI dans le domaine de « Communication ; Développement du très haut débit et lutte contre la fraction numérique »,

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole développe une politique de communication extérieure cohérente, permettant non seulement d'affirmer sa notoriété et son image de marque, mais aussi d'informer les citoyens des actions qu'elle mène. Dans le cadre des opérations de communication

qu'elle réalise, Montpellier Méditerranée Métropole effectue des campagnes de promotion de l'image de la Métropole et de ses événements, à ce titre, elle effectue des achats d'espace publicitaire dans les médias nationaux comme locaux ainsi que dans des réseaux d'affichage urbain de proximité.

- que compte tenu de l'exclusivité des droits pour la commercialisation des espaces publicitaires, du caractère unique de chacun des réseaux en terme géographique, spatial et de disponibilité, une procédure a été lancée conformément à l'article 42-3° de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et l'article 30-I 3° du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sous la forme d'un marché à bons de commande sans minimum ni maximum pour une durée d'un an renouvelable trois fois.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M8C0008CO Achat de prestations d'affichage publicitaire sur le mobilier urbain à l'entreprise CLEAR CHANNEL.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Métropole, chapitre 930, 933, 936 et 937.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 07 MAI 2019

Monsieur le Conseiller métropolitain délégué
Abdi EL KANDOUSSI

Publiée le : 07 MAI 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034- 243400017 - 20190101- 73848-CC-H

Acte Certifié exécutoire

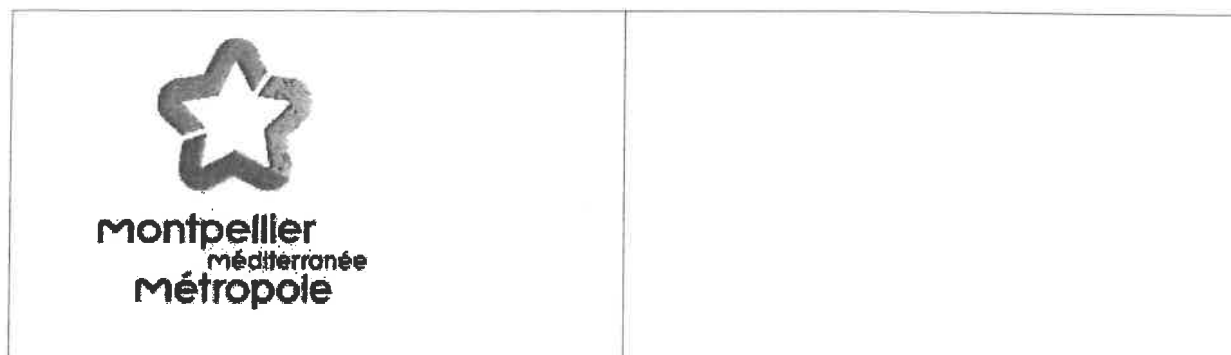
Envoi Préfecture :

07 MAI 2019

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Communication

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M8D0016CO - Achat de prestations
d'affichage publicitaire sur le mobilier
urbain MEDIAFFICHE**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Abdi EL KANDOOUSSI en qualité de Conseiller délégué,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOOUSSI dans le domaine « Communication, Développement du très haut débit et lutte contre la fracture numérique »

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole développe une politique de communication extérieure cohérente, permettant non seulement d'affirmer sa notoriété et son image de marque, mais aussi d'informer les citoyens des actions qu'elle mène. Dans le cadre des opérations de communication qu'elle réalise, Montpellier Méditerranée Métropole effectue des campagnes de promotion de l'image de la Métropole et de ses événements, à ce titre, elle effectue des achats d'espace publicitaire dans les médias nationaux comme locaux ainsi que dans des réseaux d'affichage urbain de proximité.

- que compte tenu de l'exclusivité des droits pour la commercialisation des espaces publicitaires, du caractère unique de chacun des réseaux en terme géographique, spatial et de disponibilité, une procédure a été lancée conformément à l'article 42-3° de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et l'article 30-I 3° du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sous la forme d'un marché à bons de commande sans minimum ni maximum pour une durée d'un an renouvelable trois fois.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M8D0016CO Achat de prestations d'affichage publicitaire sur le mobilier urbain à l'entreprise MEDIAFFCIHE.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Métropole, chapitre 930, 933, 936 et 937.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **07 MAI 2019**

Monsieur le Conseiller métropolitain délégué
Abdi EL KANDOUSSI



Publiée le : **07 MAI 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

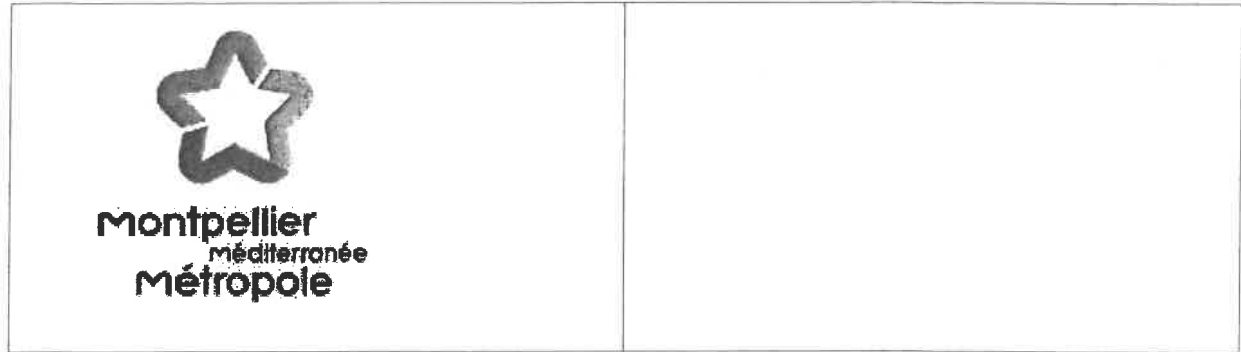
034-243400017-20190101-73850-CC-14

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **07 MAI 2019**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Communication

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M8D0017CO - Achat de prestations
d'affichage publicitaire sur le mobilier
urbain JC DECAUX**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Abdi EL KANDOUCI en qualité de Conseiller délégué,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOUCI dans le domaine « Communication, Développement du très haut débit et lutte contre la fracture numérique »

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole développe une politique de communication extérieure cohérente, permettant non seulement d'affirmer sa notoriété et son image de marque, mais aussi d'informer les citoyens des actions qu'elle mène. Dans le cadre des opérations de communication qu'elle réalise, Montpellier Méditerranée Métropole effectue des campagnes de promotion de l'image de la Métropole et de ses événements, à ce titre, elle effectue des achats d'espace publicitaire dans les médias nationaux comme locaux ainsi que dans des réseaux d'affichage urbain de proximité.

- que compte tenu de l'exclusivité des droits pour la commercialisation des espaces publicitaires, du caractère unique de chacun des réseaux en terme géographique, spatial et de disponibilité, une procédure a été lancée conformément à l'article 42-3° de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et l'article 30-I 3° du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sous la forme d'un marché à bons de commande sans minimum ni maximum pour une durée d'un an renouvelable trois fois.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M8D0017CO Achat de prestations d'affichage publicitaire sur le mobilier urbain à l'entreprise JC DECAUX.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Métropole, chapitre 930, 933, 936 et 937.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **14 MAI 2019**

Monsieur le Conseiller métropolitain délégué
Abdi EL KANDOUSSI



Publiée le : **14 MAI 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034- 243400017- 20190101- 73852- CC-H

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

14 MAI 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au renouvellement de
l'adhésion à l'Association des
Développeurs et des Utilisateurs de
Logiciels Libres pour les Administrations
et les Collectivités Territoriales
(ADULLACT)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat » ;
- VU l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Association des Développeurs et des Utilisateurs de Logiciels Libres pour les Administrations et les Collectivités Territoriales (ADULLACT) dont l'objectif est de promouvoir et développer des « logiciels libres » au sein de nos organismes publics, arrivée à terme au 31 mars 2019 ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de maintenir l'adhésion 2019 à l'ADULLACT.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser le renouvellement de l'adhésion 2019 à l'Association des Développeurs et des Utilisateurs de Logiciels Libres pour les Administrations et les Collectivités Territoriales (ADULLACT) au tarif annuel de 4 000 € HT (TVA à 0 %) conformément aux statuts de l'association. Le représentant de la Métropole pour siéger au sein des assemblées générales de l'association est Madame Chantal MARION.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer le bulletin d'adhésion ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 MAI 2019**
Monsieur le Président,

Philippe SAURE



Publiée le : **28 MAI 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

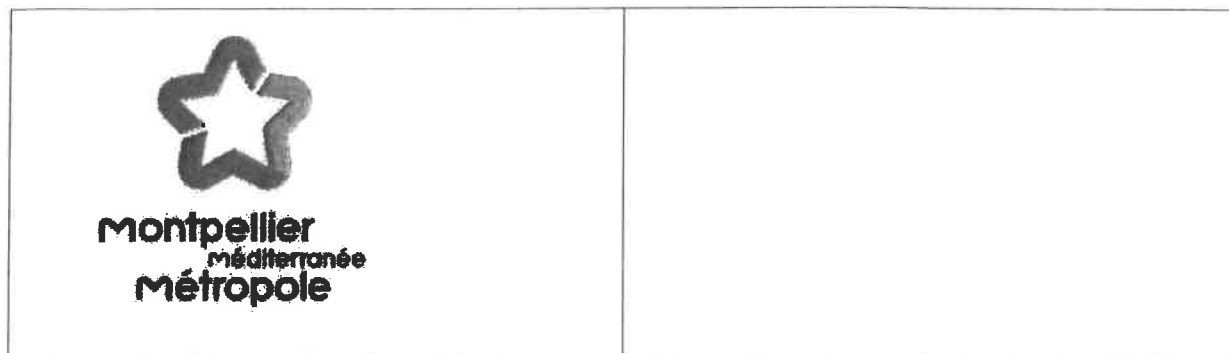
034-24300012 - 2019 0101 - 8806 - AJ

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **28 MAI 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un échange foncier avec
soulte - SCI CHARLY - Rue de la Billière -
Commune de Cournonsec

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la décision du Président n° D2017-936 du 18 décembre 2017 relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public de la parcelle AD 122 sur la commune de Cournonsec,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 €,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'avis de France Domaine n° 2018-087 V 1287 en date du 9 novembre 2018,

- VU la demande d'échange foncier entre la parcelle AD 122 contre les parcelles AD 119 et AD 121, en vue de rectifier le positionnement de la clôture faite par la SCI Charly, représentée par Monsieur Joulié,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de céder à la SCI Charly la parcelle AD 122 de 181 m², issue du domaine public, afin de permettre la régularisation de l'implantation de la clôture,
- **CONSIDERANT** que la SCI Charly cède en contrepartie, les parcelles AD 119 et AD 121 pour une superficie totale de 259 m², déjà aménagées en voirie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole vend à la SCI Charly représentée par Monsieur Joulié, la parcelle cadastrée AD 122 d'une superficie de 181 m², située rue de la Billière à Cournonsec, préalablement désaffectée et déclassée.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la SCI Charly, les parcelles AD 119 et AD 121 d'une superficie respective de 240 m² et 19 m², soit une superficie totale de 259 m².

ARTICLE 3 : L'échange foncier est basé sur un montant de 15 €/m² conformément à l'avis des Domaines, soit une soulte de 1170 euros pour une différence de 78 m² au profit de la SCI Charly. Une indemnité sera versée à la SCI pour report de clôture sur une partie du linéaire pour un montant de 2730 euros.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 MAI 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 20 MAI 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

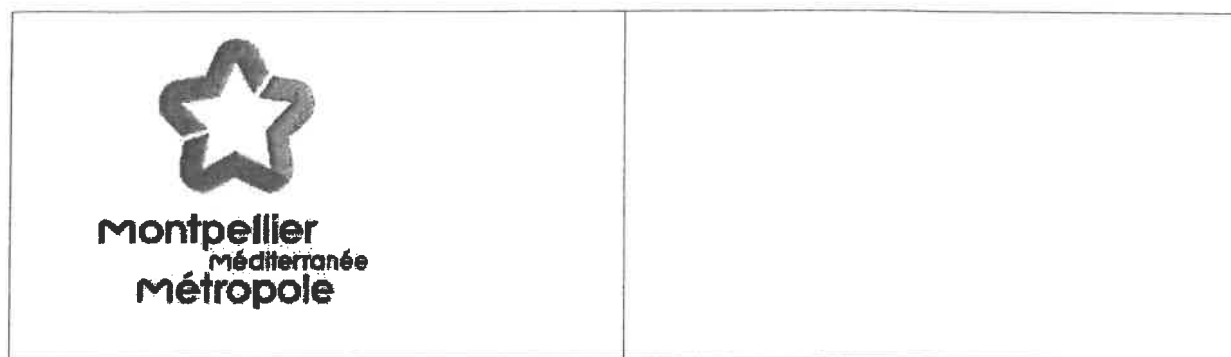
024-20190017-20190101 2144-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20 MAI 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances (VM)
Service Actionnariat et Partenariats

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de
l'adhésion à France Urbaine -
Exercice 2019**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Max LEVITA en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil au Président, notamment celle d'autoriser au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA dans le domaine des « Finances » ;

CONSIDÉRANT :

- que l'association France urbaine, née de la fusion de l'Association des Maires de Grandes Villes de France et de l'Association des Communautés Urbaines de France, regroupe les élus des métropoles, des grandes communautés et des villes centres ou périphériques et qu'elle compte, 97 membres de toutes tendances politiques confondues, représentant près de 30 millions d'habitants ;
- qu'elle a pour objectif de promouvoir le fait urbain auprès des pouvoirs publics et de tous les citoyens. Dans un dialogue renouvelé avec l'Etat, l'association participe pleinement à la structuration du monde urbain dans notre pays et à l'attractivité de tout son territoire. En développant des services auprès de ses membres afin de mieux répondre aux enjeux auxquels ils sont confrontés, elle apporte une réflexion nouvelle dans les débats locaux, nationaux, européens et internationaux ;

- que l'association est organisée en 4 collèges représentant toute la diversité urbaine : Métropoles et Communautés urbaines, Communautés d'Agglomération, Villes, et Villes et Communautés d'Ile-de-France. Elle est administrée par un Conseil d'Administration de 38 membres et un bureau de 14 élus ;

- que pour l'année 2019, la cotisation a été fixée à 0,13 € par habitant, soit pour Montpellier Méditerranée Métropole: $0,13 \times 465\,407$ habitants (source www.banatic.interieur.gouv.fr) = 60 502,91 €.

D E C I D E

ARTICLE 1 : De renouveler l'adhésion à l'Association France Urbaine pour l'exercice 2019, dont le montant de cotisation s'élève à 60 502,91 € TTC.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits inscrits en nature 6281, chapitre 930.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation de fonction, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 MAI 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUJES



Publiée le : 20 MAI 2019

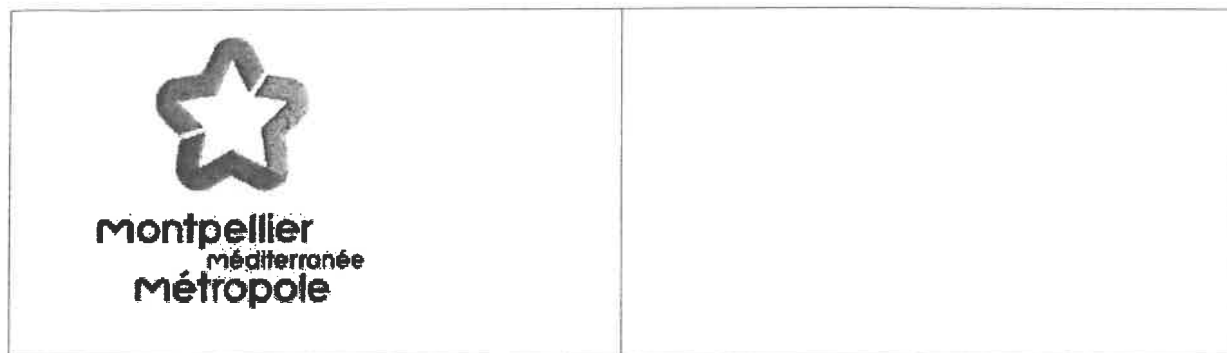
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

024-24300017-618-0101-8551-AJ
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20 MAI 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Conservatoire**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Convention de mise à disposition de salles
pour l'organisation d'un stage d'orchestre
par l'Association des Parents d'Élèves du
Conservatoire à Rayonnement Régional de
Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,

- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,

VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,

- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider, alinéa 1.5 de la délibération n°M2018-756 du 21 décembre 2018, d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole, ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,

- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture»,

- **CONSIDERANT** la demande de l'Association des Parents d'Élèves – APEC - du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole – CRR - de disposer d'espaces dans le cadre de l'organisation d'un stage de niveau européen,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La mise à disposition de l'APEC de locaux, par le CRR pour permettre le déroulement d'un stage d'orchestre de niveau européen, qui aura lieu du 1^{er} au 12 Août 2019.

ARTICLE 2 : Le CRR s'engage, à mettre gracieusement à disposition de l'APEC les locaux suivants : les salles 36/37 et la chapelle haute du site de Candolle, 3 rue de Candolle à Montpellier, sous la responsabilité de la présidente de l'Association, madame Marie -Thérèse SALES. Si nécessaire d'autres salles pourront être mises à disposition de l'APEC.

ARTICLE 3 : Ce stage fera l'objet d'une programmation assurée par trois chefs d'orchestre de nationalités différentes : anglaise, allemande et française. 25 musiciens anglais, 25 musiciens allemands et 50 musiciens français de tous pupitres y participeront. Trois œuvres de compositeurs originaires de chacune des trois nationalités précitées seront jouées lors de ce stage.

ARTICLE 4 : L'APEC assurera l'organisation du stage . Les élèves étrangers seront accueillis dans les familles des musiciens du CRR.

ARTICLE 6 : La convention de mise à disposition gracieuse prendra fin le le 12 août 2019.

ARTICLE 7: D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisé à signer la convention, visée à l'article 1 conformément.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **10 MAI 2019**
Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **10 MAI 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034 - 243400017 - 20190101 - 80219CC - 14

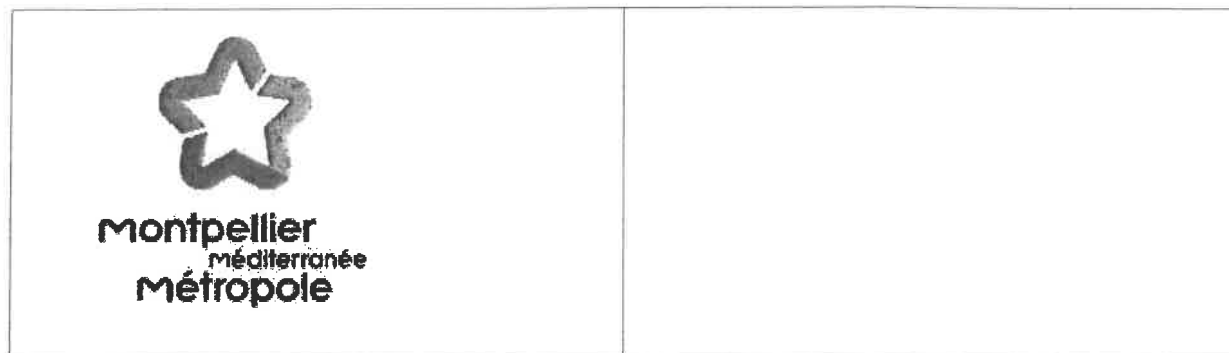
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

10 MAI 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Conservatoire**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une procuration de
délivrance de leg de partitions et
compositions musicales au Conservatoire à
Rayonnement Régional de Montpellier
Méditerranée Métropole par Monsieur
Lucien André SOUC**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que l'acceptation, par le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, du don fait par monsieur Lucien SOUC, en son vivant musicien à la retraite, de l'ensemble de son œuvre musicale et compositions, permettra aux élèves dudit Conservatoire d'avoir accès à un ensemble de pièces musicales très diverses.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'accepter ce leg de partitions, à titre particulier, qui viendra enrichir le parc des oeuvres musicales du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : De donner procuration de délivrance de leg pour autoriser tout collaborateur de l'étude de Maître André BONNAMY, notaire à Montpellier, à signer et passer tous les actes de la déclaration de succession en lieu et place du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation de fonction à signer la procuration, visée à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 MAI 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 13 MAI 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034- 24340017- 2019001- 84338-AR-1-1

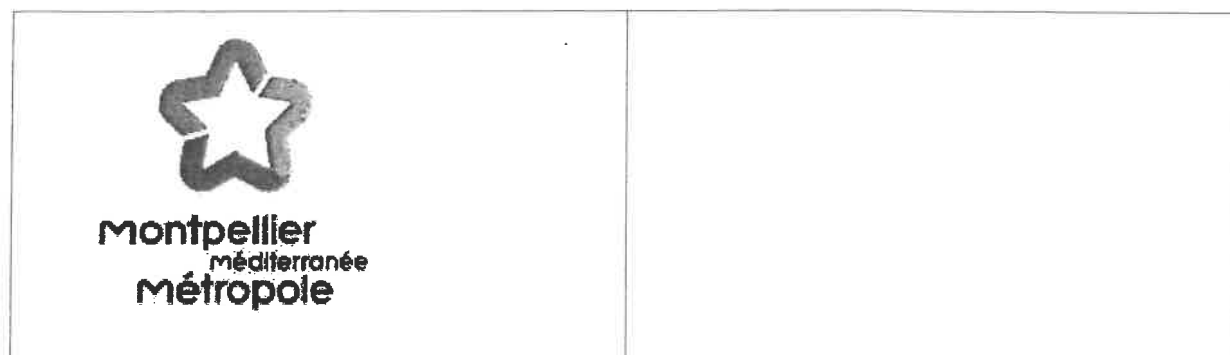
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

13 MAI 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un avenant n°1 au
marché n°4999EA17
"Renouvellement du réseau d'eaux usées
de la route de Lodève sur la commune de
Montpellier"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GAMLABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- VU la décision N°MD2018-435 du 03/05/2018 attribuant le marché 4999 Renouvellement du réseau d'eaux usées de la route de Lodève sur la commune de Montpellier au groupement SADE CGTH/RAZEL BEC dont le mandataire est l'entreprise SADE CGTH sise Centre de travaux de

Montpellier – ZI – 820 rue de la Marbrerie – BP 70033 – 34741 Vendargues Cedex, pour un montant de 275 235 euros HT et pour une durée de 15 semaines,

CONSIDERANT :

- Que l'exploitant du réseau d'eaux usées a demandé l'exécution de prestations complémentaires,
- Que des arrêts de chantiers suite à la découverte de réseaux inconnus sont intervenus,
- Qu'il a été nécessaire de modifier la nature de la canalisation posée,

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché 4999 Renouvellement du réseau d'eaux usées de la route de Lodève sur la commune de Montpellier avec le groupement SADE CGTH/RAZEL BEC dont le mandataire est l'entreprise SADE CGTH sise Centre de travaux de Montpellier – ZI – 820 rue de la Marbrerie – BP 70033 – 34741 Vendargues Cedex, pour un montant de 30 181,30€ HT.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 07 MAI 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOUEBES



Publiée le : 07 MAI 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

036-24360007-20190101-81277-AU-14

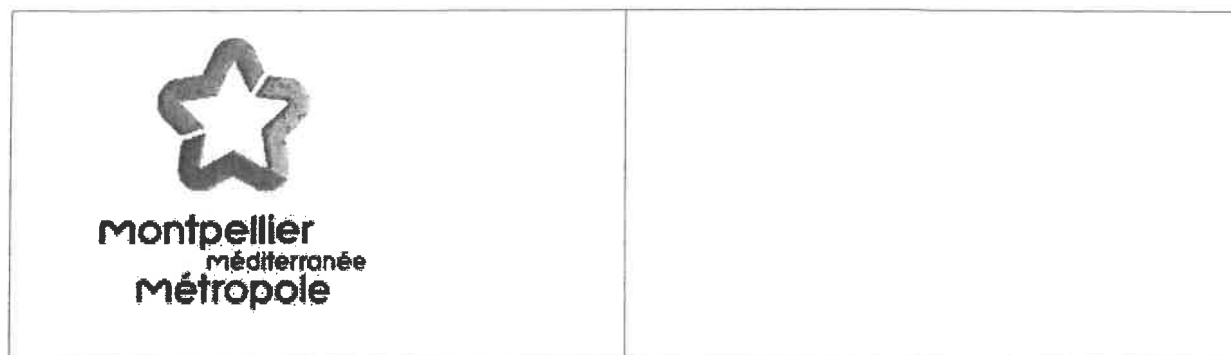
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

07 MAI 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition des
parcelles BR 655 et BR 659 rue Lakanal -
Commune de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par l'exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'accord de la SARL JBMB par mail en date du 15 mars 2019, pour céder à l'euro symbolique, les parcelles cadastrées BR 655 et BR 659 d'une emprise totale de 9 m² situées rue du Faubourg du Boutonnet et rue Lakanal sur la commune de Montpellier,
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu de classer dans le domaine public les parcelles cadastrées BR 655 et BR 659 en vue de l'alignement de la rue Lakanal à Montpellier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la SARL JBMB les parcelles cadastrées BR 655 et BR 659 d'une emprise totale 9 m², situées 46 rue du Faubourg du Boutonnet et rue Lakanal sur la commune de Montpellier, en vue de l'alignement de la rue Lakanal.

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie à un euro pour tout prix avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu.

ARTICLE 3 : L'acte de transfert de propriété sera constaté par acte notarié, aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole. Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Métropole.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 MAI 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **13 MAI 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

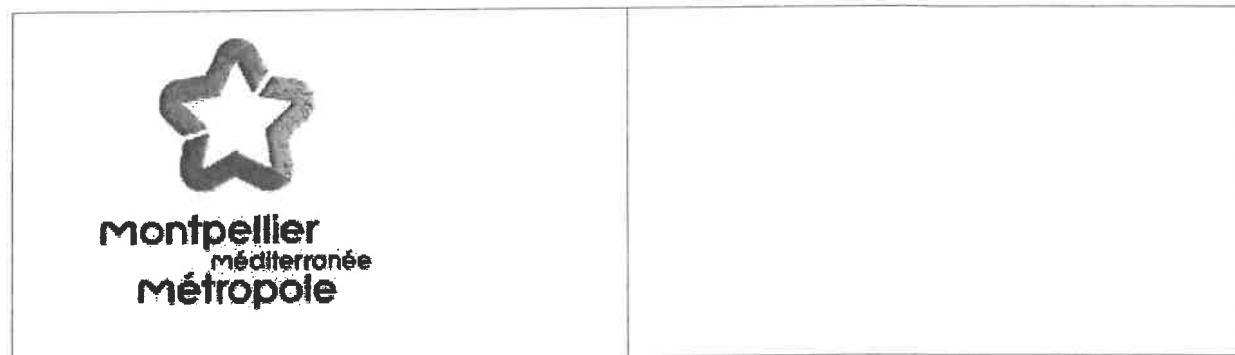
034- 243400017- 20190101- 81297- AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **13 MAI 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Communication

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M9B0047CO - Achat d'espace
publicitaire pour le supplément Odyssée de
la Pétanque MIDI LIBRE**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI dans le domaine de « Communication ; Développement du très haut débit et lutte contre la fracture numérique »,

CONSIDERANT :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA afin de choisir un prestataire pour l'impression et la parution d'un supplément pour l'événement « L'Odyssée de la pétanque »,

- Qu'à la suite d'une procédure de marché sans publicité ni mise en concurrence, et conformément à l'article 30 I 10° du décret 2016-360 du 25 mars 2016, la société MIDIMEDIA a présenté une offre économiquement avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n° M9B0047CO à l'entreprise MIDIMEDIA, pour un montant de 30 000 euros HT.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **27 MAI 2019**

Monsieur le Conseiller métropolitain délégué
Abdi EL KANDOUSSI



Publiée le : **27 MAI 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

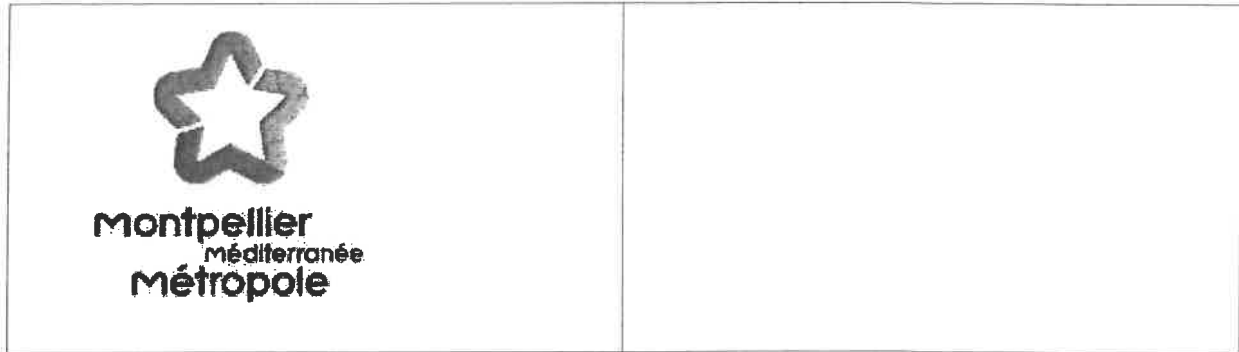
031-2131 17-2019 0101-81540-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **27 MAI 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Communication

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M9B0046CO Achat d'espace publicitaire
dans le guide Pitchouns La Gazette de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI dans le domaine de « Communication ; Développement du très haut débit et lutte contre la fracture numérique »,

CONSIDERANT :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA afin de choisir un prestataire pour la parution de 4 pages dans un guide « Pitchouns » ;

- Qu'à la suite d'une procédure de marché sans publicité ni mise en concurrence, et conformément à l'article 30 I 10° du décret 2016-360 du 25 mars 2016, la société La Gazette de Montpellier a présenté une offre économiquement avantageuse ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché N°M9B0046CO à l'entreprise LA GZETTE DE MONTPELLIER, pour un montant de 27 073 euros HT.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **27 MAI 2019**

Monsieur le Conseiller métropolitain délégué
Abdi EL KANDOUSSI

Publiée le : **27 MAI 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

074 - 24 345 00 17 - 20190101-81545-CE

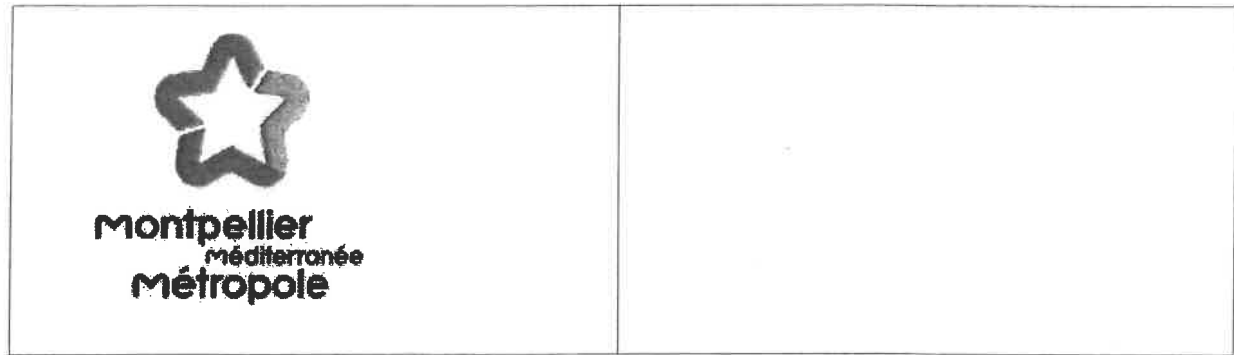
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **27 MAI 2019**

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Unité Assurances

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°M8D5196AJ
- Souscription des contrats d'assurance
permanents de Montpellier Méditerranée
Métropole - Lots 2,3,5 et 6 - Attributions

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté du Président portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration générale, Contentieux, et Affaires juridiques et Protocole » ;

CONSIDERANT :

- qu'une procédure a été lancée conformément aux dispositions des articles 25-I.1° et 67 à 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ;

- que ce marché est divisé en 7 lots désignés comme suit :
Lot 1 : « Risques Automobiles »,
Lot 2 : « Risques de dommages aux biens – 1^{ère} ligne »,
Lot 3 : « Risques de dommages aux biens – 2^{ème} ligne »,
Lot 4 : « Tous risques expositions et objets d'art »,
Lot 5 : « Risques de responsabilité »,
Lot 6 : « Risques d'atteintes à l'environnement »,
Lot 7 : « Protection juridique de la Métropole et Protection Fonctionnelle des Agents et des Elus » ;
- que le lot 2 à 6 du marché 3428AJ 13 ont fait l'objet d'un avenant de prolongation ;
- que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants et pondérés de la manière suivante :
 - Valeur technique au regard du mémoire technique 60%
(Qualité des garanties : 50% - Suivi et Gestion des Sinistres : 10%),
 - Prix : 40% ;
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 12 mars 2019 a déjà traité du lot 1 ;
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 19 mars 2019 a classé les offres portant sur les lots 2, 3, 5 et 6 et choisi les candidats présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M8D5196AJ de Souscriptions des contrats d'assurances à :

Pour le lot 2 « Dommages aux biens – 1^{ère} ligne », variante 2, SMACL – 141 avenue Salvador Allende – 79031 NIORT cedex 9 - pour un montant de prime annuelle 320 696,80 € HT, soit 347 655,72 € TTC.

Le marché prend effet à compter de sa notification jusqu'au 31 décembre 2023.

Pour le lot 3 « Dommages aux biens – 2^{ème} ligne », variante 1 (dénommée « Offre de base »), cabinet VESPIEREN– 1 Avenue François Mitterand – 59290 WASQUEHAL - pour un montant de prime annuelle 38 900 € HT, soit 42 030,13 € TTC.

Le marché prend effet à compter de sa notification jusqu'au 31 décembre 2023.

Pour le lot 5 « Responsabilités », variante 2 (dénommée variante 1), cabinet PNAS – 159 Rue du Faubourg Poissonnière – 75009 PARIS - pour un montant de prime annuelle 57 393,23 € HT soit 71 222,60 € TTC.

Le marché prend effet à compter du 1^{er} mai 2019 ou de sa notification jusqu'au 31 décembre 2023.

Pour le lot 6 « Risques d'Atteintes à l'Environnement », variante, cabinet SARRE et MOSELLE – 17bis Avenue Poincaré – CS 80045 – 57401 SARREBOURG CEDEX - pour un montant de prime annuelle 16 550 € HT soit 18 042,80 € TTC.

Le marché prend effet à compter 1^{er} juin 2019 jusqu'au 31 décembre 2023.

ARTICLE 2 : De dire que les dépenses seront imputées sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

14 MAI 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée

Isabelle GUIRAUD



Publiée le : 14 MAI 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-263400017-20190101-81711-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

14 MAI 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5053DS18 -
Nettoyage des piscines Amphitrite, Jany,
Nakache, Neptune, Néréides, Poséidon,
Héracles et Spilliaert de Montpellier
Méditerranée Métropole - Avenant n°1**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives »,

- VU la décision n°MD2018-277 en date du 23 avril 2018 attribuant le marché n° 5053DS18 « Nettoyage des piscines Amphitrite, Jany, Nakache, Neptune, Néréides, Poséidon, Héraclès et Spilliaert de Montpellier Méditerranée Métropole » à l'entreprise Sud Service, sise à Castelnau-le-Lez (34171) – PA La Garrigue – BP 21, pour un montant forfaitaire de 98 683,26 € HT et des prestations ponctuelles rémunérées par application des prix du bordereau des prix unitaires avec un seuil maximum annuel de 10 000,00 € HT, sur sa durée d'un an,

CONSIDÉRANT :

- que les délais imposés par la procédure d'un lancement d'un nouveau marché rendent nécessaire une prolongation de la durée de ce lot, arrivant à échéance en mai 2019, pour une durée d'un mois supplémentaire, soit jusqu'au 30 juin 2019, afin d'assurer la continuité des prestations durant le temps d'achèvement de cette procédure de passation et de permettre de faire coïncider au mieux le démarrage des futures prestations avec la fin des anciennes, sans toutefois bouleverser l'économie du contrat au regard de son incidence financière limitée.

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n° 1 au marché n°5053DS18 « Nettoyage des piscines Amphitrite, Jany, Nakache, Neptune, Néréides, Poséidon, Héraclès et Spilliaert de Montpellier Méditerranée Métropole » avec l'entreprise Sud Service, sise à Castelnau-le-Lez (34171), avenant d'un montant de 9 223,61 € HT, portant le nouveau montant total estimatif du marché à 117 906,87 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 MAI 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Luc MEISSONNIER

Publiée le : 29 MAI 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

001-24300017-20190101-32041-cc

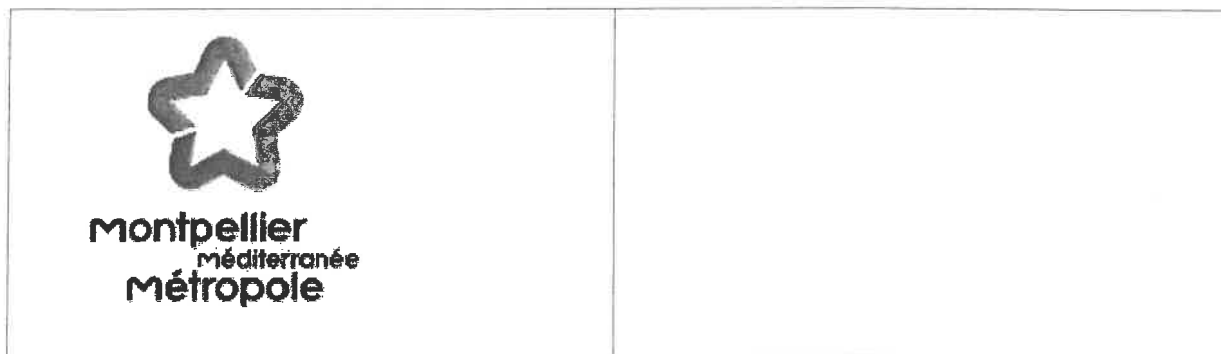
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 MAI 2019

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Gestion Multimodale des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché
n°5209DM18 - Etudes de modélisation
multimodale et dynamique**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO, en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine « Transports et Mobilité » ;
- VU les budgets primitifs 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole.

CONSIDERANT :

- que dans le cadre du modèle multimodal des déplacements, outil de simulation développé par Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de confier à une entreprise la réalisation d'études de modélisation multimodale et dynamique des déplacements, qui permettent d'évaluer la pertinence de projets routiers, de transports en commun ou d'aménagements cyclables ;

- qu'une procédure d'appel d'offres ouvert a été lancée, conformément aux articles 2-5-L.1 et 67 à 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, sous la forme d'un accord cadre à bons de commande avec maximum et un opérateur économique. Ces prestations ne font pas l'objet d'allotissement ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique au regard du mémoire technique (60%) ;
 - Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif (40%) ;
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 12 mars 2019, a choisi, après analyse, pour l'accord-cadre à bons de commande n°5209DM18 l'entreprise suivante, présentant l'offre économiquement avantageuse, au regard des critères posés dans le règlement de la consultation : EXPLAIN SAS, 36 rue de Paris, 93100 MONTREUIL.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°5209DM18 d'études de modélisation multimodale et dynamique des déplacements à l'entreprise EXPLAIN sise 36 rue de Paris, 93100 MONTREUIL, pour un montant maximum de 400 000 € HT sur la durée totale du marché. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an reconductible 3 fois.

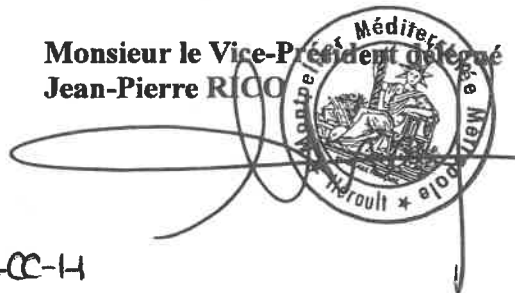
ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **07 MAI 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICO



Publiée le : **07 MAI 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034- 24360017-20190101-82002-CC-14

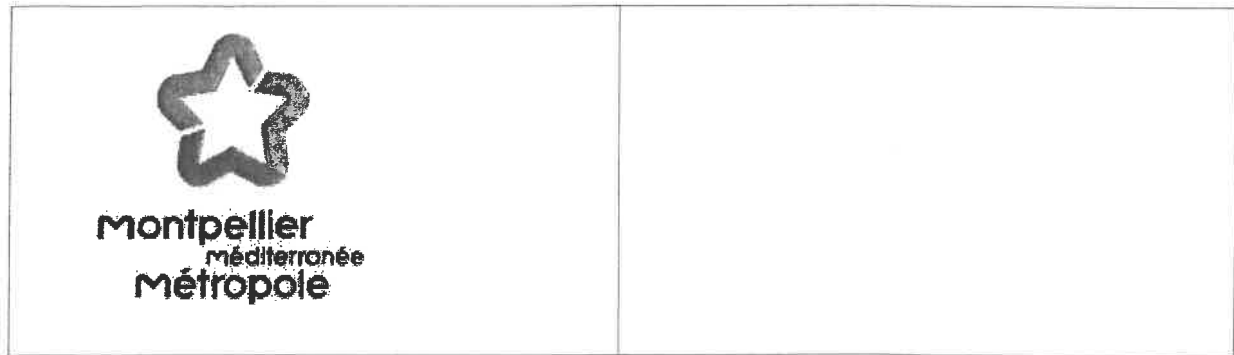
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

07 MAI 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'acquisition de diverses
parcelles sises commune de Grabels -
Propriété DOMERGUE - Constitution de
réserves foncières pour mesures
compensatoires environnementales**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la promesse unilatérale de vente consentie par Mme Lucette DOMERGUE, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole pour la cession des parcelles lui appartenant, sises commune de Grabels, cadastrées BY 8, BY 16, BY 17, BY 18, BX 5, BX 6, BX 9 et BV 2 d'une superficie cadastrale totale de 742 218 m², moyennant le prix de 742 218 € toutes indemnités confondues,
- VU l'avis des services de France Domaine en date du 10 avril 2019,
- **CONSIDERANT** que l'acquisition des parcelles cadastrées BY 8, BY 16, BY 17, BY 18, BX 5, BX 6, BX 9 et BV 2, sises sur la commune de Grabels, s'inscrit dans le cadre de la constitution de réserves foncières pour anticiper les besoins en mesures compensatoires environnementales liés à l'urbanisation future du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert, auprès de Madame Lucette Domergue, les parcelles cadastrées BY 8, BY 16, BY 17, BY 18, BX 5, BX 6, BX 9 et BV 2, sises sur la commune de Grabels, d'une superficie cadastrale de 742 218 m².

ARTICLE 2 : L'acquisition aura lieu moyennant le prix de 742 218 € (sept cent quarante deux mille deux cent dix huit euros) toutes indemnités confondues, majoré des frais d'actes restant à la charge de la Métropole.

ARTICLE 3 : Si une révision du PLU de la commune de Grabels devait entraîner un changement du zonage naturel vers un zonage à urbaniser, un complément de prix correspondant à 50% de la plus-value générée par la cession de tout ou partie des terrains cités à l'article 1, sera versé par Montpellier Méditerranée Métropole à Madame Lucette DOMERGUE, dans un délai de 10 ans à compter de la signature de l'acte.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au chapitre 905 du budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'acte authentique d'acquisition de la parcelle visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 MAI 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **13 MAI 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

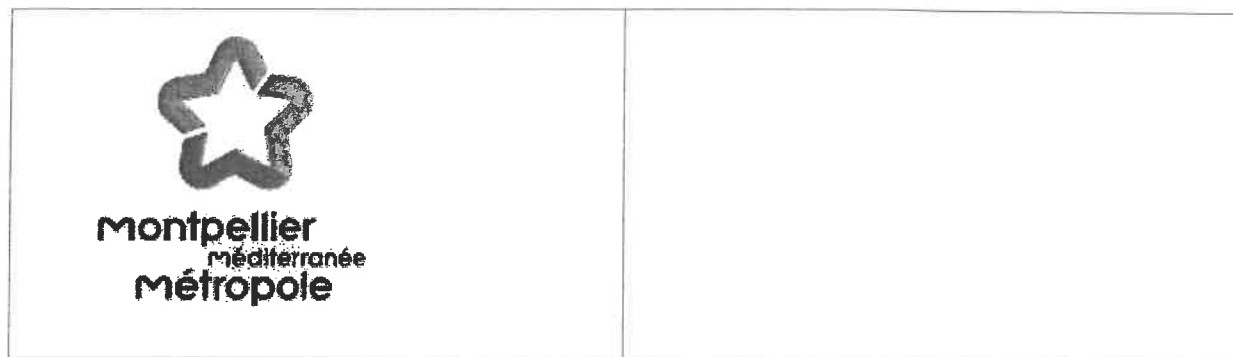
034-243400017-20190101-82144-AU-14

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **13 MAI 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'un
avenant n°1 à la convention d'amodiation
avec Monsieur Henri PIERANGELI dans
le parking Foch - Préfecture - Marché aux
Fleurs - Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret N°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Métropole Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté de délégation en fonction attribué à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine des transports et de la mobilité,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,

CONSIDERANT :

- que la gestion des parkings en ouvrage est devenue une compétence métropolitaine,
- que Monsieur Henri PIERANGELI a souscrit par convention en date du 01 septembre 2013, un contrat d'amodiation pour une place dans le parking Foch – Préfecture – Marché aux Fleurs pour une durée de 10 ans à compter du 01 novembre 2013.
- qu'en application de l'article VII. « Cessibilité et transmission du contrat », Monsieur Henri PIERANGELI souhaite céder ses droits sur la place de stationnement à sa disposition.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La convention d'amodiation signée le 01 septembre 2013 entre la Ville de Montpellier et Monsieur Henri PIERANGELI est modifiée par l'avenant n°1.

ARTICLE 2 : L'avenant n°1 a pour objet de préciser les conditions de changement de bénéficiaire de la place de stationnement n°556 située au 5^{ème} sous-sol du parking Foch – Préfecture.

ARTICLE 3 : Les flux financiers correspondant à cette opération seront réalisés directement entre Monsieur Henri PIERANGELI et l'acquéreur.

ARTICLE 4 : Monsieur le Vice-Président est autorisé à signer l'avenant n°1 à la convention d'amodiation visée à l'article 1.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 MAI 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **13 MAI 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017 - 201 90101-82601-CC-H

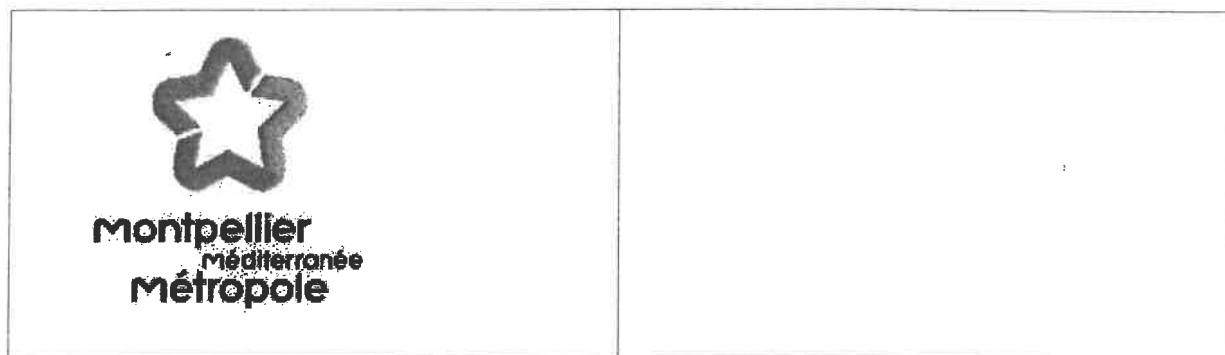
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

13 MAI 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au classement des voies et
accessoires de voirie "ZAC du Domaine
des Oliviers" - Transfert de biens -
Commune de Castelnau-le-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la mise à disposition ou le transfert des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées de la part des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ou de l'article L 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération n°2019/02-05 en date du 20 février 2019 du Conseil Municipal de la commune de Castelnau-le-Lez constatant le retour des ouvrages au titre de la Convention d'Aménagement de la ZAC « Domaine des Oliviers » et approuvant le transfert des parcelles en nature de voirie et accessoires à Montpellier Méditerranée Métropole,

CONSIDERANT :

- que dans le cadre de la convention relative aux conditions d'aménagement et d'équipements de la Zone d'Aménagement Concerté « Le Domaine des Oliviers » conclue entre la commune de Castelnau-le-Lez et GGL GROUPE, il était convenu d'un retour des équipements publics de cette zone, à titre gratuit,

- qu'en application des dispositions de l'article L. 5217-5 du Code général des collectivités territoriales, il convient de mettre en œuvre les modalités de transfert, dans le patrimoine de la Métropole, des biens et droits à caractère mobilier ou immobilier de la Ville de Castelnau-le-Lez utilisés pour l'exercice des compétences transférées en application des dispositions de l'article L. 5217-2 du même code.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le transfert dans son patrimoine, par la Commune de Castelnau-le-Lez des biens énumérés ci-dessous :

Commune de Castelnau-le-Lez :

Section	N°	Lieudit	Surface
BV	119	565, chemin des Libellules	00 ha 00 a 34 ca
BV	143	Mas Baduel	00 ha 20 a 52 ca
BV	163	Cantegril	00 ha 02 a 56 ca
BV	180	Cantegril	00 ha 23 a 25 ca
BV	198	Mas Baduel	00 ha 21 a 93 ca
BV	211	Cantegril	00 ha 07 a 72 ca
BV	215	Cantegril	00 ha 02 a 54 ca
BV	228	Cantegril	00 ha 00 a 24 ca
BV	239	375, chemin des Papillons	00 ha 00 a 25 ca
BV	241	Chemin des Papillons	00 ha 00 a 02 ca
BV	248	Chemin des Papillons	00 ha 01 a 39 ca
BV	249	876, chemin des Papillons	00 ha 00 a 24 ca
BV	250	Chemin des Papillons	00 ha 00 a 30 ca
BV	251	620, chemin des Coccinelles	00 ha 00 a 61 ca
BV	268	Cantegril	00 ha 77 a 50 ca
BV	271	Cantegril	00 ha 05 a 16 ca
BV	279	Cantegril	00 ha 00 a 70 ca
BV	280	Cantegril	00 ha 00 a 14 ca
BV	290	Chemin des Papillons	00 ha 02 a 52 ca

Total surface : 01 ha 67 a 93 ca

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à titre gratuit. L'acte notarié sera établi aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **10 MAI 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **10 MAI 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034- 243400017- 20190101-82686-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

10 MAI 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant 2 à la
convention d'occupation du domaine
public passée avec la société QUALTERA
pour une extension de sa surface au sein du
bâtiment MIBI**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-694 du 21 décembre 2018 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2019 au sein du bâtiment MIBI,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines « Développement économique ; enseignement supérieur ; recherche et innovation ; French Tech et artisanat ; planification urbaine (SCoT, PLUi), urbanisme, aménagement et renouvellement, urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme »,

- Vu la convention d'occupation du domaine public en date du 1^{er} décembre 2016, modifiée par avenant en date du 10 août 2018, passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise QUALTERA pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI,

- CONSIDERANT :

- que la société QUALTERA souhaite restituer un module au 1^{er} étage et, dans le même temps, accroître sa surface au rez-de-chaussée du MIBI,

- qu'il peut être réservé une suite favorable à cette demande.

DECIDE

ARTICLE 1 : Un avenant à la convention d'occupation du domaine public est conclu à compter de sa date de notification entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise QUALTERA pour la restitution d'une surface de 13,50m² constituée du module B1.41 et, dans le même temps, la location d'une surface de 22,00m² constituée du module B0.22 au MIBI.

ARTICLE 2 : A compter du 1^{er} mai 2019, la surface occupée par la société QUALTERA passe de 208,81m² à 217,31m².

ARTICLE 3 : A compter de cette date, la durée d'occupation de cette nouvelle surface est consentie jusqu'au terme de la convention d'occupation initiale, soit jusqu'au 30 novembre 2019, renouvelable de manière expresse par période de trois ans.

ARTICLE 4 : A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par l'entreprise QUALTERA pour cette nouvelle surface de 217,31m² qu'elle occupe dans le bâtiment MIBI s'élève à 2 996 ,71 euros conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°M2018-694 du Conseil en date du 21 décembre 2018.

ARTICLE 5 : La recette résultant de la présente décision est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 6 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant à la convention visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 MAI 2019
Monsieur le Président,

Philippe SAUREL



Publiée le : 28 MAI 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

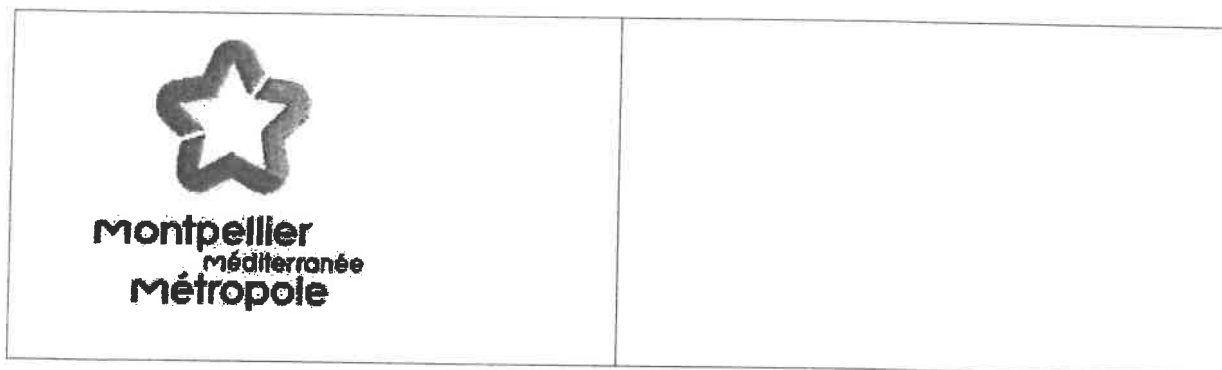
03M-2M3M 0017 - 20190101-83209.CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 MAI 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la résiliation du marché
n°4373AT16 d'entretien de l'éclairage
public de Sussargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans les domaines de la Voirie et l'Espace public, et la mixité dans le parc de logement social public,
- VU le transfert de la commune de Sussargues à Montpellier Méditerranée Métropole du marché n°4373AT16 relatif aux travaux d'entretien de l'éclairage public de Sussargues, dont le titulaire est l'entreprise ALLEZ & Cie, pour un montant annuel estimatif de 15 399, 00 euros HT augmenté par avenant à 16 938, 90 € HT et pour une durée allant de la notification jusqu'au 31 décembre 2016, reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2019.

Considérant :

- Que le pôle Cadoule et Bérange, d'un commun accord avec l'entreprise titulaire ALLEZ & Cie, envisage la résiliation du marché n°4373AT16 relatif aux travaux d'entretien de l'éclairage public de Sussargues, à compter du 01 avril 2019, pour les motifs d'intérêt général suivants :
 - Inadaptabilité du marché aux vues des prestations à commander, notamment en volume, dans le cadre du transfert de la compétence voirie à Montpellier Méditerranée Métropole,
 - Optimisation des dépenses publiques, le nouveau marché, de surcroît attribué au même titulaire que le présent marché, étant économiquement plus avantageux,
 - Cohérence et continuité de la réalisation des prestations d'entretien et de travaux, assurant une meilleure gestion technique, administrative et financière ;
- Que la résiliation étant prononcée aux termes des accords verbaux entre la Métropole et la Société ALLEZ & Cie, cette dernière renonce à l'octroi d'une indemnisation, dans la mesure où la Société ALLEZ & Cie conserve à sa charge l'entretien et la maintenance de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Sussargues, en tant que membre du groupement ALLEZ/BONDON titulaire de l'accord-cadre n°4571AT16 – Lot 4 Pôle Cadoule et Bérange, notifié le 14 février 2017.

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la signature de la décision de résiliation du marché n°4373AT16 relatif aux travaux d'entretien de l'éclairage public de Sussargues.

Article 2 : La présente décision n'a aucune incidence financière.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la résiliation et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **07 MAI 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

Publiée le : **07 MAI 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034- 243400017- 20190101-83264-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

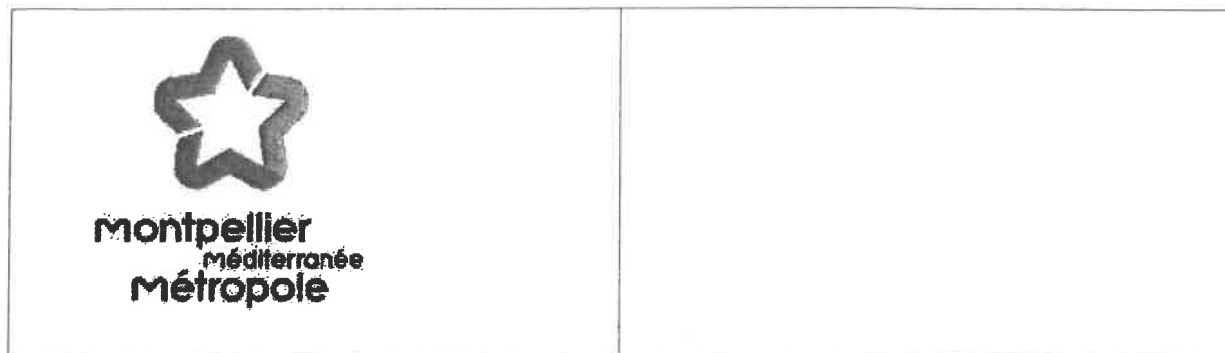
Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

07 MAI 2019



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la cession des parcelles
cadastrées AE 68, 69 et 71 situées à Saint
Georges d'Orques dans le cadre de la
création d'une aire de lavage d'engins
agricoles**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 €,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine de l'administration générale, du contentieux, des affaires juridiques et du protocole,
- VU la demande d'acquisition formulée par courrier en date du 9 novembre 2018 par Monsieur Jean-François AUDRIN Maire de la commune de Saint- Georges- d'Orques.
- VU l'avis des Domaines en date du 14 février 2019,

CONSIDERANT :

- que les parcelles AE 68 et 69, sises sur le commune de Saint-Georges-d'Orques, d'une superficie respective de 2 065 m² et 622 m² ont été acquises par Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la commune de Saint-Georges-d'Orques à l'euro symbolique le 11 avril 2016,

- que la parcelle AE 79 a été transférée par l'ancien SIVOM entre Vène et Mosson au titre des transferts de compétence à Montpellier Méditerranée Métropole le 4 décembre 2017.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à la commune de Saint-Georges-d'Orques les parcelles cadastrées AE 68, 69 et 79 situées sur le territoire de la commune, d'une superficie cadastrale cumulée de 3 998 m²

ARTICLE 2 : Cette cession a lieu moyennant le prix de 1 € symbolique (un euro). Les frais d'actes restant à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'acte de cession ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **10 MAI 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **10 MAI 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-83295-AU-1-1

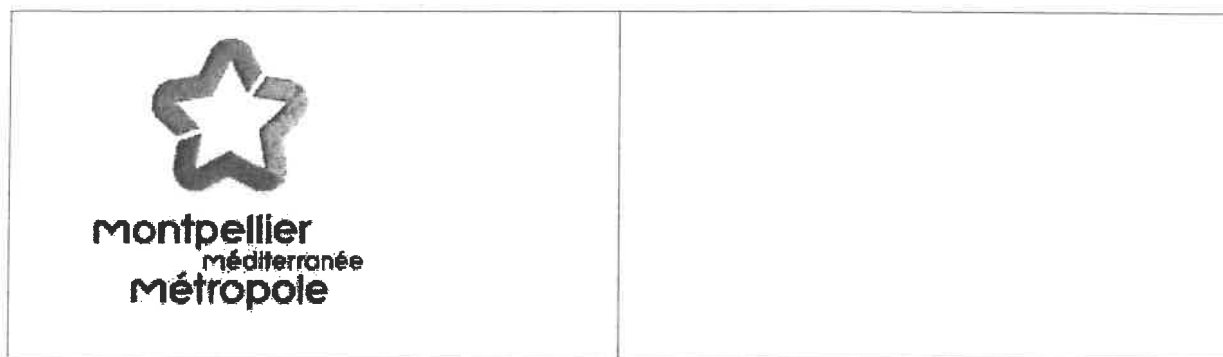
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

10 MAI 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°2 au marché
co-utilisé avec le CD34 n°4839AT17 de
fourniture et pose de signalisation - Lot 3
PPHM**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans les domaines de la Voirie et l'espace public, et de la Mixité dans le parc de logement social public,
- VU la décision n°D2017-529 de co-utilisation par le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole du marché n°4839AT17 relatif à la fourniture et pose de la signalisation verticale directionnelle, PPHM, de police, de chantier, de la signalisation d'information locale et d'équipements cyclables – Location et entretien de signalisation temporaire de chantier - Lot 3 Portiques potences et hauts mâts, sans montant maximum, pour une durée allant de la notification

jusqu'au 31/12/2017, reconductible 3 fois par période successive d'1 an, sans excéder le 31/12/2020.

Considérant :

- Que l'Indice de référence n°1567383 pour la révision de prix, indiqué initialement au CCAP du marché n°4939AT17 – Lot 3 PPHM, a été supprimé et remplacé par l'Indice n°010562760 – Indice des taux de salaire horaires des ouvriers – Métallurgies et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements (NAF rév. 2, niveau A38 CH) – Base 100 au T2 2017.
- Qu'il convient de passer un avenant modifiant le CCAP du marché n°4939AT17 – Lot 3 PPHM afin d'appliquer le nouvel indice dans la formule de révision des prix.

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché n°4839AT17 relatif à la Fourniture et pose de la signalisation verticale directionnelle, PPHM, de police, de chantier, de la signalisation d'information locale et d'équipements cyclables – Location et entretien de signalisation temporaire de chantier - Lot 3 Portiques potences et hauts mâts avec le Département de l'Hérault et la société AXIMUM sise 340 avenue des Bigos à Vendargues.

Article 2 : L'avenant n'a aucune incidence financière.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant/ le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **07 MAI 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

Publiée le : **07 MAI 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034 - 24 34 000 17 - 20190101- 83556-CC-11

Acte Certifié exécutoire

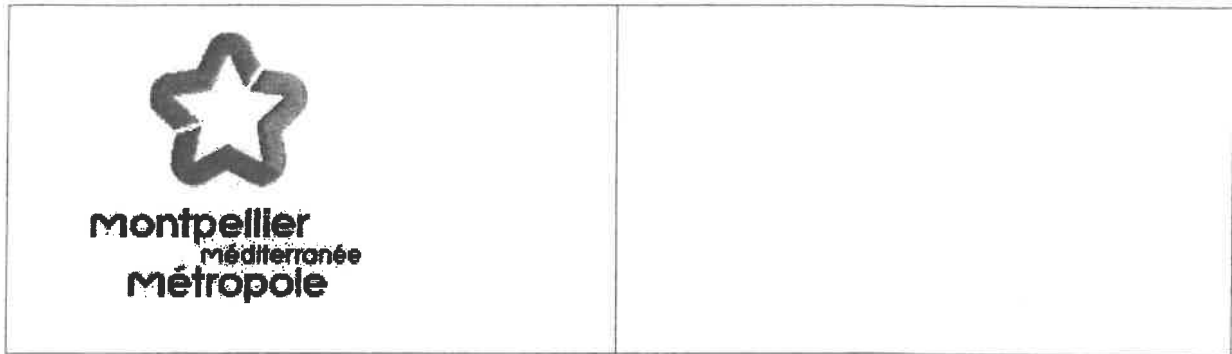
Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

07 MAI 2019



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service Pluvial Urbain

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'avenant n°3 au marché
4362EP16 de maintenance, entretien,
modifications et petites extensions du
réseau pluvial - Autorisation de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°14772 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président ;
- VU le code des marchés publics applicable en l'espèce et notamment ses articles 20 et 118 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président délégué à « la Voirie et l'Espace Public, et à la Mixité dans le parc de logement social public ».
- VU la décision n°2016-489 attribuant le marché 4362EP16 relatif à la maintenance, entretien, modifications et petites extensions du réseau pluvial à l'entreprise SCAM TP – Agence Sud-Est, sises à COURNONSEC 34660 pour un montant maximum annuel de 800 000 euros HT et pour une durée de 1 an reconductible 3 fois.
- VU les avenants 1 et 2 qui ont respectivement porté le montant maximum de chacune des 2 premières périodes annuelles à 839 920 € HT

CONSIDÉRANT :

- qu'à la suite de circonstances exceptionnelles imprévues (augmentation non prévisible des travaux de raccordement des logements neufs), le seuil maximum annuel de 800 000 € HT ayant été atteint avant la fin de 3^{ème} période, il convient d'augmenter ce seuil de 120 000 € HT, portant le montant maximum annuel de cette 3^{ème} période du marché à 920 000 € HT.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°3 au marché de maintenance, entretien, modifications et petites extensions du réseau pluvial à l'entreprise SCAM TP, avenant d'un montant de 120 000 euros H.T. Cet avenant n° 3 représente une augmentation de 15 % du montant maximum annuel de la troisième année, étant précisé que les 3 avenants cumulés représentent une augmentation de 6.245% du montant maximum sur la durée totale du marché, périodes de reconductions comprises.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer cet avenant et plus généralement tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **07 MAI 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

Publiée le : **07 MAI 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034 - 243400017 - 20190101 - 83587-AU-H

Acte Certifié exécutoire

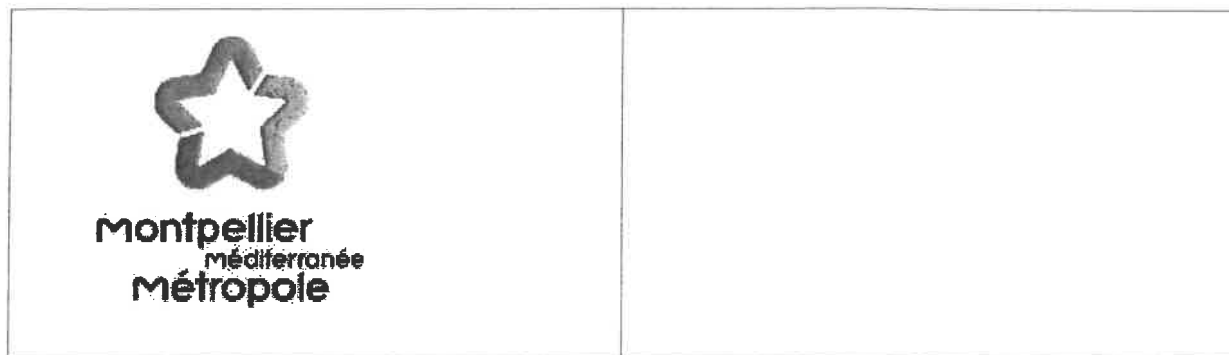
Envoi Préfecture :

07 MAI 2019

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une autorisation de
dépôt de permis de construire sur le site du
Domaine d'Ô à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable,

CONSIDERANT :

- que depuis le transfert de la partie nord du Domaine d'Ô au 1^{er} janvier 2018, Montpellier Méditerranée Métropole dispose de l'ensemble des droits et obligations du propriétaire sur la partie du site mise à sa disposition pour l'exercice de la compétence transférée ;
- que l'installation sur ce site d'un nouveau chapiteau de 22 mètres de diamètre, appartenant à l'association Balthazar, nécessite le dépôt d'un permis de construire ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole autorise l'association Balthazar à déposer une demande de permis de construire pour le chapiteau de 22 mètres de diamètre installé sur la partie nord du Domaine d'Ô.

ARTICLE 2 : Ces permis de construire concernent la partie du nord du Domaine d'Ô, située à Montpellier et pour laquelle Montpellier Méditerranée Métropole dispose de l'ensemble des droits et obligations du propriétaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

10 MAI 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 10 MAI 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

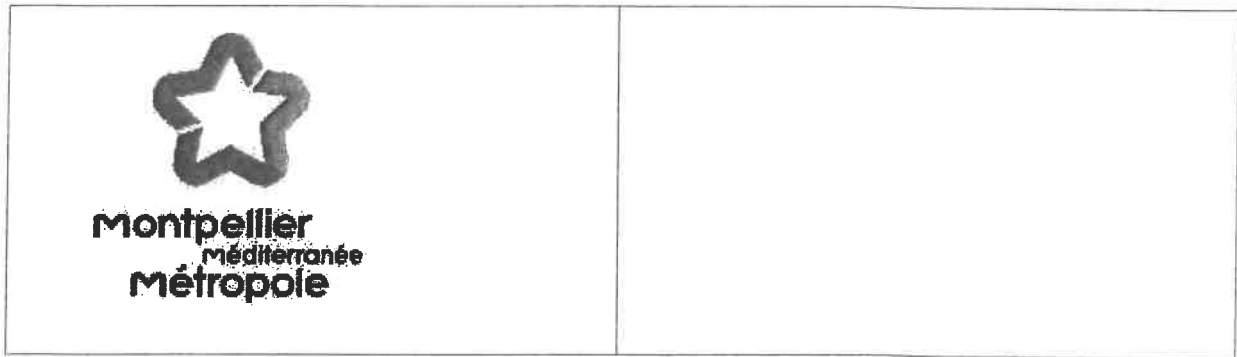
034- 243 40017 - 20190101-83688-AU-14

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 10 MAI 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de
parcelles en nature de voiries et espaces
communs - ZAC de l'Olivette - Commune
Le Crès

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la demande de rétrocession de parcelles en nature de voiries et espaces communs situés sur la commune du Crès formulée par GGL Groupe, afin de permettre le classement des emprises dans le domaine public de la Métropole,
- VU l'avis favorable du Pôle Vallée du Lez en date du 8 Avril 2019,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière des parcelles en nature de voiries et espaces communs de la ZAC de l'Olivette située sur la Commune du Crès.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de GGL Groupe les parcelles suivantes en nature de voiries :

Section	Numéro	Type	Surface (m2)
BV	30	Voirie	70
	80	Voirie	451
	81	Bassin	1898
	88	Voirie + EV	964
	94	Voirie	127
	119	Voirie	337
	120	Voirie	539
	129	Voirie	362
	131	Voirie	288
	135	Voirie	263
	140	Bassin + EV	2949
	142	Noüe	138
	145	Noüe	109

Total **8 495 m2**

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens vendus, à savoir des emprises intégrées dans la voirie, et des espaces communs.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Les parcelles seront intégrées au domaine public métropolitain.

ARTICLE 6 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

10 MAI 2019

Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le : 10 MAI 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034- 263408017 - 20190101- 83757-AU-14

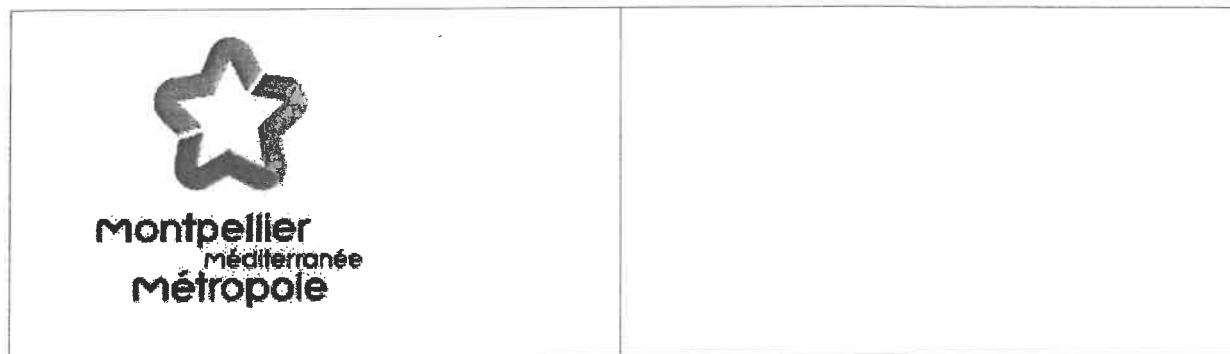
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

10 MAI 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'acquisition de
parcelles en nature de voiries et espaces
communs - ZAC Via Domitia - Communes
de Castelnau-le-Lez et Le Crès**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la demande de rétrocession de parcelles en nature de voiries et espaces communs situés sur la commune du Crès formulée par GGL Groupe, ainsi qu'une parcelle sur la commune de Castelnau Le Lez, afin de permettre le classement des emprises dans le domaine public de la Métropole,
- VU l'avis favorable du Pôle Vallée du Lez en date du 8 Avril 2019,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière des parcelles en nature de voiries et espaces communs de la ZAC Via Domitia situés sur la Commune du Crès, ainsi qu'une parcelle sur la commune de Castelnau-le-Lez.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de GGL Groupe les parcelles suivantes en nature de voiries sur la Commune du Crès :

Section	Numéro	Type	Surface (m2)
BW	51	Bassin	2304
	69	Bassin	1558
	72	Piéton	1456
	76	Piéton	16
	198	Voirie	196
	211	Voirie	203
	237	Voirie	458
	238	EV	20
	239	Trottoir	822
	241	Trottoir	236
	242	Trottoir	19
	243	Voirie	9868
	244	EV	787
		Total	17 943 m2

Et la suivante sur la Commune de Castelnau-le-Lez :

Section	Numéro	Type	Surface (m2)
CZ	67	Noue	916

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens vendus, à savoir des emprises intégrées dans la voirie, et des espaces communs.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

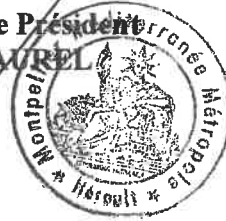
ARTICLE 5 : Les parcelles seront intégrées au domaine Public Métropolitain.

ARTICLE 6 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 MAI 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **14 MAI 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

084-243400017-20190101-83813-AU-1-1

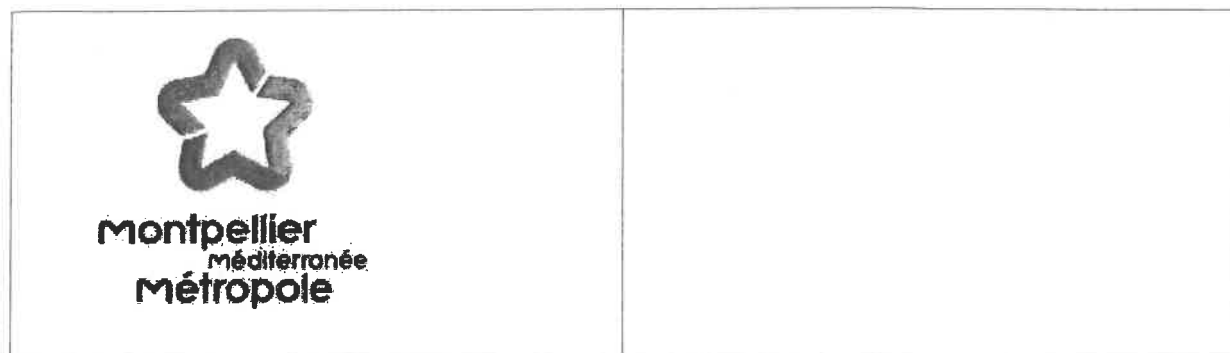
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

14 MAI 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société VIRDYS dans
l'Hôtel French Tech à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,

- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,

- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village,

d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain,

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et l'innovation, de la French Tech, de l'artisanat, de la planification urbaine (SCoT, PLUi)

- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de la location dans l'Hôtel French Tech de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique : la société VIRDYS, représentée par Monsieur Thierry COTTENCEAU est une SAS dont l'activité est l'édition de logiciels.

Elle est candidate à la location du lot 4.5 de 238.56 m² à compter du 15/04/2019.

L'entreprise projette un effectif de 16 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société VIRDYS ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement économique, à l'enseignement supérieur, à la recherche et à l'innovation, à la French Tech et à l'artisanat est autorisée à signer la convention de sous occupation ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

13 MAI 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 14 MAI 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

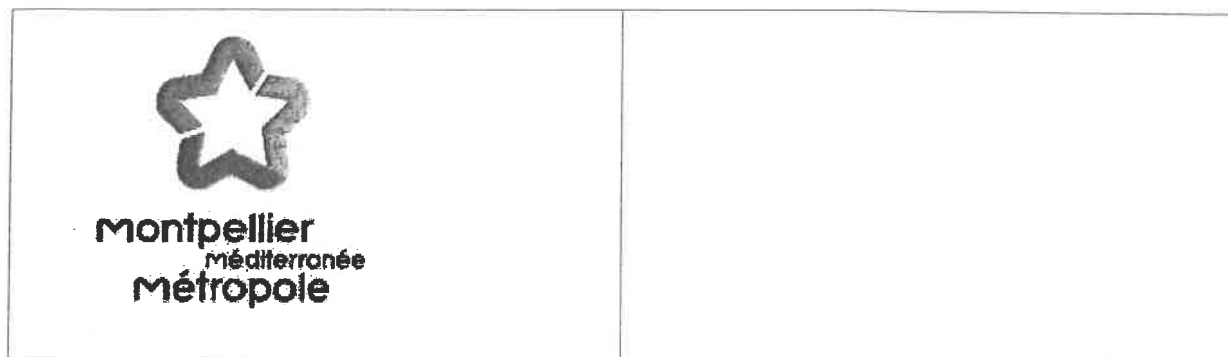
034- 243400017 - 20190101-83811-AU-14

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 MAI 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Administration des Ressources Humaines
Unité carrière/retraite portefeuille Métropole

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la mise à disposition
individuelle de Madame Stéphane
BLONDRON auprès de la Ville de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération n°12720 du 12 janvier 2015, relative à l'élection de Madame Régine ILLAIRE en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil métropolitain n°M2018-756 du 21 décembre 2018 relative aux délégations permanentes, notamment celle d'adopter les conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984,
- VU l'arrêté portant délégation de fonctions dans le domaine des Ressources Humaines attribuée à Madame Régine ILLAIRE,

- **CONSIDERANT** que Madame Stéphane BLONDRON a sollicité sa mise à disposition à 100% auprès de la Ville de Montpellier à compter 1^{er} avril 2019.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Madame Stéphane BLONDRON, Animateur, est mise à disposition à 100 % auprès de la Ville de Montpellier du 1er avril 2019 au 30 septembre 2019.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer les conventions de mise à disposition individuelle visées à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 MAI 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **13 MAI 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-24340017-20190101-84853-AR-H

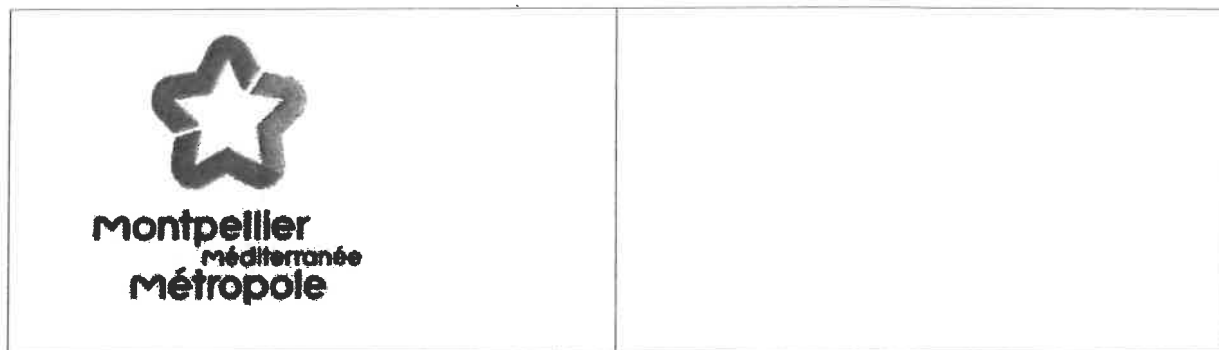
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

13 MAI 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1
d'augmentation du montant du Lot 5 de
l'accord-cadre 4661AT17 "Travaux et
maintenance de voirie"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans les domaines de la Voirie et l'Espace public, et de la Mixité dans le parc de logement social public ;
- VU la délibération n°14200 attribuant le lot n°5 « Pôle Littoral » de l'accord-cadre n°4661AT17 relatif aux travaux et maintenance de voirie au groupement RAZEL BEC / EUROVIA / TP SUD, pour un montant annuel maximum de 1 750 000, 00 euros HT et pour une durée d'un an reconductible trois fois par période successive d'un an ;
- VU l'avis favorable de la Commission d'appel d'offre en date du 30/04/2019.

Considérant :

- Que le montant maximum du lot n°5 « Pôle Littoral » de l'accord-cadre n°4661AT17 relatif aux travaux et maintenance de voirie, initialement fixé à 1 750 000, 00 euros HT, est devenu insuffisant pour satisfaire les besoins en travaux de voirie sur le territoire des communes de Villeneuve-lès-Maguelone, Lattes et Pérols, au vu de la planification pluriannuelle d'investissement et compte tenu de l'augmentation conséquente du budget alloué ;
- Qu'il convient donc de passer un avenant d'augmentation de 15% du montant du lot n°5 « Pôle Littoral » de l'accord-cadre n°4661AT17, soit une augmentation de 262 500, 00 € HT, faisant porter le montant maximum à 2 012 500, 00 € HT.

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au lot n°5 « Pôle Littoral » de l'accord-cadre n°4661AT17 relatif aux travaux et maintenance de voirie avec le Groupement RAZEL BEC / EUROVIA / TP SUD, d'un montant de 262 500, 00 € HT euros HT.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 07 MAI 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

Publiée le : 07 MAI 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-84034-CC-1-1

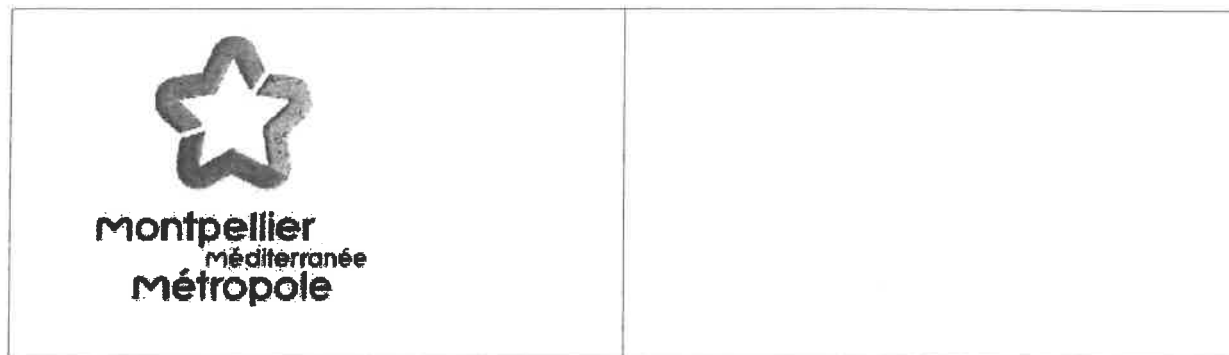
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 MAI 2019

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative relative à un
groupement commandes G8D0012MG18
concernant l'acquisition d'équipements et
vêtements professionnels**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques et Protocoles »,

CONSIDERANT :

- Que la décision n°MD2018-756 a autorisé l'établissement d'un groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de la Ville de Montpellier, et les Villes de Jacou, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Saint-Georges-d'Orques, et Villeneuve-lès-Maguelone,
 - Que d'une part, la Commune de Pignan, par délibération en date du 06 décembre 2018, a adhéré au Groupement mais cette participation a été omise lors de la rédaction de la décision constitutive (mais non dans la Convention ni dans le calcul de l'estimation totale). Elle participe au lot n°2 « Vêtements professionnels (dont haute visibilité) » et au lot n°3 « Chaussures de sécurité »,
- Cette erreur matérielle doit être rectifiée,

- Que d'autre part, le CCAS de Montpellier, par délibération en date du 26 novembre 2018, a acté sa participation aux lots n°3 et n°4 (équipement de protection individuelle). Par délibération du 15 avril 2019, elle souhaite aujourd'hui participer au lot n°2 pour un montant estimatif annuel de 19 000€ HT,

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'acter la participation de la Commune de Pignan au groupement de commandes.

ARTICLE 2 : D'autoriser la participation du CCAS de Montpellier au lot n°2.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole, au nom du groupement de commandes a été autorisée à lancer un appel d'offres concernant le marché G8D0012MG18 « Acquisition et livraison de vêtements professionnels et équipements de protection individuelle ». Le nouveau montant estimatif global est de 1 273 538 HT toutes reconductions comprises soit 318 384,50 € HT par an.

ARTICLE 4 : D'autoriser, préalablement à la procédure de mise en concurrence, toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 MAI 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD



Publiée le : 27 MAI 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

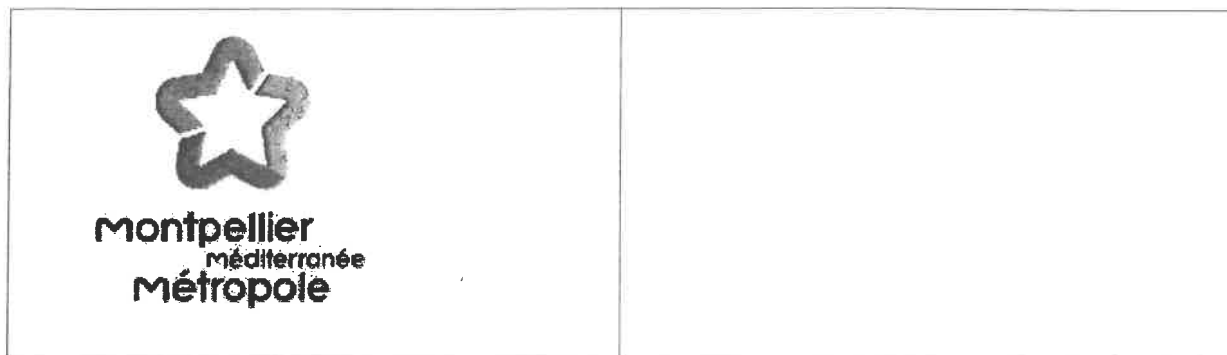
08u-2u de 500 17 6019 0101 - 85992 cc

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27 MAI 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle AO 225 rue des Terres Rouges Le
Village - Commune de Saint Georges
d'Orques**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'accord des propriétaires par mail en date du 17 mars 2019, pour céder la parcelle AO 225 d'une superficie de 116 m², située rue des Terres Rouges, Le Village, sur la commune de Saint Georges d'Orques,
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu de classer dans le domaine public métropolitain cette parcelle déjà aménagée en voirie.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur LALAIN Mathieu et Monsieur et Madame LALAIN Yann, la parcelle la parcelle AO 225 d'une superficie de 116 m², située rue des Terres Rouges, Le Village, sur la commune de Saint Georges d'Orques.

ARTICLE 2 : La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : La transaction est consentie à un euro (1 €) pour tout prix, avec dispense de paiement compte-tenu de la nature du bien vendu.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 6 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 MAI 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 14 MAI 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034- 243400017-20190101-34120-DE-H

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

14 MAI 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°
M9D0034DS d'achat d'espaces
publicitaires, d'actions de communication
et de billets pour le développement des
sports extrêmes - FISE World Montpellier
2019**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives »,

CONSIDÉRANT :

- la nécessité d'associer l'image de Montpellier Méditerranée Métropole au festival international des sports extrêmes de Montpellier (FISE World Montpellier), 3^e événement sportif français regroupant le plus de spectateurs après le Tour de France et le Vendée Globe,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 30-I-3c du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables qui court à compter de sa notification jusqu'à la fin du FISE World Montpellier soit le 2 juin 2019,
- que la société Hurricane Action Sports est l'agence de communication spécialisée dans l'organisation d'événements sportifs dans le domaine de la glisse qui dispose de l'exclusivité de l'organisation du Festival International des Sports Extrêmes à Montpellier,
- que la commission d'appel d'offres réunie en séance le 30 avril 2019 a été informée du choix de l'offre de la société Hurricane Action Sports, sise au 3, rue Christian André-Benoit à Baillargues (34 670),

D É C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n° M9D0034DS d'achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour le développement des sports extrêmes dans le cadre du FISE World Montpellier 2019 à la société Hurricane Action Sports, pour un montant de 287 500,00 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification et court jusqu'à la fin du FISE World Montpellier, soit le 2 juin 2019.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **29 MAI 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Luc MEISSONNIER

Publiée le : **29 MAI 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

08u-2u2u0017-60190101-2u194-cc

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **29 MAI 2019**

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
BSWEB PriceComparator au sein de la
pépinière d'entreprises Cap Alpha**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n° M2018-694 du 21 décembre 2018 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2019 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 01 mai 2016 passée entre la Métropole et la société BSWEB pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 24 novembre 2018,

- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société BSWEB n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

- **CONSIDERANT** que la société a également informé le BIC DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE des modifications substantielles intervenues dans ses statuts, notamment dans sa forme juridique, nom de sa marque commerciale.

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société BSWEB PriceComparator pour une période de douze mois à compter de sa notification et jusqu'au 30 avril 2020.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société BSWEB PriceComparator pour la surface de 62,65 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 687,27 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°M2018-694 du Conseil en date du 21 décembre 2018.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 MAI 2019**
Monsieur le Président,

Philippe SAUREL



Publiée le : **28 MAI 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

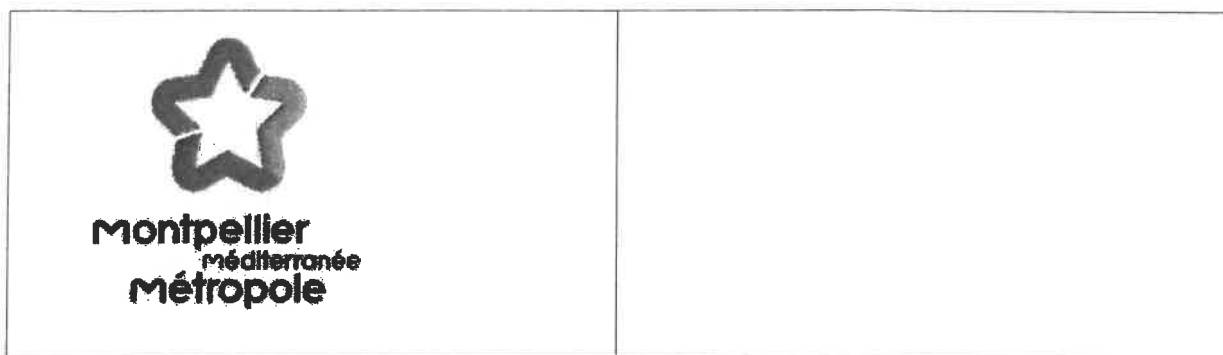
034 - 24 84 00 17 - 2019 0101 - 841 92 - AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **28 MAI 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Réseau des Médiathèques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°M81600C16
- Acquisition de livres, livres numériques,
éditions adaptées et livres reliés pour le
réseau des médiathèque de Montpellier
Méditerranée Métropole - Lot 1 et 2 -
Attributions

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;

CONSIDERANT :

- que, compte tenu des besoins d'achats de livres, livres numériques, éditions adaptées et livre reliés des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole, une procédure a été lancée conformément aux articles 25-I. 1°, 67 à 68, et 78 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre mono attributaire à bons de commande avec maximum pour chacun des lots. Sans variantes.

- que deux lots s'étant révélés infructueux lors de cette consultation initiale, il a été procédé à une relance par un appel d'offres ouvert composé de 2 lots :

- lot 1 : Littérature (Hors romans), Bibliographies - Adultes et jeunesse
- lot 2 : Livres cinéma, musique & danse - Adultes et jeunesse

- que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Valeur Technique : 70 % de la note, au regard du mémoire technique
- Prix des prestations : 30% de la note, au regard du taux de remise proposé

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 9 avril 2019 a classé les offres et choisi :

- L'entreprise Mollat, située 15 rue Vital Carles, 33080 Bordeaux, pour le lot 1, Littérature (hors romans), bibliographies - Adultes et Jeunesse
- L'entreprise Decitre, située 16 rue Jean Desparmet, 69371 LYON cedex 8, pour le lot 2, Livres cinéma, musique et danse - Adulte et Jeunesse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature du marché n°M81600C16 d'acquisition de livres, livres numériques, éditions adaptées et livres reliés pour le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole :

- Pour le lot 1, Littérature (Hors romans), bibliographies - Adultes et Jeunesse, à l'entreprise Mollat, pour un montant maximum de 32 000 € HT par an et un montant maximum de 128 000 € pour la durée totale du marché,

- Pour le lot 2, Livres cinéma, musique et danse - Adultes et Jeunesse, à l'entreprise Decitre, pour un montant maximum de 20 000 € HT par an et un montant maximum de 80 000 € pour la durée totale du marché,

Le marché prend effet à compter de la date de notification. Sa durée est de un an. Il pourra être reconduit par période successive de un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 903 et 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

21 MAI 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER



Publiée le : 21 MAI 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

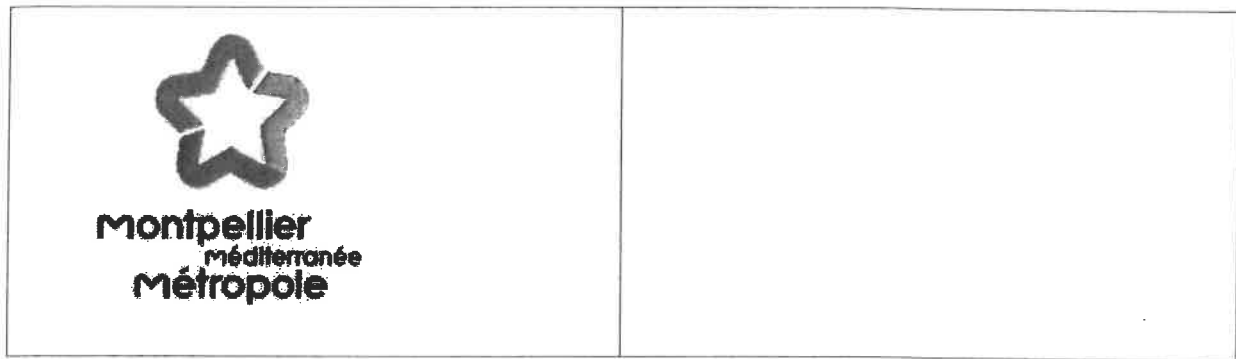
031 - 214400017 - 2019 01 01 - 84 231 - CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 MAI 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Expertise Financière

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une ouverture de crédit
de trésorerie conclue entre la Société
Générale et Montpellier Méditerranée
Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Max LEVITA en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, notamment celle de procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Métropole, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de procéder aux opérations, de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;
- procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.

Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :

- à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
- avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
- avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.

- à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).

Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LÉVITA, dans le domaine des Finances,

- VU les tableaux d'analyse des offres,

- VU le projet de contrat,

CONSIDERANT :

- qu'en matière de financement à court terme une ligne de trésorerie doit être mise en place,

- que dans le cadre de la gestion de trésorerie, Montpellier Méditerranée Métropole a lancé une consultation pour le renouvellement de sa ligne de trésorerie,

- qu'à l'issue de l'analyse des offres, deux propositions se sont distinguées et qu'en conséquence, il a été décidé de scinder le besoin en deux lignes distinctes de 10 millions d'euros chacune, qui répondent le mieux à la demande exprimée.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une ouverture de crédit de trésorerie est conclue avec la Société Générale, dont le siège social est situé 29 Boulevard Haussmann, 75009 PARIS, ayant pour numéro unique d'identification 552 120 222 R.C.S. Paris.

ARTICLE 2 : L'ouverture de crédit de trésorerie est destinée au financement des besoins ponctuels de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Le montant de la convention d'ouverture de crédit de trésorerie s'élève à un montant de 10.000.000 euros (dix millions d'Euros) pour une durée totale maximale de 1 an.

ARTICLE 4 : Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes:

- **Montant : EUR 10.000.000**
- **Durée : 1 an**
- **Index : EUF1 mois (Euribor 1 mois moyenné) flooré à 0**
- **Marge : + 0,30%**
- **Base de calcul des intérêts : exact/360**
- **Paiement des intérêts : mensuel**
- **Commission de confirmation : 0.05% soit 5.000 euros payable trimestriellement d'avance**
- **Commission de non utilisation : néant**
- **Frais de gestion : 1 300 euros**
- **Versement des fonds à J si demande reçue avant 10h00**

- Remboursement des fonds à J si confirmation avant 10h00

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer la convention visée à l'article 1 et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans le contrat et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 MAI 2019

Monsieur le Président
Philippe SAURET



Publiée le : 20 MAI 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

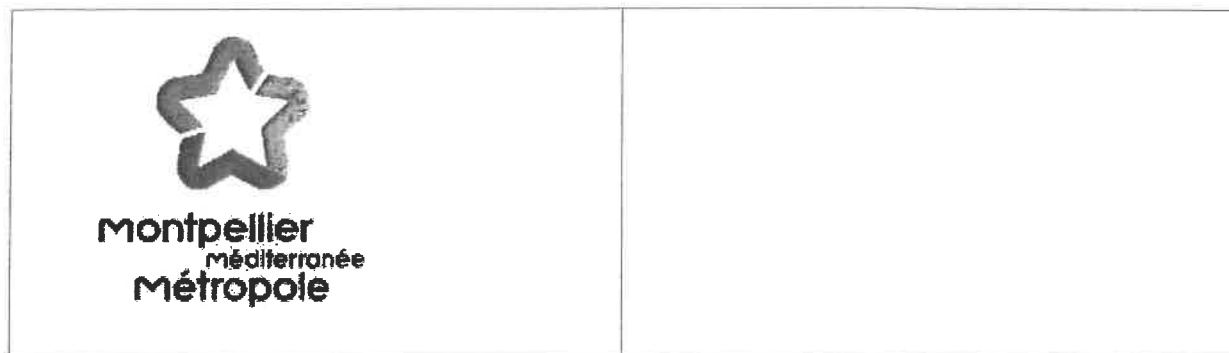
071-24200017-20190101-84243-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20 MAI 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un marché
n°M8D0018MG18 - Accord-cadre de
prestations de gardiennage des
équipements de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine de « l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire pour Montpellier Méditerranée Métropole de disposer d'un marché de gardiennage pour l'ensemble de ses équipements,
- qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée conformément aux dispositions de l'article 28 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et en application de l'article 78 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux accords-cadres. Il s'agit d'un accord-cadre mono attributaire à bons de commande sans minimum ni maximum et un opérateur économique (prix unitaires), les variantes n'étaient pas autorisées. C'est un marché de service non alloti, d'une durée d'un an à compter de sa notification, reconductible 3 fois un an.
- Montpellier Méditerranée Métropole dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article 38 de l'ordonnance 2015-899 du 23 Juillet 2015 en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. Ainsi, l'entreprise qui se verra attribuer le marché devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - . Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
 - . Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif : 40%
- que la commission d'appel d'offres dans la séance du 2 avril 2019 a classé les offres et choisi l'entreprise ASI SECURITE, sise 235 rue Claude François Parc 2000 Montpellier 34 080 présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché M8D0018MG18 « Accord-cadre de prestations de gardiennage des équipements de Montpellier Méditerranée Métropole » à l'entreprise ASI SECURITE, sise 235 rue Claude François, Parc 2000, 34080 Montpellier, sur la base d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum. La durée du marché est d'un an à compter de sa notification, reconductible 3 fois un an.

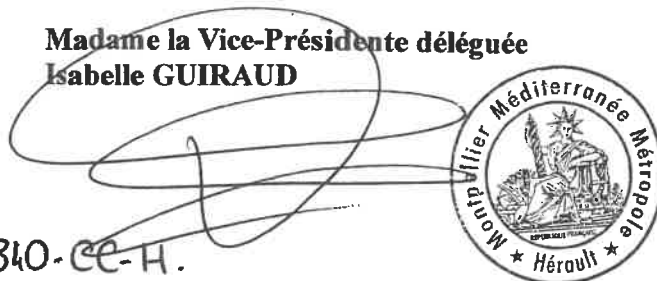
ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Métropole, chapitres 930 à 938.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 MAI 2019**

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD**



Publiée le : 13 MAI 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

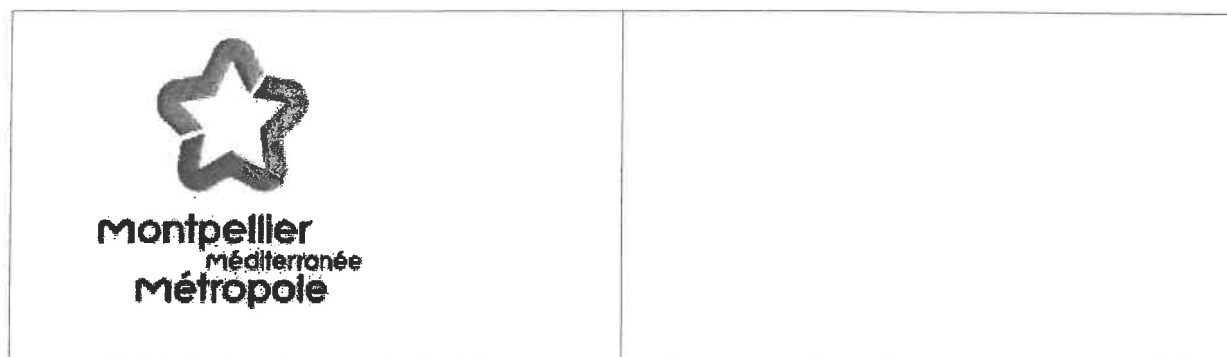
034-24340007-20190101-84340-CE-H.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **13 MAI 2019**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Service Politique de la Ville

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de
l'adhésion à l'association Villes et
Territoires Occitanie - Centre ressources
Politique de la ville et Cohésion territoriale
au titre de l'année 2019**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Annie YAGUE en qualité de 11ème Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Annie YAGUE, dans le domaine de la « Cohésion sociale, la politique de la ville, la lutte contre les discriminations, l'insertion par l'emploi, des aires d'accueil des gens du voyage, de la gestion des temps, de l'accessibilité, du handicap et de l'autonomie »,

CONSIDERANT, l'importance et la qualité des services mis à disposition par l'association auprès des acteurs de la politique de la ville et du développement territorial, dont a bénéficié Montpellier Méditerranée Métropole notamment dans le cadre de journées d'échanges et de qualification (rénovation urbaine, participation des habitants, évaluation des contrats de ville, observation des territoires), d'accompagnement à l'ingénierie, de production de documents ressources, de la veille et des synthèses documentaires,

CONSIDERANT, l'intérêt de renouveler l'adhésion à l'association Villes et Territoires Occitanie pour l'année civile 2019,

D E C I D E :

ARTICLE 1 : De renouveler l'adhésion à l'association Villes et Territoires Occitanie au titre de l'année civile 2019.

ARTICLE 2 : De verser à l'association une cotisation annuelle plafonnée s'élevant à 8 000 € TTC, compte tenu du nombre d'habitants de la Métropole.

ARTICLE 3 : De dire que les crédits sont inscrits au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935.

ARTICLE 4 : Madame Annie YAGUE, Vice-présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **20 MAI 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **20 MAI 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

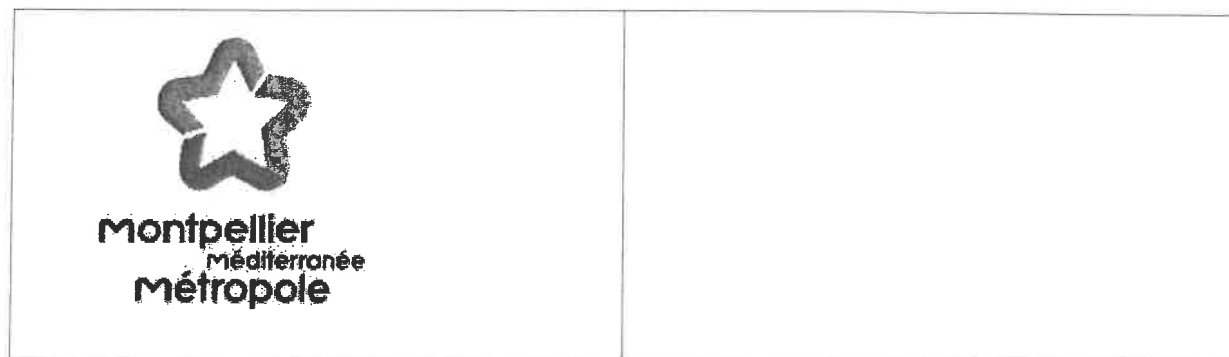
020-24300017-20190101-84411-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **20 MAI 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention
d'occupation temporaire multipartite -
Parcelle cadastrée PM n°11, rue de Bionne
- Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Noël SEGURA en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Noël SEGURA dans le domaine du « Logement » ;

CONSIDERANT :

- que dans le cadre de l'installation précaire des occupants du site de Parc 2000, en collaboration avec la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, l'Etat a la volonté de créer un espace de transition permettant aux populations d'accéder à des conditions d'hébergement décentes jusqu'à ce que soient trouvées des solutions de relogement définitives ;
- qu'en vue d'assurer cette mission, l'Etat mandate, pour toute la durée de la présente convention, un opérateur qui, à la date de sa signature, est l'association « 2ChosesLune » en vue d'assurer la gestion globale du dispositif, sa sécurisation et l'accompagnement à visée d'insertion des usagers ;

- que la SAS Dom'Ici, propriétaire des modules de logement et détenteur de l'autorisation d'urbanisme, met à disposition la structure technique lui permettant de réaliser l'hébergement des usagers, par conventionnement avec l'association 2choseslune ;
- que la commune de Montpellier est aujourd'hui propriétaire d'une parcelle cadastrée section PM11 d'une superficie cadastrale de 6 492 m², aménagée en 1999 pour accueillir des communautés de gens du voyage jusqu'en 2015, aujourd'hui libre de toute occupation mais demeurant partiellement aménagée;
- que Montpellier Méditerranée Métropole prend une part active dans ce projet au titre de sa compétence « Actions en faveur du logement des personnes défavorisées » et qu'une convention d'occupation temporaire pour travaux entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole doit être signée concomitamment;
- qu'il est proposé d'établir avec l'Etat, la Ville de Montpellier, la SAS Dom'ici et l'association 2chosesLune, une convention d'occupation multipartite sur la parcelle cadastrée PM11, rue de Bionne, sise commune de Montpellier, d'une durée de deux ans à compter de la prise de possession réelle des lieux.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à conclure une convention d'occupation temporaire multipartite de la parcelle cadastrée PM11 situé rue de Bionne d'une superficie cadastrale de 6492 m² avec :

- l'Etat domicilié à la Préfecture de l'Hérault 34 Place Martyrs de la Résistance à Montpellier (34000) représenté par Monsieur Pierre POUËSSEL, en qualité de Préfet de l'Hérault,
- Son pétitionnaire, la SAS DOM'ICI, domiciliée 355 rue des Mercières à Rillieux la Pape (69140), identifiée au SIREN sous le numéro 588 111 000, représentée par Monsieur SITBON Alain en qualité de Président,
- L'association 2ChosesLune, domiciliée 392 rue des Mercières à Rillieux-la-Pape (69140), identifiée au SIREN sous le numéro 788 666 865, représentée par Monique TAIEB, en qualité de Présidente, dûment habilitée au titre des agréments Ingénierie Sociale, Financière et Technique d'une part et de l'Intermédiation Locative d'autre part, délivrés par le préfet de l'Hérault en date du 1^{er} février 2019,
- la Ville de Montpellier, dont le siège social est situé 1 place Georges Frêche à MONTPELLIER enregistrée au SIREN sous le numéro 213 401 722, représentée par Madame Chantal MARION, en qualité d'adjointe au Maire déléguée à l'urbanisme suivant arrêté de délégation n° VAR2019-0304 du 11 février 2019.

ARTICLE 2 : Cette convention est consentie et acceptée moyennant un loyer annuel de 100€ (cent euros) à verser à la date d'anniversaire de la convention, pour une durée de 2 ans (24 mois), à compter de la prise de possession réelle des lieux.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer la convention d'occupation temporaire visée à l'article 1 ainsi que tout autre document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 MAI 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 13.05.19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

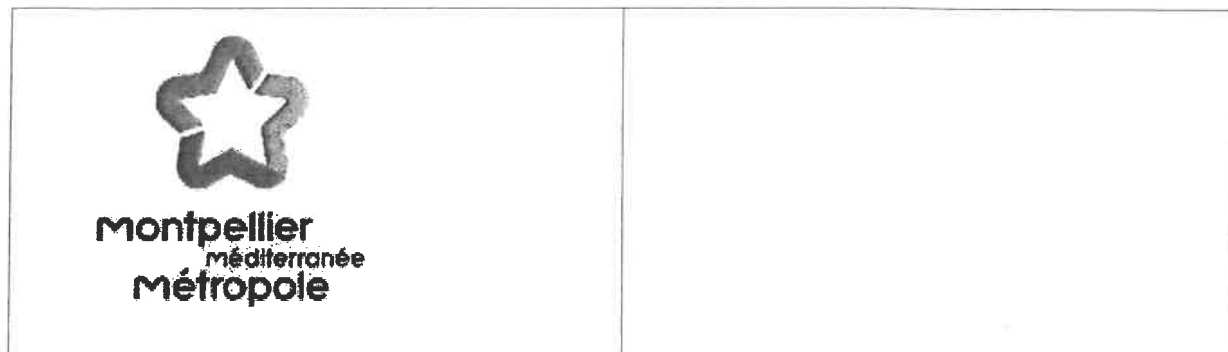
034-243400017-20190101-84534-CC-H

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 13.05.19.

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière
pour la réalisation de la ligne 5 de tramway
- Parcelle AM33 - 2234 Route de Mende à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des Transports et de la Mobilité ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché ;

CONSIDERANT :

- que 790 m² du bien immobilier situé au 2234, route de Mende à Montpellier, cadastré section AM33 appartenant à Monsieur et Madame KOPROVICA, sont nécessaires à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de ladite emprise ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux de reconstitution sur la parcelle AM33.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une partie (790 m²) du bien immobilier (terrain supportant un bâti à usage d'habitation de 4 532 m²) situé au 2234, route de Mende à Montpellier, cadastré section AM n°33 appartenant à Monsieur et Madame KOPROVICA.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 80 948,00 € (QUATRE VINGT MILLE NEUF CENT QUARANTE HUIT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Monsieur Jean-Pierre RICO, en sa qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction ;
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur et Madame KOPROVICA et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Monsieur Jean-Pierre RICO, en sa qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction ;
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 6 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur et Madame KOPROVICA.

ARTICLE 7 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

13 MAI 2019

Monsieur le Président

Philippe SARRIE



Publiée le : 14 MAI 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034 - 94 34 00017 - 20190101-84602-AU-14

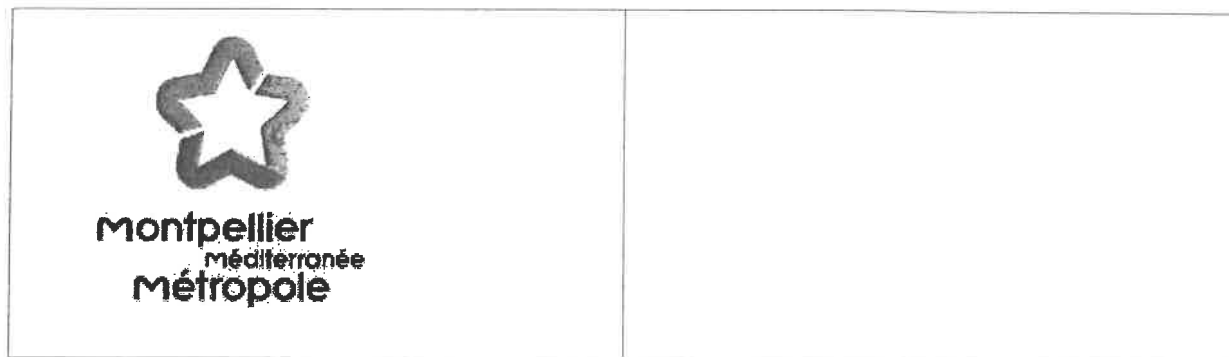
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

14 MAI 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Avenant n°1 au marché n°5034EA18
"démolition des ouvrages de la station
d'épuration de la commune de Sussargues"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux relatif aux marchés publics,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- VU la décision n°MD2018-841 du 23/10/2018 attribuant le marché n° 5034EA18 Démolition des ouvrages de la station d'épuration de Sussargues au groupement 4D/2LTD dont le mandataire est l'entreprise 4D sise 115 boulevard de la Millière – 13011 MARSEILLE, pour un montant de 29 350 euros HT et pour une durée de 3 mois.

CONSIDERANT :

- Que des travaux supplémentaires sont nécessaires afin d'évacuer la toiture du local technique composée d'une plaque en amiante-ciment, notamment au regard des cas de modifications autorisées par l'alinéa 2 de l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n° 5034EA18 Démolition des ouvrages de la station d'épuration de Sussargues avec le groupement 4D/2LTD dont le mandataire est l'entreprise 4D, avenant d'un montant de 2 190 euros HT, portant le nouveau montant du marché à 31 540 euros HT.

ARTICLE 2 : De prolonger les délais d'exécution de 2 mois.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Annexe de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **07 MAI 2019**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBE



Publiée le : **07 MAI 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034- 24340007- 20190101-84622-AU-1-1

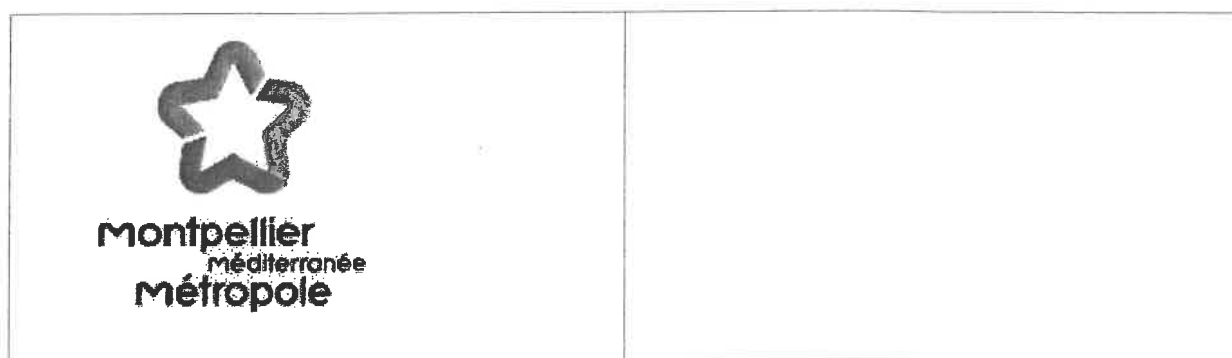
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

07 MAI 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession à titre gratuit
de quatre copieurs vétustes de marque
Canon à réformer**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine «Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole»,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver des copieurs multifonctions vétustes et qu'il convient de le réformer.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme pour cause de vétusté quatre copieurs de marque Canon et les cède à l'association « Les amis et Compagnons d'Emmaüs », sise ZAC Saint-Antoine, 34430 Saint-Aunès.

ARTICLE 2 : Les copieurs cédés sont les suivants : Canon 2525 n°NZW09011, Canon 2525 n°NZV00908, Canon 2525 n°NZV00965 et Canon 2020 n°KRP14495.

ARTICLE 3 : La cession des copieurs visée à l'article 1 est réalisée à titre gratuit, compte tenu de la vétusté du matériel et de la mission d'intérêt général exercée par l'association bénéficiaire.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation de fonction, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **09 MAI 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **09 MAI 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

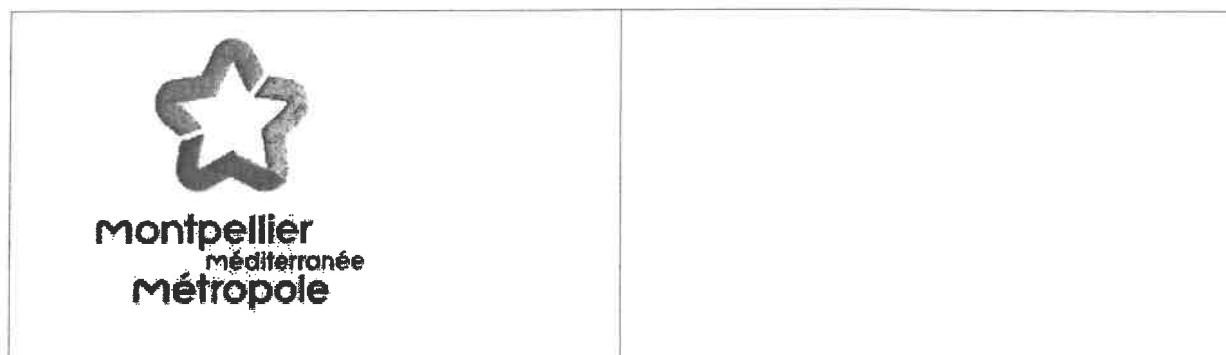
034-2434007-20190101-84821-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **09 MAI 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature du marché
subséquent n°M8D0034AT relatif aux
travaux d'aménagement du Chemin de la
Roque et de la rue du Chasselas à Saint
Jean de Védas**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la décision n° MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 13 mars 2018,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans les domaines de la voirie et de l'espace public ;

CONSIDERANT :

- que des travaux sont nécessaires pour l'aménagement du Chemin de la Roque et de la rue du Chasselas à Saint Jean de Védas ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n° 5023AT17 – Lot 3 « 3M Ouest », sous la forme d'un marché subséquent, pour une durée de 7 mois comprenant une période de préparation de 30 jours.

- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif 60 % ;
- Valeur technique pondérée à 40 %.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n° M8D0034AT relatif aux travaux d'aménagement du Chemin de la Roque et de la rue du Chasselas à l'entreprise EIFFAGE Route Méditerranée pour un montant de 374 645,01 € HT. Le marché prend effet à compter de la date fixée par ordre de service. Sa durée est de 7 mois, période de préparation de 30 jours incluse.

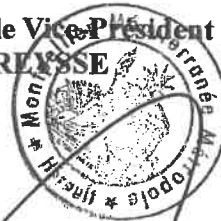
ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **14 MAI 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREUSSE



Publiée le : **14 MAI 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

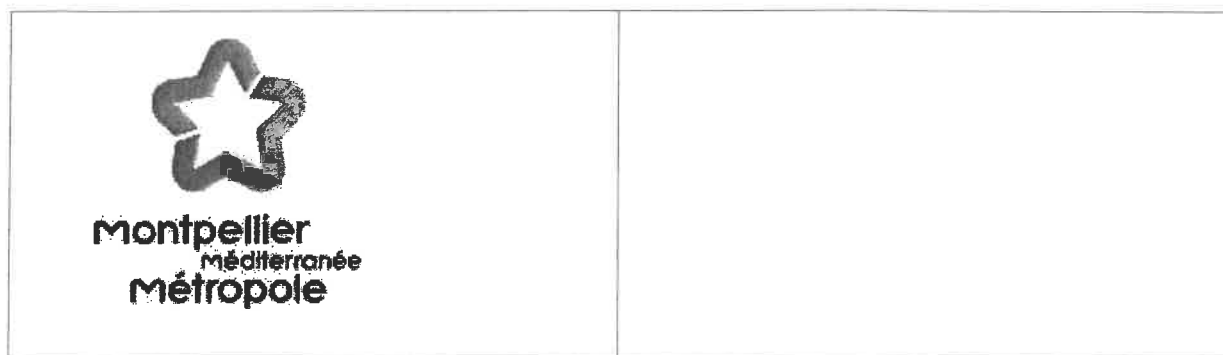
034-243400017-20190101-84859-CC-14

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **14 MAI 2019**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Énergie et Télécom

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la signature d'un
avenant n°1 de substitution de titulaire à la
convention d'occupation temporaire du
domaine public - Dispositif d'antenne -
Lieu-dit Rastouble

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions fixées par le Conseil de Métropole, ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation temporaire du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine de « l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole a signé le 4 octobre 2017 une convention d'occupation temporaire du domaine public ayant pour objet d'autoriser SFR à occuper à titre précaire et révocable un emplacement situé dans les emprises du terrain lieu-dit Rastouble situé à Montpellier sur la parcelle cadastrée RA 31 à Montpellier. L'autorisation d'occupation permet à SFR d'installer un site d'émission-réception. L'espace occupé, de 12 m² environ, sert à l'implantation d'un pylône d'une hauteur de 8 m pour l'installation d'antennes et d'armoires techniques.

- que SFR a donné un mandat exclusif en date du 30 novembre 2018 à la SAS Hivory, sise 124 avenue de Verdun 92 400 Courbevoie aux fins de gérer en son nom et pour son compte les infrastructures passives d'antennes du réseau mobile national propriété de SFR, y compris la gestion des titres immobiliers, baux et conventions d'occupation attachés aux sites sur lesquels ces infrastructures passives sont installées,

- que la SAS Hivory est notamment chargée de payer l'ensemble des loyers et charges dus au titre des baux et conventions d'occupation.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole et la SAS Hivory signent un avenant n°1 de substitution à la convention d'occupation temporaire du domaine public du 4 octobre 2017 concernant l'installation d'un site d'appareil d'émission-réception dans les emprises du terrain lieu-dit Rastouble situé à Montpellier.

ARTICLE 2 : L'avenant n°1 substitue la SAS Hivory à SFR. La SAS Hivory reprend l'ensemble des engagements pris par SFR avec la Métropole dans la convention d'occupation temporaire du 4 octobre 2017. Les conditions de calcul de la redevance restent inchangées.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant n°1 visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : L'avenant n° 1 prendra effet à compter de sa signature.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le 09 MAI 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 09 MAI 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-84892-CC-14

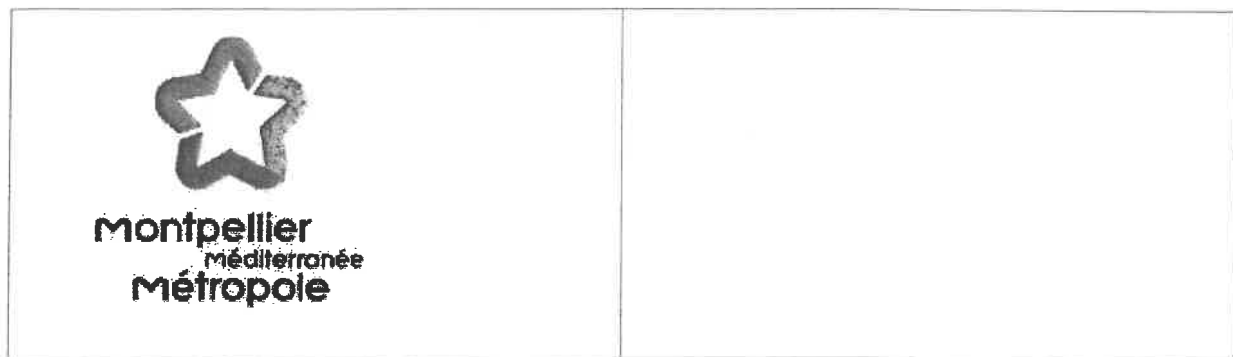
Acte Certifié exécutoire

09 MAI 2019

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession pour réforme
de deux véhicules de marque Renault
Kangoo techniquement réparables mais
économiquement irréparables - Hôtel des
Ventes de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine «Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole»,

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire de deux véhicules de marque Renault kangoo immatriculés EL-011-XH et AD-947-EW techniquement réparables mais économiquement irréparables,
- que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver des véhicules techniquement réparables mais économiquement irréparables et qu'il convient de les réformer.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme et cède les véhicules de marque Renault Kangoo immatriculés EL-011-XH et AD-947-EW à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 Chemin de Poutingon à Montpellier.

ARTICLE 2 : Les prix des cessions résulteront de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs aux cessions visées à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 MAI 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 09 MAI 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

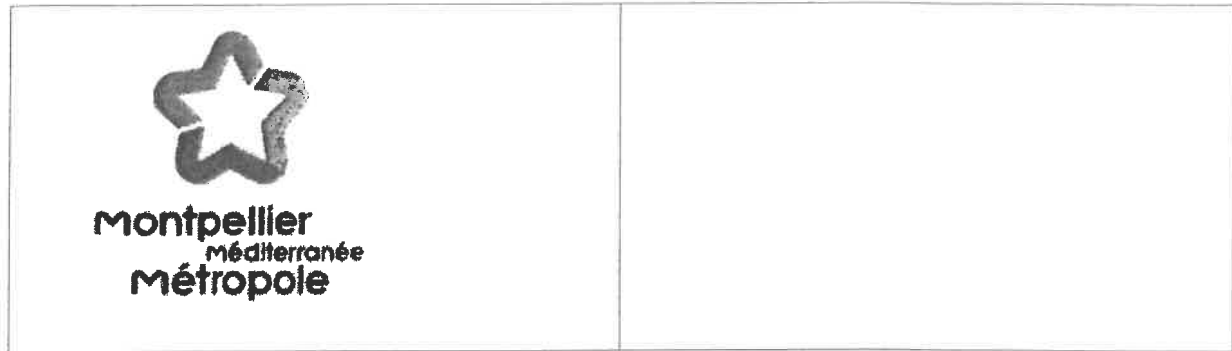
034-24340017-20190101-85050-AU-H

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 09 MAI 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature de
l'avenant n°1 au lot 4 Cadoule et Bérange
de l'accord-cadre 4661AT17 de Travaux et
maintenance de voirie**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans les domaines de la Voirie et l'Espace public, et de la Mixité dans le parc de logement social public,
- VU la délibération n°14200 attribuant le lot n°4 « Pôle Cadoule et Bérange » de l'accord-cadre n°4661AT17 relatif aux travaux et maintenance de voirie à EUROVIA LANGUEDOC ROUSSILLON, pour un montant annuel maximum de 1 670 000, 00 euros HT et pour une durée d'un an reconductible trois fois par période successive d'un an,

- VU l'avis favorable de la Commission d'appel d'offre en date du 30/04/2019.

Considérant :

- Que le montant maximum du lot n°4 « Pôle Cadoule et Bérange » de l'accord-cadre n°4661AT17 relatif aux travaux et maintenance de voirie, initialement fixé à 1 670 000, 00 euros HT, est devenu insuffisant pour satisfaire les besoins en travaux de voirie sur le territoire des communes de Montaud, Saint-Drézéry, Beaulieu, Restinclières, Sussargues, Castries, Saint Geniès des Mourgues, Vendargues, Baillargues et Saint Brès, au vu de la planification pluriannuelle d'investissement et compte tenu de l'augmentation conséquente du budget alloué ;
- Qu'il convient donc de passer un avenant d'augmentation de 15% du montant du lot n°4 « Pôle Cadoule et Bérange » de l'accord-cadre n°4661AT17, soit une augmentation de 250 500, 00 € HT, faisant porter le montant maximum à 1 920 500, 00 € HT.

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au lot n°4 « Pôle Cadoule et Bérange » de l'accord-cadre n°4661AT17 relatif aux travaux et maintenance de voirie avec l'entreprise EUROVIA LANGUEDOC ROUSSILLON, d'un montant de 250 500, 00 € HT euros HT.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 07 MAI 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

Publiée le : 07 MAI 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034- 243400017- 20190101- 85052- CC-4-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

07 MAI 2019

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
SEREEMA au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°M2018-694 du 21 décembre 2018 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2019 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 29 mai 2015 passée entre la Métropole et la société SEREEMA pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 1er février 2019,

- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société SEREEMA n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société SEREEMA pour une période de douze mois à compter du 1^{er} juin 2019 et jusqu'au 31 mai 2020.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société SEREEMA pour la surface de 74,77 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 110,33 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°M2018 - 694 du Conseil en date du 21 décembre 2018.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4: Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

Montpellier, le **28 MAI 2019**
Monsieur le Président,

Philippe SAUREL



Publiée le : 28 MAI 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

08u-2h 2u 00 17-2019 01 01-85104-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **28 MAI 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
NUMEVENT au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°M2018-694 du 21 décembre 2018 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2019 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat,

- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 7 juillet 2015 passée entre la Métropole et la société NUMEVENT pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 26 juin 2018,

- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société NUMEVENT n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire.

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société NUMEVENT pour une période de douze mois à compter du 1^{er} juin 2019 et jusqu'au 31 mai 2020.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société NUMEVENT pour la surface de 43,01 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 638,70 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°M2018-694 du Conseil en date du 21 décembre 2018.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4: Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 MAI 2019**
Monsieur le Président,

Philippe SAUREL



Publiée le : **28 MAI 2019**

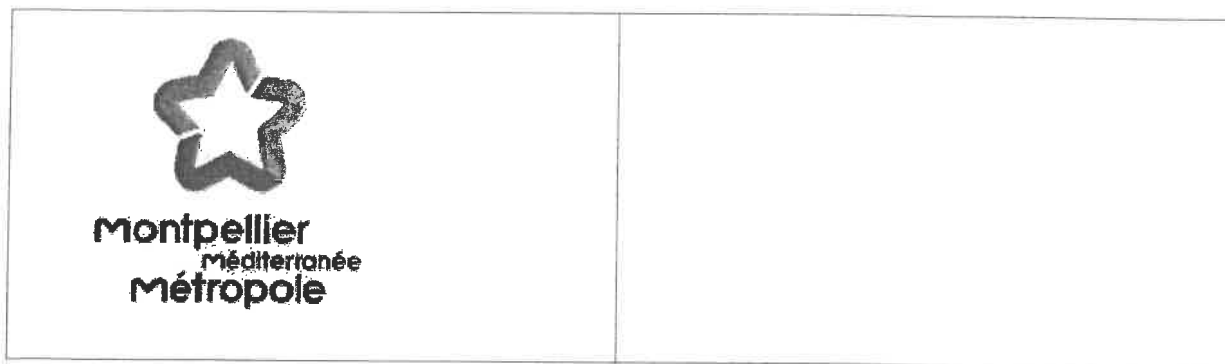
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
030 - Du 28 mai 17 - 2019 0101-85126. CC

Envoi Préfecture : **28 MAI 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché
n°3.42S portant sur les travaux de reprise
des revêtements de trottoirs de la 3ème
ligne de tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté de délégation de fonction attribué à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine des transports et de la mobilité,
- VU la délibération du Conseil n°6083 du 30 juillet 2004, modifiée par la délibération n°6289 du 21 décembre 2004 approuvant l'avenant n° 1 à la convention de mandat relative à la réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway, désignant la SEM TaM seule titulaire du marché.

CONSIDERANT :

- qu'une consultation a été lancée par TaM selon une procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n°2016/360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics portant sur le marché n°3.42S de travaux de reprise des revêtements des trottoirs rue de la République dans le cadre de la 3ème ligne de tramway.
- que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : 60% au regard de la valeur technique de l'offre et 40% pour le prix des prestations.
- qu'après analyse, l'entreprise TPST sise à Sauvian (34) présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : le marché n°3.42S relatif aux travaux de reprise des revêtements des trottoirs dans le cadre de la 3^{ème} ligne de tramway est attribué à l'entreprise TPST de Sauvian (34).

ARTICLE 2 : le marché n°3.42S est conclu pour un montant estimatif de 129 121,85 € HT résultant du Détail Quantitatif Estimatif. Cette dépense est prévue au budget Transport de la Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1.

ARTICLE 4 : Au cours de l'exécution du marché, Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant du marché en cas de prix unitaires et de 5% du montant du marché en cas de prix global et forfaitaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 MAI 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre Ray



Publiée le : 14 MAI 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

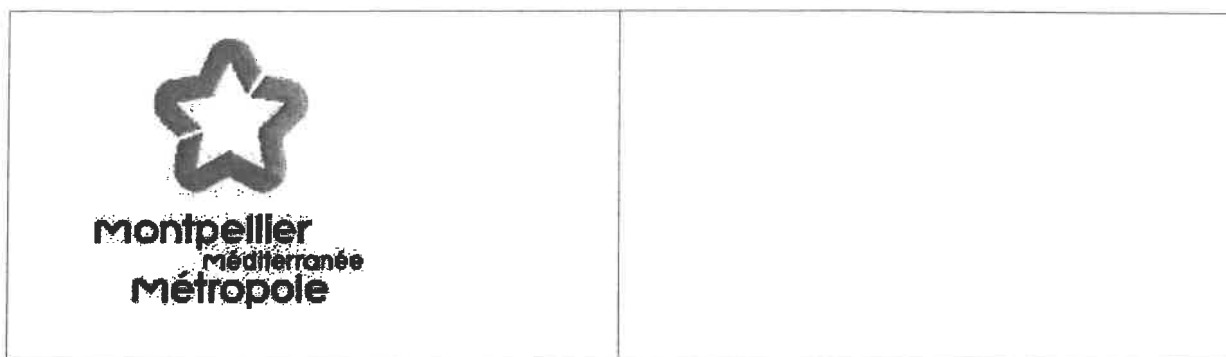
034-24340014-201901-8596-AU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 MAI 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Gestion Comptable

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Création de la sous régie d'avances de la médiathèque Jules Verne

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code général des collectivités territoriales,
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- VU les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA dans le domaine des « Finances »,
- VU la décision n° 2007-22 modifiée du 15 janvier 2007 du Conseil de Communauté portant création d'une régie d'avances auprès de la Médiathèque Centrale Emile Zola,

- VU l'avis conforme de la Trésorière Municipale en date du 17 avril 2019.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Il est institué une sous-régie d'avances auprès de la régie d'avances de la Médiathèque Centrale Emile Zola.

ARTICLE 2 : Cette sous régie est installée à : 1 rue Auguste Renoir – 34433 Saint Jean de Védas.

ARTICLE 3 : La sous régie paie les dépenses suivantes :

- dépenses de matériel et de fonctionnement (achat de petites fournitures et petits outillages, frais de réception, frais intervenants, achat de publications périodiques).

ARTICLE 4 : Les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon les modes de règlements suivants :

- en espèces.

ARTICLE 5 : Le mandataire sous-régisseur verse auprès du régisseur la totalité des justificatifs des opérations de dépenses tous les mois et obligatoirement :

- au 31 décembre de chaque année,
- en cas de changement de mandataire sous-régisseur,
- au terme de la sous-régie.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 MAI 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Max LEVITA

Publiée le : **14 MAI 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243100017-20190101-85238-AU

Acte Certifié exécutoire

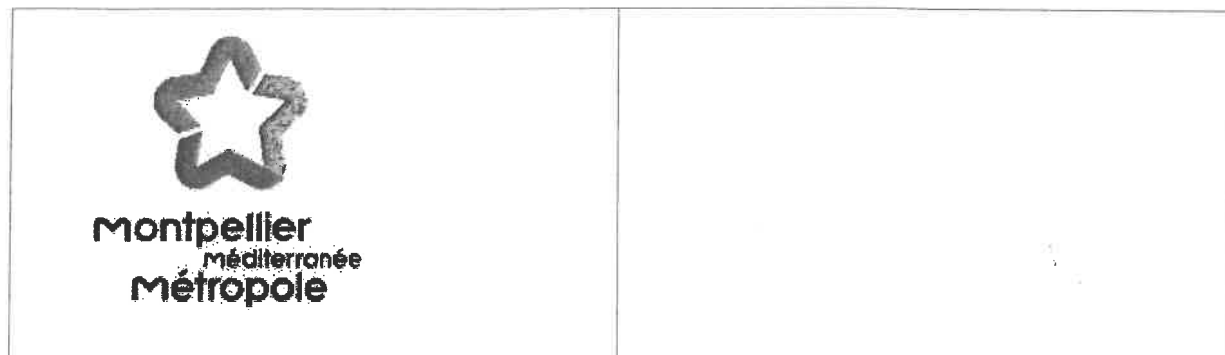
Envoi Préfecture :

14 MAI 2019

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service Etudes Conduites Opérations Voiries Interurbaines

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M9B0024EP
- Étude de faisabilité - Création d'une
passerelle piéton/vélo à Carnon, au dessus
du canal du Rhône à Sète - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, dans le domaine de « la Voirie et à l'Espace Public » ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de procéder aux études de faisabilité pour envisager la création d'une passerelle piéton/vélo à Carnon ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché pour une durée de 16 semaines ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique : 60 %
 - Prix des prestations : 40 %
- qu'après analyse, l'entreprise SAFEGE SAS, 650 rue Henri Becquerel – Zone du millénaire – Le Bruyère 2000 – Bâtiment 1 – CS 79542 – 34961 MONTPELLIER CEDEX 2 présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M9B0024EP – Etude de faisabilité – Création d'une passerelle piéton/vélo à Carnon, au-dessus du canal du Rhône à Sète, à l'entreprise SAFEGE SAS, pour un montant de 38 260 € HT. Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer. Sa durée est de 16 semaines.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **07 MAI 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE



Publiée le : **07 MAI 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

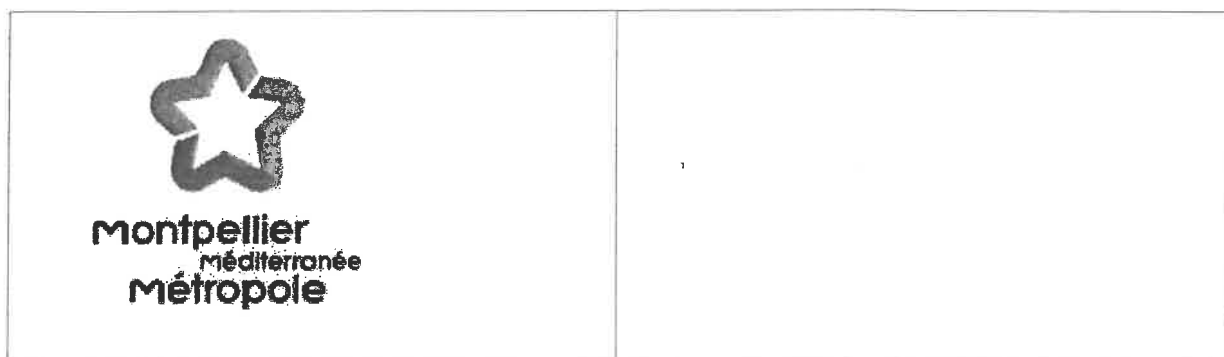
034-24340007-20190101-85280-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **07 MAI 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle AV 178 place des Genêts -
Commune de Saint Georges d'Orques**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'accord de Monsieur Louis-Pierre ANGELOTTI par courrier en date du 15 avril 2019 pour céder la parcelle AV 178 d'une superficie de 113m², située Place des Genêts sur la commune de Saint Georges d'Orques, au profit de la Métropole,
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu de classer dans le domaine public métropolitain cette parcelle déjà aménagée en voirie.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur ANGELOTTI la parcelle AV 178 d'une superficie de 113 m², située « La Gaillarde » place des Genêts sur la commune de Saint Georges d'Orques.

ARTICLE 2 : La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : La transaction est consentie à un euro (1 €) pour tout prix, avec dispense de paiement compte-tenu de la nature du bien vendu.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Maître Malavialle, notaire à Saint-Jean de Védas, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété, aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

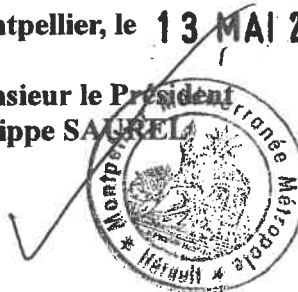
ARTICLE 6 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 MAI 2019

Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le : 14 MAI 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-85284-AU-1-1

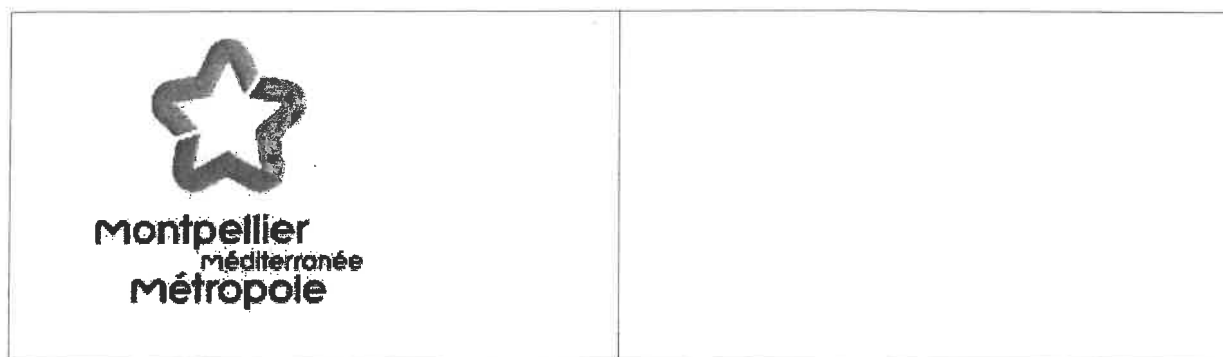
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

14 MAI 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché de maîtrise
d'œuvre pour la réalisation des travaux
d'aménagement des bureaux sur le site de
l'ancien Hôtel de Ville - Commune de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal Marion, dans les domaines du développement économique, l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation, la French Tech, à l'artisanat, la planification urbaine (SCoT, PLUi) ;
- VU la convention de mandat avec SA3M pour la réalisation des travaux de réhabilitation de l'ancien hôtel de ville préfigurateur de la French Tech et mission d'accompagnement pour l'installation des futurs utilisateurs approuvée par délibération n°13560 du 27 janvier 2016 et notifiée le 26 février 2016, autorisant Monsieur Christophe PEREZ, en qualité de Directeur Général de SA3M, à signer les marchés faisant l'objet de cette convention,

CONSIDERANT :

- Que dans le cadre de l'implantation du préfigurateur du pôle Numérique - French Tech dans les locaux de l'ancien hôtel de Ville de Montpellier, par délibération n° 13560 du 27 janvier 2016, un mandat pour la réalisation des travaux de réhabilitation de l'ancienne Mairie, préfigurateur de la French Tech et mission d'accompagnement pour l'installation des futurs utilisateurs a été signé avec la SA3M ;
- Qu'un marché de maîtrise d'œuvre est nécessaire pour la réalisation des travaux d'aménagement des bureaux sur le site de l'ancien hôtel de ville afin d'accueillir les entreprises de la French Tech ;
- Qu'en conséquence, une procédure adaptée ouverte a été lancée conformément aux articles 27, 78 et 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord cadre à bons de commande pour une durée de 4 ans à compter de la date de notification ;
- Que la SA3M s'est vu autorisée par décision n° D2017-233 d'attribuer l'accord-cadre n°2909 S17.01 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des travaux d'aménagement liés à l'implantation des entreprises du numérique sur le bâtiment du préfigurateur au groupement AGENCE TRAVAUX (mandataire) / NEW TEC / ALLIANCE PREVENTION qui avait présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour un montant maximum fixé en valeur de 70 000 euros HT ;
- Qu'il a été constaté que M. Christian HENCK agissant en son nom personnel pour la société AGENCE TRAVAUX en collaboration avec sa co-gérante Mme Irène MARTIN HENCK ont décidé de modifier la forme juridique de leur entreprise en faveur de la création d'une société à responsabilité limitée nommée SARL MARTIN HENCK en date du 11/01/2018. Et qu'en date du 31/10/2018, la direction de l'entreprise a été modifiée, Mme Irène MARTIN HENCK devenant seule gérante de la sarl MARTIN HENCK.
- Qu'il a été constaté que suite aux changements de statut et de direction de la société initiale AGENCE TRAVAUX, mandataire du groupement, les compétences nécessaires à la bonne exécution de l'accord-cadre n'étaient plus en phase avec les exigences fixées de l'accord-cadre ;
- Qu'en conséquence pour le titulaire, les compétences nécessaires à la bonne réalisation de l'accord-cadre n'étaient plus en adéquation avec les besoins exigés de l'accord-cadre et que la poursuite du contrat nécessiterait plus de moyens et ne pourrait se faire qu'en revoyant considérablement les honoraires prévus, ayant pour effet de dépasser le budget prévu.
- Que le titulaire par courrier du 03/04/2019, a formulé son désir de résilier le marché en application de l'article 31.1 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (relatif à la difficulté d'exécution du marché) ;
- Qu'il est constaté par le pouvoir adjudicateur que le titulaire est face en conséquence, en cours de l'exécution des prestations, à des difficultés techniques particulières telles que la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser à la demande du titulaire la résiliation de l'accord-cadre n° 2909 S17.01 relatif à la mission complète de Maîtrise d'œuvre en vue de la réalisation des travaux d'aménagement de l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier liés à l'implantation du préfigurateur de l'Hôtel numérique, situé 1 place Francis Ponge à Montpellier. Et d'arrêter le décompte général au montant réglé de 0 € HT soit 0 € TTC.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 et suivants de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

16 MAI 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION



Publiée le : **16 MAI 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034- 248400017- 20190101- 85500-AR-1-1

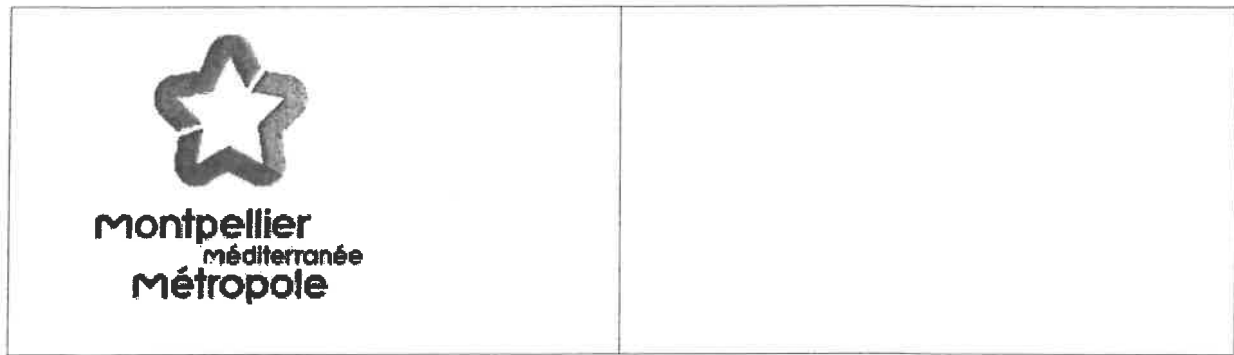
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

16 MAI 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'autorisation de dépôt
de déclarations préalables de travaux pour
la Ville de Montpellier et la SERM**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable,
- VU la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de « Culture »,
- VU les contrats de production et de cession des droits d'exploitations de trois œuvres d'art dans l'espace public, à installer place de Strasbourg, place Salengro et sous le Pont de Sète, dans le cadre de la manifestation 100 artistes dans la Ville,
- **CONSIDERANT :**
 - Que la Ville de Montpellier et la SERM souhaitent procéder à l'installation de trois œuvres d'art dans l'espace public, à l'occasion de la manifestation 100 artistes dans la Ville,
 - Que les travaux d'installation de ces œuvres nécessitent le dépôt de déclarations préalables auprès des services compétents de la Ville de Montpellier,
 - Que le dépôt de ces déclarations préalables doit être autorisé par Montpellier Méditerranée Métropole, en qualité de propriétaire des espaces publics concernés,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole autorise la Ville de Montpellier et la SERM à déposer les déclarations préalables de travaux auprès des services compétents de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 2 : Ces déclarations préalables de travaux concernent l'installation de trois œuvres d'art dans l'espace public, à l'occasion de la manifestation 100 artistes dans la Ville.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **23 MAI 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **23 MAI 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

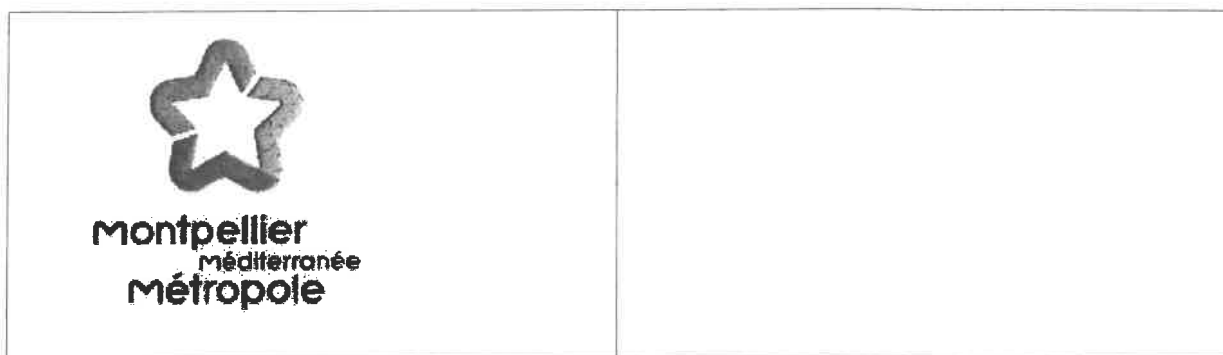
034-24340017- 20190101- 85538-AR- 11

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **23 MAI 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature des
avenants n°1 de prix nouveaux à l'accord-
cadre n°4571AT16 d'entretien et
maintenance des installations d'éclairage
public - Lot 3 "Pôle Vallée du Lez" et Lot 4
"Pôle Cadoule et Bérange"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans les domaines de la Voirie et l'Espace public, et de la mixité dans le parc de logement social public ;
- VU la délibération n°13881 autorisant la signature de l'accord-cadre n°4571AT16 d'entretien et maintenance de l'éclairage public – Lot n°3 « Pôle Vallée du Lez » avec l'entreprise CITEOS –

SAS TRAVESSET, et Lot n°4 « Pôle Cadoule et Bérange » avec le groupement ALLEZ / BONDON, sans montant maximum et pour une durée d'un an reconductible 3 fois.

CONSIDERANT :

- Qu'il convient pour les communes n'ayant pas fait l'objet de convention avec Hérault Energies, d'assurer la réalisation des prestations d'enfouissement des réseaux secs, lors des travaux d'éclairage public, par l'intégration de prix nouveaux à l'accord-cadre 4571AT16 d'entretien et maintenance des installations d'éclairage public ;

- Que le pôle Vallée du Lez étant concerné pour les communes de Castelnau-le-Lez, Le Crès et Montferrier-sur-Lez, et le pôle Cadoule et Bérange pour la commune de Baillargues, il convient d'ajouter ces prix nouveaux aux lots n°3 « Pôle Vallée du Lez » et n°4 « Pôle Cadoule et Bérange » de l'accord-cadre 4571AT16.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature des avenants n°1 de prix nouveaux au lot n°3 « Pôle Vallée du Lez » avec l'entreprise CITEOS – SAS TRAVESSET, et au lot n°4 « Pôle Cadoule et Bérange » avec le groupement ALLEZ / BONDON, de l'accord-cadre 4571AT16 d'entretien et maintenance de l'éclairage public.

ARTICLE 2 : Ces avenants n'ont aucune incidence financière.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **14 MAI 2019**

Monsieur le ~~Vice-Président~~ **délégué**
Thierry BREYSSSE



Publiée le : **14 MAI 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-2090101-85671-CC-14

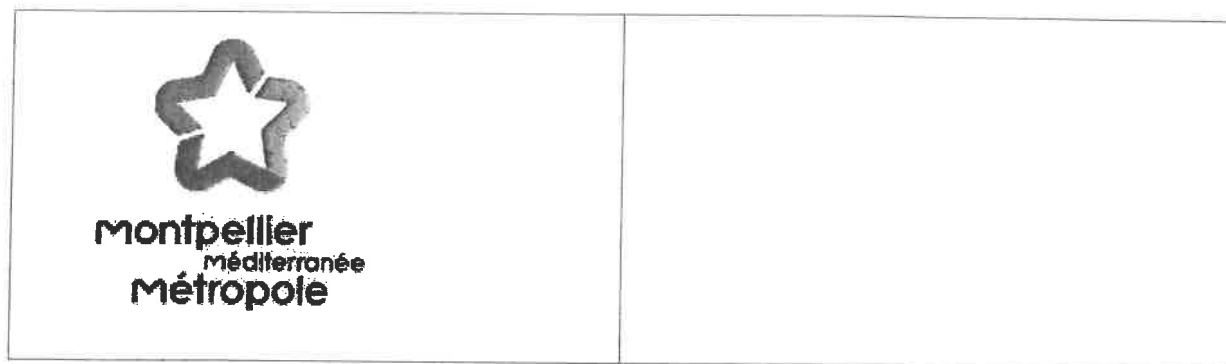
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

14 MAI 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la désaffectation et au
déclassement d'anciens chemins lieudit Les
Fourches commune de Saint-Geniès-des-
Mourgues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L 141-3 et L141-12,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine.

CONSIDERANT que les anciens chemins situés lieudit Les Fourches ne sont plus affectés à la circulation publique,

CONSIDERANT la nécessité de constater la désaffectation du domaine public des anciens chemins, d'une superficie respective de 364 m² et 324 m² situés lieudit Les Fourches, avant de pouvoir prononcer leur déclassement du domaine public,

CONSIDERANT que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée sur ce secteur,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait des anciens chemins, d'une superficie respective de 364 m² et 324 m², situés lieudit Les Fourches à Saint Geniès des Mourgues.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public des anciens chemins, d'une superficie respective de 364 m² et 324 m², situés lieudit Les Fourches et intègre ces emprises d'une superficie totale de 688 m² dans son domaine privé.

ARTICLE 3 : Les services du cadastre sont sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale des emprises désaffectées et déclassées.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 MAI 2019**

Monsieur le Président
Philippe SARRAIL



Publiée le : **14 MAI 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-85977-AU-14

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **14 MAI 2019**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la convention de mise à
disposition de l'infrastructure de
communications électroniques très haut
débit entre Montpellier Méditerranée
Métropole et Préfecture de l'Hérault -
Avenant n°1 - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux « marchés »
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI dans le domaine « Développement du très haut débit et de la fracture numérique »
- VU la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit en date du 21 octobre 2016 au bénéfice de la Préfecture de l'Hérault;
- VU la délibération n°13991 en date du 21 juillet 2016 et autorisant Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer notamment avec les clients les conventions de mise à disposition, sur la base des conventions-types précitées ainsi que tous documents relatifs à cette affaire;

CONSIDERANT :

- Que les besoins d'interconnexion de la Préfecture de l'Hérault ont évolué ;
- Que la Métropole a approuvé l'évolution de la tarification d'accès à ses infrastructures par délibération n°M2018-694 en date du 21 décembre 2018 ;
- Que les parties se sont rapprochées afin de signer un avenant n°1 à la convention de base afin d'appliquer l'évolution tarifaire ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit avec la Préfecture de l'Hérault.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **27 MAI 2019**
Monsieur le Président,

Philippe SAUREL



Publiée le : **27 MAI 2019**

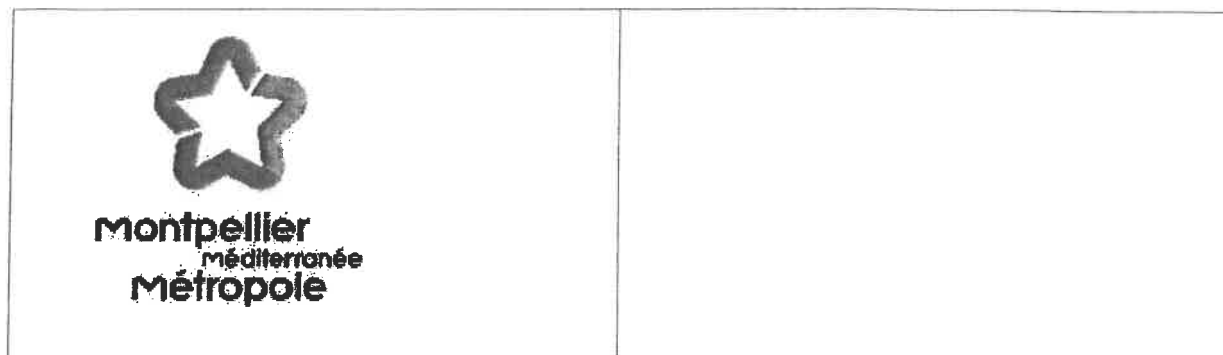
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

63u - 2u 4u 17 - 20190101 - 85785 - cc
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **27 MAI 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de dépôt
de quatre oeuvres de Hubert Robert aux
Centre Interdisciplinaire de conservation
et Restauration du patrimoine à Marseille
(CICRP) en vue de leur étude et de leur
restauration**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil au Président notamment celles approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER, dans le domaine « Culture »,

CONSIDERANT :

- la nécessité de déposer quatre œuvres de Hubert Robert au Centre Interdisciplinaire de Conservation et restauration (CICRP) en vue de leur étude scientifique et technique préalable à la restauration,
- le droit exclusif au profit du CICRP pour l'accueil et le traitement matériel des formats d'œuvres monumentales conformément à l'avis scientifique de la commission experte en matière de restauration sous l'autorité de la Direction Régionale des Affaires Culturelles,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à conclure avec le Centre Interdisciplinaire de Conservation et Restauration du Patrimoine (CICRP) à Marseille une convention relative au dépôt de quatre œuvres du musée Fabre en vue de leur étude scientifique et technique préalable à leur restauration,

ARTICLE 2 : Cette convention fixe les diverses modalités d'hébergement et le protocole d'intervention scientifique et technique pour l'étude des quatre œuvres de Hubert Robert suivantes :

- *Paysages avec Lavandières au pied d'un temple antique* – Huile sur toile 300x215cm
- *Paysage avec un escalier orné des sculptures des Dioscures, canal avec une barque de fête et un arc antique* – Huile sur toile 300x215cm
- *Paysage de Tivoli avec la cascade de l'Arno et le temple de Sibylle* - Huile sur toile 300x215cm
- *Paysage avec l'Arc de Constantin, le Colisée, au dessinateur* - Huile sur toile 300x215cm

ARTICLE 3 : Le dépôt est consenti à compter du 30 mai 2019 et ce jusqu'au 30 mai 2020.

ARTICLE 4 : Montpellier Méditerranée Métropole prend en charge le transport aller-retour des œuvres. Le CICRP s'engage quant à lui à assurer les œuvres durant le temps du dépôt. La valeur d'assurance des œuvres est estimée à 400 000€.

ARTICLE 5 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 MAI 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREY



Publiée le : 14 MAI 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-85897-H

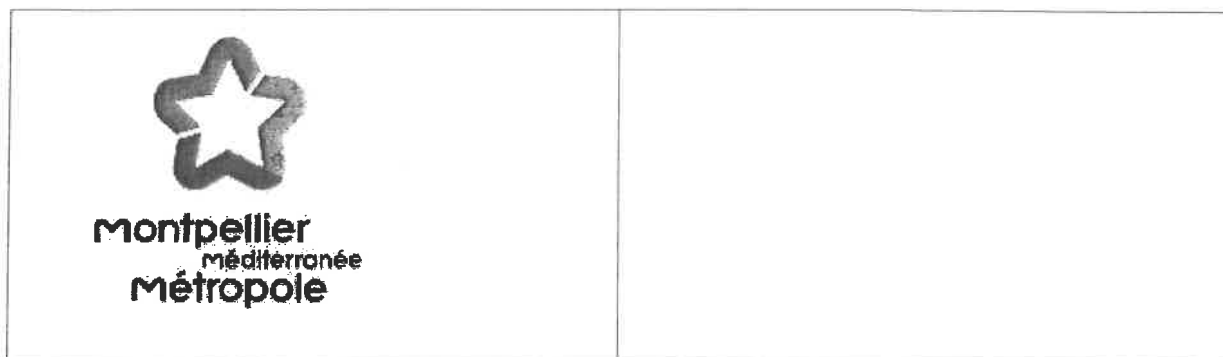
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

14 MAI 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au retrait de la délégation
du Droit de Préemption Urbain à la
commune de Montpellier à l'occasion de
l'aliénation des lots 1094 et 1115 de la
Résidence Font Del Rey II 450 VC le
Grand Mail Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser le retrait de la délégation du droit de préemption urbain (DPU) accordée par la Métropole à une commune membre, à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues par l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la déclaration d'intention d'aliéner envoyée par Maître André BONNARY, notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 10 avril 2019, concernant la vente par Monsieur Hamid HNIBIZA, de deux appartements constituant les lots 1094 et 1115 de la copropriété Font del Rey II 450 le Grand Mail, cadastrée section LR n° 292 et 296, au prix de 124 000 €,

- **CONSIDERANT** qu'afin de permettre la réalisation d'un projet de rénovation urbaine sur ce secteur dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain Mosson (PNRU 2 Mosson), opération relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il y a lieu de retirer le droit de préemption urbain à la Commune de Montpellier, à l'occasion du dépôt de cette déclaration d'intention d'aliéner.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La délégation du droit de préemption urbain sur la parcelle LR 292 et 296 est retirée à la ville de Montpellier à l'occasion de l'aliénation de la propriété HNIBIZA, deux appartements, lots 1094 et 1115 de la copropriété Font del Rey II 450 le Grand Mail à Montpellier.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

13 MAI 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

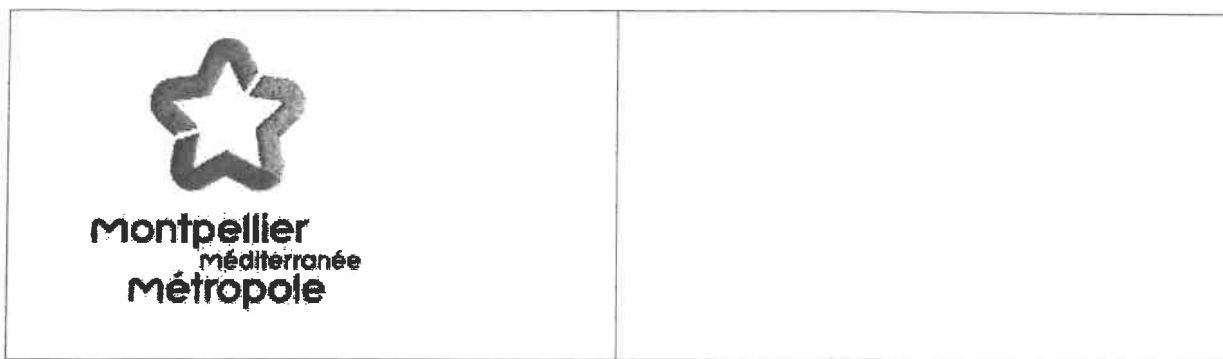
034- 2434000 17- 20190101- 85831-AU-11

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'autorisation de
déposer un permis de démolir - secteur
CAMBACERES - Commune de
Montpellier - Parcelles SP10 et SP11

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014- 1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique ; Enseignement supérieur ; Recherche et Innovation ; French Tech et Artisanat ; Planification urbaine (SCoT, PLUi), l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme » ;

CONSIDERANT :

- l'acquisition réalisée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Montpellier Méditerranée Métropole, par acte notarié en date du 25 mars 2014 de la propriété appartenant aux consorts ALFANO composée des parcelles SP10 et SP11, sises 1961 rue de la Fontaine de la Banquière à Montpellier pour la création d'une réserve foncière dans le secteur Méjanelle - Pont Trinquat – Gare TGV sur le territoire de Montpellier et Lattes,

- qu'il convient de démolir les bâtiments édifiés sur les parcelles cadastrées SP10 et SP11, sises 1961 rue Fontaine de la Banquière sur la commune de Montpellier afin de prévenir tout risque d'occupation illicite de ce bâti.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à déposer un permis de démolir concernant les bâtis édifiés sur les parcelles cadastrées SP 10 et SP11, sises 1961 rue Fontaine de la Banquière à Montpellier.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **09 MAI 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **09 MAI 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034- 24340007- 20190101- 86037- AR- H

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **09 MAI 2019**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Expertise Financière

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la mise en place d'une
ligne de trésorerie de dix millions d'euros
auprès de la BANQUE POSTALE**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Max LEVITA en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LÉVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, dans le domaine des Finances,
- VU les tableaux d'analyse des offres,

CONSIDERANT :

- qu'en matière de financement à court terme une ligne de trésorerie doit être mise en place,
- que dans le cadre de la gestion de trésorerie, Montpellier Méditerranée Métropole a lancé une consultation pour le renouvellement de sa ligne de trésorerie,
- qu'à l'issue de l'analyse des offres, deux propositions se sont distinguées et qu'en conséquence, il a été décidé de scinder le besoin en deux lignes distinctes de 10 millions d'euros chacune, qui répondent le mieux à la demande exprimée.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une ouverture de crédit de trésorerie est conclue avec la Banque Postale, dont le siège social est situé 115 rue de Sèvres, 75275 PARIS CEDEX 06, ayant pour numéro unique d'identification 421 100 645.

ARTICLE 2 : L'ouverture de crédit de trésorerie est destinée au financement des besoins ponctuels de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Le montant de la convention d'ouverture de crédit de trésorerie s'élève à un montant de 10.000.000 euros (dix millions d'Euros) pour une durée totale maximale de 1 an.

ARTICLE 4 : Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes:

CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE LA LIGNE DE TRESORERIE UTILISABLE PAR TIRAGES	
Prêteur	La Banque postale
Objet	Financement des besoins de trésorerie.
Nature	Ligne de Trésorerie Utilisable par tirages
Montant maximum	10 000 000 EUR
Durée maximum	364 jours
Taux d'Intérêt	Eonia + marge de 0.310 % l'an
Base de calcul	Exact/360
Modalités de remboursement	Païement trimestriel à terme échu des intérêts. Remboursement du capital à tout moment et au plus tard à l'échéance finale
Date d'effet du contrat	le 22 mai 2019
Date d'échéance du contrat	le 21 mai 2020
Garantie	Néant
Commission d'engagement	5 000 EUR, soit 0.05% du Montant maximum payable au plus tard à la Date de prise d'effet du contrat
Commission de non utilisation	0.000% du montant non utilisé payable à compter de la date de prise d'effet du contrat trimestriellement à terme échu le 8 ^{ème} jour ouvré du trimestre suivant

ARTICLE 5 : Monsieur le Vice-Président est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans le contrat et à recevoir tous pouvoirs à cet effet conformément à l'arrêté portant délégation de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 MAI 2019**
Monsieur le Président,

Philippe SAUREL

Publiée le : **27 MAI 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-8617-CC-1-1

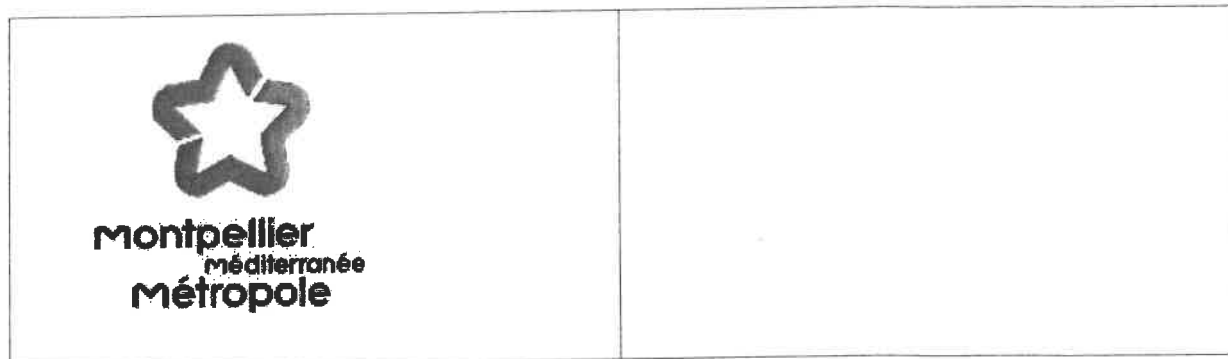
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **27 MAI 2019**

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances (VM)
Service Actionnariat et Partenariats

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'AFIGESE - Exercice 2019

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre,
- VU la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LEVITA en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction accordée à Monsieur Max LEVITA dans le domaine des « Finances »,
- **CONSIDERANT :**
 - que Montpellier Méditerranée Métropole adhère à des organismes par le versement de cotisations,
 - qu'il est proposé de reconduire l'adhésion à l'AFIGESE - Association Finances – Gestion – Evaluation des Collectivités Territoriales pour l'exercice 2019 comme suit :

Représentants	Montant HT	TVA	Montant TTC
Juliette BEREGLI	255,00 €	51,00 €	306,00 €
Fabien DELCASSO	255,00 €	51,00 €	306,00 €
Vincent DOMEIZEL	283,33 €	56,67 €	340,00 €
Emilie DREUX	283,33 €	56,67 €	340,00 €
Caroline KNAPP-LUQUET	283,33 €	56,67 €	340,00 €
Natacha LEUPERT	283,33 €	56,67 €	340,00 €
TOTAL	1 643,32 €	328,68 € €	1 972,00 €

DÉCIDE

ARTICLE 1 : D'accepter le versement de la cotisation à l'AFIGESE au titre de l'année 2019 pour un montant total de 1 972,00 € TTC.

ARTICLE 2 : De prélever le montant de la dépense sur les crédits inscrits au budget 2019 en nature 6281, chapitre 930.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

20 MAI 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 20 MAI 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

074-24710017-20190101-86144-AJ

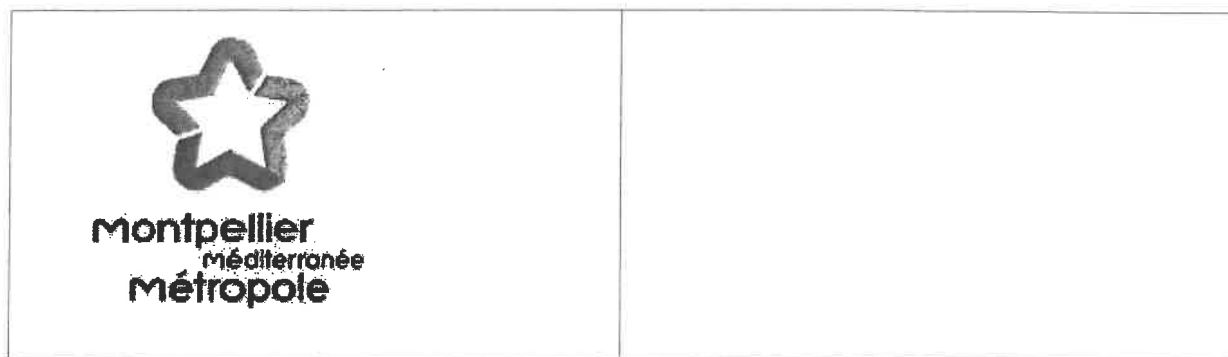
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

20 MAI 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent
N°M9D0028AT - Travaux de réfection des
couches de roulement sur les communes de
Lattes et Pérols - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux « marchés »,
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président délégué à la Voirie et l'Espace public, et à la Mixité dans le parc de logement social public,
- VU la décision n° MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 13 mars 2018,

CONSIDERANT :

- que des travaux sont nécessaires pour la réfection des couches de roulement sur les communes de Lattes et Pérols ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17 – Lot 1 « 3M Ouest », sous la forme d'un marché subséquent pour une durée de 4 mois, période de préparation de 1 mois non comprise ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix pondéré à 60 % ;
 - Valeur technique pondérée à 40 %.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché subséquent n°M9D0028AT relatif aux travaux de réfection des couches de roulement sur les communes de Lattes et Pérols à la Société Colas Midi Méditerranée sise à Saint Jean de Védas (34740) pour un montant estimatif de 845 841,50 euros HT. Le marché prend effet à compter de la date fixée par ordre de service. Sa durée est de 4 mois maximum non comprise la période de préparation de 1 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **22 MAI 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE



Publiée le : **22 MAI 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

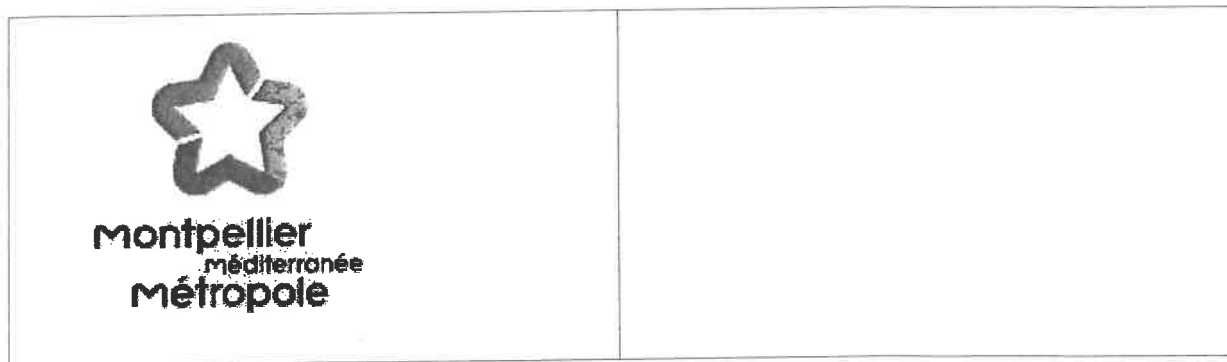
074-2440007-20190101-86365-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **22 MAI 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Avenant n°1 au marché 5127 Réalisation
de Plans d'Amélioration des Pratiques
Phytophytosanitaires et Horticoles sur l'Ouest
Montpelliérain**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- VU la décision n°MD2018-893 du 08 novembre 2018 attribuant le marché 5127 Réalisation de Plans d'Amélioration des Pratiques Phytophytosanitaires et Horticoles sur l'Ouest Montpelliérain au groupement ENFORA/FD CIVAM/L. DECRUCQ dont le mandataire est la société ENFORA sise 917A rue du Faou - 30320 POULX, pour un montant de 101 210 euros HT et pour une durée de 26 mois.

- CONSIDERANT :

- Que des réunions complémentaires sont apparues nécessaires à l'issue de la phase Diagnostic » afin d'homogénéiser la gestion différenciée appliquée sur chaque pôle,

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché 5127 Réalisation de Plans d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles sur l'Ouest Montpelliérain avec le groupement ENFORA/FD CIVAM/L. DECRUCQ dont le mandataire est la société ENFORA sise 917A rue du Faou - 30320 POULX, avenant n°1 d'un montant de 1 300 euros HT, portant le nouveau montant du marché à 102 510 euros HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'Eau Potable de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 011.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **27 MAI 2019**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES



Publiée le : **27 MAI 2019**

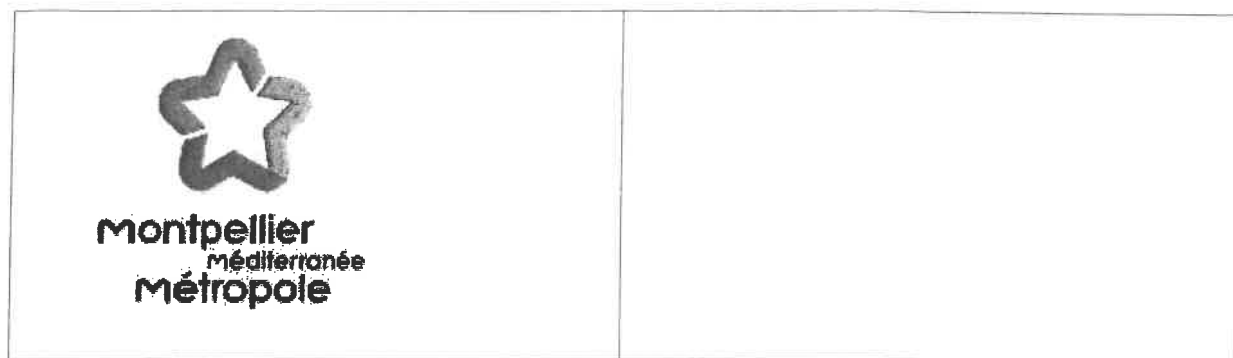
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

08u-2u 2u 000 17- 2019 0101-86409-AJ
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **27 MAI 2019**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent
n°M9D0016AT - Travaux d'aménagement
de la rue Sigaliès, de la rue des Genêts, de
l'allée de Marqueroze et du parking
Rieucoulon - Commune de Saint Jean de
Védas - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président délégué à la « Voirie et l'Espace public, et à la Mixité dans le parc de logement social public » ;
- VU la décision n°MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 13 mars 2018 ;

CONSIDERANT :

- que des travaux sont nécessaires pour l'aménagement de la rue Sigaliès, rue des Genêts, de l'allée de Marqueroze et du parking Rieucoulon sur la Commune de Saint Jean de Védas ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17 – Lot 1 « 3M Ouest », sous la forme d'un marché subséquent pour une durée de 2,5 mois pour la tranche ferme et de 1 mois pour la tranche optionnelle, période de préparation de 1 mois non comprise pour chaque tranche ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix pondéré à 50 % ;
 - Valeur technique pondérée à 50 %.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché subséquent n°M9D0016AT relatif aux travaux d'aménagement de la rue Sigaliès, de la rue des Genêts, de l'allée de Marqueroze et du parking Rieucoulon sur la Commune de Saint Jean de Védas à la Société MALET sise à Mauguio (34130) pour un montant estimatif de 309 986,24 euros HT. Le marché prend effet à compter de la date fixée par ordre de service. Le délai d'exécution est de 2,5 mois pour la tranche ferme et de 1 mois pour la tranche optionnelle, non comprise la période de préparation de 30 jours pour chaque tranche.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **22 MAI 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE



Publiée le : **22 MAI 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

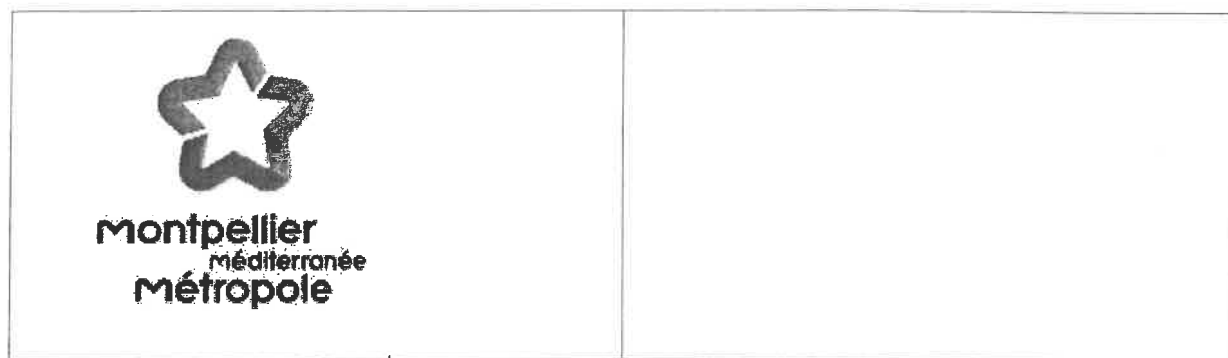
034 - 24 96 00 17 - 2019 01 01 86506 - cc

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **22 MAI 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle BK 98 Lieudit La Mourade -
Commune de BAILLARGUES**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2018-I-015 du 10 janvier 2018 déclarant d'Utilité Publique le recalibrage et l'aménagement de cheminements doux sur les Communes de Mauguio, Mudaison et Baillargues,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2018-I-1375 du 4 décembre 2018 déclarant cessibles les immeubles bâtis ou non bâtis situés sur la Commune de Baillargues et nécessaires au projet,
- VU la promesse de vente signée le 25 février 2019 par Monsieur François CARRIERE, pour céder à Montpellier Méditerranée Métropole une partie de la parcelle BK 7,
- **CONSIDERANT** la nécessité de recalibrer la route métropolitaine 26 et d'aménager en bordure un cheminement doux reliant Mauguio à Baillargues,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur François CARRIERE la parcelle BK 98 d'une superficie de 21 m² située sur la commune de Baillargues, en vue du recalibrage de la route reliant Mauguio à Baillargues et de l'aménagement d'un cheminement doux.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix de 76 euros décomposé comme suit : une indemnité principale 63 euros, une indemnité de réemploi 12,60 euros soit un total de 75,60 euros arrondi à 76 euros.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 MAI 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

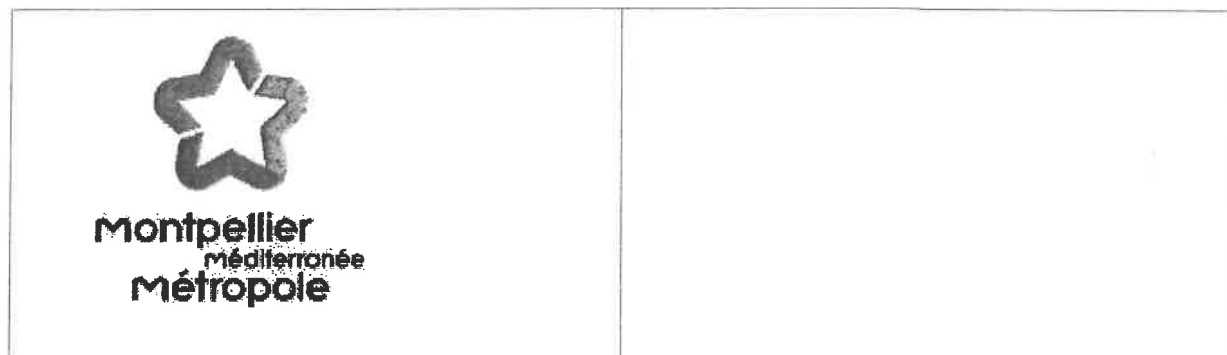
034- 2434 00017- 20190101 - 86518-AU-14

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent
n°M9D0002AT - Travaux d'aménagement
de l'avenue Jean Moulin et de l'avenue du
8 mai 1945 - Commune de Cournonterral -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la décision n°MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 13 mars 2018,

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans les domaines de la « Voirie et de l'espace public et de mixité dans le parc de logement social public »,

CONSIDERANT :

- que des travaux sont nécessaires pour l'aménagement de l'avenue Jean Moulin et de l'avenue du 8 mai 1945 à Cournonterral,
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n° 5023AT17 – Lot 3 « 3M Ouest », sous la forme d'un marché subséquent, pour une durée de 5 mois comprenant une période de préparation de 30 jours.
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix pondéré à 40 % ;
 - Valeur technique pondérée à 60 %.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M9D0002AT relatif aux travaux d'aménagement de l'avenue Jean Moulin et de l'avenue du 8 mai 1945 à Cournonterral à l'entreprise EUROVIA sise JUVIGNAC (34990) pour un montant de 591 209,32 € HT. Le marché prend effet à compter de la date fixée par ordre de service. Sa durée est de 5 mois, période de préparation de 30 jours incluse.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **22 MAI 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE



Publiée le : **22 MAI 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

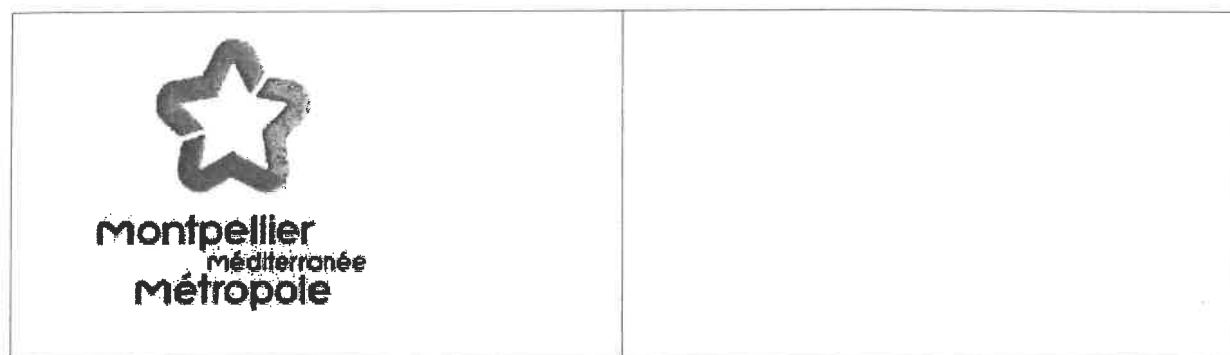
084 - 24 82 500 17 - 2019 - 0101 - 86517 - CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **22 MAI 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Maîtrise d'Ouvrage**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au
marché n°4585DC16 - Mission de maîtrise
d'œuvre - Réaménagement et traitement
acoustique des espaces d'accueil et
optimisation de la signalétique du musée
Fabre de Montpellier Méditerranée
Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la « Culture » ;

- VU la décision n°2017-60 attribuant le marché n°4585DC16 Mission de maîtrise d'œuvre - Réaménagement et traitement acoustique des espaces d'accueil et optimisation de la signalétique du musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole au groupement de maîtrise d'œuvre dont le mandataire est la société Atelier Emmanuel NEBOUT, pour un montant de 48 750 euros HT (toutes reconductions et tranches à notifier comprises) et une durée de 28 mois ;

CONSIDERANT :

- qu'il s'avère nécessaire de modifier le forfait de rémunération de la maîtrise d'œuvre afin de prendre en compte le surcroît d'études généré lors de la mission par le caractère particulièrement complexe du Musée Fabre, élément phare de la politique culturelle métropolitaine, notamment pour mettre en œuvre la nécessaire harmonisation de la signalétique directionnelle intégrée au présent marché, avec la charte graphique interne du Musée, dont la reprise est également en cours d'études. Il s'en est ensuivi la multiplication des phases d'études et de validations auprès des partenaires métropolitains, engendrant l'augmentation du nombre et de la durée des études d'exécution, notamment signalétiques, préalablement à la mise en œuvre de l'ouvrage, tant par les entreprises que par la maîtrise d'œuvre. A la demande du musée, et pour les raisons explicitées ci-avant, il a été demandé de repenser la hiérarchie des contenus précédemment étudiée aux cours des différentes réunions. Ce travail a demandé la modification d'une partie des supports et de leur implantation, ainsi qu'une modification partielle des contenus. Ces reprises d'études ont conduit à un surcroît d'études de la part de la maîtrise d'œuvre, estimé à 4 jours, soit un montant de $4 \times 625,00 \text{ € HT} = 2\,500,00 \text{ € HT}$.

- qu'en conséquence, en raison de ces aléas et études supplémentaires, et afin de planifier dans le temps l'exécution des travaux et de la période de garantie de parfait achèvement, il est nécessaire d'acter une prolongation du délai global du marché d'une durée de 10 mois, le portant à 38 mois dont 12 mois de garantie de parfait achèvement.

- que les modifications apportées au marché telles que décrites ci-avant satisfont aux conditions posées par les articles 139 et 140 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment celle tenant au fait que ses prestations supplémentaires, qui ne figuraient pas dans le marché public initial, sont devenues nécessaires et ne peuvent être exécutées que par le titulaire actuel du contrat pour des raisons économiques et techniques ; tout changement de titulaire présenterait en effet un inconvénient majeur, notamment une augmentation substantielle des coûts.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°4585DC16 Mission de maîtrise d'œuvre - Réaménagement et traitement acoustique des espaces d'accueil et optimisation de la signalétique du musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole avec le groupement de maîtrise d'œuvre dont le mandataire est la société Atelier Emmanuel NEBOUT, pour un montant de 2 500,00 euros HT. La durée du marché est portée de 28 mois à 38 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 903 et 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant mentionné à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 MAI 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER



Publiée le : 22 MAI 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

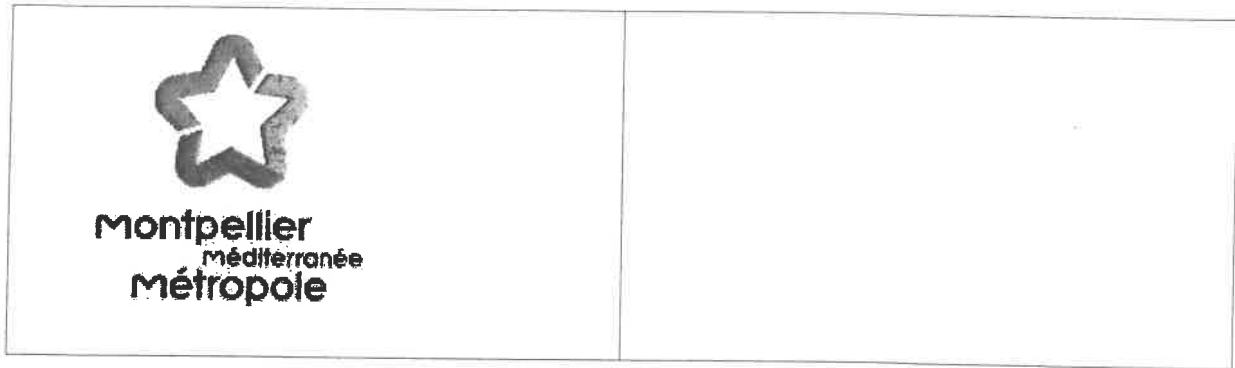
074 - 24 24 000 17 - 6019 01 01 - 87179-cc

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 MAI 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention
d'occupation temporaire pour travaux -
Parcelle cadastrée PM n°11, rue de Bionne
- Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Noël SEGURA en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Noël SEGURA dans le domaine du « Logement » ;

CONSIDERANT :

- que dans le cadre de l'installation précaire des occupants du site de Parc 2000, en collaboration avec la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, l'Etat a la volonté de créer un espace de transition permettant aux populations d'accéder à des conditions d'hébergement décentes jusqu'à ce que soient trouvées des solutions de relogement définitives ;
- qu'en vue d'assurer cette mission, l'Etat mandate, pour toute la durée de la présente convention, un opérateur qui, à la date de sa signature, est l'association « 2ChosesLune » qui aura en charge la gestion globale du dispositif, sa sécurisation et l'accompagnement à visée d'insertion des usagers ;

- que la SAS Dom'Ici, propriétaire des modules d'hébergement et détenteur de l'autorisation d'urbanisme, met à disposition la structure technique lui permettant de réaliser l'hébergement des usagers, par conventionnement avec l'association 2choseslune ;
- que la Commune de Montpellier est aujourd'hui propriétaire d'une parcelle cadastrée section PM11 d'une superficie cadastrale de 6 492 m², aménagée en 1999 pour accueillir des communautés de gens du voyage, jusqu'en 2015, aujourd'hui libre de toute occupation mais bénéficiant de certains aménagements partiels initiaux ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole prend une part active dans ce projet au titre de sa compétence « Actions en faveur du logement des personnes défavorisées », en prenant en charge les travaux complémentaires d'aménagement du site et des ses abords ;
- que concomitamment à la présente, une convention d'occupation temporaire multipartie sera signée entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, l'Etat, la SAS Dom'Ici et l'association 2chosesLune, pour une durée de 2 ans concernant l'occupation et la gestion dudit site.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à conclure une convention d'occupation temporaire pour travaux de la parcelle cadastrée PM 11 située rue de Bionne d'une superficie de 6492 m² avec la Ville de Montpellier, dont le siège social est situé 1 place Georges Frêche à MONTPELLIER enregistrée au SIREN sous le numéro 213 401 722, représentée par Madame Chantal MARION, en qualité d'adjointe au Maire déléguée à l'urbanisme suivant arrêté de délégation n° VAR2019-0304 du 11 février 2019.

ARTICLE 2 : Cette convention est consentie et acceptée moyennant 1 € symbolique (un euro), pour une durée de 6 mois à compter de la prise possession réelle des lieux.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à ces affaires sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 930.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation de fonction ; à signer la convention d'occupation temporaire pour travaux visée à l'article 1 ainsi que tout autre document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

13 MAI 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

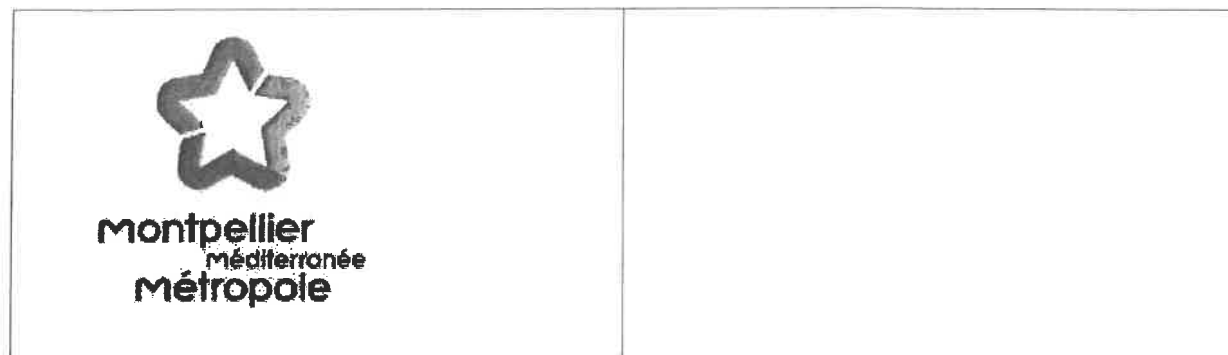
034-243400017-20190101-86938-CC-H.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Maîtrise d'Ouvrage

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'attribution des
marchés de travaux d'aménagement de la
médiathèque centrale EMILE ZOLA suite
à l'intégration de l'offre de la médiathèque
Fédérico FELLINI concernant uniquement
la Phase 1 - AUDITORIUM**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER, dans le domaine "culture"
- VU la convention de mandat conclue en date du 28 Juillet 2017, transmise en préfecture le 31 Juillet 2017 et notifiée le 17 Août 2017 au bénéfice de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M),

CONSIDERANT :

- que le programme des travaux d'intégration de l'offre de la médiathèque Federico FELLINI dans la médiathèque centrale Emile ZOLA prévoit de donner une vraie fonction d'auditorium à la salle polyvalente du rez-de-chaussée; travaux de la phase 1, dont le démarrage est programmé dès l'été 2019,
- qu'une procédure adaptée a été lancée conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et de celles du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 6 mois prévisionnellement à compter de juillet 2019;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - 1- Valeur technique au regard du mémoire technique : 60 %
 - 2- Prix des prestations au regard de la décomposition du prix global et forfaitaire : 40 %.
- Qu'après analyse:
 - o Concernant le lot 1 – Tribune, Fauteuils, Métallerie, l'entreprise HUGON présente l'offre économiquement la plus avantageuse.
 - o Concernant le lot 2 – Electricité, l'entreprise FAUCHE présente l'offre économiquement la plus avantageuse.
 - o Concernant le lot 3 – Aménagements Intérieurs, l'entreprise CUARTERO présente l'offre économiquement la plus avantageuse.
 - o Concernant le lot 4 – Rideaux, l'entreprise CLEMENTS et FILS présente l'offre économiquement la plus avantageuse.
 - o Concernant le lot 5 – Equipements scéniques et audiovisuels, l'entreprise SUD MEDIA SYSTEM présente l'offre économiquement la plus avantageuse.
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 30 avril 2019 a été informée de ces choix

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer les marchés de travaux de transformation de l'auditorium de la médiathèque Emile ZOLA en salle de cinéma et de conférence aux entreprises suivantes : Concernant le lot 1 HUGON pour un montant de 176.025 € HT, concernant le lot 2 FAUCHE pour un montant de 55.979,19 € HT, concernant le lot 3 CUARTERO pour un montant de 49.485,40 € HT, concernant le lot 4 CLEMENT et FILS pour un montant de 34.034,20 € HT, et concernant le lot 5 SUD MEDIA SYSTEM pour un montant de 161.995,94 € HT.

Les marchés prendront effet à compter de leur notification et pour une durée globale de 6 mois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **22 MAI 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER



Publiée le : **22 MAI 2019**

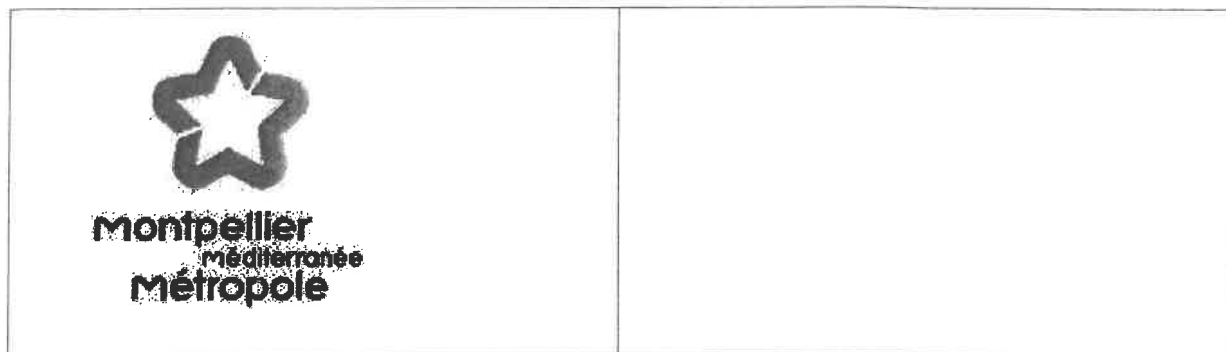
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Objet - 26 200017 - 20190101 - 87034 - CC
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **22 MAI 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature de
l'avenant n°2 de transfert, du Département
de l'Hérault à Montpellier Méditerranée
Métropole, du marché n°M9B0063AT de
maîtrise d'œuvre pour la réparation du
pont sur le Grau de Carnon à PEROLS -
RD62 PR0+208**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans les domaines de la Voirie et l'Espace public, et de la mixité dans le parc de logement social public,
- VU la fin de la convention en vue de l'exercice transitoire des nouvelles compétences de la Métropole conclue le 22/12/2016, avec le Conseil Départemental de l'Hérault,

- CONSIDERANT :

- que le transfert de la compétence Voirie – Espace Public du Département de l'Hérault à Montpellier Méditerranée Métropole nécessite la passation d'un avenant de transfert, permettant la poursuite des prestations de maîtrise d'œuvre sur la RD 62 PR0+208 pour la réparation du pont sur le Grau de Carnon à PEROLS, dans le cadre du marché n°M9B0063AT (n°CD34 : 12/M0485).

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 de transfert, du Département de l'Hérault à Montpellier Méditerranée Métropole, du marché n°M9B0063AT (n°CD34 : 12/M0485) de maîtrise d'œuvre sur la RD 62 PR0+208 pour la réparation du pont sur le Grau de Carnon à PEROLS, avec l'entreprise SEDOA sise 20 impasse de Courpouyran à Juvignac.

ARTICLE 2 : L'avenant n'a aucune incidence financière.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **22 MAI 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREASSE



Publiée le : **22 MAI 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

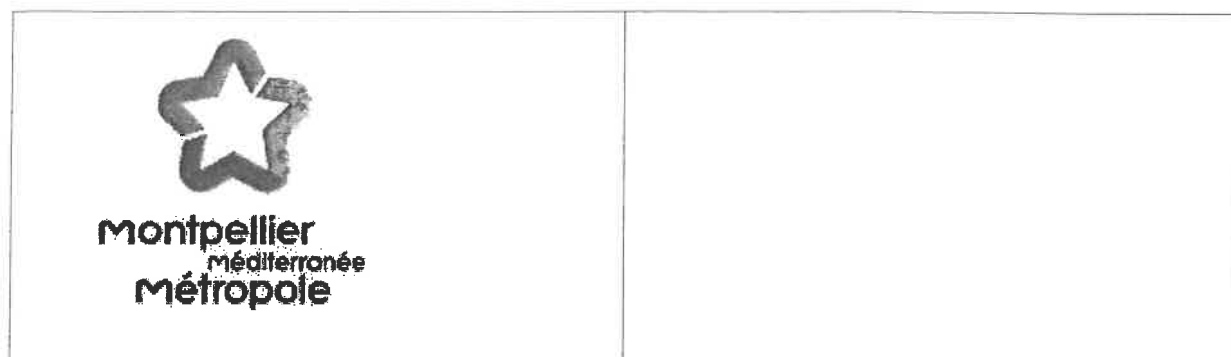
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

22 MAI 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°2926 -
Travaux de la réalisation du nouveau
Conservatoire à Rayonnement Régional
par la SA3M - Attribution des lots 10 et 11**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- VU la convention de mandat numéro 2925 en date du 13 mai 2016 au bénéfice de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) représentée par son directeur général Monsieur Christophe PEREZ

CONSIDERANT :

- qu'un nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) est réalisé par Montpellier Méditerranée Métropole sur la commune de Montpellier ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 20 mois
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants prix : 40% / valeur technique : 60%
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 30/04/2019 a été informée du choix.

Les entreprises suivantes présentent les offres économiquement les plus avantageuse :

- Lot 10 « cloisons doublages » : **SARL EP3** – 1373 Chemin des près – 34 590 MARSILLARGUES – 799 803,65 € HT,
- Lot 11 « plafonds suspendus » : **CORTINA** – 22 rue Nelson Mandela – 34 070 MONTPELLIER – 869 371 € HT.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer les lots 10 et 11 du marché de réalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional à :

- Lot 10 : **SARL EP3** – 1373 Chemin des près – 34 590 MARSILLARGUES – 799 803,65 € HT.
- Lot 11 : **CORTINA** – 22 rue Nelson Mandela – 34 070 MONTPELLIER – 869 371 € HT.

Les lots 10 et 11 du marché prennent effet à compter de leur notification pour une durée de 20 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **22 MAI 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER



Publiée le : **22 MAI 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

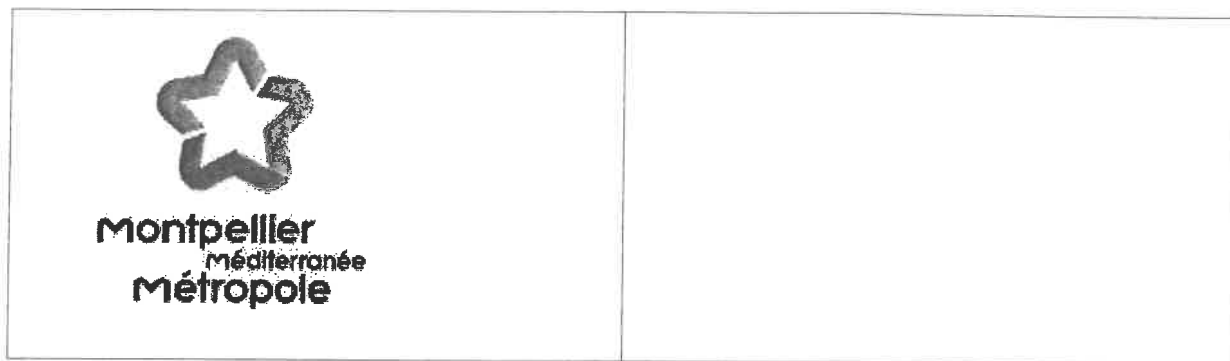
03e - 24 3e 600 17 - 2019 0101 - 87129 -

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **22 MAI 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent
n°M9D0030AT - Travaux de traitement de
la discontinuité cyclable située sur les RD5
et RD102 du PR 22+800 au PR 23+200 -
Commune de Cournonterral - Autorisation
de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine « Voirie et Espace public ; Mixité dans le parc de logement social public notamment l'élaboration du "plan partenarial de la gestion de la demande et d'information des demandeurs" » ;

- VU la décision n°MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 13 Mars 2018 ;

Considérant :

- qu'un besoin de travaux de traitement de la discontinuité cyclable, située sur la RD102 entre le PR 22+800 et le PR 23+200, sur la commune de Cournonterral doit être couvert afin de rétablir la connexion deux sections cyclables, l'itinéraire « vélo » se situant le long de la RD5 et reliant Montpellier à Cournonsec ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17 – lot 1 « 3M Ouest », sous la forme d'un marché subséquent, avec un délai d'exécution des travaux fixé à 3 mois dont 1 mois de préparation ;
- que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient pondérés à 60% pour le prix et 40% pour la valeur technique ;
- qu'à l'issue de l'analyse, le candidat EUROVIA LANGUEDOC ROUSSILLON Agence Juvignac ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, a été déclaré attributaire.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché subséquent n° M9D0030AT relatif aux travaux de traitement de la discontinuité cyclable, située sur les RD5 et RD102 entre le PR 22+800 et le PR 23+200, sur la commune de Cournonterral, à l'entreprise EUROVIA LANGUEDOC ROUSSILLON sise à Juvignac pour un montant estimatif de 206 285, 60 € HT.

Le marché prend effet à compter la notification. Le délai d'exécution de 3 mois, période de préparation de 1 mois comprise, part de l'ordre de service de démarrage des travaux.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **22 MAI 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE



Publiée le : **22 MAI 2019**

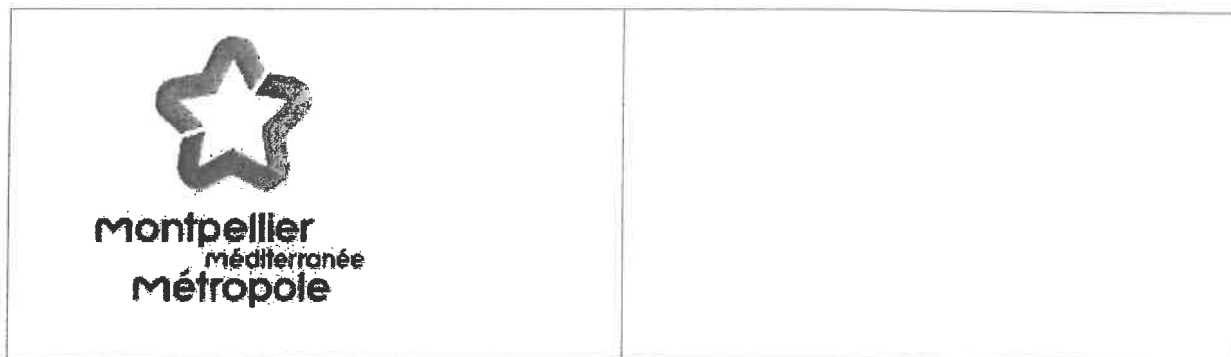
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **22 MAI 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché
n°M8B0060VD - Fourniture de conteneurs
pour la récupération des huiles minérales
et recyclage des anciens conteneurs -
Attribution

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de passer un marché pour la « Fourniture de conteneurs pour la récupération des huiles minérales et le recyclage des anciens conteneurs » ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée, pour une durée de un an, renouvelable deux fois par reconduction tacite, à compter de sa notification ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif 40 %
 - Valeur technique au regard de la note méthodologique 60 %
- qu'après analyse, l'entreprise MANERGO, Z.I. du Plouich, BP 235, 59590 Raismes, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E :

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché à l'entreprise MANERGO, Z.I. du Plouich, BP 235, 59 590 Raismes, sans montant minimum mais avec un maximum de 89 000 € HT.

Il est conclu pour une durée de un an, renouvelable deux fois par reconduction tacite, à compter de sa notification.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **16 MAI 2019**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS-ORSAL



Publiée le : **16 MAI 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-24340017 - 20190101 - 87207-AU-1-1

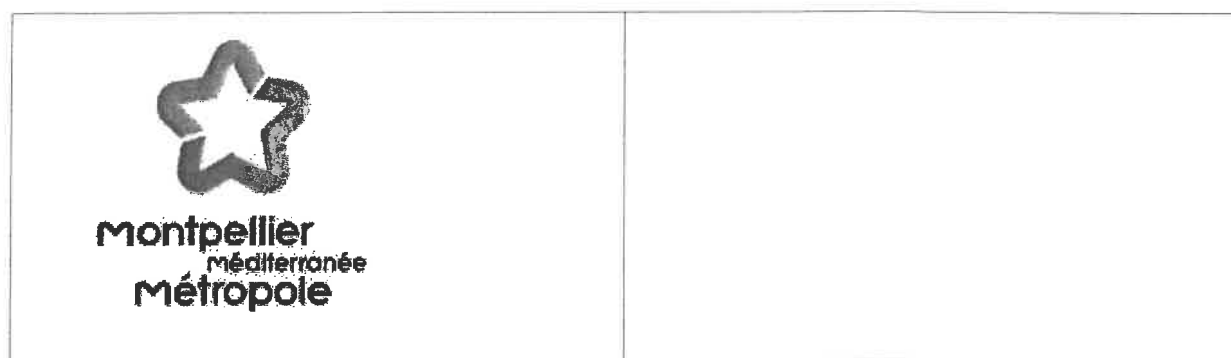
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

16 MAI 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°3M42R -
Travaux de reprise des revêtements de la
plateforme de la 3ème ligne de tramway -
Rue de la République entre Observatoire
et Gare - Commune de Montpellier -
Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté de délégation de fonction attribué à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine des transports et de la mobilité ;
- VU la délibération du Conseil n°6083 du 30 juillet 2004, modifiée par la délibération n°6289 du 21 décembre 2004 approuvant l'avenant n°1 à la convention de mandat relative à la réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway, désignant la SEM TaM seule titulaire du marché ;

- CONSIDERANT :

- qu'une consultation a été lancée par TaM selon une procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n°2016/360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics portant sur le marché n°3M42R de travaux de reprise des revêtements de la plateforme tramway rue de la République à Montpellier, dans le cadre de la 3ème ligne de tramway ;

- que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : 60% au regard de la valeur technique de l'offre et 40% pour le prix des prestations ;

- qu'après analyse le groupement RAZEL BEC (mandataire) / MIGMA / SPIE Citynetwork (Saint Jean de Védas) présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

- que la Commission d'Appel d'Offres de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 30 avril 2019 a été informée du choix de l'attributaire du marché.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°3M42R relatif aux travaux de reprise des revêtements de la plateforme de la 3ème ligne de tramway, au groupement RAZEL BEC (mandataire) / MIGMA / SPIE Citynetwork sise Saint Jean de Védas (34).

ARTICLE 2 : Le marché n°3M42R est conclu pour un montant estimatif de 1 024 227,70 € HT résultant du Détail Quantitatif Estimatif. Cette dépense est prévue au budget Transport de la Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : D'autoriser monsieur le Directeur Général de TaM à signer le contrat visé à l'article 1.

ARTICLE 4 : Au cours de l'exécution du marché, Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant du marché en cas de prix unitaires et de 5% du montant du marché en cas de prix global et forfaitaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 MAI 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICO



Publiée le : **28 MAI 2019**

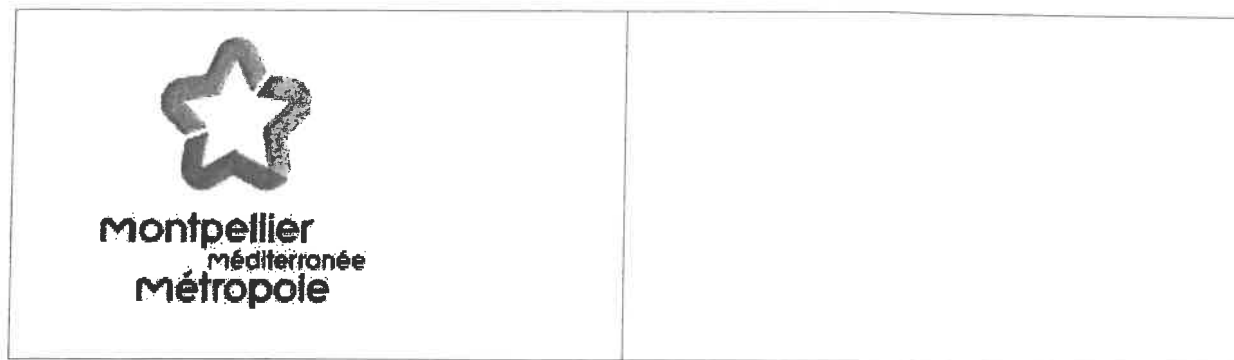
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

02m 2m 8m 500 17 - 2019 0101 - 87214 - AU
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **28 MAI 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la désaffectation et au
déclassement d'un lot volume Parcelles AS
261 et AS 299 avenue de l'Europe -
Commune de Castelnau-le-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L.5217-2 du Code Général des collectivités territoriales,
- VU l'article L.2141-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,

CONSIDERANT que le lot volume n°2 situé en surplomb d'un transformateur alimentant la ligne 2 de tramway sur les parcelles AS 261 et AS 299 appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole, avenue de l'Europe à Castelnau-Le-Lez, n'est pas affecté à l'usage du public,

CONSIDERANT la nécessité de déclasser du domaine public ce lot-volume avant de pouvoir le céder.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation du lot-volume n°2 situé en surplomb des parcelles AS 261 et AS 299, avenue de l'Europe à Castelnau-le-Lez.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public dudit volume situé sur la commune de Castelnau-Le-Lez, avenue de l'Europe.

ARTICLE 3 : Le lot-volume n° 2 est intégré au domaine privé de la Métropole.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

17 MAI 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **17 MAI 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034- 248400017- 20190101- 87237- AU-1-1

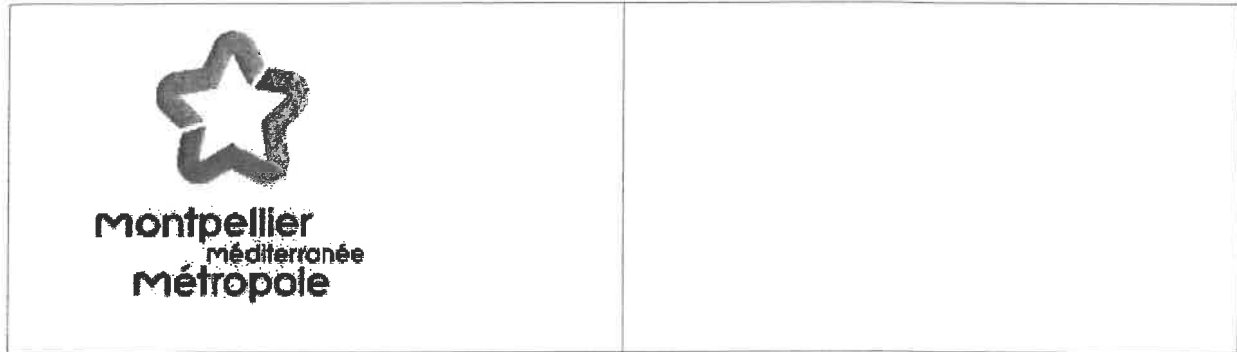
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

17 MAI 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la cession d'un véhicule
économiquement irréparable de marque
Peugeot Partner immatriculé EK-757-AX à
la société SMACL Assurances**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine «Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole»,

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule accidenté de marque Peugeot Partner immatriculé EK-757-AX,
- que suite au rapport d'expertise rendu par le Centre d'Expertise Automobile Montpelliérain (CEAM), sis 1550 avenue des Platanes 34970 Lattes, le véhicule a été jugé économiquement irréparable,
- que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule économiquement irréparable.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède le véhicule de marque Peugeot Partner immatriculé EK-757-AX à la compagnie SMACL Assurances, sise 141 avenue Salvador Allende, 79 031 Niort cedex 9.

ARTICLE 2 : Le prix de cession, conforme au rapport d'expertise du CEAM s'élève à 8 370 euros TTC, déduction faite d'une franchise de 150 euros.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

17 MAI 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **17 MAI 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

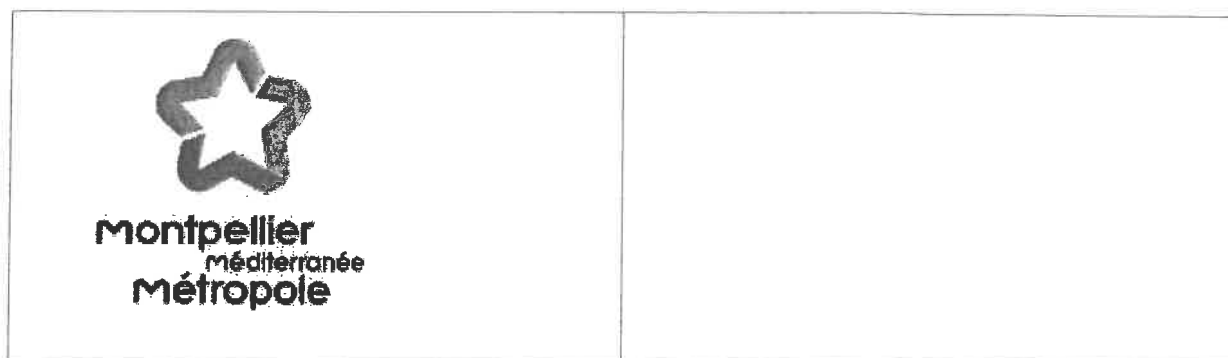
034- 243400017 - 2019001- 87261-AU- 1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **17 MAI 2019**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M9B0018VD - Travaux de réhabilitation
du Point Propreté de Cournonterral -
Lot n°5 : Clôtures - Portails - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération 14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de passer un marché pour les « Travaux de réhabilitation du Point Propreté de Cournonterral – lot n° 5 : Clôtures – Portails » ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée. Le délai d'exécution des travaux est de 2 mois dont 1 mois de préparation et le début d'exécution des travaux part de la date fixée par ordre de service ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique au regard du mémoire technique : 60 %
 - Prix des prestations au regard du montant du Détail Quantitatif Estimatif (DQE) : 40 % ;
- qu'après analyse, l'entreprise JOULIE TP, sise rue des Barrys, 34660 Cournonsec, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché de « Travaux de réhabilitation du Point Propreté de Cournonsec – lot n° 5 : Clôtures – Portails » à l'entreprise JOULIE TP, sise rue des Barrys, 34 660 Cournonsec, pour un montant estimatif de 26 640 € HT.

Le délai d'exécution des travaux est de 2 mois dont 1 mois de préparation.

Le début d'exécution des travaux part de la date fixée par ordre de service.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **16 MAI 2019**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS-ORSAL



Publiée le : 16 MAI 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

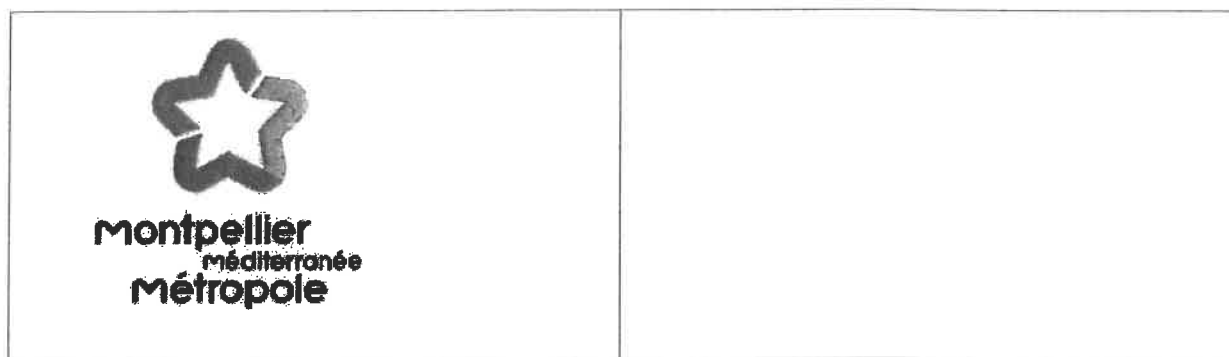
034-243400017-20190101-8729-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **16 MAI 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au règlement de
l'indemnité d'éviction commerciale en vue
de la réalisation de la 5ème ligne de
tramway - SARL Montpelliéraine
d'Administration de Biens - Agence
Immobilière MAB Planchon - parcelle AS
n°12 à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté de délégation de fonction attribué à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine des Transports et de la Mobilité,
- VU les délégations accordées au Président par délibération du Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération du Conseil de Communauté d'Agglomération n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché,

- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023,

CONSIDERANT :

- que l'acquisition d'une partie de bâtiment sur l'assiette de la copropriété La Radieuse, située au 1 581, route de Mende à Montpellier, cadastrée section AS n° 12, appartenant au Syndicat des copropriétaires de la Résidence la Radieuse et à la SCI SQUARE PLANCHON, nécessaire à la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway, induit la cessation d'activité commerciale exercée par leur locataire, la SARL Montpelliéraine d'Administration de Biens (MAB) (Agence immobilière MAB Planchon),
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'éviction commerciale de ladite société.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole devant acquérir une partie de bâtiment sur l'assiette de la copropriété La Radieuse, située au 1 581, route de Mende à Montpellier, parcelle cadastrée section AS n°12, appartenant au Syndicat des copropriétaires de la Résidence la Radieuse et à la SCI SQUARE PLANCHON, alloue à leur locataire la SARL Montpelliéraine d'Administration de Biens (MAB) (Agence immobilière MAB Planchon) une indemnité d'éviction forfaitaire et définitive couvrant l'ensemble des préjudices subis par ce dernier du fait de l'éviction de son agence immobilière.

ARTICLE 2 : Le montant de l'indemnité d'éviction forfaitaire et définitive désignée à l'article 1 ci-dessus est fixé à 800 950,00 € (HUIT CENT MILLE NEUF CENT CINQUANTE EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : La convention d'éviction commerciale est signée par :

- Monsieur Jean-Pierre RICO, en sa qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 MAI 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 20 MAI 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

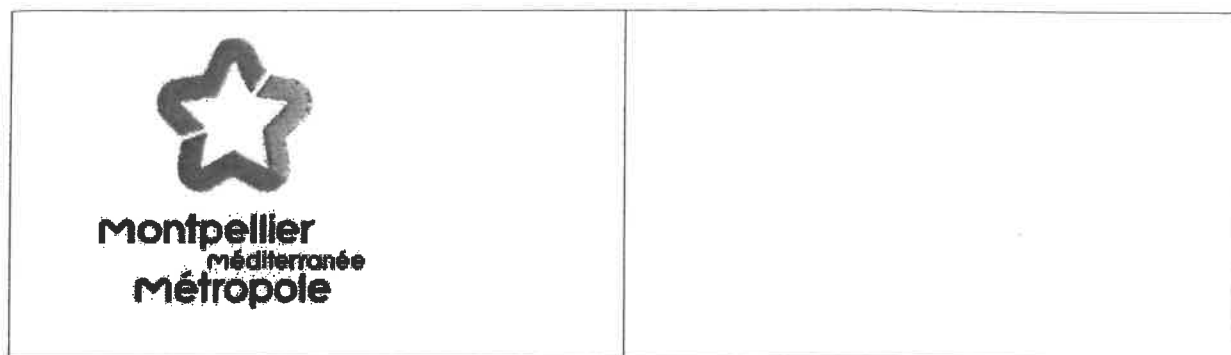
076-24250017 20190101-87264-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20 MAI 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une acquisition foncière
pour la réalisation de la ligne 5 de tramway
- Lot n°507 - Parcelle AS12 - 1581 Route de
Mende à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- VU la délibération du Conseil n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché,

CONSIDERANT :

- que le lot n°507 au sein de la copropriété La Radieuse, situé au 1 581, route de Mende à Montpellier, cadastré section AS n°12 appartenant à la SARL Montpelliéraine d'Administration de Biens (MAB), est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway,
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition de ladite emprise.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le lot n°507 au sein de la copropriété La Radieuse situé au 1 581, route de Mende à Montpellier, cadastré section AS n°12 appartenant à la SARL Montpelliéraine d'Administration de Biens (MAB).

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 37 300,00 € (TRENTÉ SEPT MILLE TROIS CENT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Monsieur Jean-Pierre RICO, en sa qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 MAI 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 20 MAI 2019

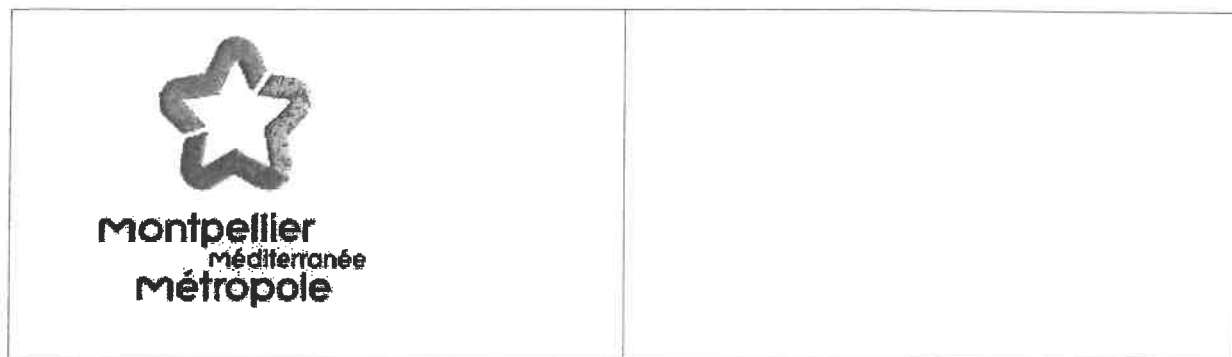
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

024 - du 200017 - 20190101 - 87267 - AV
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20 MAI 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière
pour la réalisation de la ligne 5 de tramway
- Lots n°506 et 208 - Parcelle AS12 - 1581
Route de Mende à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché,

CONSIDERANT :

- que les lots n°506 et 208 au sein de la copropriété La Radieuse, situé au 1 581, route de Mende à Montpellier, cadastré section AS n°12 appartenant à la SCI SQUARE PLANCHON, sont nécessaires à la réalisation de la ligne 5 de tramway,
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition de ladite emprise.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert les lots n°506 et 208 au sein de la copropriété La Radieuse situé au 1 581, route de Mende à Montpellier, cadastré section AS n°12 appartenant à la SCI SQUARE PLANCHON.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 74 062,00 € (SOIXANTE QUATORZE MILLE SOIXANTE DEUX EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Monsieur Jean-Pierre RICO, en sa qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 MAI 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 20 MAI 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

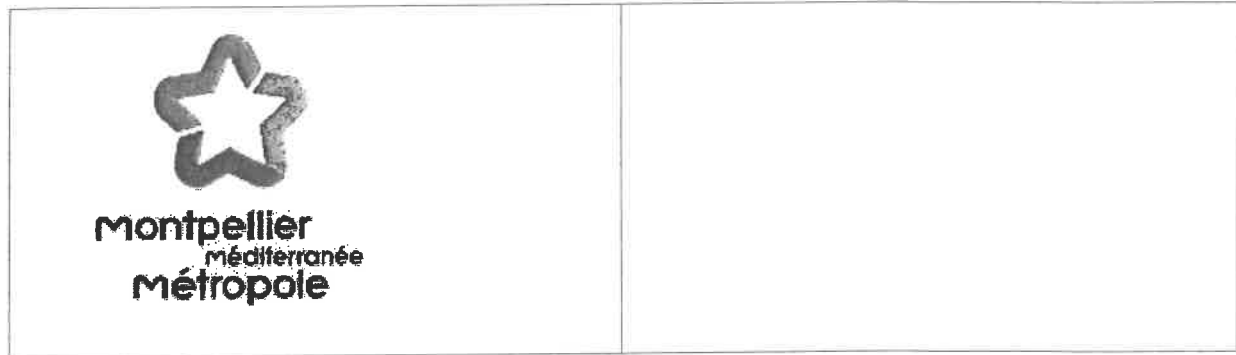
024 - 24 24 000 (7 - 2019 01 01 - 87274 - AV

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 20 MAI 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession pour réforme
d'une balayeuse identifiée "BAL 13" de
marque Ravo pour cause de vétusté - Hôtel
des Ventes de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'une balayeuse vétuste identifiée « BAL 13 » de marque Ravo type C5002, n° de série 14 122,
- que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver une balayeuse vétuste et qu'il convient de la réformer.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La balayeuse « BAL 13 » de marque Ravo de type C5002, n° de série 14 122 est réformée pour cause de vétusté et cédée à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **17 MAI 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **17 MAI 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-87572-AU-1-1

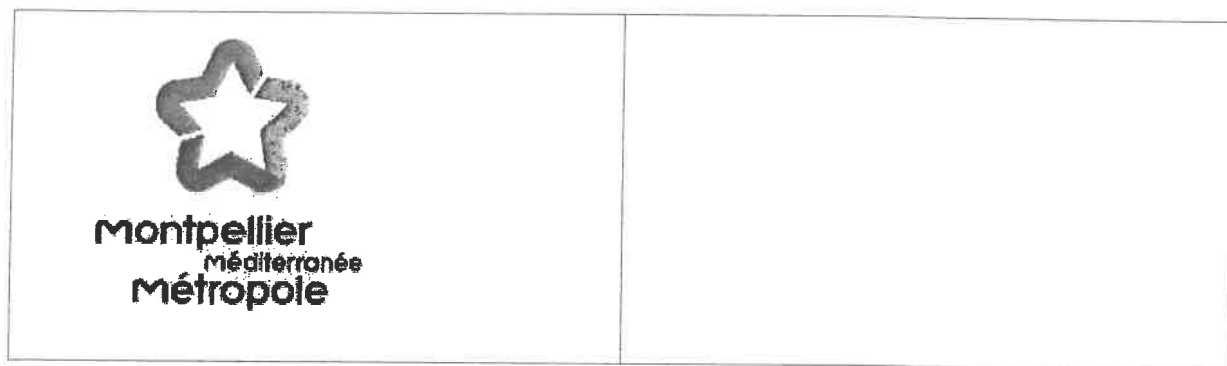
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

17 MAI 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession pour réforme
d'un appareil broyeur vétuste de marque
Negri - Hôtel des Ventes de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine «Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole»,

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un appareil broyeur vétuste identifié « Broyeur 6 » de marque Negri, type R320/D HP37, n° de série 02-01,
- que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un broyeur vétuste et qu'il convient de le réformer.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le broyeur identifié « Broyeur 6 » de marque Negri type R320/D HP37 n° de série 02-01, est réformé en raison de sa vétusté et cédé à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **17 MAI 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **17 MAI 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-87591-AU-1-1

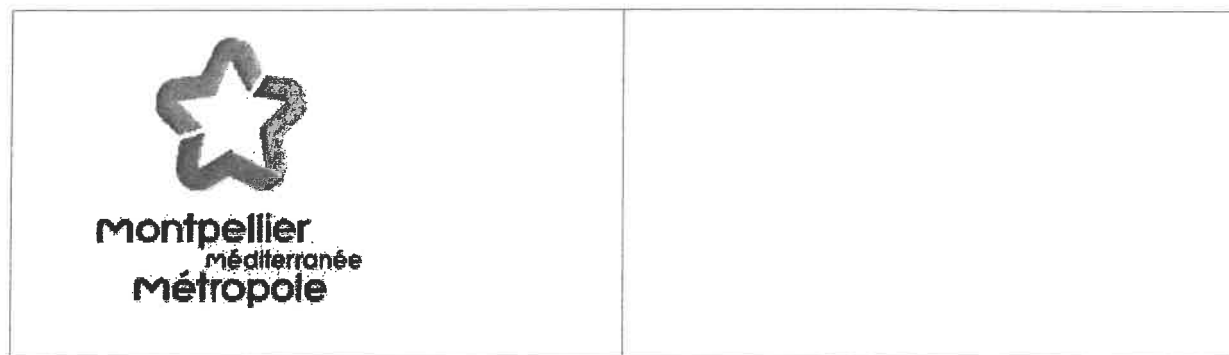
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

17 MAI 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition des
parcelles en nature de voiries - Le Hameau
de Cabanis - Commune de Prades-le-Lez

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la demande de rétrocession des parcelles en nature de voies et espaces communs formulée par l'ASL Le Hameau de Cabanis, afin de permettre le classement dans le domaine public métropolitain, des emprises à vocation publique situées dans le lotissement « Le Hameau de Cabanis »,
- VU l'avis favorable du Pôle Vallée du Lez en date du 23 novembre 2018 sur le principe du classement de ces emprises dans le domaine public,

- **CONSIDERANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière des parcelles en nature de voies et espaces communs du lotissement « Le Hameau de Cabanis » sur la commune de Prades-Le-Lez,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de l'Association Syndicale Libre Le Hameau de Cabanis, les parcelles AE 146 (71 m²), AE 149 (493 m²), AE 152 (2011 m²), situées dans le lotissement « Le Hameau de Cabanis » en nature de voiries et espaces communs sur la commune de Prades-le-Lez, en vue de leur intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens vendus, à savoir des emprises intégrées dans la voirie.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 MAI 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 20 MAI 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

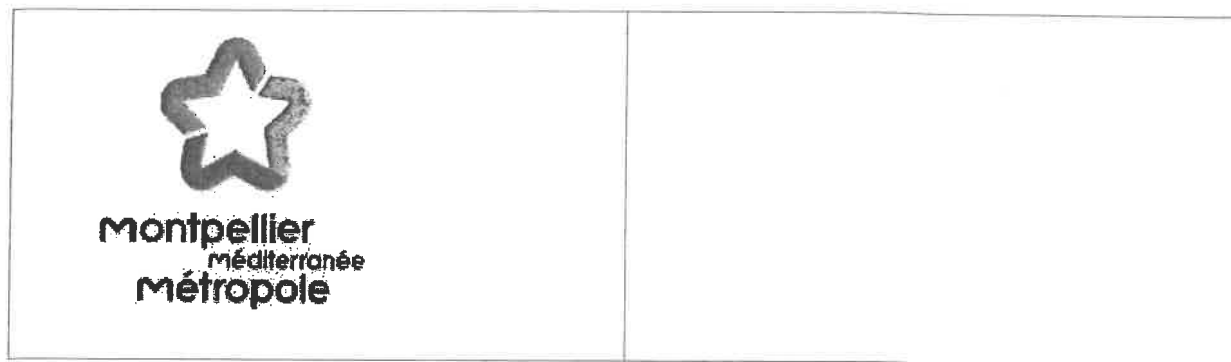
081-2171000 17- 20190101-87711-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20 MAI 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles PS 341 et PS 344 Syndicat des
copropriétaires de la résidence ' Domaine
des Bouissettes ' rue des Bouissettes
Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'accord du syndicat des copropriétaires de la résidence « Domaine des Bouissettes », à l'occasion de son assemblée générale du 05 septembre 2018, confirmé par courrier du 14 mars 2019, sur les modalités du transfert de propriété des parcelles nouvellement cadastrées PS 341 (94 m²) et PS 344 (791 m²) au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **CONSIDERANT** l'achèvement des travaux de réalisation de la voie nouvelle, et l'intérêt pour la Collectivité d'acquiesce ce tronçon de rue,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès du syndicat des copropriétaires de la résidence « Domaine des Bouissettes », domicilié à Montpellier, les parcelles nouvellement cadastrées PS 341 (94 m²) et PS 344 (791 m²), situées rue des Bouissettes à Montpellier, en vue de leur intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est acceptée à l'euro symbolique compte-tenu de la nature du bien acquis, à savoir une portion de voie.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Maître Jean-Pierre GONCALVEZ, notaire à Aimargues, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 MAI 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 20 MAI 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

626-24346017-20190501-87814-AJ
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 20 MAI 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature de
l'avenant n°3 de remplacement d'un indice
de révision de prix du marché co-utilisé
avec le Département de l'Hérault
n°4839AT17 - Lot 2 : Signalisation
verticale de police**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux « marchés » ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine « Voirie et Espace public ; Mixité dans le parc de logement social public notamment l'élaboration du "plan partenarial de la gestion de la demande et d'information des demandeurs » ;

- VU la décision n°D2017-529 de co-utilisation avec le Département de l'Hérault de l'accord-cadre n°4839AT17 de Fourniture et pose de la signalisation verticale directionnelle, PPHM, de police, de chantier, de la signalisation d'information locale et d'équipements cyclables, location et entretien de signalisation temporaire de chantier - Lot n°2 « Signalisation verticale de police », conclu jusqu'au 31/12/2020, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec le groupement LACROIX SIGNALISATION / PROXIMARK, sans montant minimum ni maximum ;

CONSIDERANT :

- que l'indice de révision de prix n°1567383 auquel le CCAP de l'accord-cadre co-utilisé n°4839AT17 – Lot 2 « Signalisation verticale de Police » faisait référence a été supprimé ;

- qu'il convient de remplacer cet indice par la passation d'un avenant n°3 modifiant le CCAP pour y intégrer le nouvel indice de révision des prix n°010562760 – Indice des taux de salaire horaire des ouvriers – Métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°3 à l'accord-cadre n°4839AT17 de « Fourniture et pose de la signalisation verticale directionnelle, PPHM, de police, de chantier, de la signalisation d'information locale et d'équipements cyclables, location et entretien de signalisation temporaire de chantier » - Lot n°2 « Signalisation verticale de police », avec le groupement LACROIX SIGNALISATION / PROXIMARK.

ARTICLE 2 : L'avenant n'a aucune incidence financière.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **29 MAI 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREUSSE

Publiée le : **29 MAI 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-24 2000 17-2019 0101-87957-cc
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **29 MAI 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention
d'occupation pour la mise à disposition des
établissements aquatiques à titre payant à
destination des clubs aquatiques**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire dans le domaine du sport,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ou payant, si le tarif a été fixé préalablement par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges, lycée à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de métropole, ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance ni sur la durée de la convention,
- VU la délibération du Conseil n°M2018 du 21 décembre 2018, fixant les tarifs en vigueur des piscines métropolitaines ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Jean- Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions Sportives » ;

CONSIDERANT :

- que les associations sportives aquatiques, ayant sollicité Montpellier Méditerranée Métropole ont besoin de louer des créneaux dans les piscines, pour le développement de leurs activités et/ou pour leur promotion dans le cadre d'organisation de manifestations sportives ;

- qu'il est nécessaire de pouvoir attribuer avec la plus grande réactivité les créneaux piscines aux associations, afin de contribuer au mieux au développement des activités aquatiques sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- qu'il convient de passer des conventions avec ces associations pour la mise à disposition de créneaux pour leurs activités et/ou pour l'organisation de manifestations sportives dans les piscines pour la saison sportive 2019-2020 ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation précaire et révocable, détaillant les modalités d'attribution des créneaux pour les activités et/ou les manifestations sportives prévues dans l'ensemble des piscines du réseau de Montpellier Méditerranée Métropole, est signée nominativement par association.

ARTICLE 2 : Ces associations bénéficient de créneaux horaires dans les piscines du réseau de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : La durée de la convention couvrira la saison sportive 2019-2020, soit du 1er juillet 2019 au 30 juin 2020.

ARTICLE 4 : Cette convention est signée à titre payant, conformément à la tarification en vigueur.

ARTICLE 5 : Monsieur, Jean-Luc MEISSONNIER le Vice-président délégué est autorisé à signer les conventions visées à l'article 1 conformément à l'arrêté du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 MAI 2019
Monsieur le Président,

Philippe SAUREL



Publiée le : 27 MAI 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034 - 2019 0101 88157 - CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27 MAI 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention
d'occupation pour la mise à disposition des
établissements aquatiques à titre gratuit à
destination des clubs aquatiques**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ou payant, si le tarif a été fixé préalablement par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par délibération du Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions Sportives »,
- **CONSIDERANT :**
 - que les associations, ayant sollicité Montpellier Méditerranée Métropole, ont besoin de créneaux dans les piscines pour le développement de leurs activités à finalité sociale et/ ou pour leur promotion dans le cadre d'organisation de manifestations sportives,

- qu'il est nécessaire de pouvoir attribuer avec la plus grande réactivité les créneaux piscines, afin de contribuer au mieux au développement des activités aquatiques sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole,
- que l'intérêt général que représente, pour Montpellier Méditerranée Métropole, l'organisation de certaines manifestations ou d'activités sportives solidaires, ces mises à dispositions sont accordées à titre gratuit,
- qu'il convient de passer des conventions respectives avec ces associations pour la mise à disposition de créneaux pour leurs activités et/ou pour l'organisation de manifestations sportives dans les piscines pour la saison sportive 2019- 2020,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation précaire et révocable, détaillant les modalités d'attributions des créneaux pour les activités et/ou les manifestations sportives prévues dans l'ensemble des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole, est conclue nominativement par association.

ARTICLE 2 : Ces associations bénéficient de créneaux horaires dans les piscines du réseau de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : La durée de cette convention couvrira la saison sportive 2019-2020, soit du 1er juillet 2019 au 30 juin 2020.

ARTICLE 4 : L'occupation est conclue à titre gratuit, compte tenu de l'intérêt général des activités et manifestations sportives organisées par les associations.

ARTICLE 5 : Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président délégué aux Sports et Traditions Sportives, est autorisé à signer les conventions visées à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 MAI 2019**
Monsieur le Président,

Philippe SAUREL



Publiée le : **28 MAI 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

0201-201900017-20190101-88185_cc

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **28 MAI 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature de
l'avenant n°3 au marché transféré de la
commune de Restinclières n°4248TV15
Programme de voirie 2014/2017 - Travaux
de rénovation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux « marchés »
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans les domaines de la Voirie et l'Espace public, et de la Mixité dans le parc de logement social public ;
- VU le transfert du marché n°4248TV15 Programme de voirie 2014/2017 de la commune de Restinclières à Montpellier Méditerranée Métropole, passé avec le Groupement GIRAUD / LAUTIER pour un montant global de 757 150,50 € HT euros HT réparti en quatre tranches ;
- VU la décision n°2016-162 autorisant la signature de l'avenant n°1 de reventilation des tranches et la décision n°2016-566 autorisant la signature de l'avenant n°2 de prix nouveaux.

CONSIDERANT :

- que des besoins supplémentaires ont été constatés pour la réalisation des travaux de rénovation prévus en exécution de la tranche optionnelle n°3 du marché n°4248TV15 Programme de voirie 2014/2017 sur la commune de Restinclières,

- qu'il convient donc d'augmenter le montant de la tranche optionnelle n°3 de 10 008,43 € HT par la passation d'un avenant n°3, faisant porter le montant global du marché à 767 158,93 € HT, soit une augmentation de 1,32 %.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°3 au marché transféré n°4248TV15 Programme de voirie 2014/2017 sur la commune de Restinclières, d'un montant de 10 008,43 € HT, portant le nouveau montant du marché à 767 158,93 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant/ le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **29 MAI 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSE

Publiée le : **29 MAI 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

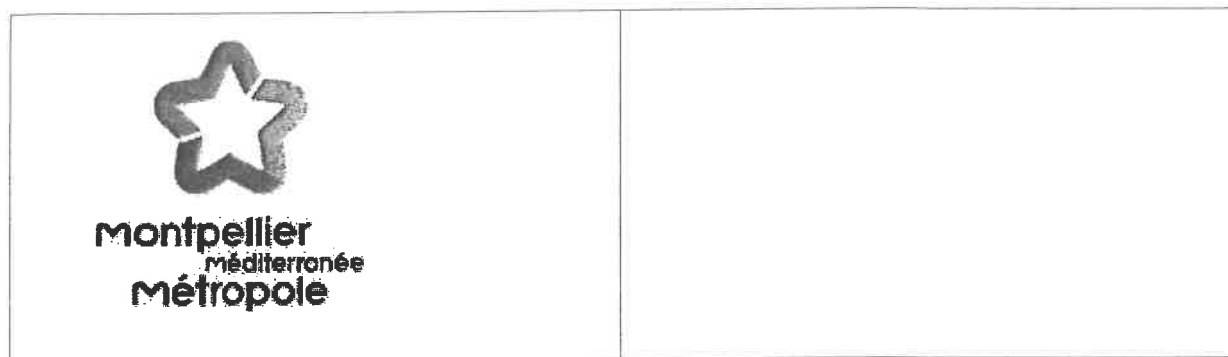
084 *2474 0017 - 6019 0101 - 88276

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **29 MAI 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Réseau des Médiathèques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention de mise
à disposition de locaux au bénéfice de
l'Association Alliance Française de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine «Culture»,

CONSIDERANT :

- la volonté de Montpellier Méditerranée Métropole de développer la coopération avec l'Association Alliance Française de Montpellier dans le cadre du projet « Horizons croisés »,
- le souhait de l'Association Alliance Française de Montpellier de pouvoir bénéficier de la mise à disposition d'espaces adaptés pour l'organisation d'ateliers de conversation en direction des montpelliérains, des nouveaux arrivants, étudiants étrangers, migrants, réfugiés et des publics éloignés de la culture.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole met à disposition de l'Association Alliance Française de Montpellier certains espaces de la médiathèque Centrale Émile Zola (salle de jeux, atelier jeunesse et auditorium musique), afin qu'y soient accueillis des ateliers de conversation.

ARTICLE 2 : La mise à disposition sera établie selon les besoins de l'Association Alliance Française de Montpellier, en fonction du calendrier des réservations, et après étude de la qualité du projet par la direction du réseau des médiathèques, pour un ou plusieurs espaces sus nommés.

ARTICLE 3 : La mise à disposition d'espaces de la médiathèque centrale Émile Zola est consentie à titre gracieux compte tenu de l'intérêt général.

ARTICLE 4 : La présente convention est conclue pour une durée d'un an, renouvelable deux fois pour la même durée par tacite reconduction.

ARTICLE 5 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président délégué, est autorisé à signer la convention visée à l'article 4, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 MAI 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 21 MAI 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-88274-CC-1-1

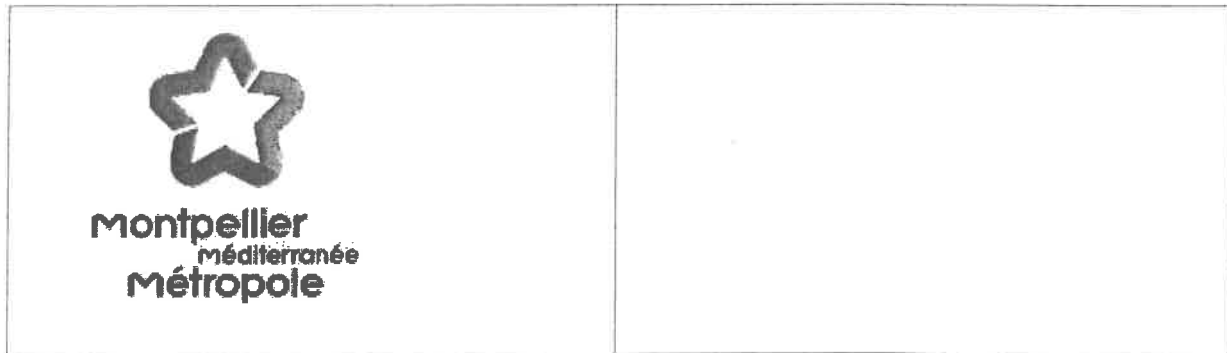
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

21 MAI 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision autorisant deux heures de
stationnement gratuit dans les parkings
gérés par Montpellier Méditerranée
Métropole durant un week-end**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération.
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine des Transports et de la Mobilité,
- **CONSIDERANT :**
 - Que les manifestations hebdomadaires ont pénalisé l'activité commerciale en centre-ville de Montpellier les samedis,
 - Qu'une mesure de stationnement gratuit le week-end permettrait de soutenir l'activité commerciale,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser deux heures de stationnement gratuit pendant un week-end dont la date est à déterminer, sur les parkings gérés par Montpellier Méditerranée Métropole en centre-ville de Montpellier, à savoir :

- Comédie
- Pitot-Peyrou
- Foch préfecture
- Arc de Triomphe
- Europa
- Gambetta

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 938.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 MAI 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 21 MAI 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

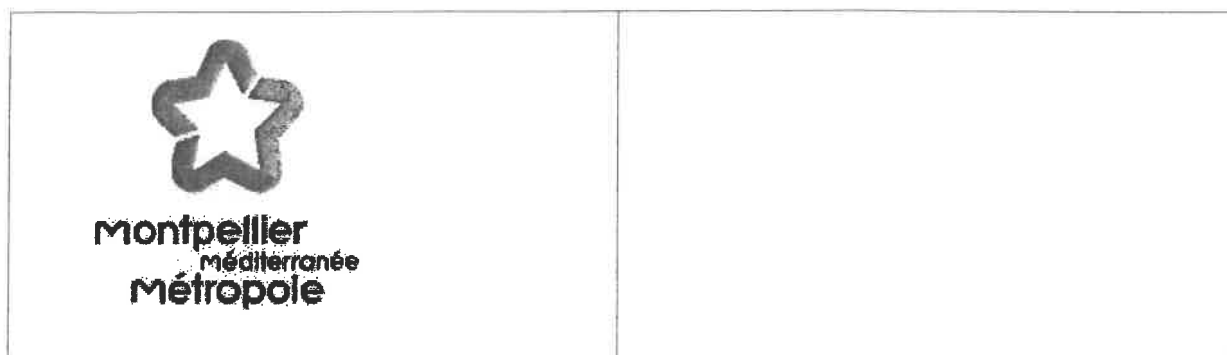
031-2434000 17-2019 012-88385-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 MAI 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Gestion Comptable

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la clôture de la régie
d'avances de la Direction des Ressources
Humaines**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- VU le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code général des collectivités territoriales,
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- VU les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,

- VU la décision 2004-26 modifiée, du Président du Conseil de Communauté en date du 8 janvier 2004 portant création d'une régie d'avances auprès de la Direction des Ressources Humaines,

- VU l'avis conforme de Madame la Trésorière en date du 16 mai 2019,

CONSIDERANT que cette régie d'avances de la Direction des Ressources Humaines n'a plus d'avances à faire sur les frais de mission ou frais de mission lorsqu'il n'a pas été consenti d'avances, il s'avère nécessaire de la clôturer

DECIDE

ARTICLE 1 : A compter de ce jour, il est mis fin au fonctionnement de la régie d'avances de la Direction des Ressources Humaines ;

ARTICLE 2 : Il est mis fin aux fonctions du régisseur et de ses mandataires suppléants ;

ARTICLE 3 : Le régisseur devra verser la totalité des pièces justificatives d'avances ainsi que les documents, valeurs et stocks lors de sa sortie de fonction en tant que régisseur d'avances ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 MAI 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 20 MAI 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

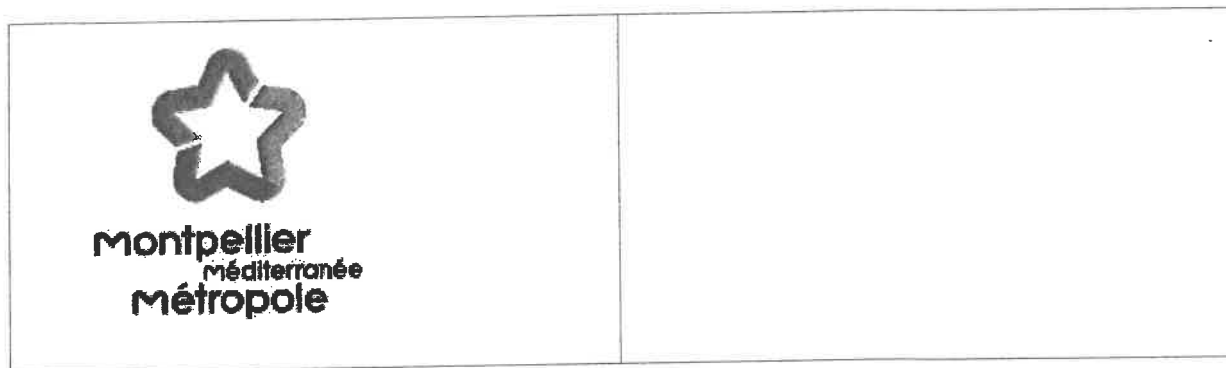
Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

024-2184000 17- 619 01 01 - 88 429 - AU

20 MAI 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention
d'autorisation d'occupation du domaine
public avec la société France.Tv Studio**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDERANT :

- que la société France.Tv Studio a sollicité les services de Montpellier Méditerranée Métropole car elle souhaite développer et produire un feuilleton audiovisuel quotidien intitulé « Un si Grand Soleil », qui sera tourné principalement sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité répondre favorablement à cette sollicitation et a conclu en ce sens une convention avec la société France.Tv Studio définissant les conditions d'occupation par la société productrice du domaine public de la Métropole, pour la première saison du feuilleton audiovisuel précité ;

- que la société France.Tv Studio a informé Montpellier Méditerranée Métropole de la mise en production d'une deuxième saison du feuilleton, et de son souhait subséquent de reconduire le partenariat les unissant, par la conclusion d'une nouvelle convention ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention autorisant l'occupation temporaire du domaine public est conclue avec la société France.Tv Studio afin de permettre le tournage du feuilleton audiovisuel quotidien « Un si Grand Soleil ».

ARTICLE 2 : La présente convention constitue une autorisation de principe à l'occupation ponctuelle par la société productrice de l'ensemble des dépendances du domaine public, bâties et non bâties, appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Cette convention est conclue pour une durée couvrant toute la durée nécessaire au tournage de la saison 2 du programme, soit jusqu'à la date prévisionnelle du 15 juin 2020. A l'expiration du terme initial, la présente convention se renouvellera de manière tacite annuellement, dans la limite de deux reconductions, soit au plus tard jusqu'au 15 juin 2022.

ARTICLE 4 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

24 MAI 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **24 MAI 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

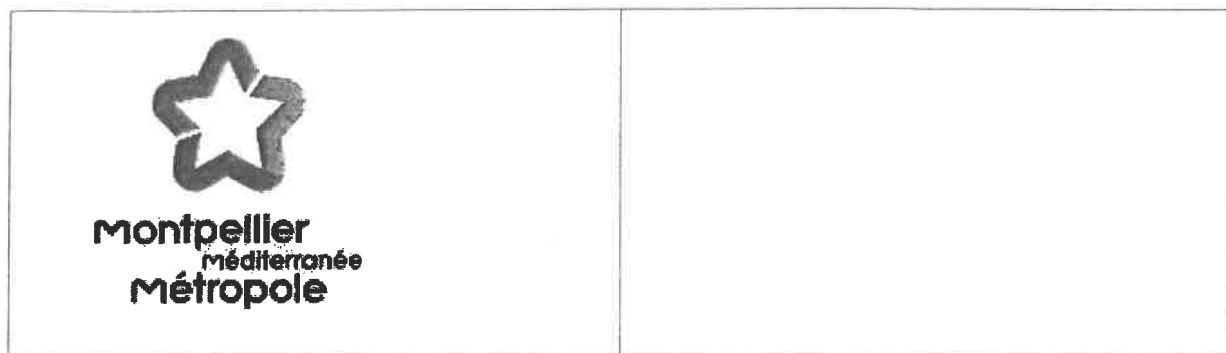
024-MI 200017-219.0101-28566-cc

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **24 MAI 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Réseau des Médiathèques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention de mise
à disposition de locaux au bénéfice de
l'Association Alliance Française de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDERANT :

- la volonté de Montpellier Méditerranée Métropole de développer la coopération avec l'Association Alliance Française de Montpellier dans le cadre du projet « Horizons croisés »,
- le souhait de l'Association Alliance Française de Montpellier de pouvoir bénéficier de la mise à disposition d'espaces adaptés pour l'organisation d'ateliers de conversation en direction des

montpellierains, des nouveaux arrivants, étudiants étrangers, migrants, réfugiés et des publics éloignés de la culture.

D E C I D E

ARTICLE 1 : En raison d'une erreur matérielle, la décision n°MD2019-547 en date du 21 mai 2019, relative à la signature d'une convention avec l'Association Alliance Française de Montpellier dans le cadre du projet « Horizons croisés » est abrogée.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole met à disposition de l'Association Alliance Française de Montpellier certains espaces de la médiathèque Centrale Émile Zola (salle de jeux, atelier jeunesse et auditorium musique), afin qu'y soient accueillis des ateliers de conversation.

ARTICLE 3 : La mise à disposition sera établie selon les besoins de l'Association Alliance Française de Montpellier, en fonction du calendrier des réservations, et après étude de la qualité du projet par la direction du réseau des médiathèques, pour un ou plusieurs espaces sus nommés. Les dates d'accueil des ateliers de conversation sont actées sous réserve de problème de chantier et de travaux.

ARTICLE 4 : La mise à disposition d'espaces de la médiathèque centrale Émile Zola est consentie à titre gracieux compte tenu de l'intérêt général.

ARTICLE 5 : La présente convention est conclue pour une durée d'un an, renouvelable deux fois pour la même durée par tacite reconduction.

ARTICLE 6 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président délégué à la Culture, est autorisé à signer la convention visée à l'article 5, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 MAI 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER



Publiée le : 29 MAI 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

07-24 00 17 - 2019 0101-89102 -AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 29 MAI 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "Requête
n°1802476-4 TA - Claudette CANTIN"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU la requête n°1802476-4 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier par Madame Claudette CANTIN tendant à la réalisation de travaux de voiries et réseaux divers sur la parcelle cadastrée AS n°102 sise à Prades le Lez, propriété de la commune de Prades-le-Lez, permettant l'accès à la parcelle cadastrée AS n°80 sise à Prades le Lez, propriété de Madame CANTIN.
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1802476-4 par Madame Claudette CANTIN.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats PARME.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **27 MAI 2019**
Monsieur le Président,

Philippe SAUREL



Publiée le : **27 MAI 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

02u-2u2u2u 17-20190101-89392.AJ

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **27 MAI 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 3
ARRETES
REGLEMENTAIRES

PARTIE III - SOMMAIRE
ARRETES REGLEMENTAIRES
JUIN 2019

N°ARRETE	TITRE	PAGE
MAR2019-0161	TAXIS : Désignation des membres de la commission métropolitaine	453
MAR2019-0169	Arrêté d'ouverture d'une enquête publique portant sur la modification n°13 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier	457
MAR2019-0170	Arrêté d'ouverture d'une enquête publique unique portant sur la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Murviel-lès-Montpellier et sur la création d'un périmètre délimité des abords (PDA) concernant le site archéologique du Castellàs, les remparts et l'église paroissiale Saint Jean Baptiste	462
MAR2019-0171	ARRETE DE PERIL IMMINENT - Commune de FABREGUES - Immeuble sis 18 rue du Musée - Parcelle AC 22	467
MAR2019-0172	Arrêté d'ouverture d'une enquête publique unique portant sur l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Montaud, sur l'élaboration du zonage pluvial, sur la révision du zonage assainissement des eaux usées et sur la création d'un Périmètre Délimité des Abords (PDA) concernant le Château de Montlaur inscrit au titre des monuments historiques	470
MAR2019-0175	Suppléance de Monsieur le Président - Signature de la convention cadre de territoire au titre de la rénovation des copropriétés et la solvabilisation des copropriétaires occupants concernés par le Plan Initiative Copropriétés le 25 juin 2019 de 10h à 12h	476



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**TAXIS : Désignation des membres de la
commission métropolitaine**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-33 et L.5211-9-2 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°2014-1104 du 1^{er} octobre 2014 relative aux taxis et aux voitures de transport avec chauffeur ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU le décret n°2014-1725 du 30 décembre 2014 relatif au transport public particulier de personnes ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté métropolitain portant sur la réglementation générale des taxis n° MAR2018-104 du 28 juin 2018 ;

- **VU** l'arrêté métropolitain portant création de la commission métropolitaine des taxis n°A2017-318 du 05 janvier 2018 ;

- **CONSIDERANT** le décret n°2017-236 du 24 février 2017 portant création de l'Observatoire national des transports publics particuliers de personnes, du comité national des transports publics particuliers de personnes et des commissions locales des transports publics particuliers de personnes autorise l'autorité administrative compétente pour délivrer des autorisations de stationnement, à mettre en place des instances de concertation avec les taxis, notamment pour traiter des questions disciplinaires ;

- **CONSIDERANT** que les maires des communes de Montpellier Méditerranée Métropole ont transféré leur pouvoir de police administrative en matière de délivrance d'autorisation de stationnement sur la voie publique aux exploitants de taxis ;

- **CONSIDERANT** qu'il appartient au Président de Montpellier Méditerranée Métropole en tant qu'autorité administrative compétente pour délivrer des autorisations de stationnement, de fixer la composition de la commission de taxis ;

- **CONSIDERANT** que les membres de la commission métropolitaine des taxis sont désignés par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **CONSIDERANT** que l'arrêté n°MAR2019-0134 du 02 mai 2019 désignant les membres de la commission taxis était incomplet ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : L'arrêté du 02 mai 2019, n°MAR2019-0134, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Membres de la commission avec voix délibérative :

1.1 Membres du conseil Métropolitain

Titulaires :

- Présidence, Mme PEREZ Véronique, conseillère métropolitaine
- M. KRZYZANSKI Pascal, conseiller métropolitain
- M. RICO Jean-Pierre, vice-président métropolitain délégué aux transports et à la mobilité
- M. BREYSSE Thierry, vice-président Délégué à la Voirie et l'Espace public, et à la Mixité dans le parc de logement social public
- Mme DASYLVA Titina, conseillère métropolitaine

Suppléants :

- M. YOUSOUS Rabii, conseiller métropolitain, suppléant de la Présidente
- M. TORTORICI Sauveur, conseiller métropolitain
- M. COUSQUER Jean-Luc, conseiller métropolitain
- Mme ACOQUIER Lorraine, conseillère métropolitaine
- M. PASTOR Gilbert, vice-président délégué aux relations internationales, au tourisme, et aux parcs d'activité

Aucun suppléant n'est affecté à un titulaire

En cas d'empêchement de Mme PEREZ Véronique, présidente de la commission, M. YOUSSEF Rabii sera exceptionnellement désigné afin de présider la commission.

1-2 Représentants des organisations professionnelles départementales

Titulaires :

- M. VIDAL Franck (FDT 34)
- M. NADAL Franck (FTI 34)
- M. DEJEAN Éric (FETH)
- M. ROCHER Didier (SPT 34)

Suppléants :

- M. ABDELLAH Mounir (FDT 34)
- M. AMIRAT Mahmar (FTI 34)
- M. MELER Patrick (FETH)
- M. CONTRERAS Jean-Max (SPT 34)

1-3 Représentants des organismes de consommateurs

Titulaire :

- M. WEISS Alain (UFC)

Suppléant :

- M. GOUVERNET Jean-Pierre (UFC)

ARTICLE 3 : Membres de la commission avec voix consultative

2-1 Représentants du maintien de l'ordre et de la sécurité des personnes et des biens

- Un représentant de la police nationale
- Un représentant de la police municipale de Montpellier
- Un représentant de la gendarmerie

2-2 Membres de l'administration métropolitaine

- Directeur des mobilités ou son représentant
- Directeur de la DAGEP (Direction de l'Aménagement et Gestion de l'Espace Public) ou son représentant

ARTICLE 4 : La durée du mandat des membres de la commission est de trois ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

ARTICLE 5 : Monsieur le directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.

Montpellier, le 5 juin 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 05/06/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20190101-87702-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05/06/19

Réception en Préfecture : 05/06/19

Notifié le : 05/06/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté d'ouverture d'une enquête publique
portant sur la modification n°13 du Plan
Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10 ;
- VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-36 et suivants ;
- VU le Code de l'environnement, notamment les articles L.123-1 à L.123-18 et R.123-1 à R.123-27;
- VU le décret n°2014-1605 du 23/12/2014 publié au Journal Officiel du 26/12/2014 portant création, à compter du 01/01/2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération n°12196 du 15/04/2014 relative à l'élection de M. Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération n°12200 du 22/04/2014 relative à l'élection de Mme Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Chantal MARION dans les domaines de Développement économique enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech artisanat, Planification urbaine (SCoT, PLUi) ;
- VU la Charte de Gouvernance du Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvée par le Conseil de Métropole en date du 22/07/2015 ;
- VU la délibération n°V2019-070 du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier en date du 27/03/2019 émettant un avis favorable au projet de modification n°13 du PLU ;
- VU la délibération n°V2019-071 du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier en date du 27/03/2019 émettant un avis favorable au projet de modification n°13 du PLU au titre des dispositions de l'article L.153-39 du Code de l'Urbanisme ;

- VU la notification du projet de modification n°13 du PLU à la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) en date du 18/04/2019 ;
- VU la notification du projet de modification n°13 du PLU aux personnes publiques associées en date du 11/04/2019 ;
- VU la demande de désignation d'un commissaire enquêteur formulée en date du 09/05/2019 auprès du Tribunal Administratif de Montpellier en vue de mener l'enquête publique relative au projet de modification n°13 du PLU ;
- VU la décision n°E19000077/34 en date du 16/05/2019 du Président du Tribunal Administratif de Montpellier désignant Monsieur Christian LOPEZ en qualité de commissaire enquêteur;
- VU les pièces du dossier soumis à enquête publique ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Une enquête publique est organisée, pour une durée de 33 jours consécutifs, du 24/06/2019 à 8h00 au 26/07/2019 à 17h00 inclus, afin de recueillir les observations et propositions du public relatives au projet de modification n°13 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier visant 14 modifications sectorielles et 3 modifications de forme.

ARTICLE 2 : Par décision n° E19000077/34 en date du 16/05/2019, le Président du Tribunal Administratif de Montpellier a désigné Monsieur Christian LOPEZ, retraité de l'Education Nationale, en qualité de commissaire enquêteur en vue de procéder à l'enquête publique.

ARTICLE 3 : Durant toute la durée de l'enquête, sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur support papier et présenter ses observations et propositions sur les registres ouverts à cet effet :

- à la Mairie de Montpellier (Place Georges Frêche-34267 Montpellier), aux heures habituelles d'ouverture, à savoir les lundis, mardis, mercredis, vendredis de 8h30 à 17h30 et le jeudi de 10h00 à 19h00,
- au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50 Place Zeus-34961 Montpellier), du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00.

Durant toute la durée de l'enquête, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (<http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>) et sur le site internet de la Ville de Montpellier (<https://www.montpellier.fr/>).

Durant toute la durée de l'enquête, sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur un poste informatique au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi de 8h à 18h.

ARTICLE 4 : le public pourra adresser ses observations et propositions écrites à M. le commissaire enquêteur durant toute la durée de l'enquête :

- par voie postale au siège de l'enquête publique, à savoir au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : « M. le commissaire enquêteur - projet de modification n°13 du PLU de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - 50 place Zeus - CS 39556 - 34961 Montpellier cedex 2 » ;
- par courrier électronique à l'adresse suivante : montpellierm13@montpellier3m.fr.

Les observations et propositions du public transmises par voie postale ainsi que les observations écrites reçues par le commissaire enquêteur lors des permanences visées à l'article 5 du présent arrêté, seront consultables au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : <http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>.

Les observations et propositions du public transmises par courrier électronique seront consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : <http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>.

ARTICLE 5 : Le commissaire enquêteur désigné se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations et propositions écrites et orales à la Mairie de Montpellier (Place Georges Frêche - 34267 Montpellier) :

- le lundi 24 juin 2019 de 9h00 à 12h00,
- le mardi 16 juillet 2019 de 14h00 à 17h00,
- le vendredi 26 juillet 2019 de 14h00 à 17h00.

ARTICLE 6 : La personne responsable du projet de modification n°13 du PLU de la Ville de Montpellier est Montpellier Méditerranée Métropole. Le public pourra recueillir toutes informations utiles sur le projet de modification auprès de la Direction Projet et Planification Territoriale (DiPPT - 04.67.13.60.24) aux heures d'ouverture des bureaux de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi inclus sauf jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles.

ARTICLE 7 : A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête mis à sa disposition seront clos par le commissaire enquêteur. Ce dernier rencontrera le responsable de projet dans un délai de huit jours à compter de la réception du registre d'enquête et des documents annexés, et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse, en l'invitant à produire, dans un délai de quinze jours, son mémoire en réponse.

Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur adressera, au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le dossier d'enquête, les registres ainsi qu'un rapport et, dans une présentation séparée, ses conclusions motivées. Le commissaire enquêteur transmettra simultanément une copie du rapport et de ses conclusions motivées au Président du Tribunal Administratif de Montpellier.

Le rapport et les conclusions motivées seront tenus à la disposition du public au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Préfecture de l'Hérault ainsi qu'en Mairie de Montpellier, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux au public. Le rapport et les conclusions motivées seront également consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole à l'adresse suivante : <http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>. L'ensemble de ces documents seront consultables pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

ARTICLE 8 : Un avis au public sera publié par les soins de Montpellier Méditerranée Métropole, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département de l'Hérault.

L'avis au public fera également l'objet d'une publication par voie d'affiches afin de lui assurer la plus large diffusion. Il sera affiché, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci sur les lieux suivants :

- Au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50 Place Zeus, Montpellier) ;
- Au niveau de la Mairie de Montpellier (1 Place Georges Frêche) ;
- Au niveau des 5 Mairies de proximité de Montpellier : Mosson, Tastavin, Aiguelongue, François Villon, Aubes-Pompignane ;
- Au niveau des Maisons Pour Tous de Montpellier suivantes : George Sand, Frédéric Chopin, Voltaire, Joseph Ricôme, Albertine Sarrazin, Paul-Emile Victor, Fanfonne Guillierme, Marcel Pagnol, André Chamson, Antoine de Saint Exupéry, Michel Colucci, Georges Brassens, Marie Curie, Louis Feuillade, Rosa-Lee Parks, Jean-Pierre Caillens, L'Escoutaire, Boris Vian, Mélina Mercouri ;
- Rue de l'Hortus, à proximité du rond-point Germaine Richier ;
- Place Bob Marley, à l'angle avec l'avenue Emile Jeanbrau ;
- Avenue François Delmas, à l'angle avec l'avenue Reine Hélène d'Italie ;
- Rue de Saint-Hilaire, à l'angle avec l'avenue de Palavas ;
- Place du 8 mai 1945, à l'angle avec l'avenue Clemenceau ;
- Carrefour de Londres – angle avenue Nina Simone.

Il sera, en outre, mis en ligne sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (<http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>) et sur le site internet de la Ville de Montpellier (<http://www.montpellier.fr>) quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté sera affiché sur les panneaux extérieurs d'affichage officiel de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Mairie de Montpellier, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

ARTICLE 10 : Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication de tout ou partie du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête.

ARTICLE 11 : A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification n°13 du PLU de Montpellier, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera soumis au Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour approbation.

ARTICLE 12 : M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, M. le Maire de Montpellier et M. le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 3 juin 2019

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION**

Publiée le : 03/06/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-89526-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03/06/19

Réception en Préfecture : 03/06/19

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté d'ouverture d'une enquête publique
unique portant sur la modification n°3 du
Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la
Commune de Murviel-lès-Montpellier et
sur la création d'un périmètre délimité des
abords (PDA) concernant le site
archéologique du Castellas, les remparts et
l'église paroissiale Saint Jean Baptiste**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10.
- VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-36 et suivants ;
- VU le Code du patrimoine et notamment les articles L.621-30 et L.621-31 ;
- VU le Code de l'environnement, notamment les articles L.123-1 à L.123-18 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23/12/2014 publié au Journal Officiel du 26/12/2014 portant création, à compter du 01/01/2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération n°12196 du 15/04/2014 relative à l'élection de M. Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération n°12200 du 22/04/2014 relative à l'élection de Mme Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Chantal MARION dans les domaines de Développement économique enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech artisanat, Planification urbaine (SCoT, PLUi) ;
- VU la Charte de Gouvernance du Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvée par le Conseil de Métropole en date du 22/07/2015 ;

- VU la délibération n°14/2019 du conseil municipal de la Commune de Murviel-lès-Montpellier en date du 21/03/2019 émettant un avis favorable au projet de modification n°3 du PLU ;
- VU la notification du projet de modification n°3 du PLU aux personnes publiques associées (PPA) en date du 25/03/2019 ;
- VU la notification du projet de modification n°3 du PLU à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe) en date du 29/03/2019 ;
- VU la décision n°2019DKO126 de la MRAE en date du 21/05/2019 ;
- VU le porter à connaissance adressé par M. le Préfet à la Commune de Murviel-lès-Montpellier en date du 28/11/2016 concernant le projet de création d'un périmètre délimité des abords, proposé par l'Architecte des Bâtiments de France, concernant le site archéologique du Castellat, les remparts et l'église paroissiale Saint Jean Baptiste ;
- VU la délibération n°13/2017 du conseil municipal de la Commune de Murviel-lès-Montpellier en date du 02/03/2017 émettant un avis favorable à la création du périmètre délimité des abords des monuments historiques susvisés ;
- VU la délibération n°M2019-174 du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 18/04/19 émettant un avis favorable au projet de création du périmètre délimité des abords des monuments historiques susvisés ;
- VU la demande de désignation d'un commissaire enquêteur formulée en date du 13/05/2019 auprès du Tribunal Administratif de Montpellier en vue de mener l'enquête publique unique relative au projet de modification n°3 du PLU de la Commune de Murviel-lès-Montpellier et au projet de création de périmètre délimité des abords des monuments historiques susvisés ;
- VU la décision n°E19000076/34 en date du 16/05/2019 du Président du Tribunal Administratif de Montpellier désignant Monsieur Bernard COMMANDRE en qualité de commissaire enquêteur ;
- VU les pièces du dossier soumis à l'enquête publique unique ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Il est procédé à une enquête publique unique portant sur le projet de création d'un périmètre délimité des abords du site archéologique du Castellat, des remparts et de l'église paroissiale Saint Jean Baptiste et sur le projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Murviel-lès-Montpellier visant à permettre des modifications mineures concernant le secteur des Saliniers sud en vue de prendre en compte l'évolution du projet d'aménagement global du site. Cette enquête publique se tiendra du lundi 1^{er} juillet 2019 à 8h au mercredi 31 juillet 2019 à 12h, pour une durée de 31 jours consécutifs.

ARTICLE 2 : Par décision n°E19000076/34 en date du 16/05/2019, Monsieur Bernard COMMANDRE, ingénieur des TPE, retraité, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par le Président du Tribunal Administratif de Montpellier.

ARTICLE 3 : Durant toute la durée de l'enquête, sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur support papier et présenter ses observations et propositions sur les registres ouverts à cet effet :

- à la mairie de Murviel-lès-Montpellier (5 Rue Des Lavois, 34570 Murviel-lès-Montpellier), aux heures habituelles d'ouverture, à savoir les lundis, mardis, jeudis, vendredis de 8h à 12h et de 13h30 à 17h30, et les mercredis et samedis de 8h à 12h.
- au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, aux heures habituelles d'ouverture, à savoir du lundi au vendredi de 8h à 18h.

Durant toute la durée de l'enquête, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : <http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques> et sur le site internet de la Commune de Murviel-lès-Montpellier, à l'adresse suivante : <http://www.murviel.fr/>
Durant toute la durée de l'enquête, sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur un poste informatique au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi de 8h à 18h.

ARTICLE 4 : le public pourra adresser ses observations et propositions écrites à M. le commissaire enquêteur durant toute la durée de l'enquête :

- au siège de l'enquête publique, à savoir au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : « M. le commissaire enquêteur - projet de modification n°3 du PLU de Murviel-lès-Montpellier et projet de PDA « site archéologique du Castellàs, des remparts et de l'église paroissiale Saint Jean Baptiste » - Montpellier Méditerranée Métropole - 50 place Zeus- CS 39556 – 34961 Montpellier cedex 2 » ;
- par courrier électronique à l'adresse suivante : murviel3@montpellier3m.fr

Les observations et propositions du public transmises par voie postale ainsi que les observations écrites reçues par le commissaire enquêteur lors des permanences visées à l'article 5 du présent arrêté, seront consultables au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : <http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>.

Les observations et propositions du public transmises par courrier électronique seront consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : <http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>.

ARTICLE 5 : Le commissaire enquêteur désigné se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations et propositions à la Mairie de Murviel-lès-Montpellier (5 Rue Des Lavois, 34570 Murviel-lès-Montpellier) :

- le mercredi 3 juillet 2019 de 9h à 12h ;
- le vendredi 19 juillet 2019 de 14h à 17h ;
- le samedi 27 juillet 2019 de 9h à 12h ;
- le mercredi 31 juillet 2019 de 9h à 12h.

ARTICLE 6 : Conformément à la décision n°2019DKO126 de la mission régionale d'autorité environnementale en date du 21/05/2019, le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale.

ARTICLE 7 : La personne responsable du projet de modification n°3 du PLU de Murviel-lès-Montpellier est Montpellier Méditerranée Métropole. Le public pourra recueillir toutes informations utiles sur le projet de modification auprès de la Direction Projet et Planification Territoriale (DiPPT - 04.67.13.60.24) aux heures d'ouverture des bureaux de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi inclus sauf jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles.

Le projet de création d'un périmètre délimité des abords du site archéologique du Castellàs, des remparts et de l'église paroissiale Saint Jean Baptiste est présenté concomitamment à la modification du PLU, conformément aux dispositions des articles L.621-31 du Code du Patrimoine et L.123-6 du Code de l'Environnement. La personne responsable du projet de création de périmètre délimité des abords est M. le Préfet de Région représenté par l'Architecte des Bâtiments de France. Le public pourra recueillir toutes informations utiles sur le projet de création de périmètre délimité des abords auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie, Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de l'Hérault (tél. 04 67 02 32 36 ou 04 67 02 35 41).

ARTICLE 8 : A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête mis à sa disposition seront clos par le commissaire enquêteur. Ce dernier rencontrera, dans la huitaine, les responsables des projets et leur communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse, en les invitant à produire, dans un délai de quinze jours, leur mémoire en réponse. Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur adressera, au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le dossier d'enquête, les registres ainsi qu'un rapport unique et, dans un document séparé, ses conclusions motivées au titre de chacune des enquêtes publiques initialement requises.

Le commissaire enquêteur transmettra simultanément une copie du rapport et de ses conclusions motivées au Président du Tribunal Administratif de Montpellier. Montpellier Méditerranée Métropole adressera une copie du rapport et des conclusions motivées à la Direction Régionale des Affaires Culturelles.

Le rapport et les conclusions motivées seront tenus à la disposition du public au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Préfecture de l'Hérault ainsi qu'en mairie de Murviel-lès-Montpellier, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux au public. Le rapport et les conclusions motivées seront également consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole à l'adresse suivante : <http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>. L'ensemble de ces documents seront consultables pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

ARTICLE 9 : Un avis au public sera publié par les soins de Montpellier Méditerranée Métropole, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département de l'Hérault.

L'avis au public fera également l'objet d'une publication par voie d'affiches afin de lui assurer la plus large diffusion. Il sera affiché, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci sur les lieux suivants :

- Mairie de Murviel-lès-Montpellier
- Croisement route de Bel Air, route de Montpellier, route des Platanes
- Rond-point de la Rouvière longue, route de Cournonterral (D27E5)
- Entrée de ville, route de Saint Paul et Valmalle (D27)
- Entrée de ville, route de Bel Air (D102)
- Entrée de ville, route de Pignan (D27)
- Entrée de ville, route de Saint Georges d'Orques (D27E)
- Route de Saint Georges d'Orques (D27E), au niveau de la déchetterie
- Route de Saint Georges d'Orques (D27E), à l'entrée du secteur concerné

Il sera, en outre, mis en ligne sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole (<http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>) et de la Commune de Murviel-lès-Montpellier (<http://murviel.fr/>) quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

ARTICLE 10 : Le présent arrêté sera affiché sur les panneaux extérieurs d'affichage officiel de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Mairie de Murviel-lès-Montpellier, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

ARTICLE 11 : Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication de tout ou partie du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête.

ARTICLE 12 : A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification n°3 du PLU de Murviel-lès-Montpellier, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera soumis au Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour approbation.

Complémentairement, le projet de périmètre délimité des abords sera soumis au Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour accord en vue de sa création par décision de l'autorité administrative conformément aux dispositions de l'article L.621-31 du Code du Patrimoine, et de son annexion au PLU de Murviel-les-Montpellier au titre des servitudes d'utilité publique conformément à l'article R.153-18 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 13 : M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, Mme le Maire de Murviel-les-Montpellier et M. le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 3 juin 2019

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION**

Publiée le : 03/06/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-89855-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03/06/19

Réception en Préfecture : 03/06/19

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole

ARRETE DE PERIL IMMINENT
Commune de FABREGUES
Immeuble sis 18 rue du Musée
Parcelle AC 22

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » à compter du 1^{er} janvier 2015 ;
- VU le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L 511-1 à L 511-6, L 521-1 à L 521-4, et les articles R 511-1 à R 511-11 ;
- VU l'article L 5211-9-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dans sa version modifiée ;
- VU l'article R.556-1 du code de justice administrative,
- VU le rapport dressé par M. Jean-Paul MALLIE, expert, désigné par ordonnance de Madame la Présidente du Tribunal administratif de Montpellier, en date du 9 mai 2019, concluant à l'existence d'un péril grave et imminent ;
- VU l'avertissement envoyé à M. Emile FAVERDIN demeurant 10 route de Montpellier à Saint-Jean-De-Védas (34430), propriétaire de l'immeuble sis 18 rue du Musée à Fabrègues (34690) parcelle cadastrée AC 22;
- **CONSIDERANT** qu'il ressort de ce rapport qu'il y a urgence à ce que des mesures provisoires soient prises en vue de garantir la sécurité publique, laquelle est gravement menacée par l'état général du bâtiment sis 18 rue du Musée à Fabrègues (34690).

ARRETE

ARTICLE 1 : Le propriétaire M. Emile FAVERDIN demeurant 10 route de Montpellier à Saint-Jean-De-Védas (34430) devra dans un délai de **15 jours** à dater de la notification du présent arrêté, prendre toutes mesures pour garantir la sécurité publique en procédant à la mise en oeuvre des mesures suivantes :

- Déposer immédiatement les tuiles en bordure de toit qui menacent de tomber.

Puis dans un délai de 15 jours :

- Couvrir la toiture d'une bâche étanche solidement fixée ;
- Soutenir les planchers du premier étage, des combles et la charpente du toit par une batterie d'étais et poutre bois dont le dimensionnement devra être réalisé par un bureau d'études techniques ;
- Etayer le linteau de la fenêtre du premier étage côté rue du Musée ;
- Décroûter les parties d'enduits de façade qui sont décollés des murs et qui sonnent creux.

ARTICLE 2 : Compte tenu du danger encouru du fait de l'état des lieux, **l'immeuble est interdit temporairement à toute occupation ou à toute utilisation** à partir de la notification du présent arrêté et jusqu'à la mainlevée de tout péril.

ARTICLE 3 : Faute pour le propriétaire, mentionnés à l'article 1 d'avoir exécuté les mesures ci-dessus prescrites dans le délai précisé ci-dessus, il y sera procédé d'office par la Métropole et aux frais du propriétaire, ou à ceux de ses ayants droit.

ARTICLE 4 : Si le propriétaire ou ses ayants droit, à leur initiative, ont réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout péril, la mainlevée du péril pourra être prononcée, après constatation des travaux effectués, par les agents compétents de la Métropole.

Le propriétaire ou ses ayants droit, tiennent à disposition des services de la Métropole tout justificatif attestant de la réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1. Il sera affiché sur la façade de l'immeuble concerné.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence nationale de l'Habitat (Anah).

Montpellier, le 13 juin 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-90405-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13/06/19

Réception en Préfecture : 13/06/19

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Arrêté d'ouverture d'une enquête publique
unique portant sur l'élaboration du Plan
Local d'Urbanisme (PLU) de la commune
de Montaud, sur l'élaboration du zonage
pluvial, sur la révision du zonage
assainissement des eaux usées et sur la
création d'un Périmètre Délimité des
Abords (PDA) concernant le Château de
Montlaur inscrit au titre des monuments
historiques**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-11 et suivants ;
- VU le code du patrimoine et notamment les articles L.621-30 et L.621-31 ;
- VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2224-10, R.2224-8, L.5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU le code de l'environnement, notamment les articles L.123-1 à L.123-18 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23/12/2014 publié au Journal Officiel du 26/12/2014 portant création, à compter du 01/01/2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la communauté d'agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération n°12196 du 15/04/2014 relative à l'élection de M. Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération n°12200 du 22/04/2014 relative à l'élection de Mme Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Chantal MARION dans les domaines de Développement économique enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech artisanat, Planification urbaine (SCoT, PLUi) ;

- VU la charte de gouvernance du Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvée par le conseil de Métropole en date du 22/07/2015 ;
- VU la délibération du conseil municipal de la Commune de Montaud en date du 02/10/2014 prescrivant la révision de son Plan d'Occupation des Sols (POS) et précisant les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de concertation ;
- VU la délibération du conseil municipal de la commune de Montaud en date du 22/12/2015 autorisant Montpellier Méditerranée Métropole à achever la procédure d'élaboration du PLU communal conformément aux dispositions de l'article L.153-9 du Code de l'urbanisme ;
- VU la délibération n°14292 du Conseil de Métropole en date du 14/12/2016 par laquelle Montpellier Méditerranée Métropole a opté pour un contenu modernisé du PLU de Montaud conformément aux dispositions des R.151-1 à R151-55 du Code de l'Urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1er janvier 2016 ;
- VU la délibération n°2017/022 du conseil municipal de la commune de Montaud en date du 22/06/2017 prenant acte de la tenue du débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ;
- VU la délibération n°14682 du Conseil de Métropole en date du 28/06/2017 prenant acte de la tenue du débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ;
- VU la délibération n°2019/0015 du Conseil Municipal de la Commune de Montaud en date du 20 mars 2019, émettant un avis favorable au projet de PLU, conformément aux dispositions de la charte de gouvernance du PLU ;
- VU la délibération M2019-098 du Conseil de Métropole en date du 22/03/2019 arrêtant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de PLU de la commune de Montaud ;
- VU la notification du projet de PLU arrêté aux Personnes Publiques Associées (PPA) en date du 02/04/2019 ;
- VU la notification du projet de PLU arrêté à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe) en date du 04/04/2019 ;
- VU le porter à connaissance adressé par M. le Préfet à la Commune de Montaud en date du 18/04/2018 concernant le projet de création d'un périmètre délimité des abords, proposé par l'Architecte des Bâtiments de France, concernant le château de Montlaur inscrit au titre des monuments historiques ;
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Montaud en date du 29/05/2018 émettant un avis favorable au projet de création du périmètre délimité des abords du monument historique susvisé ;
- VU la délibération M2019-097 du Conseil de Métropole en date du 22/03/2019 émettant un avis favorable au projet de création du périmètre délimité des abords du monument historique susvisé ;
- VU la notification du projet de zonage pluvial et du projet de révision du zonage assainissement des eaux usées et de leur évaluation environnementale respective, intégrés au projet arrêté de PLU, à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe) en date du 04/04/2019 ;

- VU la demande de désignation d'un commissaire enquêteur formulée en date du 16/05/2019 auprès du Tribunal Administratif de Montpellier en vue de mener l'enquête publique unique relative au projet de PLU de la Commune de Montaud, au projet de zonage pluvial, au projet de révision du zonage assainissement des eaux usées et au projet de création d'un périmètre délimité des abords concernant le château de Montlaur ;
- VU la décision n°E19000083/34 en date du 22/05/2019 du Président du Tribunal Administratif de Montpellier désignant Monsieur Gilbert MORLET en qualité de commissaire enquêteur ;
- VU les pièces du dossier soumis à l'enquête publique unique.

A R R Ê T E

ARTICLE 1 : Il est procédé à une enquête publique unique portant sur le projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Montaud, sur l'élaboration du zonage pluvial, sur la révision du zonage assainissement des eaux usées et sur la création d'un périmètre délimité des abords (PDA) concernant le château de Montlaur. Cette enquête publique se tiendra du lundi 8 juillet 2019 à 10h00 au vendredi 6 septembre 2019 à 16h00, pour une durée de 61 jours consécutifs.

ARTICLE 2 : Par décision n°E19000083/34 en date du 22/05/2019, Monsieur Gilbert MORLET, ingénieur des TPE, retraité, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par le Président du Tribunal Administratif de Montpellier.

ARTICLE 3 : Durant toute la durée de l'enquête, sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur support papier et présenter ses observations et propositions sur les registres ouverts à cet effet :

- à la Mairie de Montaud (Place de l'Eglise, 34160 Montaud), aux heures habituelles d'ouverture, à savoir les lundis et jeudis de 10h à 12h et de 15h à 19h, les mardis de 10h à 12h et de 15h à 17h, les mercredis et vendredis de 10h à 12h et de 14h à 16h.

- au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, aux heures habituelles d'ouverture, à savoir du lundi au vendredi de 8h à 18h.

Durant toute la durée de l'enquête, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : <http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques> et sur le site internet de la Commune de Montaud à l'adresse suivante : <http://www.montaud34.fr>

Durant toute la durée de l'enquête, sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur un poste informatique au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi de 8h à 18h.

ARTICLE 4 : le public pourra adresser ses observations et propositions écrites à M. le commissaire enquêteur durant toute la durée de l'enquête :

- au siège de l'enquête publique, à savoir au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : « M. le commissaire enquêteur-enquête publique unique-projet de PLU de Montaud, élaboration du zonage pluvial, révision du zonage assainissement eaux pluviales et projet de PDA château de Montlaur - Montpellier Méditerranée Métropole - 50 place Zeus- CS 39556 – 34961 Montpellier cedex 2 » ;

- par courrier électronique à l'adresse suivante : montaud_rg@montpellier3m.fr

Les observations et propositions du public transmises par voie postale ainsi que les observations écrites reçues par le commissaire enquêteur lors des permanences visées à l'article 5 du présent arrêté, seront consultables au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : <http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>.

Les observations et propositions du public transmises par courrier électronique seront consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : <http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>.

ARTICLE 5 : Le commissaire enquêteur désigné se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations et propositions à la Mairie de Montaud (Place de l'Eglise, 34160 Montaud) :

- le mercredi 10 juillet 2019 de 14h00 à 17h00 ;
- le lundi 29 juillet 2019 de 16h00 à 19h00 ;
- le vendredi 6 septembre 2019 de 14h00 à 16h00.

ARTICLE 6 : Une réunion d'information et d'échange avec le public sera organisée le mercredi 3 juillet 2019 à 18h00, à la salle communale Pierre Combettes à Montaud.

ARTICLE 7 : Conformément aux dispositions de l'article L.104-2 du Code de l'Urbanisme, le projet de PLU, le projet de zonage pluvial et le projet de révision du zonage assainissement des eaux usées font chacun l'objet d'une évaluation environnementale. Ces évaluations environnementales ont été transmises pour avis à la mission régionale d'autorité environnementale le 04/04/19. Les avis de l'autorité environnementale sur ces trois évaluations sont joints au dossier d'enquête publique.

ARTICLE 8 : La personne responsable du projet de PLU de la commune de Montaud du projet de zonage pluvial et du projet de révision zonage d'assainissement des eaux usées est Montpellier Méditerranée Métropole. Le public pourra recueillir toutes informations utiles sur le projet de PLU, le projet de zonage pluvial et le projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées auprès de la Direction Projet et Planification Territoriale (DiPPT - 04.67.13.60.24) aux heures d'ouverture des bureaux de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi inclus sauf jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles.

Le projet de création d'un périmètre délimité des abords du château de Montlaur est présenté concomitamment à l'élaboration du PLU, conformément aux dispositions des articles R.621-93 du Code du Patrimoine et L.123-6 du Code de l'Environnement. La personne responsable du projet de création d'un périmètre délimité des abords est M. le Préfet de Région représenté par l'Architecte des Bâtiments de France. Le public pourra recueillir toutes informations utiles sur le projet de création de périmètre délimité des abords auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie, Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de l'Hérault (tél. 04 67 02 32 36 ou 04 67 02 35 41).

ARTICLE 9 : A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête mis à sa disposition seront clos par le commissaire enquêteur. Ce dernier rencontrera, dans la huitaine, les responsables des projets et leur communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse, en les invitant à produire, dans un délai de quinze jours, leur mémoire en réponse. Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur adressera, au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le dossier d'enquête, les registres ainsi qu'un rapport unique et, dans un document séparé, ses conclusions motivées au titre de chacune des enquêtes publiques initialement requises. Le commissaire enquêteur transmettra simultanément une copie du rapport et de ses conclusions motivées au Président du Tribunal Administratif de Montpellier. Montpellier Méditerranée Métropole adressera une copie du rapport et des conclusions motivées à la Direction Régionale des Affaires Culturelles.

Le rapport et les conclusions motivées seront tenus à la disposition du public au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Préfecture de l'Hérault ainsi qu'en mairie de Montaud, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux au public. Le rapport et les conclusions motivées seront également consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole à l'adresse suivante : <http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>. L'ensemble de ces documents seront consultables pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

ARTICLE 10 : Un avis au public sera publié par les soins de Montpellier Méditerranée Métropole, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département de l'Hérault.

L'avis au public fera également l'objet d'une publication par voie d'affiches afin de lui assurer la plus large diffusion. Il sera affiché, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci sur les lieux suivants :

- sur le panneau d'affichage de la Mairie ;
- sur le panneau d'affichage de l'annexe de la cave coopérative, au 3 Rue des Mazes (service technique communal) ;
- sur le panneau d'affichage du jardin des Aspres, à l'intersection de la Rue de Montlaur et de la Rue des Aspres ;
- sur l'Avenue de Teyran, au niveau de la salle communale Pierre Combettes.

Il sera, en outre, mis en ligne sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole (<http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>) et de la Commune de Montaud (<http://www.montaud34.fr>) quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

ARTICLE 11 : Le présent arrêté sera affiché sur les panneaux extérieurs d'affichage officiel de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Mairie de Montaud, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

ARTICLE 12 : Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication de tout ou partie du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête.

ARTICLE 13 : A l'issue de l'enquête publique, le projet de PLU, le projet de zonage pluvial et le projet de révision du zonage des eaux usées intégrés au document d'urbanisme de la commune de Montaud, éventuellement modifiés pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, seront soumis au Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour approbation. Complémentairement, le projet de périmètre délimité des abords sera soumis au Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour accord en vue de sa création par décision de l'autorité administrative conformément aux dispositions de l'article L.621-31 du Code du Patrimoine, et de son annexion au PLU de Montaud au titre des servitudes d'utilité publique conformément à l'article R.153-18 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 14 : M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, M. le Maire de Montaud et M. le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 14 juin 2019

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION**

Publiée le : 14/06/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-91003-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14/06/19

Réception en Préfecture : 14/06/19

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Suppléance de Monsieur le Président
Signature de la convention cadre de
territoire au titre de la rénovation des
copropriétés et la solvabilisation des
copropriétaires occupants concernés par le
Plan Initiative Copropriétés
le 25 juin 2019 de 10h à 12h**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10.
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LEVITA en qualité de 2^{ème} Vice-Président,
- **VU** l'arrêté de délégation de fonctions consenti à Monsieur Max LEVITA dans le domaine des Finances,
- **CONSIDÉRANT** que Monsieur le Président, Philippe SAUREL, est empêché le 25 juin 2019 de 10h00 à 12h00, date à laquelle doit être signée la convention cadre de territoire au titre de la rénovation des copropriétés et la solvabilisation des copropriétaires occupants concernés par le Plan Initiative Copropriétés,

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur Max LEVITA, 2^{ème} Vice-président, reçoit délégation pour remplacer Monsieur le Président le 25 juin 2019 de 10h00 à 12h00 pour la signature de la convention cadre de

territoire au titre de la rénovation des copropriétés et la solvabilisation des copropriétaires occupants concernés par le Plan Initiative Copropriétés.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 24 juin 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 24/06/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-91973-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24/06/19

Réception en Préfecture : 24/06/19

Notifié le : 24/06/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 4
ARRETES
INDIVIDUELS

PARTIE IV - SOMMAIRE

ARRETES INDIVIDUELS

JUIN 2019

N°ARRETE	TITRE	PAGE
MAI2019-0067	ARRETE DE PERIL ORDINAIRE - Commune de Montpellier - Immeuble sis 16 rue Henri René - Parcelle EW 85	480
MAI2019-0068	ARRETE DE PERIL ORDINAIRE - Commune de de Montpellier - Immeuble sis 778 avenue du Professeur Louis Ravas - Parcelle MT 259	483
MAI2019-0069	ARRETE DE PERIL IMMINENT - Commune de Montpellier - Immeuble sis 33 cours Gambetta - Parcelle HW 27	486
MAI2019-0070	ARRETE DE PERIL IMMINENT - Commune de MONTPELLIER - Immeuble sis 9 Grand Rue Jean Moulin - Parcelle HT 115	489
MAI2019-0071	ARRETE DE PERIL IMMINENT - Commune de MONTPELLIER - Immeuble sis 11 rue Aventurin - Parcelle HP 181 - Interdiction d'habiter du logement R3	492



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

ARRETE DE PERIL ORDINAIRE
Commune de Montpellier
Immeuble sis 16 rue Henri René
Parcelle EW 85

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10.
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » à compter du 1er janvier 2015 ;
- VU le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L 511-1 à L 511-6, L521-1 à L 521-4, et les articles R 511-1 à R 511-11 ;
- VU l'article L 5211-9-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dans sa version modifiée ;
- VU l'article R.556-1 du code de justice administrative ;
- VU l'article 2131-1 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le rapport dressé par Jacques PUCH, expert, désigné par ordonnance de Madame la Présidente du Tribunal administratif de Montpellier, en date du 26 avril 2019, concluant à l'existence d'un péril ordinaire ;
- VU la lettre d'information adressée au propriétaire, Mr. Gilles RAFFARD, demeurant 16 avenue Pasteur à Bergerac (24100), leur signalant les désordres sur le logement sis 16 rue de Henri René, parcelle cadastrée EW 85 susceptibles de porter atteinte à la sécurité des occupants ;
- VU la lettre d'information envoyée à l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine ;

- **Considérant**, qu'en raison de la gravité de la situation, il convient d'engager la procédure de péril ordinaire afin que la sécurité des occupants du logement du premier étage (à droite) soit sauvegardée.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le propriétaire, Mr. Gilles RAFFARD, demeurant 16 avenue Pasteur à Bergerac (24100), devra, dans un délai de **12 mois** à dater de la notification du présent arrêté, prendre toutes mesures pour garantir la sécurité des occupants en procédant à la mise en œuvre des mesures suivantes :

- interdire toutes manifestations festives et respecter la bonne occupation cordiale des lieux ;
- prévoir les réparations des dégradations, à savoir :
 - l'affaissement du sol du séjour,
 - le garde-corps du balcon du séjour,
 - les fissures des cloisons et du plafond du séjour.

ARTICLE 2 : Faute pour le propriétaire mentionné à l'article 1 d'avoir exécuté les mesures ci-dessus prescrites dans le délai précisé ci-dessus, il y sera procédé d'office par la Métropole et aux frais du propriétaire, ou à ceux de ses ayants droit.

ARTICLE 3 : Si le propriétaire ou ses ayants droit, à leur initiative, ont réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout péril, la mainlevée du péril pourra être prononcée, après constatation des travaux effectués, par les agents compétents de la Métropole, de la conformité de la réalisation des travaux aux mesures prescrites par le présent arrêté.

ARTICLE 4 : En application de l'article L.511-2 du code de la construction et de l'habitation, à l'expiration du délai fixé à l'article 1 du présent arrêté et si les travaux prescrits n'ont pas été réalisés, le propriétaire ou ses ayants droit, seront redevables du paiement d'une astreinte administrative exigible dans les conditions prévues à l'article L.543-1 du même code. Sans attendre l'expiration du délai de mise en demeure, il sera procédé à l'encontre du propriétaire ou de ses ayants droit, à l'application d'une astreinte administrative de 200 €, par jour et par lot, définie selon l'ampleur des mesures et travaux prescrits et des conséquences de la non-exécution, majorée de 20 % chaque mois jusqu'au constat par un agent compétent des services de la Métropole, selon les articles R511-15 à R511-20 du code de la construction et de l'habitat. Le propriétaire ou ses ayants droit, tiennent à disposition des services de la Métropole tout justificatif attestant de la réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1. Il sera affiché sur la façade de l'immeuble concerné.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence nationale de l'Habitat (Anah).

Montpellier, le 5 juin 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 12/06/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-89979-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05/06/19

Réception en Préfecture : 05/06/19

Notifié le : 11/06/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

ARRETE DE PERIL ORDINAIRE
Commune de de Montpellier
Immeuble sis 778 avenue du Professeur
Louis Ravas
Parcelle MT 259

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10.
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10.
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L 511-1 à L 511-6, L.521-1 à L.521-4, L.541-2 et les articles R.511-1 à R.511-11 ;
- VU l'article L 5211-9-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dans sa version modifiée ;
- VU l'article R.556-1 du code de justice administrative,
- VU l'article 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU le rapport dressé par M. Christian Jossinet, expert, désigné par ordonnance de Mme la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier en date du 3 mai 2019, concluant à l'existence d'un péril ordinaire.

-VU l'avertissement envoyé à Hérault Habitat, demeurant au 10 rue de l'Oasis à Montpellier (34080), propriétaire de l'immeuble, parcelle cadastrée MT 259, sis 778 avenue du Professeur Louis Ravas à Montpellier (34000)

- **Considérant** qu'en raison de la gravité de la situation, il convient d'engager la procédure de péril ordinaire afin que la sécurité publique et celles des occupants soient sauvegardées ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le propriétaire Hérault Habitat demeurant au 10 rue de l'Oasis à Montpellier devra, dans un délai de **3 mois**, à compter de la notification du présent arrêté, effectuer les travaux de réparation suivants, du bâtiment susvisé :

1°) – Etayer les terrasses sous leurs angles SE à proximité du poteau BA qui les soutient en partie.

2°) – Mener des études géotechniques (missions normalisées **G5** et **G2 NFP94-500**) et structurelles par des bureaux d'études spécialisés pour déterminer l'origine des tassements différentiels de fondations et pour définir les solutions confortatives.

ARTICLE 2 : Faute pour le propriétaire d'avoir réalisé les mesures prescrites à l'article 1 du présent arrêté et après mise en demeure restée sans effet, il y sera procédé d'office à ses frais, ou à ceux de ses ayants droit.

ARTICLE 3 : Si le propriétaire à son initiative, a réalisé les mesures permettant de mettre fin à tout péril, la mainlevée du péril ne sera prononcée qu'après constatation des travaux effectués, par les agents compétents de la Métropole.

ARTICLE 4 : En application de l'article L.511-2 du code de la construction et de l'habitation, à l'expiration du délai fixé à l'article 1 du présent arrêté et si les travaux prescrits n'ont pas été réalisés, le propriétaire sera redevable du paiement d'une astreinte administrative exigible dans les conditions prévues à l'article L.543-1 du même code.

Sans attendre l'expiration du délai de mise en demeure, il sera procédé à l'encontre du propriétaire, à l'application d'une astreinte administrative de 200 €, par jour et par lot, définie selon l'ampleur des mesures et travaux prescrits et des conséquences de la non-exécution, majorée de 20 % chaque mois jusqu'au constat par un agent compétent des services de la Métropole, selon les article R511-15 à R511-20 du code de la construction et de l'habitat.

Le propriétaire, tient à disposition des services de la Métropole tout justificatif attestant de la réalisation des travaux, dans le respect des règles de l'art.

ARTICLE 5 : La mainlevée du présent arrêté de péril ne pourra être prononcée qu'après constatation par les services de la Métropole de la conformité de la réalisation des travaux et mesures prescrites par le présent arrêté.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1. Il sera affiché sur la façade de l'immeuble.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence nationale de l'Habitat (Anah).

Montpellier, le 5 juin 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 13/06/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-89742-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05/06/19

Réception en Préfecture : 05/06/19

Notifié le : 13/06/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

ARRETE DE PERIL IMMINENT
Commune de Montpellier
Immeuble sis 33 cours Gambetta
Parcelle HW 27

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10.
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L 511-1 à L 511-6, L 521-1 à L 521-4, et les articles R 511-1 à R 511-11 ;
- VU l'article L 5211-9-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dans sa version modifiée ;
- VU l'article R.556-1 du code de justice administrative,
- VU le rapport dressé par Madame Françoise Rieu expert, désigné par ordonnance de Madame la Présidente du Tribunal administratif de Montpellier, en date du 22 mai 2019, concluant à l'existence d'un péril grave et imminent ;
- VU l'avertissement envoyé à l'Agence du Courreau, sise 51, rue du faubourg du Courreau à Montpellier (34000) ;
- VU la lettre d'information envoyée à l'Architecte des Bâtiments de France ;

Considérant qu'il ressort de ce rapport qu'il y a urgence à ce que des mesures provisoires soient prises en vue de garantir la sécurité des occupants et la sécurité publique, laquelle est gravement menacée par l'état du bâtiment sis 33 cours Gambetta concernant la toiture du bâtiment sis sur la parcelle cadastrée HW 27.

ARRETE

ARTICLE 1 : Les propriétaires, ci-dessous désignés :

- Monsieur BRIEGEL Dimitri demeurant Krenklstr – 5 81929 Munchen (Allemagne)
- Monsieur EHRHARD Julian demeurant 58 avenue de la 10^{ième} avenue à Lamorlaye (60260)
- Madame GHIRARDI Lisa demeurant 58 avenue de la 10^{ième} avenue à Lamorlaye (60260)
- Monsieur BEN ABOU Smaïl demeurant 33 cours Gambetta à Montpellier (34000)
- Monsieur BAREC Adel demeurant 8 rue du Port Sarrazin à Montpellier (34070)
- Madame SOULATGES Camille demeurant 1^{er} étage Le Rubis - 13 place Joseph Etienne à Marseille (13007)
- SARL EHRHARD LOGEMENTS demeurant 316 rue de Château Bon à Montpellier (34070)
- Monsieur GARO Florian demeurant 33 cours Gambetta à Montpellier (34000)
- Madame MIEUSET Aurélie demeurant 33 cours Gambetta à Montpellier (34000)

Devront, dans un délai de **15 jours** à dater de la notification du présent arrêté, prendre toutes mesures pour garantir la sécurité des occupants et la sécurité publique en procédant à la mise en œuvre des mesures suivantes :

- Interdiction d'habiter pour les logements
- Façades avant et arrière : dispositif de condamnation des accès aux espaces privatifs extérieurs des logements (balcons et terrasses)
- Façade avant sur Cours Gambetta : montage d'un dispositif de protection des usagers des deux commerces et des passants (type plateforme à hauteur R+1 sur une profondeur de 1 mètre et sur la largeur de la façade)
- Pied de limite séparative parcelle HW906 / parcelle HW27, côté parcelle HW906 : en sa partie non bâtie et sur la largeur du commerce en Rez-de-Chaussée droit en HW27, matérialisation par tout moyen d'une zone de 1 mètre interdite à toute personne
- Toiture du commerce en Rez-de-Chaussée droit : mise en place d'une protection de la couverture de cette partie du commerce (type platelage)
- Toiture de la parcelle HW27 (partie au-dessus R+1) :
 - Purger toute la surface des éléments instables (débris, tuiles, polyane)
 - Condamner et protéger les fenêtres de toit
 - Protéger la toiture contre les infiltrations (eau de pluie)

ARTICLE 2 : Faute pour les propriétaires mentionnés à l'article 1 d'avoir exécuté les mesures ci-dessus prescrites dans le délai précisé ci-dessus, il y sera procédé d'office par la Métropole et aux frais des copropriétaires, ou à ceux de leurs ayants droit.

ARTICLE 3 : Si les propriétaires ou leurs ayants droit, à leur initiative, ont réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout péril, la mainlevée du péril pourra être prononcée, après constatation des travaux effectués, par les agents compétents de la Métropole.

Les propriétaires ou leurs ayants droit, tiennent à disposition des services de la Métropole tout justificatif attestant de la réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1. Il sera affiché sur la façade de l'immeuble concerné.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence nationale de l'Habitat (Anah).

Montpellier, le 5 juin 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 12/06/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-90089-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05/06/19

Réception en Préfecture : 05/06/19

Notifié le : 11/06/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

ARRETE DE PERIL IMMINENT
Commune de MONTPELLIER
Immeuble sis 9 Grand Rue Jean Moulin
Parcelle HT 115

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10.
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » à compter du 1^{er} janvier 2015 ;
- VU le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L 511-1 à L 511-6, L 521-1 à L 521-4, et les articles R 511-1 à R 511-11 ;
- VU l'article L 5211-9-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dans sa version modifiée ;
- VU l'article R.556-1 du code de justice administrative,
- VU le rapport dressé par Françoise RIEU experte, désignée par ordonnance de Madame la Présidente du Tribunal administratif de Montpellier, en date du 31 mai 2019, concluant à l'existence d'un péril grave et imminent ;
- VU l'avertissement envoyé à Monsieur SAYSSAC demeurant à 9 Grand Rue Jean Moulin à Montpellier (34000), syndic bénévole de la copropriété, parcelle cadastrée HT 115 sis 9 Grand Rue Jean Moulin ;
- VU la lettre d'information envoyée à l'Architecte des Bâtiments de France ;

Considérant qu'il ressort de ce rapport qu'il y a urgence à ce que des mesures provisoires soient prises en vue de garantir la sécurité des occupants et la sécurité publique, laquelle est gravement menacée par l'état du bâtiment sis 9 Grand Rue Jean Moulin.

ARRETE

ARTICLE 1 : Le syndicat des copropriétaires représenté par Monsieur SAYSSAC le syndic bénévole de la copropriété sise 9 Grand Rue Jean Moulin à Montpellier (34000) demeurant 9 Grand Rue Jean Moulin à Montpellier (34000) devra dans un délai de **15 jours** à dater de la notification du présent arrêté, prendre toutes mesures pour garantir la sécurité des occupants et la sécurité publique en procédant à la mise en œuvre des mesures suivantes :

- 1) Installer un moyen de retenu et de protection contre les chutes d'éléments de façade principale (type filet).
- 2) Condamner la manipulation des équipements d'occultation à projection (3 fenêtres en R+1).
- 3) Protéger des intempéries et eaux de ruissellement par tous moyens les éléments risquant de se désolidariser.
- 4) Ménager une zone de protection de 80 cm minimum en pied de façade.
- 5) Interdire l'accès à l'angle du balcon R+2 (garde-corps).

ARTICLE 2 : Faute pour le syndicat des copropriétaires, représenté par le syndic bénévole de copropriété Monsieur SAYSSAC, mentionnés à l'article 1 d'avoir exécuté les mesures ci-dessus prescrites dans le délai précisé ci-dessus, il y sera procédé d'office par la Métropole et aux frais des copropriétaires, ou à ceux de leurs ayants droit.

ARTICLE 3 : Si le syndicat des copropriétaires, le syndic de copropriété, et les copropriétaires ou leurs ayants droit, à leur initiative, ont réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout péril, la mainlevée du péril pourra être prononcée, après constatation des travaux effectués, par les agents compétents de la Métropole.

Le Syndicat de copropriétés, le syndic de copropriété, ou les copropriétaires ou leurs ayants droit, tiennent à disposition des services de la Métropole tout justificatif attestant de la réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1. Il sera affiché sur la façade de l'immeuble concerné.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence nationale de l'Habitat (Anah).

Montpellier, le 18 juin 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 18/06/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-91038-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18/06/19

Réception en Préfecture : 18/06/19

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

ARRETE DE PERIL IMMINENT
Commune de MONTPELLIER
Immeuble sis 11 rue Aventurin
Parcelle HP 181
Interdiction d'habiter du logement R3

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L 511-1 à L 511-6, L 521-1 à L 521-4, et les articles R 511-1 à R 511-11,
- VU l'article L 5211-9-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dans sa version modifiée,
- VU l'article R.556-1 du code de justice administrative,
- VU le rapport dressé par Monsieur Bernard BLANCO, expert, désigné par ordonnance de Madame la Présidente du Tribunal administratif de Montpellier, en date du 24 Mai 2019, concluant à l'existence d'un péril grave et imminent ;
- VU l'avertissement envoyé à Agence St Pierre demeurant à 3 rue de l'Ecole de Médecine (34000), syndic de la copropriété, parcelle cadastrée HP 181, sis 11 rue Aventurin à Montpellier (34000),
- VU la lettre d'information envoyée à l'Architecte des Bâtiments de France,

Considérant qu'il ressort de ce rapport qu'il y a urgence à ce que des mesures provisoires soient prises en vue de garantir la sécurité des occupants, laquelle est gravement menacée par l'état du bâtiment sis 11 rue Aventurin, concernant le logement R3.

ARRETE

ARTICLE 1 : Le syndicat des copropriétaires représenté par le syndic de copropriété Agence St Pierre demeurant 3 rue de l'Ecole de Médecine devra dans un délai de **1 mois** à dater de la notification du présent arrêté, prendre toutes mesures pour garantir la sécurité des occupants en procédant à la mise en oeuvre des mesures suivantes :

- 1°) Installation d'un étaielement sur toute la hauteur et sur tous les niveaux de l'immeuble.
- 2°) Faire un diagnostic structurel des murs de mitoyenneté et un contrôle de la solidité des ossatures primaires et secondaires des planchers de tous les niveaux par un bureau d'études structures et un maître d'œuvre qualifié en patrimoine ancien.

ARTICLE 2 : Faute pour le syndicat des copropriétaires, représenté par le syndic de copropriété Agence St Pierre, mentionné à l'article 1 d'avoir exécuté les mesures ci-dessus prescrites dans le délai précisé ci-dessus, il y sera procédé d'office par la Métropole et aux frais des copropriétaires, ou à ceux de leurs ayants droit.

ARTICLE 3 : Pour des raisons de sécurité, compte tenu des désordres constatés, **le logement situé au R3 doit être entièrement évacué de ses occupants immédiatement**. Cette évacuation est à caractère temporaire et prendra fin après mainlevée de tout péril.

ARTICLE 4 : Le copropriétaire du logement précité doit avoir informé les services de la Métropole de l'offre d'hébergement qu'il a faite aux occupants en application des articles L 521-1 et L 521-3-2 du code de la construction et de l'habitation, sans délai.

A défaut, pour le copropriétaire d'avoir assuré l'hébergement provisoire des occupants, celui-ci sera effectué par la Métropole, aux frais du copropriétaire.

ARTICLE 5 : Le syndicat des copropriétaires, le syndic de copropriété et les copropriétaires sont tenus de respecter les droits des occupants dans les conditions précisées aux articles L 521-1 à L 521-3-2 du code de la construction et de l'habitation.

Le non-respect des obligations découlant du présent arrêté est passible des sanctions pénales prévues par l'article L 511-6 ainsi que par les articles L 521-4 et L 111-6-1 du code de la construction et de l'habitation.

ARTICLE 6 : Si le syndicat des copropriétaires, le syndic de copropriété, et les copropriétaires ou leurs ayants droit, à leur initiative, ont réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout péril, la mainlevée du péril pourra être prononcée, après constatation des travaux effectués, par les agents compétents de la Métropole.

Le Syndicat des copropriétés, le syndic de copropriété, ou les copropriétaires ou leurs ayants droit, tiennent à disposition des services de la Métropole tout justificatif attestant de la réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1. Il sera affiché sur la façade de l'immeuble concerné.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence nationale de l'Habitat (Anah), à la Caisse d'Allocations Familiales

Montpellier, le 18 juin 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 18/06/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-91115-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18/06/19

Réception en Préfecture : 18/06/19

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.